

UN ENTRETIEN
AVEC LE MINISTRE SYRIEN
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**«Le rôle de la France
nous a rappelé
les croisades»**
déclare M. Khaddam

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 95 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 200 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Soudan, 1,40 L. ; Thaïlande, 130 baht.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65672 F
C.C.P. 4207 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LE DÉBAT SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES EN EUROPE

Variations «à la marge»

Depuis l'option zéro lancée par M. Reagan en 1981 (pas de missiles américains ni soviétiques à moyenne portée) et la proposition Andropov qui lui répondit un an plus tard (pas de missiles américains, cent soixante-deux fusées soviétiques en Europe), aucun changement de fond ne s'est produit dans les positions des Deux Grands aux négociations de Genève. Du côté soviétique, on s'est borné à tirer quelques conséquences logiques de la même proposition de décembre 1982 : par exemple en acceptant que les missiles « réduits » en Europe soient détruits et non pas transférés vers l'Asie, ou que le comptage ait lieu en ogives et non pas en lanceurs. Du côté américain, les seuls gestes enregistrés ont été faits « à la marge » des négociations, sans revenir sur ce qui constitue encore aujourd'hui l'obstacle fondamental à un accord : le refus des pays de l'OTAN de prendre en compte les armements français et britanniques.

Ce qu'a dit M. Reagan dans son discours à l'ONU ne dément pas cette conclusion. Rien n'est changé au principe de la prise en compte des seuls armements soviétiques et américains, ce qui a suffi à Radio-Moscou pour juger « inacceptable » cette « simple modification de l'option zéro ». En revanche, le président fait écho, comme il l'affirme, aux « préoccupations soviétiques » sur d'autres points, mais d'une manière qui n'est pas tout à fait nouvelle et qui reste parfois ambiguë.

Un point intéressant est l'accord donné par Washington pour s'occuper des avions porteurs d'armes nucléaires, comme le demande Moscou, et non pas seulement des fusées. Mais les États-Unis n'avaient jamais dit qu'ils refusaient de se pencher sur ce problème : la décision de l'OTAN de 1979 recommandait seulement de traiter comme « objectif immédiat » le problème des missiles basés à terre, sans exclure une discussion sur les autres systèmes d'armes.

De même, la disposition américaine à « réduire le nombre des Pershing-2 tout comme celui des missiles de croisière » va au-delà du désir de Moscou, qui s'inquiète tout particulièrement des premiers engins, beaucoup plus rapides. Mais on peut aussi l'interpréter comme un refus du projet de compromis discuté en juillet 1982 à Genève par les deux négociateurs, projet qui prévoyait, lui, la renonciation pure et simple aux Pershing.

Enfin, l'assurance donnée par M. Reagan que les États-Unis « ne compenseront pas le déploiement soviétique global par des déploiements américains en Europe » ne brille pas par sa clarté. Elle semble aller dans le sens d'indications antérieures, selon lesquelles Washington laisserait pour le moment en l'état la situation en Asie, sans renoncer à contrebalancer un jour plus lointain — M. Reagan a réaffirmé le principe — les cent huit SS-20 que Moscou y a installés.

Curieusement, le président américain a fort peu mentionné les autres conversations qui se déroulent parallèlement avec l'URSS sur les armements intercontinentaux (START), alors pourtant que leur évolution est nettement plus prometteuse que l'autre négociation de Genève sur les euromissiles. Peut-être parce que la discrétion convient mieux dans ce cas, et aussi parce que ce sont essentiellement les opinions, non les gouvernements, que chacun cherche à convaincre de son bon droit avant l'échéance de décembre.

Moscou juge « inacceptables » les propositions de M. Reagan sur les euromissiles

Crispation et durcissement caractérisent la diplomatie soviétique depuis l'affaire du Boeing sud-coréen

L'agence Tass n'a pas tardé à dénoncer comme « démagogie » et « mensonge cynique » le discours « hypocrite » prononcé par M. Reagan devant l'ONU lundi, tandis que Radio-Moscou juge « inacceptables » ses propositions sur les euromissiles.

Les propositions de M. Reagan sur les armements ne sont pas bouleversantes, mais elles fournissent au moins une indication : malgré l'indignation soulevée par la destruction du Boeing sud-coréen, malgré tout le parti qu'il a pu en tirer pour sa propagande antisoviétique, le président américain n'a pas écarté ceux qui le pressaient, dans les milieux conservateurs, de suspendre tout dialogue avec Moscou et de faire une croix sur les pourparlers de Genève. Sans doute personne à Washington, pas plus d'ailleurs qu'en Europe, ne croit plus guère à la possibilité de conclure un accord avec l'URSS avant l'arrivée en R.F.A., en Grande-Bretagne et en Italie des premiers missiles de l'OTAN en décembre. Certains auraient même

plutôt tendance à s'en réjouir : pour ceux-ci, les propositions modifiées du président américain n'ont d'autre valeur que de démontrer la « bonne volonté » de l'Occident et de désamorcer autant que faire se peut

l'impact encore hypothétique de l'« automne chaud » des contestations allemandes.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 6.)

Point de vue

Pacifisme, atlantisme, sécurité européenne

I. — Ne pas céder au chantage

par JEAN-PIERRE COT (*)

A l'occasion de l'installation des fusées Pershing et des missiles de croisière, les manifestations pacifistes vont redoubler d'énergie cet automne. Les foules seront nombreuses à se porter spontanément sur les sites d'implantation, mues par la sourde inquiétude du surarmement nucléaire et l'horreur des photographies d'Hiroshima. Ce serait une erreur de croire la France immunisée contre ce genre de mouvement. Le succès du rassemble-

ment de Vincennes, pourtant organisé par le parti communiste et la C.G.T., atteste l'existence d'une sensibilité comparable chez nous. A juste titre, car les pacifistes ont raison !

Certes, ils n'ont pas raison de défilier. La fiocelle est un peu grosse, alors que l'Union soviétique vient de

se doter d'un avantage décisif en Europe avec l'installation des SS-20 (sans défilés pacifistes à l'Est...), de réclamer le gel des armements dans une telle situation de déséquilibre. Je ne sais pas si l'Union soviétique manipule les responsables du mouvement pacifiste européen : je sais qu'elle les encourage ouvertement car elle a tout à l'avantage à leur action.

(Lire la suite page 5.)

L'approche de l'échéance de l'installation des missiles Pershing en Europe de l'Ouest, prévue pour la fin de l'année, si la négociation américano-soviétique de Genève échoue, semble entraîner l'opinion française dans un débat qui était demeuré, jusqu'à présent, malgré les efforts du P.C.F. et ses mobilisations parfois réussies, marginal. Le principal signe de cette évolution est, aujourd'hui, l'engagement de la C.F.D.T. au côté des organisations réunies dans le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE).

La déclaration commune, rendue publique, mardi 27 septembre, par la C.F.D.T. et le CODENE, traduit la volonté de la centrale de M. Edmond Maire d'aider au développement d'un mouvement de paix indépendant du P.C.F. La décision de la direction confédérale résulte, pour une part, de la pression de l'encadrement cédésiste, hostile à l'arme nucléaire et sensible à la diffusion de thèmes pacifistes dans certains milieux associatifs d'inspiration chrétienne, mais aussi embarrassé par l'activité de la C.G.T. autour de ces mêmes thèmes dans les entreprises.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Le gouvernement dissout la C.C.N. « façade légale » des clandestins corses

Après la provocation des nationalistes, le conseil des ministres a opté pour une politique de fermeté

Moins d'une semaine après les provocations du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) visant à discréditer l'État, le conseil des ministres, réuni mardi 27 septembre, a décidé, sur proposition du ministre de l'Intérieur, M. Gaston Defferre la dissolution de la « Consultative des comités nationalistes » (C.C.N.). Ce mouvement passe pour être la façade légale du F.L.N.C., lui-même dissout en janvier 1983.

Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a précisé que cette interdiction était justifiée par « les liens nombreux et constitutifs » entre la C.C.N. et le F.L.N.C., prouvés par des documents et des faits

qui se sont produits depuis janvier 1983, parmi eux l'assassinat de M. Pierre-Jean Massimi... Il est apparu clairement, a poursuivi M. Gallo, que la C.C.N. demeurait le refuge légal des militants du F.L.N.C., endossait ouvertement ses buts et joignait la théorie à la pratique.

L'ex-F.L.N.C. aurait lui-même précipité la mise hors la loi de la façade officielle du mouvement nationaliste. En revendiquant le meurtre de Pierre-Jean Massimi, il a attiré l'attention de l'État sur ceux de ses partisans qui avaient, tout lété, de manifestations en déclarations publiques, accusé le secrétaire général du département de la

Haute-Corse, d'avoir été l'un des artisans du « complot » de l'État dans l'« affaire Orsini ».

En « condamnant » Pierre-Jean Massimi, comme il l'a expliqué dans son communiqué du 22 septembre, l'ex-F.L.N.C. dénonçait du même coup les procureurs de la sentence, les militants de la C.C.N. Il offrait à la répression sa propre « vitrine » légale. Le gouvernement pouvait-il tolérer l'existence d'un mouvement qui, en forgeant le soupçon, s'était rendu coupable d'un véritable appel au meurtre ?

Le pouvoir a trouvé dans ce dérapage de la C.C.N. l'occasion d'interdire cette association sans provoquer la colère des démocrates corses ou

continentaux qui pourraient critiquer l'étouffement d'un courant d'opinion important, très actif, mais non représenté dans les institutions politiques de l'île. Le gouvernement peut aussi se justifier d'avoir attendu huit mois pour prononcer cette dissolution, malgré les conseils d'une partie de l'appareil d'État. En janvier, M. Mitterrand s'était, en effet, rangé à l'avis de ceux qui minimisaient les liens entre la C.C.N. et l'ex-F.L.N.C., prônant le maintien d'une « structure d'expression » nationaliste, d'une passerelle, même fragile, avec la communauté insulaire.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 12.)

DANS CE NUMÉRO :

Les Entretiens de Bichat

*Durant une semaine, à
Paris, la grand-messe
du savoir médical*
(Lire pages 15 et 16)

Le câblage de la capitale

*Une lettre de
M. Chirac à M. Mauroy*
(Lire page 25)

L'endettement du Brésil

*Un nouveau crédit de
11 milliards de dollars*
(Lire page 41)

Claude Lévi-Strauss L'identité

SÉMINAIRE CONÇU ET ANIMÉ PAR JEAN-MARIE BENOIST.



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

LIRE PAGE 12

Une piste « noire »
par EDWY PLENEL

**Les jeux dangereux
de la « cellule élyséenne »**

AU JOUR LE JOUR

Bateaux

Les États-Unis battus sur mer ! L'exploit des navigateurs australiens qui ont mis fin, dans la baie de Newport, à la suprématie séculaire de l'Amérique bouleversée le Nouveau Monde. Une défit relevé — et gagné — une coupe déboulonnée, et voilà l'Amérique de M. Reagan prête à sombrer dans l'affliction, humiliée.

N'exagérons rien. Il y a encore, de par le monde, quelques bateaux américains autrement efficaces et prêts à relever bien d'autres défis. Et ils ne sont pas à voiles.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT DE TINO ROSSI

Le chanteur de l'amour heureux

Le chanteur Tino Rossi est mort le 26 septembre à Neuilly (Hauts-de-Seine), des suites d'un cancer du pancréas. Il était âgé de soixante-seize ans. Les obsèques auront lieu le 29 septembre à Paris à 11 heures dans l'église de La Madeleine. Conformément à son souhait, Tino Rossi sera inhumé en Corse, à Ajaccio, le lendemain.

Toute sa vie, Tino Rossi aura chanté l'amour heureux, que ce soit à l'égard d'une femme, d'un enfant ou du monde. Il aura été l'interprète débordant d'un sentiment sublimé, n'éparpillant ni son attention ni ses forces, ne changeant jamais d'élément, assumant son rôle avec une solidité tranquille, une assurance désarmante.

Tino Rossi possédait une voix très longue qui, dans les années 30, couvrait trois octaves. Il était, disait Boris Vian, « un de ces rossignols qui travaillent sur une branche où les paroles ne comptent pas ou si peu ». Mais le chanteur ne forçait pas la puissance de son organe vocal. Il ne chantait pas l'amour — à coups

de bâton — et, finalement, donnait à chacun l'impression qu'il pouvait en faire autant.

Et c'est sans doute la clé de son impressionnant succès. Tino Rossi ne dérangeait pas, n'avait jamais dérangé. Ce n'était pas dans son rôle de chanteur de charme au visage impassible, susurrant d'une voix de lait et de miel, tendre et sucrée. Ce n'était pas dans son tempérament, peu propice à l'éclat ou au panache et pour tout dire d'une banalité déconcertante.

Quand, en 1933, Tino Rossi chanta pour la première fois au Casino de Paris *Vient venir, Vient venir, viens l'amour*, et *Un baiser de femme sous un ciel de feu*, la radio s'installa dans la plupart des foyers français, et la commercialisation du 78 tours s'accéléra. Jean Sablon, Pills et Tabert pratiquaient déjà une sorte de vagabondage musical (*Couché dans le jardin, le Vieux Château, Le petit chemin qui sent bon la noisette*), et Charles Trenet s'apprêtait à bouleverser la chanson française.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 22.)

صكزا من الامم

Le Monde

La société du non-travail

par ALFRED GROSSER

OUI, il faut lutter contre le chômage, et l'urgence de cette lutte est telle que le recours à tous les moyens concevables est légitime. A condition d'en mesurer le coût. Or cette mesure et cette limitation sont hors d'atteinte si la valeur de plus en plus dominante de la société est le non-travail.

Le moyen le plus sérieux de diminuer le chômage est de créer des emplois créateurs. Le moyen le plus immédiatement accessible est de donner à des chômeurs des emplois dont on a éliminé et stérilisé les détenteurs. Le cas le plus patent est celui de notre système de préretraites. Quand ceux qu'on a poussés vers la sortie sont remplacés (et ils ne le sont même pas toujours : souvent il s'agit simplement de rendre moins douloureuse une suppression d'emplois), on a bien donné du travail à leurs remplaçants ou aux remplaçants de leurs remplaçants. Mais à quel prix ?

Le coût des préretraites pèse sur la collectivité, notamment sur les entreprises, nuit à l'investissement ou (et) alourdit les prix, ce qui affaiblit la compétitivité internationale, donc supprime des emplois, donc supprime des préretraites. En général en situation de haute qualification, de responsabilité sinon de créativité, est condamné à la stérilité. Il y a donc destruction de capital - du capital qu'on dit par ailleurs être le plus précieux, à savoir le capital humain. Laissons de côté les tragédies personnelles, les désespoirs nés de cette sorte de mort sociale. Limitons-nous au coût social : puisque toute activité même non payée, surtout non payée, est interdite, il n'apporte plus rien à la collectivité. Le journa-

liste n'a plus le droit d'écrire. Le chef de chantier donnant un coup de main à son fils artisan se voit arrêté par l'inspecteur du travail qui lui assène un rude « vous n'existez plus avant l'âge de la retraite légale ». A moins de supposer que n'importe qui peut écrire n'importe quoi, et que n'importe quel savoir peu développé vaut n'importe quel savoir densifié par l'expérience, on a ainsi mutilé la production collective par transformation de producteurs en assistés.

La tête vide

Soulignons qu'il n'est pas question de trouver mauvais - au contraire ! - que les hommes et les femmes exerçant un travail épuisant ou (et) intellectuellement stérilisant puissent, s'ils le désirent, s'arrêter de plus en plus tôt pour obtenir enfin la chance d'une vie moins mutilante. Il ne s'agit pas non plus de partir en guerre contre l'accession élargie aux loisirs. Mais il s'agit bel et bien de s'en prendre à la valorisation du loisir au détriment du travail de plus en plus présent à la fois comme antisocial et comme destructeur.

Comme antisocial : travailler au-delà de ce qui est strictement nécessaire passe déjà pour voler le travail d'autrui. Donc doucement, s'il vous plaît, pas de zèle ! L'absurde raisonnement se répand d'autant plus qu'il correspond à la conception aussi fautive que folle de l'égalité, l'uniformité, de l'égalité comme alignement sur les moins créateurs. Antisocial dans ce sens tout activité désintéressée ! Même si aucun emploi rémunéré n'existe pour répondre au besoin. Même si les emplois rémunérés sont fort coûteux pour la municipalité ou l'Etat, donc pour le

budget alimenté par tous. Qu'elle est donc insupportable, la femme sans activité professionnelle rémunérée qui se mule d'assumer des responsabilités, notamment dans une association volontaire, au lieu de chercher un emploi sur le marché du travail ?

Une belle contradiction

Nous touchons là au passage une des plus belles contradictions dans les attitudes à la mode. D'une part, l'épanouissement de la femme n'est possible que par le travail professionnel. D'autre part, le travail professionnel est une aliénation servant tout au plus à financer la vraie vie, la vie épanouissante, celle des loisirs, du temps libre, puis de la retraite.

Le travail, en effet, passe pour destructeur. Des deux thèmes contradictoires venus du fond des âges judéo-chrétiens - le travail maldictio du « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », et le travail créateur, épanouissant du « laborare est orare » : travailler, c'est prier - le premier l'emporte de loin aujourd'hui, en réaction contre les abus faits du second, en particulier pour maintenir des millions d'hommes et de femmes dans des tâches abrutissantes.

Déjà à l'âge scolaire, le nouveau maître fait dire : « Travailler, c'est jouer ! ». Apprendre, exercer son intelligence et mémoire ne saurait être un plaisir, il vaut mieux le cacher pour ne pas être mal vu des camarades, sauf une fois franchis des barrières et conquis à des groupes restreints où le travail se trouve valorisé à l'excès, comme les classes préparatoires... Que de

fausses pédagogies séparant artificiellement l'effort et la joie ! Certes au nom de la lutte justifiée contre l'autoritarisme destructeur de personnalités, contre l'ingurgitation indigeste pour la « tête bien faite » contre la « tête bien pleine ». Mais la tête vide ne saurait être bien faite. Le non-travail, le non-effort ne permettent pas l'épanouissement, de même que la non-directivité abusive ne permet aucune transmission de savoir et de savoir-faire.

« Je serai chômeur » : oui, des centaines de milliers de garçons et de filles prononcent la phrase avec crainte et découragement en regardant les statistiques et en pesant leurs chances. Mais combien d'autres, déjà, la profèrent avec le demi-sourire qui traduit le rêve de la petite vie où, grâce aux allocations versées par la vilaine société, on aura seulement des loisirs, on sera pleinement débarrassé de la maldiction du travail.

Évidemment, il faudrait tenir alors un langage fermement réactionnaire. Parler de la volonté pour la valoriser. Montrer que l'apprentissage accompli grâce à la volonté conduit à la maîtrise - de soi, des objets, des idées - qui est source de satisfactions profondes, de joies enrichissantes.

Si réactionnaire que cela ? Mais que déplore-t-on donc en parlant des athlètes ou des nageurs français ? A quoi nous appelons donc nos dirigeants ? Vive l'effort, vive la production, vive le citoyen engagé, vive le militant ! Mais un militant sans volonté, sans continuité dans l'engagement, donc sans capacité de sacrifier les velléités à l'essentiel, cela n'existe pas ! L'appel à l'effort inséré pour promouvoir une société du non-travail du loisir désintéressé : demandons donc qu'on nous explique cette belle logique-là !

LU

« L'ÉGLISE SOUS PIE XII », de Jean Chelini

Les raisons du « silence »

VINGT-CINQ ans après la mort de Pie XII, ses « silences » devant le nazisme et l'extermination des juifs continuent de faire l'objet de débats très rudes. Chaque génération s'interroge, et la relance de la polémique, qu'elle inspire la réquisitoire ou module le panegyrique, tient peu compte des quelques points fixes par des historiens que n'anime pas la passion.

Le travail de Jean Chelini vise à la fois à « ne pas dissimuler les faiblesses du pontife » et à résumer les « campagnes de dénigrement » qui ont « occulté entièrement » les autres aspects du pontificat.

Remarque parfaitement fondée, tant une méconnaissance radicale frappe les ouvertures de Pie XII dans plusieurs domaines n'impliquant pas seulement les relations de l'Église avec les États. La figure de Jean XXIII lui est opposée en contraste. Or la rupture dessinée par tant de commentateurs entre Pie XII et ses successeurs n'est qu'une fausse perspective. Il y eut continuité. Pie XII a rendu possible le Concile (et l'envisagea même), et la référence implicite à ses choix explique Jean-Paul II. Mais ces aspects feront l'objet du second tome de M. Chelini.

Le premier s'en tient à la guerre, et donc au « silence » replacé dans la situation globale de l'Église : « Condamner Hitler, c'est condamner l'Allemagne ». Tel est l'argument majeur qui aurait, selon M. Chelini, incité Pie XII à prêter secours aux victimes en secret et à ne pas prononcer de déclarations publiques. Il a tenté de préserver le catholicisme dans le Reich nazi, les persécutés contre les persécuteurs. Ses raisons sont toujours ramenées à sa « germanophilie ». Nous-mêmes, dans un ouvrage ancien, n'avons pas manqué.

C'est prendre trop aisément les apparences pour des motivations, adopter un point de vue bien abstrait et qui ne tient pas compte de la préoccupation plus vaste et plus « romaine » qui anime la vie et l'œuvre d'Eugenio Pacelli. Il ne s'agit pas d'affinité pour l'Allemagne culturelle - car à l'époque c'est à l'égard très orienté vers la France - mais de politique ecclésiastique.

Le temps où la papauté était inconcevable sans un pouvoir temporel et une souveraineté territoriale, restait très présent aux esprits lorsqu'il entra à la secrétairerie d'État.

Or le parti allemand du Centre, qu'il découvrit à partir de 1919, et auquel il fut très lié, apportait à l'État un puissant ferment d'intégration des catholiques dans la vie politique. L'Église institutionnelle, à donner un interlocuteur fidèle, contrôlable et capable d'assurer la médiation avec les autres formations non catholiques. Ce qui avait échoué en Italie et en France - à savoir une forme d'insertion temporaire détachée de toute souveraineté - réussissait dans ce modèle allemand.

dont la force permit plus tard un type de concordat des plus avantageux pour l'Église. La « germanophilie » n'entraîne guère dans la volonté de Pie XII de préserver ce modèle, quelles que fussent plus tard les déceptions, au-delà même de l'époque nazie.

Dans l'esprit de Pie XII, le pasteur et le juriste se sont déchirés, à n'en pas douter. La question de l'opportunité du « silence » s'est posée, et même assez publiquement, dès septembre 1939. Les pressions ne cessèrent pas, pendant tout le conflit, pour que le pape prononçât une condamnation explicite des crimes non seulement « nazis » mais « allemands ». Elles vinrent des gouvernements anglais et américains, des représentants en exil des peuples écrasés, et même de l'entourage du pape. Il y a de bonnes raisons de penser que Mgr Montini, le futur Paul VI, inclinait en ce sens.

Quels auraient été les effets de la réaffirmation des principes autrement qu'en termes généraux ? Il est vain de spéculer. Il est nécessaire en revanche de restituer le drame dans son véritable climat et avec toutes ses complexités. Bien des données manquent encore. Certes, le Saint-Siège a publié ses actes et documents diplomatiques pour cette période, mais l'exploitation critique de cette documentation brute n'a guère été entreprise. M. Jean Chelini y fait souvent référence.

Son mérite est grand d'avoir entrepris la synthèse d'un thème qui requiert de longs développements. La bibliographie disponible remonte à une vingtaine d'années. Elle est faite de répétitions dont l'ethnographie dévalise l'intérêt. Pour le reste, les témoignages des personnalités romaines ne disent pas l'essentiel. Les plus intéressantes sont aussi les plus scrupuleusement fidèles au « secret pontifical » qui les liait au service de Pie XII, et par conséquent les plus décevantes pour l'historien. De l'homme Pacelli, du gouvernement, de sa formation, rien n'est connu que quelques traits de légende dorée.

Jean Chelini a justement relevé deux traits qui ont conservé toute leur force, malgré les expériences, depuis 1939 : la sous-estimation par Pie XII des effets de sa parole et de ses moyens pastoraux, et la surestimation par les gouvernements de ces mêmes moyens. C'est d'ailleurs un fait assez constant que les agnostiques ou les non-croyants sont enclins à attribuer au pape une efficacité de gestes et de mots dont la seule puissance provient de l'espoir. Les catholiques, surtout à Rome, comprennent mieux que ses charismes sont dévolus à un homme bien réel et ancré dans son temps, ce qui fonde et limite en même temps sa crédibilité.

JACQUES NOBÉCOURT.
★ L'Église sous Pie XII, tome I, le Tournement, de Jean Chelini, Fayard, 355 p., 98 F.

LETTRES AU Monde

Réplique à MM. Prévost et Lecrubier

Dans son édition du 6 septembre 1983, votre journal consacre sa rubrique « idées » au projet de loi sur l'application des peines présenté par le garde des sceaux au conseil des ministres du 30 août dernier. Certaines des tribunes libres publiées à cette occasion appellent des observations et des précisions qu'il paraît utile de porter à la connaissance des lecteurs du Monde.

1. M. Bernard Prévost, avocat au barreau de Paris, dans son article « Le juge et la victime », tout en approuvant l'objet et l'esprit du projet de loi, déplore que la victime de l'infraction ne voit reconnaître « institutionnellement » la qualité de « partie » devant le tribunal de l'application des peines et qu'elle soit amenée, de ce fait, à jouer le rôle normalement imparti au ministère public.

Tel n'est pas le contenu du texte qui sera soumis au Parlement. Il nous paraît essentiel, pour des raisons humaines aussi bien que matérielles, que la victime ne soit point ignorée lors de l'examen d'une demande de libération conditionnelle. Il faut notamment que l'on sache si elle a été désintéressée, si elle n'a pas été menacée, etc. Il sera donc procédé à son audition par le juge de l'application des peines lors de l'instruction de la demande.

Ainsi, la victime aura la faculté de faire valoir ses intérêts de toute nature au moment où va être prise une décision pouvant les compromettre. Mais elle ne sera pas pour autant une partie au procès, et le ministère public exercera pleinement, pour sa part, les prérogatives qui lui sont traditionnellement reconnues pour la protection de l'ordre public. En définitive, loin de transgresser les principes fondamentaux de notre droit, le projet de loi lui applique au stade ultime

du processus pénal, marquant un progrès sensible de l'état de droit.

2. M. Daniel Lecrubier, au nom du Syndicat de la magistrature, tout en approuvant la réforme dans ses grandes lignes, comme la majorité des magistrats consultés, regrette de son côté que le principe de « justice » ne soit pas étendu à certains aspects du régime pénitentiaire.

Il est exact que le projet de loi met un terme à la confusion des genres qui a été si souvent dénoncée en la matière, et qu'il distingue : d'une part, l'application des peines, qui recouvre l'ensemble des mesures (libération conditionnelle, permission de sortir...) pouvant affecter la condamnation et relèvent désormais dans tous les cas du pouvoir judiciaire ; d'autre part, l'exécution des peines, qui englobe tout ce qui fait le régime carcéral et continuera d'être assuré - comme il est normal - par l'administration pénitentiaire.

Cette répartition des responsabilités n'exclut pas, au demeurant, une collaboration entre les autorités qui les exercent. Ainsi seront maintenues les règles en vigueur prévoyant que le juge de l'application des peines est informé de toutes les sanctions disciplinaires et qu'en cas de punition de cellule supérieure à quinze jours le chef d'établissement en fait rapport à la commission de l'application des peines présidée par ce magistrat. De même, le juge de l'application des peines continuera d'être consulté sur les affectations des condamnés ainsi que sur les transfèvements d'un établissement pénitentiaire dans un autre.

MICHEL JEOL,
des affaires criminelles
et des grâces
au ministère de la justice.

Cartes de presse et cartes de parti

« L'hebdo qui a un bon gauche ». Les Nouvelles. « A droite tranquillement ». Le Magazine Hebdo. Décidément, il est de plus en plus dangereux de se promener sur le trottoir entre la Flore et les Deux Magots, voire de traverser pour aller dîner chez Lipp : on risque d'être renversé ou d'y perdre sa réputation de crédibilité. Oui, l'écris crédible... L'objectif et la subjectivité c'est, dit-on, devenu un combat d'arrière-garde comme celui de l'école libre ou de l'école laïque... Maintenant, on ne parle plus que d'honnêteté, de journalisme honnête... ce qui signifie, dans le langage de ces gens-là, qu'il faut être soit militant de gauche soit militant de droite si on veut exercer convenablement ce métier. Journaliste professionnel, curieux de tout, ce ne compte plus. La carte officielle est désormais celle d'un parti, et ce n'est qu'un exemple des voies sans issue auxquelles nous mènent les nouvelles entreprises de presse,

qui toutes se portent bien, du moins au moment de leur démarrage.

Il est vrai que la route est déjà tracée. Que dire des « vedettes » de l'audiovisuel, un jour sur TF 1, hier sur FR 3 et demain sur Antenne 2, hissées sur un piédestal d'états d'âme grâce à la presse parasite spécialisée des médias soeurs. On s'en accommode ou bien on en compose...

Il y a les cartes de parti, il y a les cartes de crédit. La commission de la carte d'identité des journalistes professionnels devrait désormais distribuer des attelles pour porte-micro ou porte-plume. Chacun, dans ce milieu de connivence (comment peut-il en être autrement quand on est inféodé à un parti ou à une marque de lessive ?), y reconnaîtrait les siens, mais il n'est pas sûr que l'auditeur et le lecteur aient de l'information.

MICHEL HUTH,
Journaliste (Paris).

Algériens et « pieds noirs »

Pourquoi certains Français de France veulent-ils sans cesse et toujours opposer les communautés pieds-noirs et arabe, sans voir ce qui peut les réunir ? Dans quels dessein, dans quels buts innouvables s'entassent ainsi en permanence le trouble et la haine entre deux communautés issues d'une même terre, ayant de nombreux points communs et qui commencent aujourd'hui à se retrouver ?

Dans un article paru dans un journal pied-noir, un dirigeant algérien nie les points communs : « Fraternité et complicité entre Algériens et pieds-noirs, ancienne et nouvelle, existent entre deux cultures, existence d'une identité algérienne née d'apports de civilisations différentes... »

Il ajoutait : « Aujourd'hui, des mains se tendent de chaque côté de la Méditerranée, des jeunes pieds-noirs, enfants de harkis ou de fellagas, redécouvrent avec émerveillement que, au-dessus des questions de nationalité et des séquelles de conflit, il existe quelque chose qui les rapproche et en quoi ils se reconnaissent. De part et d'autre, on réapprend à être algérien... Des questions surgissent qui n'ont pas encore de réponses possibles. Des recherches sont entreprises, des contacts se nouent, des amitiés se lient, des voyages s'organisent : les visages se décrispent et des sourires apparaissent, les poings se desserrent et des mains se tendent, les costumes de ceci ou de cela sont rangés au grenier de l'histoire et des cœurs s'ouvrent pour réapprendre à se connaître... »

« Sans rien dire de ce soit du passé, il en est même qui ont délibérément choisi de regarder vers l'avenir... »

Le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie est de ceux-là, de ceux qui pensent que, demain, ceux des pieds-noirs qui le désirent pourront réintégrer la nation algérienne, dans une fraternité retrouvée, et faire revivre leur communauté au sein de toutes les communautés algériennes.

PIERRE COURBIS
secrétaire du mouvement
Pieds-noirs pour l'Algérie
(P.N.P.A.), Montpellier.

Et le « gouffre » de la route ?

Si le rail est un « gouffre » (le Monde du 26 août, article de M. Collet) comment qualifier la route avec ses 12 000 morts annuels, ses dizaines de milliers de blessés. Combien coûtent-ils à la collectivité ? Combien coûtent également les constructions et les réparations des routes défoncées par les innombrables poids lourds ?

Évidemment, le prix du rail apparaît dans le budget de la S.N.C.F. puisqu'elle finance elle-même ses infrastructures, alors qu'elles ne coûtent rien, sinon les péages, aux transporteurs routiers, qui ne payent qu'une taxe dérisoire à l'essieu.

XAVIER REMIS
(Saint-Avold, Moselle).

Quelle réponse aux insultes ?

Habitant de Meudon depuis plus de trois ans, j'occupe avec une personne de même sexe un appartement situé face à une résidence.

Quasi quotidiennement, nous sommes l'objet d'insultes de la part de jeunes Maghrébins de cette résidence dont l'âge varie entre dix et dix-sept ans environ.

Au début, les quolibets étaient lancés d'un coin de rue. On voyait seulement disparaître les jambes de ceux qui venaient de crier. Devant notre indifférence les insultes ont augmenté en nombre et ils sont devenus effrontés. Maintenant ils nous narquent d'un trottoir à l'autre. Nous n'avons jamais répondu si ce n'est une fois parce qu'on nous avait téléphoné à plusieurs reprises.

Face à ces faits, j'entends bien les conseils des uns ou des autres : « La racie, voir les parents (nous craignent-ils ?), déposer plainte... » Quoi qu'on fasse c'est que l'on traiterait de racistes. Je laisse ceci à la réflexion de tous et de toutes !

X.
(Meudon).

Torture téléphonique

Une lecture, qui, on la comprend, désire conserver l'anonymat, nous écrit :

Mon mari est médecin. En avril 1982, il a refusé d'établir à l'une de ses clientes un certificat de complaisance. Depuis, cette dame, qui vit seule et ne travaille plus, nous appelle jusqu'à plus en plus fort par jour à un numéro qui est celui de notre appartement professionnel et personnel. Elle se nomme souvent, mais, si elle ne le fait pas, nous ne reconnaissons que trop bien sa voix. Cris, injures, menaces, silences, selon les heures, selon les jours, selon les périodes, le rythme et le style des appels varient.

Ma fille, jeune médecin à une autre adresse, est elle aussi importunée.

Nous avons tout fait : alerté la famille de notre persécution, enregistré quelques échantillons de ses injures, soumis à plusieurs reprises le cas aux P.T.T., au commissariat de police, au conseil de l'ordre des médecins et porté plainte auprès du doyen des juges. Résultat : affaire classée sans suite.

Pour que la demande soit peut-être prise en considération j'aurais dû, m'a-t-on dit, alléguer et justifier de troubles psychiques consécutifs à cette persécution : un comble !

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1969)
Jacques Pauvert (1969-1982)

Imprimerie :
de « Le Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

VOTRE ORDINATEUR

enfin,
le magazine pratique
de l'ordinateur
à la maison

16F chez votre marchand de journaux

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LE Cessez-le-feu au Liban

La démission de M. Wazzan complique la préparation du « dialogue de réconciliation »

Beyrouth. — Malgré quelques bavures, le cessez-le-feu proclamé le lundi matin 26 septembre tient bon.

On respire à l'Ouest comme à l'est, mais on ne se fait guère d'illusions : « D'accord, le cessez-le-feu tiendra, mais les solutions politiques, vous rêvez, mon bon monsieur. » Les plus lucides et les plus avisés redoutent même une détérioration de la situation sur le terrain si le processus du dialogue n'est pas engagé rapidement.

Parmi les sceptiques, l'ambassadeur des Etats-Unis, qui aurait, si l'on en croit les journalistes américains, entamé lundi la construction d'un abri en béton armé dans les jardins de sa résidence de Baah, au cas où les choses traînent de nouveau mal. Prudente, l'armée libanaise a fait savoir qu'elle maintiendrait le couvre-feu imposé dans le secteur ouest de Beyrouth à partir de 20 heures.

Le pessimisme ou, pour être plus précis, le réalisme dont fait preuve l'ambassadeur des Etats-Unis est partagé par bon nombre de Libanais qui, malgré l'accalmie, songent toujours à quitter le pays : « Je me demande si je dois envoyer mes enfants à l'école ou à l'étranger » est une phrase que l'on entend souvent dans les conversations.

Un haut fonctionnaire américain, qui a demandé l'anonymat, a laissé entendre, au cours d'une conversation avec des journalistes étrangers, qu'il s'attendait à pas mal de toutes oratoires et peut-être aussi à de nouveaux « accès de violence », avant que « la classe dirigeante du Liban accepte de partager le pouvoir qu'elle détient ». Le responsable américain, qui a joué un rôle essentiel dans les négociations qui ont abouti à la conclusion du cessez-le-feu, a été d'une franchise brutale : « La Syrie, a-t-il dit, est attachée au bien-être de la population libanaise et à un partage équitable du pouvoir entre les différentes communautés. Nous espérons que si un gouvernement était formé et prouvait à la Syrie qu'il est conscient de ses intérêts, Damas jugera qu'il n'est plus nécessaire de maintenir une présence physique dans ce pays ».

Ces propos confirment le point de vue de ceux qui, ici, pensent que les « pressions amicales » exercées par M. MacFarlane, l'envoyé spécial du président Reagan, sont à l'origine des concessions que le président Amin Gemayel a dû peu à peu consentir à l'opposition depuis le début des pourparlers. Il ressort de tout cela que les Etats-Unis, qui n'ont pas abandonné l'idée de « récupérer » le régime du président Assad, espèrent obtenir un désengagement syrien en échange d'un « rééquilibrage interne » au Liban.

La démission que M. Chafic Wazzan, le premier ministre sunnite, a présentée lundi au président Gemayel pourrait, précisément, être le début de ce « rééquilibrage interne ». M. Wazzan, qui a déjà été écarté du comité de dialogue qui doit être prochainement constitué, a invoqué la nécessité « d'ouvrir la voie à la constitution d'un cabinet d'union nationale au sein duquel seraient représentés tous les grands courants politiques du pays ».

Le contentieux entre M. Wazzan et l'opposition libanaise remonte à près de deux ans. Elle lui reproche notamment de s'être aligné, depuis l'affaire de Zahlé, sur les positions du pouvoir sans tenir compte des intérêts de la communauté sunnite dont il est censé être le représentant. Elle lui fait, en outre, grief d'avoir participé à la négociation qui a abouti, le 17 mai dernier, à la signature du traité de paix israélo-libanais et de proclamer à tout bout de champ que la seule option raisonnable pour le Liban est l'option américaine.

Le président Gemayel a cependant décidé de prendre son temps avant d'accepter la démission de M. Wazzan et lui a demandé de « continuer à assumer ses responsabilités en attendant que se dégagent les grandes lignes de l'étape nouvelle ». L'affaire Wazzan a d'ores et déjà ébranlé le climat des pourparlers qui se déroulent actuellement.

Entretien Kaddoumi-Marchais. — M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine, a eu lundi 26 septembre un entretien à Paris avec M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. M. Kaddoumi faisait escale à Paris sur le chemin de New-York où il doit assister à l'Assemblée générale des Nations unies.

De notre envoyé spécial

ment dans les coulisses pour préparer le dialogue. Le président Camille Chamoun, le chef du Front libanais, a menacé de boycotter le congrès national de réconciliation si les présidents de l'Assemblée nationale et du conseil des ministres, MM. Kamal El Assad et Wazzan, étaient effectivement écartés des négociations, ce qui semble être le cas. Tout en réaffirmant son soutien au principe même du dialogue, M. Assad a, pour sa part, estimé qu'aucun des membres de l'Assemblée nationale ne devait être délégué en qualité de représentant au comité de dialogue : « car cela équivaudrait à un engagement préalable de la part de l'Assemblée nationale ».

Pas de « nouvelle Constituante »

Toutes ces querelles demeurent cependant académiques, n'ayant pas encore entraîné en vue de mettre sur pied le comité de dialogue. M. Ghassan Kneib, conseiller pour les affaires politiques du président Amin Gemayel, a d'ailleurs minimisé le rôle et les prérogatives du congrès national de réconciliation. Il a précisé que le président Gemayel et sa délégation représentant les autorités légitimes « ne seront pas une partie séjournant sur un pied d'égalité avec les autres participants ». « Il ne s'agit pas, a-t-il dit, d'un dialogue entre l'Etat et l'opposition. Il est bien entendu que toute réforme est du ressort de l'Assemblée nationale et que le comité envisagé n'est pas une nouvelle Constituante ».

Il a souligné, d'autre part, que le texte de l'accord comportait une référence à la Syrie et à l'Arabie Saoudite, « ce qui constitue déjà la preuve qu'il ne s'agit pas d'une conversation entre Libanais ».

Les Forces libanaises ont, pour leur part, fait savoir que, n'ayant pas

été invitées à participer au dialogue, elles ne s'estiment pas liées par les décisions que prendrait éventuellement le congrès national de réconciliation. Les F.L. affirment cependant qu'elles respecteraient les dispositions de l'accord concernant le cessez-le-feu, tout en précisant qu'elles ne livreraient pas les positions qu'elles occupent encore dans le Chouf et à Sat-Aley que si l'armée se déploie dans toute cette région. La Radio du Liban libre, contrôlée par les Forces libanaises, avait déjà commencé, quelques heures à peine après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, à attaquer violemment l'accord proclamé dimanche soir.

Lundi matin, les avions israéliens survolaient Beyrouth en rase-mottes : une vieille habitude qu'ils avaient perdue depuis pas mal de temps. Une manière comme une autre de rappeler aux Américains et aux chrétiens qu'ils sont toujours là et ne se désintéressent pas de ce qui se passe au Liban.

M. Raymond Eddé, en exil à Paris, qui était désigné comme l'un des participants au dialogue, au cours d'une conversation téléphonique avec le quotidien *Safir*, a affirmé que les conditions qu'il a toujours posées pour son retour au Liban n'avaient pas changé : d'abord le retrait de toutes les forces étrangères du Liban et ensuite la dissolution de toutes les milices armées.

Dans un billet consacré à cette affaire, le *Safir* estime que toutes les raisons invoquées jusqu'à présent par M. Raymond Eddé pour ne pas rentrer au Liban ne sont pas convaincantes : « La participation de M. Eddé à un dialogue doit être le résultat d'un accord préalable, et non d'un pacte national est nécessaire », écrit le *Safir*, qui ajoute : « C'est son devoir à l'égard de son pays, même si ce dialogue n'aboutit pas à des résultats concrets ».

JEAN GUEYRAS.

Le secrétaire général de la Ligue arabe : un point de départ...

De notre correspondant

Tunis. — Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, s'est félicité, lundi 26 septembre, de l'accord sur le cessez-le-feu au Liban, y voyant « le point de départ permettant de doter le pays d'assises nouvelles issues du dialogue et fondées sur la fraternité ». Selon lui, cette « évolution positive » survenant avant le sommet arabe, prévu pour novembre à Ryad, devrait permettre aux Etats arabes de renforcer leur action commune, seule susceptible d'assurer à leur politique « la crédibilité nécessaire pour gagner le soutien des Etats et des peuples amis ».

En revanche, le cessez-le-feu ne paraît pas avoir été accueilli avec autant de faveur par la direction de l'O.L.P. L'Agence palestinienne WAFU, en effet, affirmé lundi à Tunis, que « l'une des conditions préalables » à l'accord avait été l'encerclement par les forces syriennes, dans le nord-est du Liban, de mille combattants et de vingt-cinq familles de civils palestiniens (le *Monde* du 27 septembre). M. Yasser Arafat, qui se trouve depuis douze jours au Liban, a, entrepris, précise WAFU, « des contacts intensifs » avec les chefs d'Etat saoudien, algérien et sud-yéménite, « afin de contrer les menées de ceux qui complotent contre la révolution et la cause palestiniennes ».

Après avoir dénoncé « l'intervention » française, il a accusé Washington « d'avoir engagé avec l'appui du monde chrétien une nouvelle croisade anti-arabe et anti-islamique ».

Il a également précisé que la Libye « demeure toujours en contact avec la France en ce qui concerne plusieurs problèmes africains et notamment celui du Tchad ». Il a ajouté que la Libye et la France considéraient que la guerre ne peut résoudre l'affaire tchadienne et que les deux pays estiment que celle-ci doit trouver sa solution dans le cadre de l'O.U.A.

MICHEL DEURÉ.

L'ESCALE DE M. MOUBARAK A PARIS

« Les relations franco-égyptiennes sont meilleures que jamais »

déclare M. Vauzelle

« Les relations entre la France et l'Egypte sont meilleures qu'elles n'ont jamais été. (...) Elles doivent encore aller en se développant », a déclaré M. Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, après l'entretien, lundi 26 septembre, du président égyptien M. Mubarak avec M. Mitterrand.

M. Mubarak a indiqué qu'au cours de leur tête-à-tête d'une heure et demie les « points chauds » du Proche et Moyen-Orient ont été examinés (il a cité le Liban, le problème palestinien et le conflit irakien-iranien), ainsi que les relations bilatérales. Il n'a pas fait allusion au Tchad. Le président égyptien n'a pas voulu dire si la France et l'Egypte (qui ont déposé, à l'ONU, un projet de résolution sur le Liban et le conflit israélo-arabe l'an der-

nier), envisageaient une nouvelle démarche au Conseil de sécurité.

Interrogé sur l'état des relations égypto-israéliennes, M. Mubarak a répondu : « Nous attendons ce que le nouveau gouvernement [israélien] fera au sujet de Tabé [enclave frontalière contestée], du problème palestinien et du programme de retrait israélien du Liban avant de décider du retour [à Tel-Aviv] de l'ambassadeur égyptien ».

D'autre part, M. Sharon, ministre israélien sans portefeuille et ancien ministre de la défense, est arrivé à Paris, lundi, pour participer à un déjeuner-débat. Il n'est pas prévu de rencontre entre M. Sharon et des membres du gouvernement français — dit-on, de source israélienne.

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE SYRIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le rôle de la France nous a rappelé les croisades

déclare M. Abdel Halim Khaddam

De notre envoyé spécial

libanais ainsi qu'à l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale au Liban. Le gouvernement libanais actuel n'est pas représentatif de tout le Liban ; il ne représente qu'une minorité. Quand il y aura un gouvernement qui exprime la volonté de tous les Libanais, nous serons prêts à discuter avec lui de tout ce qui peut aider le Liban.

Mais si un futur gouvernement d'unité nationale vous demandait de retirer vos troupes du Liban, quelle serait votre réponse ?

Si les Israéliens restent et si l'accord israélo-libanais n'est pas annulé, nous ne nous retirerons pas, répond fermement M. Khaddam. Sans éjecter toutefois : « Un gouvernement d'unité nationale ne nous demanderait pas de partir mais de l'aider à le débarrasser des Israéliens ».

« M. Cheysson soutient M. Gemayel »

Il y a quelques jours, Radio-Damas accusait la France de « porter le casque colonial », et le moins qu'on puisse dire est que, au cours de ces derniers jours, le courant n'a pas très bien passé entre Paris et Damas.

Nous tenons à avoir de bons rapports avec la France dans tous les domaines, mais le rôle de la France aux côtés des Américains nous a rappelé l'époque où l'Occident a tenté de porter la croix au Liban. Si nous avions voulu intervenir, M. Khaddam, qui juge que la politique actuelle de Paris au Liban est « inacceptable et déséquilibrée », ignore les réalités objectives du Liban.

Pourtant, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a affirmé clairement que la politique de la France au Liban ne pouvait être assimilée à celle des Etats-Unis et c'est ce qu'est venu vous confirmer, il y a quelques jours, le secrétaire du Quai d'Orsay, M. François Guitman.

C'est vrai, c'est ce que dit M. Cheysson. Mais en pratique, il soutient M. Amin Gemayel.

Mais M. Gemayel a bien été élu à la présidence de la République.

Nous savons tous que M. Gemayel a été élu sous l'occupation israélienne comme avant lui son frère.

Vous reprochez aux pays de la force multinationale une « politique de la canonniers », mais, tout de même, qui a tiré sur les positions de cette force ?

Les troupes syriennes n'ont pas tiré sur la force multinationale. Elles n'ont pas tiré un seul coup de canon durant cette guerre. Au contraire, nous avons conseillé au Front de salut national d'éviter l'affrontement avec la force multinationale.

Mais, en fait, ne souhaitez-vous pas le départ de cette force multinationale ?

Nous souhaitons qu'elle parte, et le plus tôt sera le mieux.

M. Khaddam, qui devait quitter Damas ce mardi pour New-York, où il interviendra devant l'Assemblée générale des Nations unies, a révélé qu'il y rencontrerait M. Cheysson. De toute évidence, une explication à propos du Liban entre les chefs de diplomatie française et syrienne ne sera pas inutile.

Propos recueillis par EMMANUEL JARRY.

Nous aidons l'opposition à rétablir l'équilibre

Tout de même, vous soutenez l'opposition libanaise à la fois politiquement et sur le terrain. Votre position est en cela bien différente de celle de l'Arabie Saoudite.

C'est vrai, nous soutenons M. Walid Joumblatt et le Front de salut national. Nous considérons que ce que le Front demande est juste. Mais nous ne sommes pas intervenus dans les combats. Si nous avions voulu intervenir, M. Joumblatt aurait pu rentrer à Beyrouth.

Nous partons du point de vue que le Liban doit rester uni, indépendant et doit jouir de toute sa souveraineté. Pour en arriver là, il faut rétablir l'équilibre entre les forces politiques et les forces sociales dans ce pays. Pour le moment, nous aidons l'opposition à rétablir cet équilibre afin que le Liban puisse se tenir sur ses pieds.

« Nous sommes un seul peuple »

On peut vous accuser, et on le fait d'ailleurs abondamment, d'intervenir dans les affaires intérieures libanaises.

La question de nos relations avec le Liban est quelque chose de difficile à comprendre pour les Occidentaux. Jusqu'à la première guerre mondiale la Syrie et le Liban formaient un seul pays. Nous sommes un seul peuple. Je vous donne un exemple : l'ancien ambassadeur du Liban en France, Boutros Dib, était un Syrien ; il est de mon village et il a été mon professeur. Et il a été secrétaire général de la présidence de la République au Liban et candidat à la présidence. La nature de nos relations impose une spécificité dans la coopération entre les deux pays.

Est-ce que l'accord de cessez-le-feu ouvre la voie à des négociations sur le retrait des troupes syriennes du Liban ?

L'ouverture d'une telle discussion est liée à l'évacuation préalable et inconditionnelle des Israéliens et à l'annulation de l'accord israélo-

Trente-trois professeurs des facultés de droit ayant enseigné au Liban, dont M. Jacques Robert, président de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, nous communiquent un texte. « Pour que le Liban ne meure », dans lequel ils écrivent notamment : « Nous lançons un appel à la conscience de nos concitoyens et à celle des autres peuples pour empêcher, avant qu'il ne soit trop tard, la disparition d'un pays qui a été, et demeure, malgré ses épreuves, un foyer de civilisation ».

2 livres très différents...

JEAN ECHENOZ

Cherokee



L'amour et le jazz y jouent leur partie subtile... Une fantaisie rageuse, inédite.

B. Poiriot-Delpech, *Le Monde*
Un désespoir discret et tranquille.
F. Lepape, *Les Nouvelles*
Humour et rigueur sous l'apparente désinvolture.
M. Nuridsany, *Le Figaro*
Je suis épaté car c'est épatant.
J.P. Manchette



YANN ANDRÉA
M.D.

J'ai beaucoup aimé ce livre terrible et d'une certaine manière radieux.

M. Nuridsany, *Le Figaro*
Journal de trois semaines d'enfer.
F. Xénakis, *Le Matin*
La fascination et le vertige de la mort et l'incroyable survie.
M. Lange, *Le Nouvel Observateur*
Un témoignage d'amour absolu.
P. Thévenon, *L'Express*

...aux Editions de Minuit

سكان من الامم

PROCHE-ORIENT

Israël

Les négociations entre les travaillistes et le Likoud pour la formation d'un gouvernement d'union suscitent un vif scepticisme

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Itzhak Shamir, chef du Likoud et candidat désigné au poste de premier ministre, a reçu, le 26 septembre à Jérusalem, une délégation de quatre membres du parti travailliste conduite par le chef de l'opposition, M. Shimon Pérès pour examiner les modalités d'un éventuel gouvernement d'union nationale. D'emblée, il est apparu que ces conversations préliminaires n'avaient qu'une infime chance d'aboutir.

En suscitant ces entretiens, M. Shamir s'était plié au vœu de six députés de la majorité, qui menaçaient de ne pas lui accorder leur confiance s'il ne tentait pas d'associer les travaillistes à un cabinet de coalition. Après cinq heures de débats houleux, le bureau du parti travailliste avait accepté, dimanche, l'invitation du Likoud.

Pour les travaillistes, il ne s'agit pas lors de cette première rencontre d'ouvrir des négociations avec le Likoud, mais seulement de « déterminer s'il existe une possibilité de négocier », de sonder les intentions de M. Shamir et de lui demander quelques éclaircissements sur la politique qu'il entend suivre. Cette entreprise suscite le plus vif scepticisme et les commentateurs de la presse israélienne parlent de « gouvernement impossible », d'« illusion » et de « mirage ». On voit mal, en effet, par quel miracle le Likoud et les travaillistes parviendraient à balayer les grandes divergences qui les opposent dans presque tous les domaines.

Hormis le Liban sur lequel majorité et opposition ont désormais des vues assez proches en souhaitant un retrait de l'armée qui préserve la sécurité de la frontière, il est difficile de trouver un terrain d'entente entre les deux camps en présence. Les travaillistes prônent l'adoption de « nouveaux principes d'action » et leur chef, M. Pérès, rejette l'idée d'un « gouvernement de continuité ». Pour sa part, l'ancien premier ministre, M. Rabin, qui participe aux conversations — a déclaré lundi : « Si M. Shamir tient à nous avoir à ses côtés, il devra en payer le prix, c'est-à-dire accepter un changement de politique conforme à nos

positions. Sinon il n'y aura pas de gouvernement d'union nationale. »

A supposer même que le Likoud et le Front travailliste puissent s'accorder sur la répartition des portefeuilles ministériels, leurs dissensions sont trop profondes pour être artificiellement camouflées. Les deux partis ont abordé, lundi, deux sujets, le Liban et la colonisation des territoires occupés. Sur ce dernier point, un gouffre les sépare, les travaillistes ayant proposé le gel des implantations dans les zones fortement peuplées. M. Shamir a répondu, lui, lundi soir, devant un auditoire de cinq mille chrétiens sympathisants d'Israël, que la position du Likoud restait inchangée. « La terre d'Israël, a-t-il dit, est une et indivisible. Elle n'est pas à vendre. Notre génération a la chance de reconstruire la Judée et la Samarie (Cisjordanie). Nous le devons à de multiples générations qui ont espéré, pleuré et prié en exil. »

M. Victor Shemtov, secrétaire général du MAPAM, a, de son côté, menacé de quitter l'alliance avec les travaillistes, dont il constitue l'aile gauche, en cas d'association avec le Likoud. Il estime que la participation à un gouvernement d'union porterait atteinte à la crédibilité de la gauche et la rendrait corresponsable, aux yeux de l'opinion, des échecs du Likoud. En outre, l'idée même de siéger dans un gouvernement dont ferait partie M. Ariel Sharon, révéla la gauche. Mieux vaut, selon elle, préparer avec sérieux l'échéance des prochaines élections législatives. A cet égard, plusieurs journaux plaident en faveur d'élections anticipées qui auraient le mérite de permettre aux Israéliens de s'exprimer dans la clarté.

Le Likoud et les travaillistes — qui devaient se retrouver ce mardi — ont, semble-t-il, accepté d'envisager l'hypothèse d'une union nationale pour ne pas déplaire à l'opinion publique, qui continue de chérir cette formule de gouvernement. Selon un sondage publié lundi soir par le journal *Haaretz*, 72 % des Israéliens s'y opposent, avant 1979, sur les enquêtes et les témoignages des organisations humanitaires internationales laïques ou confessionnelles afin de dénoncer le régime du chah ont, depuis, fait savoir par la voix de l'hodjatolislam Khomeini que le peuple iranien « ne se laissera pas duper par le mythe impérialiste des droits de l'homme ».

J.-P. LANGELLIER.

LES DROITS DE L'HOMME EN IRAN

Vidés de leur sang...

Deux documents accablants pour les autorités de la République islamique d'Iran viennent de nous parvenir. Le premier est un texte d'information et de réflexion d'Amnesty International (1) sur la violation des droits de l'homme dans ce pays, le second est un rapport de M. Christian Rostoker, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.) (2), sur l'enquête qu'il a menée au Kurdistan iranien du 9 août au 8 septembre.

M. Rostoker publie la reproduction d'une circulaire qu'il a fait authentifier. Datée du 10-7-1360 (2 octobre 1982), elle est adressée par le « procureur révolutionnaire en chef » à « tous les procureurs révolutionnaires des provinces et des villes ». Elle concerne les soins à apporter aux gardiens de la révolution « blessés à l'occasion d'échecs, fourrés en ville » ou lors de « batailles sur le front » et qui ont besoin d'une transfusion sanguine.

Le texte déclare alors : « Afin de répondre à la requête du corps des gardiens, vous voudrez bien donner l'ordre par lequel une équipe médicale de confiance videra secrètement de leur sang les individus qui sont condamnés à être exécutés et dont la peine sera appliquée immédiatement, le sang devant être transféré dans des conteneurs spéciaux à l'aide de seringues. » Le dernier paragraphe, prévenant les scrupules que pourraient éprouver les exécutants, précise que « Sa Sainte Excellence, Gardien de la religion, l'imam Khomeini » a été consulté et « a indiqué que cela ne constituait pas une violation de la loi religieuse ».

Tout commentaire paraît dérisoire. Il faut rappeler que l'enquête de M. Rostoker est la première menée depuis quatre ans par la F.I.D.H. en territoire iranien — chez les Kurdes en lutte pour leur autonomie. — Téhéran n'ayant pas autorisé l'envoi de missions, Amnesty International se trouve dans la même situation. Il est vrai que les autorités religieuses qui s'étaient si souvent appuyées, avant 1979, sur les enquêtes et les témoignages des organisations humanitaires internationales laïques ou confessionnelles afin de dénoncer le régime du chah ont, depuis, fait savoir par la voix de l'hodjatolislam Khomeini que le peuple iranien « ne se laissera pas duper par le mythe impérialiste des droits de l'homme ».

Autre paradoxe, le digne religieux s'adressait au comité des droits de l'homme à Genève, et, bien qu'ayant récusé les « organismes occidentaux » au nom des lois de l'islam, l'Iran continue à adhérer au pacte international relatif aux droits de l'homme. Le régime islamique serait-il sensible, malgré tout, au jugement de l'opinion publique internationale ? Ou s'agit-il simplement de duplicité ?

Torture systématique

Pour sa part, le document d'Amnesty International — de même que celui de la F.I.D.H. — montre, grâce à un grand nombre d'exemples et de témoignages, comment ce régime viole à la fois la Constitution dont il a doté le pays et la loi sur le droit religieux. Ainsi l'article 23 de cette Constitution proclame-t-il : « Il est interdit d'interroger quiconque sur ses opinions et nul ne peut être molesté ni pris à partie pour avoir émis une opinion. » Une vingtaine d'autres articles sont également cités. Or que constate-t-on ?

Quatre ans après la victoire de la révolution islamique, la torture est pratiquée systématiquement, entre autres à la prison d'Evin, à celle du Komitah, ancien centre de la SAVAK, à la latrine de Salehabad (entre Téhéran et Oum), baptisée « Centre de réhabilitation pour drogués ». Ainsi l'hypocrisie s'ajoute à l'ignominie. Par ailleurs, on ne le savait que trop, en dépit des garanties de la Constitution, les procès et les condamnations sans preuves suivis d'exécution sont monnaie courante. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés.

Quant au Kurdistan, il subit depuis plus de deux ans les attaques des pasdaran (gardiens de la révolution). De nombreux villages sans défense ont été bombardés. Il y aurait quelque 25 000 réfugiés, sans parler de 300 familles (environ 1 500 personnes) exilées à l'intérieur du pays parce qu'elles étaient soupçonnées d'adhésion au P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan iranien) ou au Komala, qui anime la lutte pour le droit à l'autonomie.

PAUL BALTA.

- (1) 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.
- (2) 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

• VISITE DE M^{re} THATCHER. — Dans un discours très ferme prononcé, lundi 26 septembre, à Ottawa, le chef du gouvernement britannique a invité les démocraties occidentales à servir les rangs et à renforcer leur alliance militaire pour faire face à la menace soviétique. M^{re} Thatcher effectuée depuis dimanche une visite officielle de quatre jours au Canada avant de se rendre à Washington où elle rencontrera le président Reagan. — (Corresp.)

Etats-Unis

• RÉDUCTION DU NOMBRE DES RÉFUGIÉS EN 1984. —

Le gouvernement souhaite limiter à 72 000 le nombre des réfugiés qui seront admis aux Etats-Unis en 1984, a annoncé lundi 26 septembre l'attorney général (ministre de la justice), M. William French Smith. — (A.F.P.)

R.F.A.

• ERRATUM. — Le surtitre sur les élections régionales en R.F.A., dans le *Monde* du 27 septembre, page 1, était inexact : si les sociaux-démocrates progressent aussi bien en Hesse qu'à Brême, en revanche les chrétiens-démocrates ne reculent qu'en Hesse, et non à Brême, comme l'indiquait le texte de l'article.

SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %

Fauteuils, chaises dactylo. Bureaux, bibliothèques. Armoires métalliques et bois.

ROGER H. FRANCE

SPECIALISTE DU MOBILIER BUREAU DIRECTION 59-61, rue la Fayette, 75009 Paris. Tél. : 285-42-41. Métro Cadeau. Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 du lundi au samedi sans interruption. Expédition dans toute la France.

LE ROY & FILS OPTICIENS l'Optique d'aujourd'hui

104, Champs-Élysées 5, place des Ternes
11, bd du Palais 27, bd Saint-Michel
158, rue de Lyon 127, Fg Saint-Antoine
147, rue de Rennes 30, bd Barbès
à votre service toute la semaine

AFRIQUE

Kenya

Un millier de candidats ont été investis par le parti unique pour pourvoir les 153 sièges du Parlement

De notre correspondant

Jacques de Barrin qui, à Bangkok, était notre correspondant pour l'Asie du Sud-Est remplace désormais, à Nairobi, comme correspondant pour l'Afrique orientale, Jean-Pierre Langellier, nommé à Jérusalem. Voici sa première correspondance du Kenya.

Nairobi. — « Sortir les sortants » ou du moins un bon nombre d'entre eux : c'était un peu la consigne qu'avait donnée aux 7,2 millions d'électeurs, appelés, le 26 septembre, à renouveler le Parlement, M. Daniel Arap Moi, chef de l'Etat. Celui-ci avait souhaité qu'un maximum de candidats tentent leur chance. Il s'en est trouvé un millier pour répondre à son appel, soit en moyenne 6,3 par siège. Tous devaient recevoir l'investiture de l'Union nationale africaine du Kenya (KANU) puisque, depuis juin 1982, le pays vit sous un régime de parti unique. D'entrée de jeu, quatre seulement avaient été éliminés.

Lors des précédentes consultations, la moitié des sortants avaient été remerciés par les électeurs. Les observateurs attendaient que ce pourcentage soit, aujourd'hui, plus élevé compte tenu des appels au changement lancés à la population. Cependant, la participation électorale, qui avait atteint 75 % aux « législatives » de novembre 1979, paraît avoir été relativement faible.

Sans adversaire à combattre, cinq candidats, dont le chef de l'Etat et M. Mwai Kibaki, vice-président, avaient été déclarés élus en août dernier. Sur les 153 sièges restant à pourvoir, 23 ministres étaient en compétition. Les premiers résultats en donnent déjà sept gagnants dont M. Robert J. Ouko, ministre des affaires étrangères. En revanche, M. G.G. Karuki, ministre des terres, un des protégés de M. Charles Njonjo, ancien ministre des affaires constitutionnelles, a été battu.

« Nettoyer le système »

La grande politique, il n'en a été guère question tout au long de cette campagne, davantage animée par des querelles de personnes et d'intérêts qui, au total, ont coûté la vie à trois personnes. Les autorités locales ont vainement tenté de moraliser le scrutin : les candidats n'ont pu s'empêcher de s'attacher les faveurs des votants par des distributions diverses — vêtements, nourriture, argent — voire de lier la parole des électeurs par une prestation de serment conformément à la tradition kikouyou. Le quotidien de Nairobi, *The Kenya Times*, avait invité les électeurs à écarter, « dans ce troupeau [de candidats] apparemment innocent, les loups déguisés en moutons, dont les activités ont conduit à la dissolution du Parlement » un an avant le terme normal de son mandat.

Après l'alerte du coup d'Etat manqué du 1^{er} août 1982, fomenté par l'armée de l'air, M. Moi, qui avait d'emblée dénié à quiconque le droit de se recommander de lui, a, en effet, ressenti le besoin de lancer, par-dessus la tête des politiciens, une sorte d'appel au peuple pour qu'il l'aide à se débarrasser d'hommes qui l'ont desservi par leur comportement et à s'entourer de gens « de haute moralité et de grande intégrité », prêts à lui emboîter le pas. Il s'agit de « nettoyer le système », n'a-t-il cessé de répéter depuis des mois aux simples citoyens (*wananchi*), victimes d'un régime où le népotisme, le tribalisme et la corruption gagnent dangereusement du terrain.

Le chef de l'Etat avait-il voulu prouver le sérieux de sa démarche en se séparant, en juin dernier, de M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles, homme-clé du régime depuis plus de vingt ans, qui aura été le grand absent de cette consultation électorale ? L'affaire du « traître » est, aujourd'hui, au point mort.

La commission judiciaire d'enquête, chargée d'établir le bien-fondé des « sérieux irrégularités » qui lui sont reprochées et devant laquelle la population a été invitée à déposer, paraît être en sommeil. S'il renonce par prudence à aller plus avant, du moins M. Moi a-t-il réussi à mettre provisoirement sur la touche un redoutable politicien — peut-

être un adversaire — qui, selon beaucoup, n'a probablement pas dit son dernier mot.

Quelques semaines avant le scrutin, le chef de l'Etat a ainsi diffusé auprès des électeurs le portrait-type du collaborateur, à ses yeux sans scrupules, affairiste, lié à des puissances étrangères, avec lequel il ne souhaitait plus traiter les grands dossiers du pays. A cet égard, au cours de la campagne électorale, M. Murya Waiyaki, ministre de l'Agriculture, a reproché au gouvernement sud-africain de vouloir, par candidats interposés, influencer le résultat des « législatives » et a invité les Kenyans à choisir de « vrais patriotes ».

Des hommes nouveaux pour une politique vraiment nouvelle ? Le successeur de Jomo Kenyatta, qui a déjà derrière lui cinq ans d'exercice du pouvoir et qui vient de se voir confier, à la faveur de cette consultation, un deuxième mandat de cinq ans, a-t-il maintenant suffisamment d'autorité pour imposer ses vues à ses alliés ? En tout cas, le manifeste électorale de la KANU n'apporte guère d'éclaircissements sur le devenir d'un pays dont il est simplement dit qu'« il ne croit pas aux slogans creux ».

JACQUES DE BARRIN.

Algérie

LES ENTRETIENS DE M. SAVARY A ALGER ONT PORTÉ NOTAMMENT SUR LA COOPÉRATION DANS LES « SECTEURS DE POINTE »

(De notre correspondant.)

Alger. — M. Alain Savary, ministre de l'Éducation, a regagné Paris, le 26 septembre, après une visite de deux jours en Algérie, où il a été l'hôte de M. Brehm, ministre algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. M. Savary, qui a aussi rencontré le secrétaire d'Etat à l'enseignement secondaire et technique, a eu avec ses interlocuteurs un échange de vues sur une coopération que chacun veut axer sur la formation, notamment dans des domaines de pointe tels que l'informatique.

Cette visite, qui ne visait pas à la signature d'accords particuliers, a permis aux deux parties de préciser leurs désirs respectifs quant à l'évolution des échanges franco-algériens dans le domaine de l'enseignement, à quelques semaines de la venue du président Châli à Paris.

A l'occasion de son séjour, M. Savary a reçu les parents d'élèves des établissements d'enseignement français en Algérie et les différents syndicats de professeurs dans ces établissements et de coopérants dans le secteur scolaire et universitaire algérien. Le ministre a exposé le programme gouvernemental de titularisation des auxiliaires. Il a évoqué les mesures visant à instaurer une plus grande mobilité des enseignants à l'étranger en leur permettant de venir se recycler en France.

Les coopérants de l'enseignement en Algérie ont rappelé au ministre les raisons qui les avaient conduits à occuper les services de coopération culturelle et technique de l'ambassade de France pendant vingt jours, au printemps dernier (le *Monde* du 18 juin). Cette action était notamment motivée par les pertes au change subies par les coopérants. M. Savary nous a dit qu'il s'agissait là de « problèmes réels » dont il rendrait compte.

J. G.

« Société des employés du Monde »

L'assemblée ordinaire de la « société des employés du Monde » se tiendra

LE MARDI 11 OCTOBRE 1983 à 15 heures 5, rue des Italiens, Paris-9^e à la cantine

ORDRE DU JOUR

- Admission des nouveaux membres ;
- Rapport du conseil d'administration ;
- Rapport du trésorier ;
- Élection du tiers du conseil d'administration ;
- Situation actuelle du journal ;
- Questions diverses.

BMW 524 td turbo diesel 6 et 7 cv

Venez l'essayer

GAP

CONCESSIONNAIRE

WAGRAM 25, RUE CARDINET - 75017 PARIS 267.31.00

PANTIN 216, AVENUE JEAN LOLLIVE (N. 3) - 93500 PANTIN 840.40.64

(Publicité)

POUR LA PAIX AU LIBAN

Le Comité pour la paix au Proche-Orient et le Comité libanais pour la paix dénoncent les interventions étrangères au Liban et exigent l'évacuation inconditionnelle, immédiate et simultanée des armées étrangères.

Les Comités apportent leur soutien à l'armée libanaise et à son droit légitime au monopole des armes, ce qui implique le désarmement, de toutes les milices privées sans exception.

Ils apportent leur soutien aux efforts de l'armée pour son droit naturel au déploiement sur l'intégralité du territoire national et ses efforts en vue de la restauration de la paix civile.

Ils renouvellent leur solidarité avec le gouvernement légitime et à sa politique pour le maintien de l'intégrité territoriale, l'affirmation de l'indépendance et la restauration de la souveraineté du Liban ainsi que, dans une étape ultérieure, l'instauration d'un Etat nouveau et moderne qui dépassera enfin la logique des entités féodales et des clans.

Le Comité pour la paix au Proche-Orient et le Comité libanais pour la paix lancent un appel à M. Walid Joumblatt pour qu'il se désolidarise de toute politique inspirée par l'étranger et qu'il accepte de substituer le dialogue politique avec les autorités légitimes aux opérations militaires.

Le Comité pour la paix au Proche-Orient et le Comité libanais pour la paix souhaitent que le gouvernement français réaffirme solennellement son attachement à l'indépendance et à la souveraineté libanaise incarnées par le gouvernement légitime. Ils souhaitent en outre qu'une initiative de l'Organisation des Nations-unies puisse s'inscrire rapidement pour un processus d'évacuation des armées étrangères et pour le rétablissement de la paix au Liban.

le 23 septembre 1983 (Paris et Beyrouth)

COMITÉ LIBANAIS POUR LA PAIX (Beyrouth)

COMITÉ POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT : 10, rue Saint-Marc 75002 Paris

scifism

MAISON D'IRAN

RESQUIL SAVOIR

1^{er} OCTOBRE

55,5

SUR

ARTISANA ET

TAPI

IRAN-ORIENT

225.42.90

G. Champ-Delyer

et à Iran

New

Kenya

Les candidats ont été mis
le parti unique pour pourvoir
se 113 sièges du Parlement

De nombreux candidats
ont été mis en prison
pour avoir refusé de se soumettre
au parti unique.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

Le régime de Kenia
a déclaré que les
candidats qui ne se soumettent
pas au parti unique
seront considérés comme
ennemis de l'Etat.

DIPLOMATIE

Pacifisme, atlantisme, sécurité européenne

(Suite de la première page.)

Au demeurant, nos pacifistes devraient relire leur histoire. Ils y verraient la nécessité de la pression pacifiste en certaines circonstances, sa nocivité en d'autres, sa responsabilité dans la démobilité de l'opinion publique démocratique dans l'immédiat avant-guerre. Loin de moi l'idée de comparer l'Union soviétique aux dictatures fascistes de 1936-1939. Mais je suis convaincu que, sans fermeté, il n'est point de sécurité et que, si les mouvements pacifistes ont raison de s'alarmer du rythme de la course aux armements, ils doivent agir en responsables conscients des dangers et des tentations d'une situation de déséquilibre.

Car les pacifistes ont raison sur un point fondamental. La sécurité de l'Europe est aujourd'hui menacée. La période de relative stabilité qui a suivi la guerre froide est aujourd'hui terminée. Le rétablissement de la confiance n'est plus seulement affaire de volonté politique, car les fondements mêmes de l'équilibre européen tel que nous l'avons connu se trouvent ébranlés.

La longue période de paix que notre continent a connue, comparable à celle qui a suivi la guerre de 1870, était fondée sur un trépied aujourd'hui effondré : une supériorité conventionnelle de l'Union soviétique et des armées du pacte de Varsovie, expliquée par la proximité géographique de la superpuissance et la nécessité de maintenir, pour des raisons de politique intérieure, un important contingent soviétique dans les pays membres du pacte ; une supériorité nucléaire, stratégique et tactique de l'OTAN qui compensait l'avantage soviétique et créait une dissuasion efficace ; une garantie nucléaire américaine, assurant l'engagement de la force stratégique des Etats-Unis pour couvrir l'Europe occidentale.

Ces trois éléments sont aujourd'hui remis en cause dans leur équilibre d'ensemble. Alors que la supériorité conventionnelle soviétique ne s'est pas démentie, elle s'étend désormais au domaine nucléaire. L'Union soviétique ayant installé en Europe une puissance de feu qui met l'Europe occidentale à sa merci. La doctrine de la dissuasion, fondement de la protection de l'Europe, se trouve minée à l'intérieur par l'évolution technologique et par le changement des doctrines stratégiques, désormais ouvertes à l'idée d'une bataille en Europe. La garantie nucléaire américaine n'est plus assurée comme naguère.

Pour répondre à l'inquiétude exprimée par les manifestations pacifistes en France et en Europe, il faut donc apporter des assurances sur ces questions, porter remède à ces évolutions. Nous devons nous

attacher à restaurer l'équilibre européen, à rétablir la stabilité stratégique, à remédier aux carences américaines.

L'avantage de l'U.R.S.S.

Restaurer l'équilibre en Europe, c'est la première des tâches car le déséquilibre est partout, on a parfois tendance à l'oublier. Autant sur le plan mondial, l'arsenal des deux superpuissances paraît approximativement comparable, autant sur le plan européen l'U.R.S.S. a pris l'avantage à partir de 1977 avec le déploiement des missiles SS-20.

On présente parfois cette décision comme une simple modernisation de l'armement soviétique, les SS-20 remplaçant les anciennes fusées SS-4 et SS-5. Il s'agit de tout autre chose. Les SS-20 sont des fusées mobiles, donc difficiles à détecter et souples d'utilisation. Elles utilisent un combustible solide qui permet une mise à feu rapide, là où les fusées américaines exigeaient un délai d'alerte de plusieurs jours. Elles sont dotées de trois têtes nucléaires chacune, indépendantes et d'une grande précision de tir, l'impact étant assuré dans un cercle de 300 mètres. Enfin, leur rayon d'action de 5 000 kilomètres met tous les objectifs militaires ou civils du continent à leur portée. Avec 350 fusées de ce type aujourd'hui déployées, c'est-à-dire un million de têtes nucléaires d'une puissance de 25 kilotonnes chacune - rappelons que la bombe d'Hiroshima était d'une puissance de 15 kilotonnes - l'Union soviétique s'est dotée des moyens d'une première frappe pouvant éliminer d'un coup le dispositif militaire occidental basé à terre. Sa capacité d'indivision aujourd'hui déployée, d'autant que les Européens doutent, nous le verrons, de la volonté américaine de se sacrifier pour eux.

Un tel déploiement ne peut rester sans réponse. C'est l'objet de la double décision du Conseil atlantique du 14 décembre 1979, prise à l'instigation du chancelier Schmidt. L'OTAN propose aux Soviétiques d'ouvrir immédiatement les négociations sur le sujet des fusées nucléaires à portée intermédiaire, afin de parvenir à un accord sur le retrait des SS-20. Parallèlement est prévue l'éventualité du déploiement en Europe occidentale d'un armement comparable, qui doit être installé à l'automne 1983 si un accord n'est pas intervenu d'ici là. L'OTAN estime que les Soviétiques n'ont aucune raison de se prêter à la négociation si la menace d'un déploiement occidental n'est pas formulée et, le cas échéant, mise à exécution.

Le déploiement de l'OTAN concerne deux types d'armement. 108 fusées Pershing-2, d'une portée de 1 800 kilomètres, emportant une charge nucléaire unique avec une grande précision de tir (60 mètres) doivent être installées en Allemagne fédérale. 404 missiles de croisière, volant suivant le principe du V-1 allemand à une vitesse subsonique et à basse altitude et dotés d'un système de guidage qui doit leur permettre de se jouer des radars adverses, doivent trouver place au Royaume-Uni, en Belgique, en Hollande et en Italie.

On remarquera que l'armement mis en place par l'OTAN n'est pas une capacité de première frappe. Le nombre des charges nucléaires et la portée des armes installées permettent de porter un coup appréciable aux installations militaires soviétiques, mais non d'éliminer l'arsenal installé en Europe de l'Est et moins encore d'atteindre les rampes de lancement installées derrière l'Oural. Quant à l'argument soviétique relatif au court délai d'alerte, les fusées occidentales pouvant atteindre le sol russe en quelques minutes, il appelle deux observations : en premier lieu, la constatation est réciproque, les fusées SS-20 ne mettant guère plus de temps pour détruire les bases de l'OTAN, ou le plateau d'Albion ; en second lieu et surtout, l'argument ne vaut que pour les fusées Pershing-2, dont le nombre limité et

la portée restreinte ne peuvent par définition en faire l'instrument d'une frappe chirurgicale et laissent intacte la possibilité de représailles soviétiques.

Le déploiement en Occident des Pershing-2 et des missiles de croisière a une signification différente : manifester la détermination de riposter sur le sol soviétique en cas d'agression soviétique en Europe et donc contrer le chantage exercé du fait de la présence des SS-20.

Une réaction inadmissible

La réaction soviétique à la double décision de l'OTAN est vive, on le sait. Elle est inadmissible. L'U.R.S.S. entend exercer un véritable droit de veto, par manifestation pacifiste interposée, sur la décision occidentale de moderniser à son tour son armement en Europe pour rétablir l'équilibre. Elle prétend ainsi déterminer le niveau de défense de l'Europe occidentale et, par ce biais, le degré de solidarité entre l'Europe et les Etats-Unis. Céder à cette pression serait accepter tous les chantages politiques qui ne manqueraient pas, en conséquence, d'être exercés par la suite.

De même ne peut être acceptée la prétention soviétique à comparer ses SS-20 avec les forces nationales de dissuasion française et britannique. Le décompte des fusées françaises et anglaises en regard des fusées soviétiques découle d'un parallélisme erroné et qui nous serait fatal. Nos forces nationales stratégiques ont pour mission de défendre les intérêts nationaux français et britanniques, non de couvrir le secteur géographique du pacte atlantique. Surtout, nos forces ont une vocation de stricte dissuasion. Embarquées pour l'essentiel à bord de sous-

marins nucléaires pour assurer leur invulnérabilité, elles n'ont ni la puissance de feu ni la précision de tir qui leur permettraient d'avoir une efficacité de première frappe et ont pour seule mission, en riposte, de dissuader l'agresseur potentiel. Il ne s'agit donc en aucune manière d'armes de bataille pouvant participer à une attaque préventive. Elles ne peuvent pas être comparées aux SS-20 ou aux Pershing.

Sur les questions d'équilibre des forces en Europe, la position de la France ne peut être que la fermeté. C'est la raison pour laquelle, rompant avec le silence ambigu de son prédécesseur, François Mitterrand a apporté un soutien explicite à la double décision de l'OTAN. Au nom de la même logique, nous devons nous opposer à la revendication pacifiste de gel des armements nucléaires au moment où le déséquilibre flagrant en faveur de l'U.R.S.S. reviendrait à s'incliner devant l'intimidation soviétique. Cela ne veut pas dire que nous nous contentons de la situation présente. Nous devons encourager les négociations pour réduire le niveau de nos armements offensifs intermédiaires, beaucoup trop élevés aujourd'hui avec les mille têtes nucléaires soviétiques déjà déployées, d'autant que demain si l'OTAN déploie ses propres missiles. Mais nous ne pouvons que manifester un souhait, si elles nous intéressent au plus haut chef, ne peuvent nous concerner.

JEAN-PIERRE COT.

Prochain article :

LA CRISE
DE LA DISSUASION

Du samedi 24 septembre au samedi 8 octobre

QUINZAINE
DE LA MESURE
INDUSTRIELLE

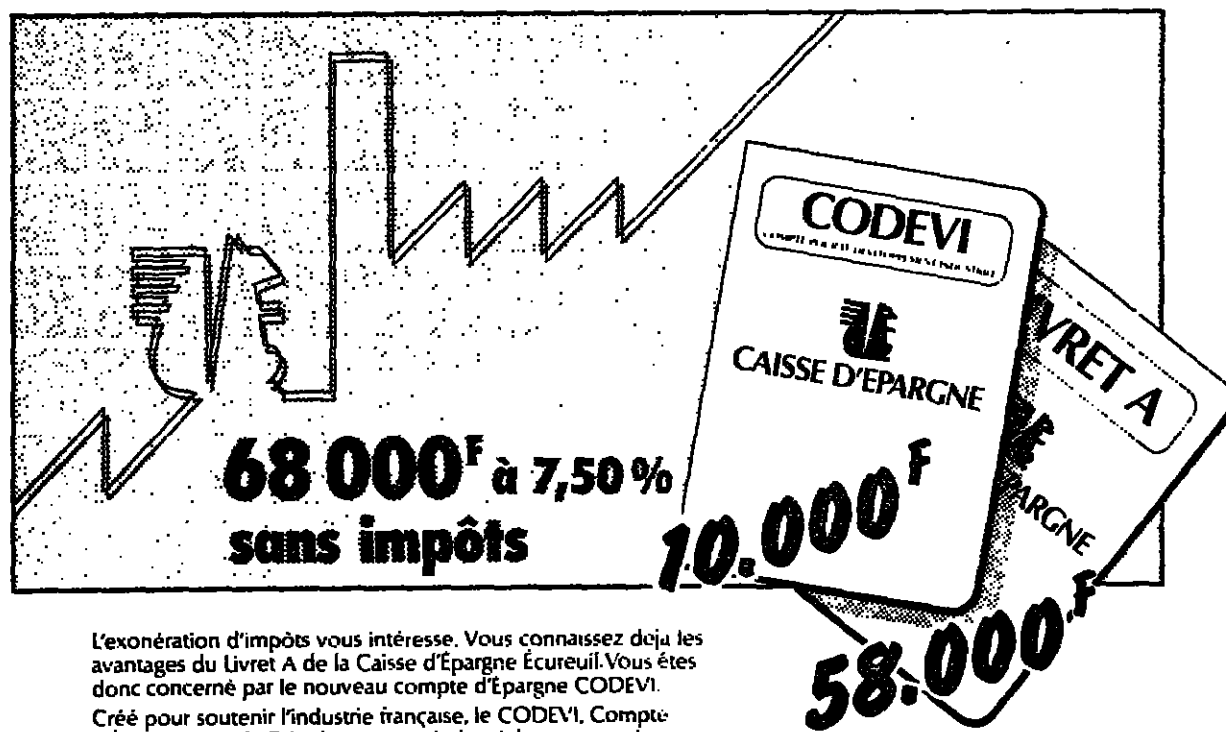
-20%

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris
Pour ceux qui savent choisirCOPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12e ☎ 347.21.32COPIE AGRANDIE
COPIE CONFORME
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE

Le système de réduction et d'agrandissement Toshiba est un des plus complets et des plus performants au monde. Des doubles formats à la carte de visite, vous pouvez obtenir 3 taux de réduction, une reproduction conforme et un taux d'agrandissement.

Un copieur qui ne se contente pas de copier, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUXIMPORTATEUR EXEQUIA SYSTEMES 1285 RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.
TEL : 723.97.53/723.36.17, STAND SICOB 5002 NIVEAU 5 ZONE F.A LA CAISSE D'ÉPARGNE ÉCUREUIL
PROFITEZ PLEINEMENT DE L'EXONÉRATION D'IMPÔTS
OUVREZ VOTRE CODEVI
LÀ OÙ EST LE LIVRET A

L'exonération d'impôts vous intéresse. Vous connaissez déjà les avantages du Livret A de la Caisse d'Épargne Écureuil. Vous êtes donc concernés par le nouveau compte d'épargne CODEVI.

Créé pour soutenir l'industrie française, le CODEVI, Compte d'Épargne pour le Développement Industriel, est ouvert à tout contribuable let à son conjoint.

Rémunéré à 7,5 % sans impôts, plafonné à 10.000 F, le CODEVI, sûr et disponible comme le Livret A Écureuil vous permet d'épargner en souplesse, en bénéficiant de l'expérience des Caisses d'Épargne Écureuil. Le CODEVI peut être soit votre premier pas vers l'épargne, soit le moyen d'augmenter encore, des maintenant ou pour l'avenir, les avantages de votre livret A.

Ouvrez votre CODEVI à la Caisse d'Épargne Écureuil

Lancement officiel le 3 Octobre 1983. Réservez dès maintenant

CAISSE D'ÉPARGNE

le bon conseil au bon moment.

TWA vers et à travers les USA

New York : 2 vols quotidiens - 3.600 F.*

Liaisons sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif loisir aller/retour. Tarif week-end 3.750 F (valable jusqu'au 31 Oct.)

Vous plaire nous plaît

TWA

55.5% من الاجل

DIPLOMATIE

ET LES RAPPORTS EST-ouest

les propositions de M. Reagan sur les euromissiles

ser que la décision « n'a pas été facile à prendre ».

Il n'est sans doute vrai, car les négociations américaines de Genève débutent avec quelque surprise, au début de septembre, que les instructions correspondantes parviennent difficilement à leurs homologues soviétiques : pressés de questions, M. Kvitinski commence par dire que la « liquidation » portera sur les lanceurs, non sur les missiles, ce qui réduit singulièrement la « concession » de M. Andropov. Il faudra attendre la conférence de presse du 14 septembre, déjà mentionnée, pour apprendre qu'on est prêt à « liquider » les uns et les autres.

Cette vaine-hésitation confirme à quel point les ministres soviétiques tiennent à leurs SS-20, et quels puissants alliés ils trouvent au sommet de l'appareil diplomatique. M. Andropov, qui doit essentiellement au maréchal Oustinov, chef de l'armée, sa désignation à la tête du parti, ne peut faire autrement que de se ranger dans le même camp, mais on peut se demander si le comportement des militaires dans l'affaire du Boeing ne va pas troubler un peu plus cette belle harmonie.

Après tout, les responsables de la défense aérienne soviétique n'ont pas seulement choqué le monde entier par leur brutalité, ils ne sont pas sans reproche non plus au regard de leur propre système : comme l'admettent maintenant la grande majorité des experts occidentaux, ils n'ont pas vraiment su, et ils n'ont probablement pas beaucoup cherché à savoir, sur quoi ils ont tiré. Pendant huit jours ils ont menti au monde entier, affirmant qu'ils avaient laissé l'avion repartir intact, mais peut-être aussi à leurs propres dirigeants : n'ont-ils pas été tentés de leur dire, en réponse aux questions qui leur ont été posées dans la journée du 1^{er} septembre, que l'avion qu'ils avaient abattu était un KC-135 américain de reconnaissance, puisque c'est cela seulement qu'ils croyaient avoir vu sur leurs écrans, et que cette histoire de 747 civil n'était qu'une version de couverture inventée par l'ennemi ?

C'est sans doute aussi aux militaires que l'on doit la « fuite en avant » de la campagne de propagande soviétique, qui se borne depuis quelques semaines à tout met-

tre sur le dos des Américains sans se soucier le moins du monde de l'émotion provoquée par les deux cent soixante-neuf morts. Là encore on pouvait attendre de la direction du Kremlin une attitude plus « sophistiquée » : celle-ci aurait pu, sans cesser d'accuser les services d'espionnage américains, aller plus loin que l'expression fugitive de « regrets » pour les pertes civiles et verser des compensations, comme la Bulgarie l'avait fait en 1955 après un incident du même ordre. Parallèlement, le Kremlin aurait pu demander devant les instances internationales une limitation des vols d'avions de reconnaissance le long de ses frontières, ce qui eût placé les Etats-Unis sur la défensive et permis à l'U.R.S.S. d'éventuels bénéfices à long terme. Là encore, les militaires ont imposé une attitude de crispation bornée qui renforce la main du président américain.

On s'explicite mieux en tout cas le silence pesant que M. Andropov observe sur toute cette affaire, le fait que l'incident de l'avion n'ait été dans aucun des communiqués, pourtant détaillés, que le Politburo publie sur ses réunions hebdomadaires, enfin les critiques directes que le directeur de la Pravda, M. Alaksiev, et un autre participant soviétique à un colloque en Ecosse ont adressées aux militaires (le Monde du 20 septembre). Ceux-ci ont été certes « vigilants » (encore qu'ils aient laissé l'avion survoler le Kamchatka sans réagir, apparemment à l'approche), mais ils n'ont pas été très intelligents, comme l'exige aussi le système.

Or cela ne réduit nullement une liberté d'action passablement inquiétante de leur part, et qui s'est fortement accrue en vingt ans : en 1960, lorsque l'avion-espion U-2 de Gary Powers s'était « égaré » au-dessus de Sverdlovsk, Khrouchchev s'était vanté d'avoir été saisi directement de l'affaire par son ministre de la Défense et d'avoir donné personnellement l'ordre de l'abattre. Aujourd'hui, personne ne prétend que M. Andropov ait été personnellement consulté par ses militaires à propos d'une décision autrement plus grave et contestable. Un jour ou l'autre, les autorités civiles, s'il en reste, devront en tirer les leçons.

MICHEL TATU.

Les relations avec la France peuvent s'améliorer

estime l'agence Novosti

Moscou (A.F.P.). — Les rapports franco-soviétiques ont connu beaucoup de « moments négatifs », mais, « au cours des deux dernières années, rien d'irréversible » ne s'est produit, indiquait lundi 26 septembre, l'agence soviétique Novosti. Pour arriver à une amélioration, l'agence estime « naturel » que « des concessions » soient faites de part et d'autre. Mais, pour ce faire, note-t-elle, « les souhaits d'une » des deux parties « ne suffisent pas ».

Sans évoquer, fût-ce par allusion, l'expulsion de France, en avril, de quarante-sept ressortissants soviétiques accusés d'espionnage, le commentateur estime que « de nombreux moments négatifs dans les rapports [de la France] avec l'U.R.S.S. » sont dus à une orientation de Paris plus favorable à Washington. L'agence évoque aussi bien le refus de la France de comptabiliser sa force de frappe dans les négociations sur les euromissiles que sa politique au Liban et au Tchad.

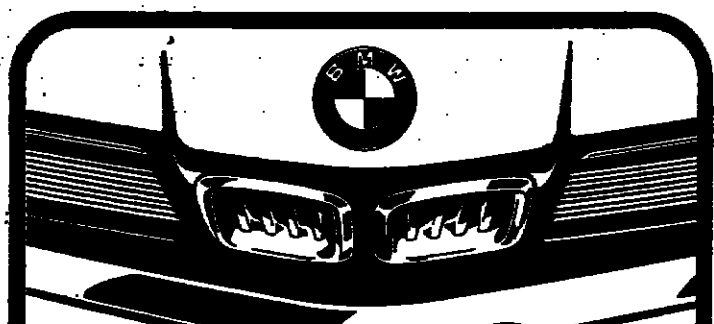
Novosti dénote « certaines nouvelles tendances [qui ont] une tra-

jectoire en zigzag » et ajoute : « Il paraît que certains sont plus attirés par des aventures de couleur coloniale, loin des côtes européennes. (...) Tout ou tard, Paris se verra obligé d'être plus réaliste dans la question de l'équilibre des forces nucléaires en Europe ».

« Moscou prend en considération les manifestations d'indépendance dans la politique de Paris, lorsqu'elles ont réellement lieu », dit encore le commentateur. Le climat actuel des relations franco-soviétiques est toutefois marqué par « l'amertume et le dépit », mais leur avenir réside « dans le bon voisinage, la lutte pour le renforcement de la détente et les relations commerciales et économiques mutuellement avantageuses ».

De son côté, le diplomate soviétique a rappelé la position de son pays et affirmé que cet « avion civil avait été envoyé par des militaires, à des fins déterminées ». Il a exprimé les regrets du gouvernement soviétique « à l'égard des victimes innocentes et civiles ». L'ambassadeur a enfin indiqué que son pays s'attachait à rassembler des faits sur cette affaire et qu'il « exposerait au monde entier » les résultats de ces recherches.

« Repérage de la « boîte noire » du Boeing sud-coréen ? — La marine américaine aurait réussi à localiser la « boîte noire » du Boeing-747 sud-coréen abattu, a annoncé mardi 27 septembre la radio japonaise N.K.H. Elle se trouverait par 700 mètres de fond avec le fuselage de l'avion dans les eaux internationales, au large de l'île Moneron, à l'ouest de Sakhaline. — (A.F.P.)



BMW
au Pré-Catelan :
choisissez et
prenez le volant.

Du 26 au 30 Septembre 1983 inclus, de 11 h à 19 h.

Au Pré-Catelan - Bois de Boulogne - découvrez la gamme BMW 84 et faites l'essai du modèle de votre choix.

Si vous souhaitez prendre rendez-vous, téléphonez au : 280.47.20 (à partir du 26 sept. 83 de 11 h à 19 h).

BMW Financement pourra immédiatement, par ordinateur, étudier la formule de financement adaptée à vos exigences personnelles.

BMW France
et les concessionnaires
de la Région Parisienne.



AMÉRIQUES

Uruguay

Les manifestations d'impatience envers le régime militaire se multiplient

Un des leaders du parti « blanco » (modéré), M. Fernandez Mendez, a été arrêté à Montevideo à l'occasion de la deuxième journée nationale de protestation, le 25 septembre. Cette manifestation a, de l'avis des observateurs, connu un réel succès. Elle est un nouveau témoignage de l'impatience croissante de la population uruguayenne envers un régime militaire qui dure depuis plus de dix ans.

Tandis que les géants brésiliens et argentins avancent à grands pas vers une « normalité » démocratique, le petit Uruguay qu'ils encadrent paraît aujourd'hui figé dans un régime militaire hors d'âge — alors qu'il a longtemps été le pays le plus « civilisé » de la région.

Partiront, partiront pas ? Les forces armées qui ont pris le pouvoir en juin 1973, à Montevideo marquent le même temps d'arrêt, face à l'indéfectibilité du repli vers les casernes, que leurs homologues latino-américains en semblables circonstances. A la différence des militaires chiliens, les Uruguayens ont annoncé une date relativement proche pour le retour à un régime civil : le début de 1985. Mais ils entendent organiser leur retrait aux meilleures conditions pour eux. Mieux : ils espèrent demeurer une puissance tutélaire dans la coulisse lorsque des civils occuperont à nouveau le devant de la scène politique.

Ayant renoncé — par un étonnant bonhomme rendu à la tradition démocratique du pays ! — à triquer les consultations, les forces armées se sont donné un objectif précis : doter légalement l'Uruguay de règles qui institutionnaliseraient leur participation permanente au pouvoir. L'idéal, pour elles, serait un « conseil de sécurité nationale », dont l'existence aurait reçu l'adhésion du suffrage universel, dont la voix serait déterminante dans un certain nombre de matières « sensibles », et où les militaires auraient la certitude de peser de façon décisive.

Les forces armées ont d'abord tenté d'aboutir à cette solution en proposant à référendum, le 30 novembre 1980. Les citoyens ont répondu : « Non », par 54 % des voix. Puis elles ont souhaité obtenir « leur » conseil de sécurité en autorisant, en novembre dernier, des élections dont l'objectif était d'installer à la tête des grands partis traditionnels, les « blancs » et les « colorados » (deux variantes du conservatisme local), des directions sensibles aux préoccupations des casernes. Or les « bons » candidats, « blancs » et « rouges », ont été écrasés au profit d'opposants !

Les forces armées ont, enfin, dû engager, le 13 mai dernier, un « dialogue » avec les dirigeants qui venaient d'être élus. Elles comptaient tirer le meilleur profit des rivalités de partis et du choc des ambitions. Or, le 5 juillet, les leaders politiques s'accordaient pour rompre avec le régime « dialogue » qui n'était que la juxtaposition de deux monologues en raison de l'inflexibilité des positions du « parti des généraux ».

Depuis lors, l'opposition a fait monter les enchères. Déjà, le 1^{er} mai, les syndicats avaient réussi à organiser, pour la première fois en dix ans de régime militaire, une manifestation d'envie : plus de cent mille personnes dans la capitale. Le 25 mai, un demi-million de citoyens acclamait Juan Carlos, souverain et protecteur de la démocratie espagnole, lors de sa visite officielle à Montevideo, et conspuait le régime. Après la rupture des négociations partis-armées, début juillet, les politiques s'entendaient à convoquer leurs compatriotes pour une manifestation d'hostilité au régime : le 25 août, à l'occasion de la fête nationale, une « journée de réflexion » fut organisée, qui donna lieu à de nombreuses manifestations.

Le 16 septembre, les syndicats lançaient un mot d'ordre de dé-

brayage de dix minutes — première interruption de travail volontaire en dix années. Il s'agissait de protester contre la baisse du pouvoir d'achat des salaires et contre le niveau du chômage, qui affecte 15 % de la population active. Plus d'un demi-million de travailleurs de tous les secteurs (le pays compte 2,9 millions d'habitants) ont, selon l'agence Reuter, respecté la consigne de l'intersyndicale illégale P.I.T.

Enfin, le dimanche 25 septembre, la deuxième journée de protestation nationale a été massivement suivie par les Uruguayens.

Le gouvernement du général Alvarez a spontanément réagi par le raidissement. Le 2 août, un décret interdisait toutes les activités politiques — y compris celles des trois partis autorisés : les « blancs », les « colorados » et la minuscule Union civique. La diffusion de toute information à caractère politique était également interdite. Le 31 août, les autorités interdisaient le Service paix et justice, — correspondant du mouvement continental du même nom dirigé par le prix Nobel de la paix, M. Adolfo Pérez Esquivel. Le Serpaj, animé par un jésuite, le Père Pérez Aguirre, était la seule organisation qu'avait tolérée le régime de-

puis le coup d'Etat militaire de 1973.

Pourtant, certains signes montrent que le « plénum des généraux » — instance consultative préne en Uruguay — n'est pas unanime en faveur de la répression outragée.

S'il entend vraiment faciliter la reprise du dialogue interrompu 5 juillet afin d'aboutir, comme il souhaite toujours, à l'organisation d'élections générales en novembre 1984 et à un retour au gouvernement des civils en 1985, le pouvoir devra sans doute aller loin sur la voie des concessions. Il lui faut-il jusqu'à réhabiliter des personnalités pour lesquelles les conflits que M. Wils Ferreira Aldunate, président « parti » blanco, en exil depuis huit ans, ou le général Liber Seregni, en prison après avoir été le candidat de la gauche unie aux élections 1971 ? Et quelle peut être l'attitude des forces armées envers les quelque mille prisonniers politiques, la plupart arrêtés lors de la répression contre le mouvement de guérilla Tamarao au début des années 70 ?

Peu d'Uruguayens osent croire une amnistie générale ou à une réhabilitation de M. Ferreira Aldunate.

JEAN-PIERRE CLERC.

ASIE

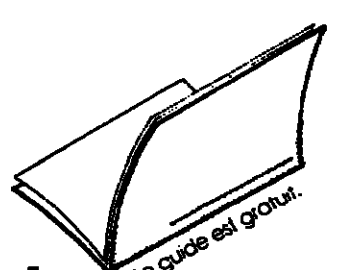
Pakistan

Arrestation d'opposants à la veille des élections locales

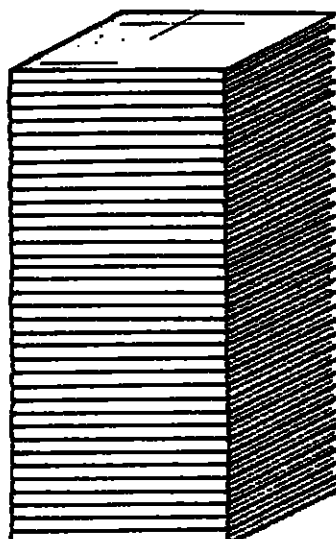
M. Khan Abdul Wali Khan, un des principaux chefs de l'opposition regroupée au sein du Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.), et président du Parti national démocratique (N.D.P.), a été arrêté, lundi 26 septembre, à Islamabad, à sa descente de l'avion qui l'amena à Londres. M. Wali Khan, qui était le seul chef de l'opposition encore en liberté, a été conduit par des routes secondaires vers son village natal, dans la Province de la frontière du nord-ouest (N.W.F.P.), et assigné à résidence pour un mois. Son épouse y est également détenue depuis le début de la campagne antigouvernementale lancée par l'opposition, il y a six semaines. Le père de M. Wali Khan, M. Abdul Ghaffar Khan, qui joua un rôle important au moment de l'indépendance et qui a plus de quatre-vingt-dix ans, se trouve lui aussi détenu à l'hôpital de Peshawar.

D'autre part, le chef du second parti religieux, le Jamaat-e-Ulema-e-Pakistan (JUP), le maulana Shah Ahmad Noorani, a apporté lundi son soutien au mot d'ordre de grève générale et de boycottage des élections locales. Ces élections, qui débuteront le 29 septembre, et auxquelles les partis politiques n'ont pas le droit de participer, constituent pour le président Zia Ul Haq la « première étape » du processus de démocratisation islamique qui devrait s'achever au début 1984 par des élections provinciales et générales. La prise de position du maulana Noorani apporte un soutien considérable au M.R.D. Seuls désormais la Jamaat-Islami et la fraction de la Ligue musulmane du Pir Pagaro appuient le régime militaire du général Zia.

Ce dernier emploie tous les moyens en son pouvoir pour que les élections aient lieu et que la campagne de l'opposition soit brisée. Plus de trois cents opposants ont été arrêtés en vingt-quatre heures dans le Sind, où règne un calme précaire. L'armée, la police, les volontaires civils, et même les gardes-frontières ont été mobilisés pour faire face à d'éventuels incidents. Certains membres du M.R.D. envisagent de recourir à la violence pour perturber le scrutin. Des groupes de manifestants ont aussi ouvert le feu sur une patrouille paramilitaire. — (A.F.P., The Guardian).



Vite attrapez-le.



Pour louer cet hiver les plus beaux appartements de vacances. Le guide Maeva est arrivé.

Le nouveau guide Maeva hiver 83/84 présente plus de 50 résidences, hôtels et Clubhotel, dans les plus belles stations des Alpes françaises et au soleil du Midi.

Pour obtenir le guide Maeva. Appelez le (1) 745.17.21.

Venez, 30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly-sur-Seine, 90 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Et en Province les bureaux du Club Méditerranée et les agences Havas Voyages.

Maeva 745.17.21

سكن في الاجل

مركزنا من الامم

- COMMUNIQUÉ DES CENTRES DISTRIBUTEURS ÉDOUARD LECLERC -

CONTRE

La baisse "voulue" du pouvoir d'achat des français,
la nationalisation rampante de l'économie,
la dictature de l'impôt qui sanctionne les décideurs, les entrepreneurs, et les créateurs.

POUR

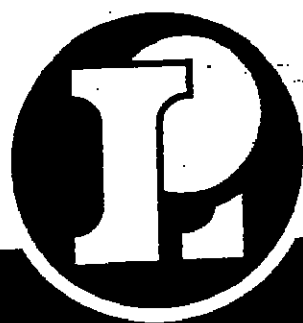
La baisse des prix,
le retour à une économie de liberté et de créativité,
une grande réforme fiscale qui incitera à l'exportation et qui freinera l'importation.

EDOUARD LECLERC LANCE :

LE PARTI PRIX

Un parti pas tout à fait imaginaire...

pour rétablir la confiance, bâtir une économie à visage humain,
raccorder tout ce qui est raccordable dans notre pays,
et une grande amnistie,
pour tous ceux qui se sont trompés.



Edouard LECLERC

A suivre...

Le Monde

politique

M. Barre réaffirme son refus de la « cohabitation » et du « compromis historique »

Dans l'entretien qu'il a accordé au Progrès de Lyon (daté 27 septembre), M. Raymond Barre affirme qu'il n'a pas « pour principal souci de [se] situer par rapport aux autres leaders de l'opposition » mais que, s'il a décidé de se « tenir à l'écart de tout ce qui pourrait provoquer un affrontement » (...), il n'a pas « accepté » pour autant de se laisser « marginaliser ou éliminer du jeu ». M. Barre n'entend pas devenir un « homme de parti ». Il explique : « J'entretiens, avec les formations de l'opposition qui m'ont soutenu loyalement et continuellement quand j'étais premier ministre, des relations cordiales. Mais je n'ai rien à leur demander. J'entends conserver l'esprit libre et les mains libres ».

Le député du Rhône n'éprouve « ni la nostalgie du pouvoir ni l'obsession de l'élection présidentielle : celle-ci viendra en son

temps », note-t-il. Il ajoute : « S'il y a à ce moment-là un mouvement significatif de l'opposition en ma faveur, cela se saura et se verra (...). On ne s'attribue pas un destin national : un beau jour, on l'a ou on ne l'a pas et le reste est donné par surcroît... C'est vous dire que je n'ai aucune intention de créer un parti, à brève ni à longue échéance. (...) Je peux vous assurer, souligne encore M. Barre, que ma solitude est plus peuplée qu'on ne le pense ».

Interrogé sur les futures échéances électorales, M. Raymond Barre affirme qu'il ne sera pas candidat aux élections européennes, mais qu'il conduira une liste « aussi représentative que possible » aux élections régionales. Il souligne qu'il n'a « jamais tenu de propos optimistes sur les législatives de 1986 ». A la différence de M. Giscard

d'Estaing, il note que « si, en dépit du mode de scrutin, l'opposition gagne clairement les législatives, elle se trouvera alors devant un choix fondamental (...) : cohabitation ou non avec le président de la République ? Compromis historique ou non en ce qui concerne les transformations profondes apportées depuis 1981 à la société et à l'économie françaises ? ».

M. Barre rappelle que, à son avis, « le bon fonctionnement des institutions, la nécessité de remettre la France sur la voie de l'efficacité et du progrès, conduisent à refuser tout à la fois la cohabitation et le compromis historique. Il appartient au président de la République de tirer les conclusions de la perte de sa majorité à la suite d'élections législatives. Mais il revient à la nouvelle majorité de ne pas rechercher un accord avec lui, surtout quand il y a divergence fondamentale sur le type de société ».

M. Raymond Barre juge que le projet de budget pour 1984 « démontre de la crise très grave dans laquelle la politique socialiste a plongé les finances publiques et fait voir les sacrifices que le pays devra supporter pour sortir de la situation où il se trouve ». L'ancien premier ministre s'interroge sur la « capacité du gouvernement à tirer efficacement toutes les conséquences de ses choix budgétaires ».

Enfin, il affirme qu'il lui est « de plus en plus difficile de comprendre où en est la politique étrangère de la France [dont] les variations ne peuvent aboutir qu'à affaiblir la crédibilité internationale de notre pays ».

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.F.

Apporter « une réponse adaptée au tempérament des Français »

Les journées parlementaires de l'U.D.F. se sont ouvertes mardi 27 septembre à Divonne-les-Bains, dans la circonscription du « très barrois » député de l'Ain, M. Charles Millon, mais aussi dans la commune de Marcel Auriant, qui fut avec l'ancien président de la République l'un des fondateurs des républicains indépendants.

A ces journées participent trois personnalités proches de l'U.D.F. : en ouverture, mardi, M. Simone Veil, pour le débat de politique européenne, et M. Raymond Barre, qui se propose de parler l'après-midi de politique économique et budgétaire avant d'élargir le soir son propos : en fermeture, jeudi, M. Giscard d'Estaing. Ainsi est organisé, pour la première fois au sein de l'U.D.F., un débat entre les différentes personnalités de l'opposition qui lui sont le plus proches. Un débat qui est vrai élargi en trois jours qui ne permettra jamais une véritable confrontation.

« L'essentiel était qu'ils soient tous là », pense M. Gaudin qui se réjouit d'avoir obtenu des réponses favorables aux trois invitations lancées. M. Gaudin, qui s'efforce au sein du groupe U.D.F. qu'il préside à l'Assemblée nationale de rassembler toutes les sensibilités des composantes de l'union, espère ainsi dépasser le débat sur les « présidentielles ». Il souhaite aussi que l'U.D.F. seche pendant ces trois jours faire oublier la stérilité de certains de ses récents débats internes. M. Jean-Claude Gaudin ne méconnaît pas les faiblesses de l'U.D.F. : « Une certaine cacophonie dans l'expression, un antagonisme sourd entre ses différentes composantes ». Mais il ne

veut retenir que les « aspects positifs » de ces faiblesses. « C'est par sa souplesse, sa diversité et sa liberté d'action, dit-il, que l'U.D.F. apporte une réponse adaptée au tempérament des Français. L'U.D.F., ajoute-t-il, est une force d'équilibre, pas d'immobilisme, de tolérance mais pas de compromission, de rassemblement mais pas d'embarcadement ».

M. Gaudin sait que l'U.D.F. « a besoin de temps pour trouver son équilibre et son rayonnement, pour mieux répondre à l'attente d'un électeur qui peut être encore aujourd'hui séduit par des solutions extrêmes ». Il note avec satisfaction une « évolution des mentalités » des Français qui « rejettent le socialisme mais comprennent bien que les socialistes ont la durée devant eux ». « Il était illusoire, affirme M. Gaudin, de faire croire aux Français que M. Mitterrand ne tiendrait pas la distance. Nous savons bien que les institutions le protègent ».

A Divonne-les-Bains, M. Gaudin invitera les parlementaires à réfléchir à l'attitude que doit adopter l'opposition face à la « nouvelle stratégie du pouvoir qui tente de dédramatiser le débat politique ». Pour sa part, le président du groupe U.D.F. pense que l'opposition doit « recentrer son discours et son attitude. Elle doit, précise-t-il, être une force de témoignage - démentir les rêves et les mythes - mais aussi une force d'action et de proposition ».

M. Gaudin se propose d'évoquer les deux éventualités auxquelles l'opposition risque de devoir faire face : un appel du président de la République à l'unité nationale et

une possible cohabitation entre un président de la République et une Assemblée appartenant à des majorités différentes. « Le jour où les ministres communistes quitteront le gouvernement ou en seront chassés, nous devons, affirme clairement le député P.R. des Bouches-du-Rhône, dire « non » à M. Mitterrand, qui voudra nous faire le coup de l'unité nationale. Dire « oui », ce serait, explique-t-il, accepter de provoquer l'expérience socialiste. Nous devons aussi, ajoute M. Gaudin, prendre garde que M. Mitterrand n'utilise pas la cohabitation comme une arme contre nous ». Il note que sur ce sujet, « M. Chirac se centre » alors que M. Barre « se décentre ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Aveu

M. Raymond Barre a « creusé ». Les sondages qui le proposent à hauteur de la popularité de M. Simone Veil lui seraient-ils montés à la tête ?

Pas du tout. Simplement, l'ancien premier ministre met en accord ce que l'opinion pense de lui et ce qu'il dit. Il ne peut pas continuer à parcourir la France en se présentant comme un « payan du Danube ». On ne le croirait plus. C'est pourquoi, dans l'interview qu'il a accordée au Progrès de Lyon (lire ci-dessus), il répond pour la première fois sans trop de détours et de prouesses aux questions qui lui sont posées sur ses ambitions personnelles, son « destin national » et la place qu'il entend occuper sur l'échiquier politique.

L'ancien premier ministre insiste toujours sur sa totale « indépendance de pensée, d'expression et d'action » et souligne l'originalité de sa démarche. Mais il ne refuse plus le combat des chefs pour lequel il affichait, jusqu'alors, le désintérêt le plus plat.

Je ne recherche pas l'affrontement, dit-il en substance, mais il n'est pas question de me laisser « marginaliser ou éliminer du jeu ». Le même, interrogé au mois de février au « Grand Jury

RTL - le Monde » sur le « trop-plein » au sein de l'opposition, esquiva avec humour : « Plus on est de fous, plus on rit. C'est bien connu ! » Aujourd'hui, M. Barre paraît penser qu'il a assez ri.

M. Barre aura-t-il un destin national ? Cette éventualité ne lui donne pas des cauchemars la nuit. Ce n'est en tout cas pas, dit-il, son obsession. L'éventualité se présentera ou ne se présentera pas. M. Barre se tient en tout cas prêt, le moment venu, à répondre à « un mouvement significatif » de l'opinion en sa faveur. C'est elle qui le portera, le cas échéant, au pouvoir, et non plus les partis dont il continue à faire peu de cas : « Je ne leur demande rien ».

Sans structure partisane, M. Barre ne se sent pas seul pour autant. Il a, mieux qu'un parti, tous [ses] Français et [ses] Français qui, pour résumer, pensent comme lui. Ils deviendront, le moment venu, ses fidèles grognards...

En attendant, le comportement et le style ne changent pas. M. Barre est entré dans le « jeu ». Il l'avoue enfin.

C. F.-M.

Yves Montand rend hommage à la droite

« Je ne m'en prends pas plus à la gauche que ne l'a fait le président François Mitterrand lors de sa dernière émission télévisée », a déclaré, lundi 26 septembre, à l'Agence France-Presse le chanteur Yves Montand.

La veille, Yves Montand avait sur TF1 critiqué les « romantiques de la gauche » et rendu hommage à « cette droite qui a été au pouvoir en France pendant trente-cinq ans et

qui a fait des choses extraordinaires sur le plan économique ».

Yves Montand dit ne s'attaquer ni à la gauche ni à la droite, mais « à la démagogie, à la comédie et au sectarisme ». « Déjà » par la gauche au pouvoir parce qu'il veut être « lucide », le chanteur estime que « ce qui est difficilement supportable c'est que la gauche se raconte des histoires, même si les principales personnalités au gouvernement sont des gens honnêtes et généreux ».

Yves, Simone, Philippe, Serge et les autres

Un vrai désarroi : Yves Montand qui chante si bien, parle, parle, parle à n'en plus finir. Ça a l'air d'être de la politique. Et de provoquer des réactions, comme on dit. Ça a l'air de concerner la gauche, la droite, les Russes, les droits de l'homme, le P.C.F. A l'humanité, justement, c'est pas la fête. Un éditeur de première page l'habille des pieds à la tête, le Montand. On l'accuse d'avoir retourné sa veste. Une veste de tweed bourrée de jetons de casino et de cartes de poker. Costume et portrait aussi complétés : « Yves Montand, c'est, en moins sec et plus ridé, Manu France Garaud en pantalons ». On ne nous dit rien de ses chaussures : des mocassins américains doux aussi réversibles, sans doute. Enfin voilà : ça avait plu à France-Soir qui en avait fait un

titre énorme, ça indispose l'Huma et ça préoccupe le Monde.

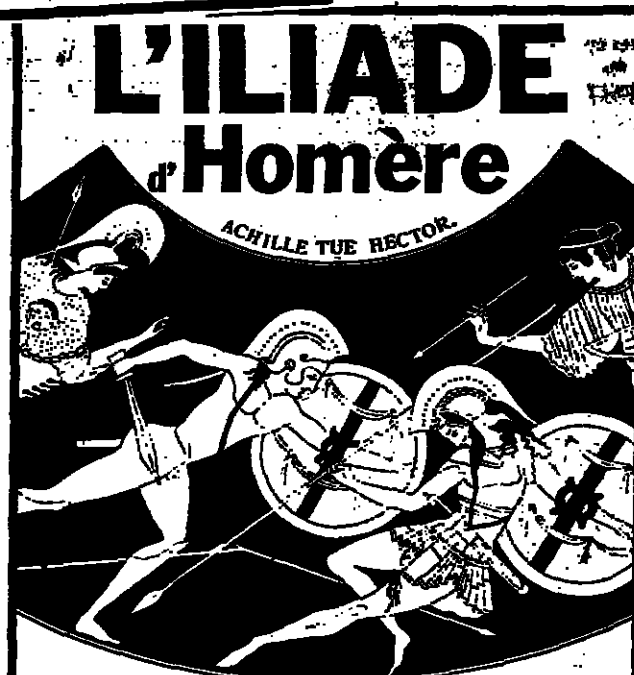
Ca laisse bien perplexes, tout ça. Et Simone Signoret qui se tait, se tait, se tait. Qu'est-ce que ça veut dire ? Philippe Clay qui doit observer la scène d'en face, ne réagit pas non plus. Serge Gainsbourg garde un silence obstiné, lui qui aurait pu nous apprendre s'il s'agit d'un cas-fouillage, d'un cas-cochyme ou d'un cas-téchième.

Si bien - ou mal - que, semblables à la télégraphiste médiée du vieux sketch, nous sommes tous là, à ne plus savoir si le message a un sens, s'il y a même le moindre message, ou si tout simplement les paroles mortes se ramassent à la pelle.

MICHEL KAJMAN.

En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot vous offre
ce livre d'art exceptionnel
au prix coûtant

Cette annonce est
réservée aux clients
de Jean de Bonnot.
Elle remplace tout
courrier ou autre
message adressé
personnellement.



avec 74 illustrations hors-textes et
in-texte par les plus délicieux artistes
grecs de l'Antiquité
un ensemble céramographique unique en son genre.

retrouvées principalement dans :
- les musées de Naples, de
Vienne, de Berlin, du Vatican,
de Bonn, de Florence, de Wurzburg,
de Cracovie et d'Athènes,
au British Museum, au Metropolitan
de New York et à la Pinacothèque
de Munich ;
- les collections Tyszkiewicz,
Van Branteghem de Bruxelles,
de la Duchesse de Dalmatie, du
Duc de Malborough, de Pourtales-
Gorgier.

Il en résulte un superbe volume
de 578 pages magnifié par
l'éblouissant détail des beaux et
harmonieux décors des vases
grecs anciens. Une fresque anti-
que que personne encore n'avait
pu contempler dans son en-
semble.

L'Iliade, patrimoine
de l'humanité.

L'Iliade, épopée guerrière en 24
chants, narre le siège de Troie.
Composée par Homère au VIII^e
siècle, c'est le premier chef-
d'œuvre de la littérature grec-
que. Pendant 20 siècles, elle a

Sait-on que pour ce
livre d'art Jean de
Bonnot a utilisé
85 cm² de feuille
d'or pur titrant 22
carats ?

d'Achille, tué par Hector, les
prières du vieux Priam qui récla-
me le corps de son fils.
L'Iliade est la plus grande des
épopées guerrières, mais en de-
hors des récits de batailles, elle
abonde en scènes et tableaux
pittoresques d'une vérité inouï-
table : Hélène sur les remparts
de Troie, les adieux d'Hector, les
supplices de Priam, Hécube
C'est l'aventure humaine vue et
sentie par un homme qui a vu et
sentie les plus grandes douleurs
des hommes et qui a su les trans-
crire en vers d'une beauté et d'une
force d'indéchirable.

Un livre « construit » pour
durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art,
l'Iliade, dans sa version inté-
grale en un seul volume, est
reliée plein cuir de mouton
d'une seule pièce. Ce cuir à la
douceur tiède et à l'odeur gri-
sante prend avec les ans une
patine inimitable.
Le dos et les plats sont ornés
d'un décor précieux gravé à la
main et poussé sur feuille d'or
fin à 22 carats, ce même or de
bon aloi qui agrémentait aussi la
tranche de tête. Encadrant les
plats, un motif gaufré à froid
se détache en noir sur un fond
ocre évoquant l'argile des
vases grecs.

Le papier fabriqué tradition-
nellement à la « forme ronde » est un
verge chiffon solide et sonnant
filigrané « aux canons ». Les
chiffons sont assemblés et cou-
sés au fil résistant. Les coins
sont remplis main à l'os de
bois. Le dos est renforcé par
une doublure invisible. Tranche-
files et signet tressés complè-
tent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres,
mais les choisir avec goût. Les
beaux livres donnent à l'amateur
éclairé des satisfactions inépu-
sables. Je ne publie que des
œuvres de qualité, soignées
dans les plus petits détails, qui
prennent de la valeur chaque
année car l'irréversible et le cuir
embellissent avec le temps. C'est
pourquoi je m'engage à racheter
mes ouvrages au souscripteur
pour le même prix et à n'importe
quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant
l'Iliade d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir
décoré à l'or fin 22 carats.

Je vous envoie ci-joint le règlement, soit 94 F (+ 10,70 F de frais
de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son embal-
lage d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom : Prénoms :

Adresse complète :

Code postal : Ville :

Signature :

LA REVUE DE
VOTRE
ORDINATEUR
DE POCHE

l'ordinateur
de poche

16 F chez votre marchand
de journaux

EXPRESSION
ORALE
&
MAÎTRISE
DE SOI

documentation sans engagement
COURS LE FÉAL

387 25 00

30, rue des Dames Paris 17^e

Handwritten signature or mark.

POLITIQUE

L'engagement de la C.F.D.T.

(Suite de la première page.)

La participation de l'Union régionale C.F.D.T. Midi-Pyrénées au rassemblement du Larzac, les 6 et 7 août dernier, avait déjà exprimé le besoin, ressenti par ses militants, de ne pas abandonner ce terrain à la C.G.T., après le relatif succès du rassemblement du 19 juin à Vincennes.

La C.F.D.T. est sensible, en outre, au fait que ses principaux partenaires au sein de la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) - le TUC britannique et le D.G.B. allemand - sont engagés dans les mouvements pacifistes de leur pays respectif. C'est après une réunion de la C.E.S. que le bureau national de la C.F.D.T. avait adopté, au début de ce mois, une déclaration dénonçant la responsabilité de l'Union soviétique dans les menaces qui pèsent sur la sécurité européenne, demandant la destruction des SS-20, mais affirmant, aussi, que la « réussite de la négociation de Genève » est l'enjeu fondamental du moment, afin d'éviter le déploiement des Pershing.

L'appui que la C.F.D.T. apporte aux initiatives du CODENE est, pour celui-ci, un atout considérable, qui consacre ses efforts pour faire émerger un mouvement de paix indépendant du P.C.F. Cette indépendance, évidente en terme d'organisation - aucun mouvement proche du P.C.F. n'est membre du CODENE, qui compte dans ses rangs, par exemple, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (M.R.J.C.), mais pas la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) - est marquée au niveau des mots d'ordre, par l'accent mis sur les libertés à l'Est et par la défense d'un droit de veto des citoyens français. Le premier point de convergence est la C.F.D.T., qui a demandé que la déclaration commune y insiste : le second est plus gênant pour la centrale de M. Maire et figure, dans la déclaration, comme une divergence entre les deux signataires.

Conciliant vis-à-vis de la C.F.D.T., le CODENE s'est refusé à l'être vis-à-vis du Mouvement de la paix, qui lui proposait de soutenir ses initiatives. Le Mouvement de la paix, proche du P.C.F., est allé, dans un souci d'élargissement, jusqu'à adopter la formule de « gel nu-

claire », mise en avant par le CODENE. Toutefois, alors qu'il paraissait s'engager, au début de l'été, vers des initiatives communes avec toutes les organisations désireuses d'agir pour la paix, le Mouvement a dû bifurquer, sous la pression du P.C.F., vers la formule d'initiatives propres que ses partenaires éventuels sont simplement appelés à soutenir. Les communistes veulent conserver la maîtrise des actions qu'ils inspirent, que ce soit à travers le Mouvement de la paix ou à travers l'Appel des cent, organisateur du rassemblement du 19 juin. Le P.C.F. et la C.G.T. ont appelé, lundi, leurs militants à participer aux initiatives préparées par le Mouvement de la paix pour le mois d'octobre, en particulier la manifestation du 22.

Cependant cette démarcation, base du ralliement de la C.F.D.T., dont le CODENE espère qu'il sera suivi par celui de la FEN, peut apparaître, paradoxalement, comme un atout pour le P.C.F. Dans la mesure où celui-ci est le seul parti (à l'exception du P.S.U.) à militer contre le déploiement des Pershing, tout mouvement en ce sens vient à l'appui de ses thèses. Il lui suffira de se prévaloir de l'ampleur des réactions antimissiles, en minimisant le fait que ces réactions sont aussi, pour une part, tournées contre l'Union soviétique.

En revanche, la position de la C.F.D.T. est plus embarrassante pour le gouvernement, parce qu'elle insiste, plus qu'il ne le fait, sur la nécessité d'aboutir, à un accord qui permette d'éviter l'installation des Pershing. Cette insistance, qui est imputée à une orientation prosoviétique, c'est bien ainsi qu'on l'entend à la C.F.D.T., où l'on s'estime d'autant plus qualifié pour critiquer l'« atlantisme » de la politique gouvernementale, que l'on dénonce, d'abord, la menace soviétique. La centrale de M. Maire se rapproche, en revanche, des choix du gouvernement, lorsqu'elle insiste sur la nécessaire coopération européenne, y compris en matière de défense, ce qui montre une convergence avec les propos de M. Pierre Mauroy, le semaine dernière, devant l'Institut des hautes études de défense nationale.

PATRICK JARREAU.

LE MOUVEMENT DE LA PAIX ANNONCE DES INITIATIVES DANS « PLUS DE CENT VILLES »

Le Mouvement de la paix, dont le conseil national s'est réuni les 24 et 25 septembre, à Villejuif (Val-de-Marne), a annoncé, lundi 26 septembre, au cours d'une conférence de presse, que ses comités locaux préparent des initiatives dans « plus de cent villes », à l'occasion de la semaine de l'ONU pour le désarmement (24-30 octobre). Ces initiatives s'ajoutent aux manifestations prévues le 22 octobre à Paris, Lyon, Marseille, Lille, Nancy et Bourges pour l'aboutissement de la négociation américano-soviétique de Genève et contre le déploiement des missiles Pershing-2 en Europe de l'Ouest.

M. Michel Langignon, secrétaire général du Mouvement de la paix, a déclaré que celui-ci est déterminé à « tout faire pour qu'il y ait une seule manifestation à Paris », propos qui visait la décision du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (Codène) d'organiser sa propre manifestation le 23 octobre.

Le parti communiste a publié, lundi, une déclaration appelant à participer aux manifestations et initiatives du Mouvement de la paix : « En ces derniers mois de 1983, déclare le P.C.F., la menace grandit de voir installer en Europe occidentale de nouvelles armes nucléaires de types inédits. Cela signifierait une nouvelle escalade de la course aux armements, à un moment où des événements tragiques font mieux prendre conscience des risques mortels dont celle-ci est porteuse en permanence. »

Le collège exécutif des Verts, mouvement créé en mai dernier sur l'initiative de la Confédération écologiste, souhaite le regroupement des divers courants écologistes français en vue des élections européennes, pour lesquelles les Verts ont l'intention de présenter une liste. Réunis les 24 et 25 septembre à Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes), le collège exécutif a étudié un projet de création d'une fédération, regroupant tous les Verts européens. Ceux-ci se réuniront le 1^{er} octobre à Bruxelles, pour mettre au point un programme minimal, en vue des élections européennes.

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

L'opposition a gagné sept des treize sièges supplémentaires

Après le renouvellement du Sénat intervenu dimanche 25 septembre, cinquante et un nouveaux élus feront leur entrée, lundi 3 octobre, au palais du Luxembourg. MM. Christian Bonnet (U.D.F.-P.R.), député du Morbihan, et Maurice Faure (M.R.G.), député du Lot, seront parmi eux.

Les sénateurs ratifieront ce jour-là l'élection des quatre sénateurs représentant les Français de l'étranger désignés le 11 septembre et éliront leur président, M. Alain Poirer, président sortant, qui souhaite occuper le « perchoir » jusqu'à l'expiration de son mandat de sénateur du Val-de-Marne en 1986, devrait aisément être réélu pour la sixième fois consécutive, la majorité qui le soutient étant sortie renforcée du scrutin de dimanche.

L'élection du bureau du Sénat, en revanche, sera vraisemblablement l'objet de compétitions plus vives. Elle interviendra après la constitution des groupes.

Dans la Mayenne, les résultats des élections sénatoriales ont eu pour conséquence la démission de M. Henri de Gastines, député R.P.R. de la vice-présidence du conseil général. M. de Gastines n'accepte pas d'avoir été battu par M. Jean Arthuis, U.D.F.-C.D.S., également vice-président de l'assemblée départementale. Le député R.P.R. a toutefois été réélu à son poste sur proposition du président du conseil général, M. René Baillyer, U.D.F.-C.D.S.

Treize sièges supplémentaires étaient à pourvoir le 25 septembre : onze dans dix des

treize départements soumis à renouvellement (1) et deux pour les sénateurs représentant les Français de l'étranger. Le tableau que nous publions ci-dessous montre que sept de ces treize sièges ont été conquis par l'opposition. Cinq autres l'ont été par la majorité. Le dernier, qui n'apparaît pas sur le tableau, a été gagné par un candidat sans étiquette, M. Olivier Roux, sénateur représentant les Français établis hors de France.

N. A.

(1) Le département du Nord avait deux sièges supplémentaires à pourvoir, les neuf autres départements, un seul.

	MAJORITÉ (P.S. - P.C. - M.R.G. - Div. g.)						OPPOSITION (U.D.F. - R.P.R. - CNP - Div. d.)					
	Sortants	N.S.R.P.	Réélus	Élus	Gains et pertes	Attribut. du siège suppl.	Sortants	N.S.R.P.	Réélus	Élus	Gains et pertes	Attribut. du siège suppl.
INDRE-ET-LOIRE	0	0	0	0	0	0	2	1	1	2	+1	1
ISÈRE	2	0	0	0	-2	0	1	1	0	4	+3	1
LOIRE-ATLANTIQUE	0	0	0	1	+1	1	4	2	2	2	0	0
LOIRET	0	0	0	0	0	0	2	0	2	1	+1	1
LOT	1	1	0	2	+1	1	0	0	0	0	0	0
MEURTHE-ET-MOSELLE	0	0	0	0	0	0	3	0	3	1	+1	1
MOSELLE	0	0	0	2	+2	1	4	2	2	1	-1	0
NORD	5	1	4	1	0	0	4	2	2	4	+2	2
PAS-DE-CALAIS	4	1	2	2	0	0	2	0	2	1	+1	1
LA RÉUNION	0	0	0	1	+1	1	2	1	1	1	0	0
FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER	0	0	0	1	+1	1	2	0	2	0	0	0
TOTAL	12	3	6	10	+4	5	26	9	17	17	+8	7

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le Front indépendantiste au bord de la rupture

De notre correspondant

Nouméa. — En présentant la candidature de M. Dick Ukeiwé, élu sénateur du territoire, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R.), que préside M. Jacques Lafleur, député R.P.R., a réussi à obtenir le maximum des suffrages qu'il pouvait attendre : non seulement ceux de ses grands électeurs traditionnels mais aussi ceux de certains grands électeurs mélanésiens qui ne lui sont pas, généralement, acquis politiquement. Le succès de M. Ukeiwé (54,23 % des suffrages exprimés) a mis en relief, en effet, l'importance, dans le territoire, des liens coutumiers qui unissent les Mélanésiens, au-delà des clivages politiques, ce qui complique le jeu des partis locaux.

Dans les rangs du Front indépendantiste, qui soutenait le sénateur sortant, M. Cherrier, ex-P.R., c'est la colère, à cause de la défaite mais aussi parce que la candidature sur-

prise de M. Népamoudou, soutenu par l'Union progressiste mélanésienne et libération kanake socialiste, a mis en évidence l'incapacité du Front à faire respecter un mot d'ordre électoral.

Le secrétaire général de l'Union calédonienne, principale composante du Front, M. Elal Macchou, a affirmé : « On ne peut plus continuer dans le Front tel qu'il est. Les questions internes vont faire l'objet d'une réunion pour que chacun clarifie ses positions. Il faut que le peuple kanak se mobilise autour de ses véritables défenseurs ». Ces explications pourraient aboutir à la rupture du Front avant les élections territoriales de juillet 1984.

F. F.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

« Les municipalités communistes sont inattaquables »

déclare le secrétaire général du P.C.F.

« Mon parti a la conscience tranquille. Nous sommes des gens honnêtes (...). La droite n'accepte pas sa défaite de 1981. Par conséquent, elle met tout en œuvre pour essayer de regagner les positions qu'elle a perdues. N'acceptant pas le verdict du suffrage universel, la droite a recouru à ces procédés qui la déshonorent, qui déshonorent d'autant plus le R.P.R. qu'il a lui-même les mains sales, pour ne pas dire plus. »

A propos des inculpations prononcées contre les élus mûs en cause à Fleury-Mérogis, Corbeil (Essonne),

Noisy-le-Sec et Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le secrétaire général du P.C.F. a souligné : « Les trois maires et l'adjoint en question ont élevé une protestation vigoureuse : il n'y a pas pour le moment d'inculpation contre eux (...). Croyez-moi : il n'y en aura pas. Il y a toute une affaire qui est en train depuis des mois, pour ne pas dire des années, qui a pris naissance à Marseille. Cela a conduit à des enquêtes. Que l'enquête se poursuive ! Mais je dois sur mes deux oreilles : aucun maire communiste ne pourra être traité devant les tribunaux ou condamné pour malversation. Chez nous, cela n'existe pas. »

Une élection municipale

AIN : Jassans-Riotte (2^e tour).

Inscr. 2 191 ; Vol. 1 594 ; Suffr. expr. 1 568. Div. d. (M. Colombel), 802 voix, 21 ELUS ; s. étq. (M. Durand), 571 voix, 5 ELUS ; un. g. (M. Sève, P.S.), 195 voix, 1 ELU.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 2 190 ; vol. 1 539 ; suffr. expr. 1 512. Div. d. (M. Colombel), 649 voix ; s. étq. (M. Durand), 480 ; un. g. (M. Sève, P.S.), 219 ; s. étq. (M. Collet), 164.

Quatre voix seulement séparaient en mars dernier la liste de Léon Fourment (div. d.), maire depuis 1946, de celle de M. Serge Durand, son traditionnel opposant à Jassans. Celui-ci, qui se déclare vigoureusement apolitique, reprochait au maire ses méthodes pas démocratiques dans la gestion municipale. Des panneaux officiels ayant été recouverts par des affiches de listes opposées, le tribunal administratif de Lyon a annulé ces élections. Un nouveau scrutin a été fixé au 18 et au 25 septembre, mais le décès de Léon Fourment survenu entre-temps a modifié le contexte.

Quatre listes se sont présentées au premier tour (un candidat pour vingt électeurs) et une seule liste, celle de l'union de la gauche, conduite par M. Sève, avait annoncé sa candidature politique. Au second tour, trois se sont présentées. Constatant qu'il ne s'était produit en mars, la liste de gauche ne s'est pas retirée en laissant les électeurs à voter pour la liste de M. Durand.

La liste du conseil municipal sortant conduite par M. Colombel, premier adjoint, avait donc la tâche facilitée. Elle remporte 21 sièges sur 27.

M. MARCHAIS SUR FRANCE-INTER

« Liban, Tchad, Iran, nous disons : attention ! »

Invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, le lundi 26 septembre, M. Georges Marchais a déclaré, au sujet de la position du parti communiste sur le Liban, qu'il n'y a pas « une grande différence avec celle du gouvernement français et du président de la République, qui a dit, à plusieurs reprises, qu'il ne fallait pas que la France soit entraînée dans cet engrenage ».

Interrogé sur le Tchad, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « Un accord a été signé entre la France et le Tchad, en 1976, par Giscard d'Estaing. Cet accord n'est pas révisé. Il est valable, et la France l'a appliqué en répondant à la demande de Hissène Habré (...) Tout le monde admet que, cela, c'est une position sérieuse. Par contre, quand l'Afghanistan, qui avait, lui aussi, un accord de défense avec l'Union soviétique, appelle l'Union soviétique pour se défendre, on dit : non, là, ce n'est pas valable. Nous, nous n'avons pas deux politiques, nous n'en avons qu'une. A partir du moment où un État a conclu (...) un accord avec un autre État, y compris sur le plan de la défense, cet accord doit être respecté. »

M. Marchais s'est prononcé pour « une solution politique » au Tchad, en soulignant que telle est, aussi, la politique proclamée par le président de la République. Il a ajouté : « Nous disons : attention ! car il ne faudrait pas que la gauche, arrivée au pouvoir, tout en respectant les engagements qu'elle a pris, ses alliances, se trouve, aujourd'hui, engagée sur de multiples terrains d'opérations, au Liban, au Tchad et éventuellement (...) avec l'Iran. (...) C'est pourquoi nous souhaitons que le gouvernement français, le gouvernement de la gauche ait à solutionner les problèmes, auxquels nous sommes confrontés, dans le bon sens. »

De plus, M. Marchais a parlé de l'accord C.G.E.-Thomson, qui, selon lui, « n'est pas une bonne décision ». « C'est une restructuration dangereuse, a-t-il dit, pour deux raisons. (...) Le gouvernement fait la même chose : il met en cause la méthode. Nous nous sommes prononcés,

ensemble, pour l'autonomie de gestion des entreprises nationalisées, et, dans cette affaire, tous les organismes concernés n'ont pas été consultés. Deuxièmement, cette restructuration va se traduire par des suppressions d'emploi. Le gouvernement et nous avons une position identique : il faut trouver une solution meilleure à ce problème. »

M. Marchais a déclaré, au sujet des élections sénatoriales, qu'« on pouvait prévoir à l'avance les résultats », car « c'est, à la fois, la traduction du résultat des élections cantonales de 1982 et des élections municipales de 1983 ». « Je ne suis ni content ni mécontent, a-t-il dit. J'ai beaucoup de respect pour le Sénat, mais ce n'est pas ma préoccupation première. »

Un exploit

Tirer argument de l'intervention française au Tchad — qui n'a pas fait une seule victime — et qui n'a eu lieu qu'après la prise de contrôle par les forces de M. Goukouni Oueddei et de la Libye de près de la moitié du territoire national — pour justifier l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge constitue un exploit que les lecteurs de l'Humanité ne pourront malheureusement pas apprécier. Le quotidien du P.C. omet en effet ce mardi de publier les propos du secrétaire général concernant le Tchad.

Etant entendu que toutes les analogies historiques sont abusives — ainsi que le faisait remarquer Lénine — celle à laquelle s'est livré M. Marchais appelle au moins deux questions. A-t-il voulu critiquer indirectement l'U.R.S.S. en l'accusant d'avoir un comportement néocolonialiste en Afghanistan ? Ou bien s'est-il voulu, au contraire, suggérer au gouvernement français d'éliminer M. Hissène Habré : un peu comme l'armée soviétique avait assassiné à Kaboul le président Amin, en décembre 1979 ?

J. A.

MM. BONNET ET FAURE N'ONT PAS LE CHOIX

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du mardi 27 septembre, MM. Christian Bonnet (U.D.F.-P.R.), député du Morbihan, et Maurice Faure (M.R.G.), député du Lot, élus sénateurs dimanche 25 août, n'auront pas le choix entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

L'article 9 de la loi organique du 24 octobre 1958 dispose en effet que « tout député élu sénateur ou tout sénateur élu député cesse, de ce fait même, d'appartenir à la première Assemblée dont il était membre ».

Le Monde
docteurs et documents

Justice, les Français jugent :

Qu'on leur coupe la tête... mais laissez-leur les oreilles et la queue !

Interrogés sur la justice, les Français sont toujours pour la peine de mort (59 % d'entre eux). Ils veulent en majorité des prisons où l'on ne sort plus. Mais ils soulagent leur conscience en rêvant de prisons "quatre étoiles", où on a le droit de faire l'amour, regarder la télé, faire du sport et suivre des études pour apprendre un métier ! Ils proposent en majorité des peines de substitution pour les petits délits.

Egalement au sommaire de cette semaine : **Exclusif ! Tony Negri**, le député italien exilé bandesin s'explique pour les Nouvelles.

Iran-Irak : les deux raisons de l'aide française.
Le 7^{ème} art au 7^{ème} ciel : le point 18 mois

après la réforme du cinéma décidée par Jack Lang.

Et encore :

Technologie : les trois mousquetaires bretons révolutionnent l'industrie des fibres optiques.

Micro-informatique : la BBC informatise les Anglais. Demain TF1 ?

L'invité de la semaine : Guy Bedos.

Preuve par 7 : Fitterman, "ni garde à vous... ni grand écart".

Livre : Les délices du naufrage, à propos du livre "Le Radeau de la Méduse" de François Weyergans.

Film de la semaine : "La ballade de Narayama", entretiens avec Sohei Imamura et Shichiro Fukazawa.

Peinture : Pierre Antonucci, la lucidité et le plaisir.

Atelier : Christian Boltanski.

Les Chroniques : Bernard Frank, Cavanna, Weyergans, Wolinski

Les Nouvelles du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

Les Nouvelles, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

L'hebdo qui a un bon gauche.

هكذا من الوجل

LA SITUATION EN CORSE ET LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES

La police s'interroge sur les liens entre l'ex-F.L.N.C. et l'extrême droite

L'extrême droite, nationaliste et xénophobe, a-t-elle mis la main sur l'ex-F.L.N.C. ? Certes non, si l'on admet que les catégories politiques continentales sont impuissantes à rendre compte de l'imbroglio corse. Non si l'on entend par là réduire la spirale insulaire à une entreprise de déstabilisation télévisuelle du « continent » et relativiser ainsi l'assise économique et culturelle du malaise corse. Oui, en revanche, si l'on s'en tient aux faits précis accumulés par les services de police — notamment les renseignements généraux — sur le profil politique des activistes du Front, de ceux qui sonneront le glas de la trêve conclue avec le pouvoir issu de l'élection de mai 81.

S'agissant du terrorisme corse d'aujourd'hui, c'est peut-être là l'essentiel : car ceux qui s'activent ces derniers mois, de bombes en rumeurs, à créer l'irréparable, semblent bien, par leur histoire, leurs convictions ou leurs amitiés continentales, être proches d'une extrême droite peu soucieuse de compromis avec un gouvernement socialiste. Et sans doute est-ce là l'une des explications rationnelles de l'impuissance du pouvoir à enrayer, malgré de multiples signes d'apaisement et tentatives de négociations, le mouvement infernal qui saisit la Corse.

Solidarités européennes

Un rendez-vous manqué, mais surveillé de près par la direction des renseignements généraux, a conforté récemment ce sentiment. En juin, les policiers français ont appris qu'une députation des membres de l'ex-F.L.N.C. devait se rendre les 2 et 3 juillet en Belgique, à Dixmude. Chaque année s'y tient un pèlerinage régionaliste flamand, afin de commémorer le sacrifice en ce lieu de soldats flamands de l'armée belge durant la guerre mondiale.

Une manifestation devenue, au fil des ans et en marge des cérémonies officielles, l'occasion de rencontres internationales de militants d'extrême droite européens, néo-

LA FIN D'UNE ERRANCE

Stéphane d'Amico, vingt-six ans, est retourné mardi matin 19 septembre dans sa cellule de la maison d'arrêt de Fresnes. Une autopsie a été ordonnée pour déterminer les causes du décès, vraisemblablement lié à l'absorption de barbituriques. Quelques jours auparavant, ce détenu avait fait une première tentative de suicide.

Condamné à treize ans d'emprisonnement le 25 février par la cour d'assises des mineurs de Paris pour divers méfaits, dont des viols avec armes (le Monde du 26-27 février), Stéphane d'Amico faisait partie de la « bande à Thérèse », dont il avait beaucoup été question à propos du meurtre de l'ancien ministre Joseph Fontanet. A cette époque, au début de l'année 1980, Stéphane d'Amico, Thérèse Guikens et quelques autres s'étaient livrés à une folle bavardise à laquelle les policiers avaient mis fin le 13 février 1980. Stéphane d'Amico avait fait plusieurs tentatives de suicide. Il a finalement mis fin à « une vie de chien », une errance d'enfer, abandonnant qu'il a bécoté dans la délinquance avant l'adolescence et a passé sa jeunesse en détention.

L'enfant « confisqué » retrouve sa famille

Tours. — Treize jours après avoir été placé au foyer du Castel, Thierry Loriot, âgé de quatre ans et demi, a retrouvé sa famille. Le juge des enfants a annoncé, lundi 26 septembre, que Thierry était confié à sa grand-mère maternelle, M^{me} Bertrand, qui habite Loches et a déjà la charge des quatre enfants d'une autre de ses filles, décédée. Cette décision vaut pour une période qui ne devra pas excéder deux mois. Passé ce délai, le juge devrait réexaminer la situation de Thierry avec sa famille.

L'histoire de Thierry, l'enfant « confisqué », avait commencé le 13 septembre, à la suite d'une négligence (le Monde du 20 septembre). Thierry, laissé après l'heure de fermeture d'une garderie, avait été remis par les femmes de service à la gendarmerie, puis aussitôt, sur intervention d'un juge des enfants de Tours, placé dans un foyer dépendant de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.). Le lendemain, les parents avaient reçu la visite de gendarmes à l'intérieur de la caravane dans laquelle ils habitent. Après avoir pris connaissance du rapport de gendarmerie, le juge avait décidé de maintenir Thierry au foyer du Castel. Cette décision avait entraîné de multiples réactions à la Mémorisation-sur-Choix, en Indre-et-Loire, et ému l'opinion bien au-delà de cette commune. — (Corresp.)

Une piste « noire »

Les policiers spécialisés dans le renseignement sont prudents. Ils insistent sur le caractère « individuel » des liens de militants corses avec l'extrême droite européenne : ils précisent que les « coups de main », les entrées d'un mouvement à l'autre leur paraissent occasionnelles ; ils excluent toute imbrication plus organisée au-delà d'affinités politiques. Toutefois, ils notent que de « profil » militant a joué un rôle déstabilisateur quand les éléments classés à gauche du

autre considération politique ou sociale, n'est pas pour déplaire à des extrémistes de droite, appréciant plus est le baroud militaire. Des observateurs notent que les inscriptions sur les murs de l'île ne mettent pas seulement « dehors » (Fora !) les Français, mais aussi les Arabes.

Un rôle déstabilisateur

Les policiers spécialisés dans le renseignement sont prudents. Ils insistent sur le caractère « individuel » des liens de militants corses avec l'extrême droite européenne : ils précisent que les « coups de main », les entrées d'un mouvement à l'autre leur paraissent occasionnelles ; ils excluent toute imbrication plus organisée au-delà d'affinités politiques. Toutefois, ils notent que de « profil » militant a joué un rôle déstabilisateur quand les éléments classés à gauche du

La dissolution de la C.C.N.

(Suite de la première page.)

Ne pas désespérer tout à fait les indépendantistes modérés, tel avait été le pari du gouvernement. Assurément, à distance, même au prix de polémiques ou de quelques désordres, une certaine pression sur les plus « politiques » du mouvement afin d'empêcher leur basculement définitif dans la clandestinité. La C.C.N., c'était son jeu, brandissant à chaque menace de l'Etat, le risque d'un déchaînement des « militaires » de l'ex-F.L.N.C.

Deux solutions

Pendant des mois, adversaires et partisans de l'interdiction sont revenus plusieurs fois à la charge. Les nationalistes « légaux », selon les premiers, faisaient preuve de sens des responsabilités. On espérait bien les réconcilier avec la France, les gagner même, au jour par la suite on par déstabilisation, à la cause d'un « statut particulier ». Ils s'opposaient, bien sûr — et avec quelle virulence ! — à l'Etat et affaiblissaient la chancellerie à chaque arrestation de « clandestins », rappelaient leurs épreuves du temps de la Cour de sûreté de l'Etat et jouant — avec quel art ! — de la gêne de la gauche à s'entendre traiter de « colonialistes ».

En faveur d'une solution plus

« Front » ébauchaient des négociations confuses avec le pouvoir socialiste.

La création récente de l'Armée de libération nationale de la Corse (A.L.N.C.), par exemple, qui s'est signalée par son activité terroriste, leur paraît correspondre à une pression de l'extrême droite du « Front », une pression qui aurait réussi à minorer, isoler ou effrayer les éléments plus modérés : satisfaits de l'évolution du F.L.N.C. et de son zèle à revendiquer les attentats récents, les « dissidents » de l'A.L.N.C. réintégraient aujourd'hui le « Front », s'ils l'ont jamais vraiment quitté.

Ce faisceau de faits et de présomptions pose au gouvernement un problème politique. Comment négocier-il discrètement avec des militants aux convictions si opposées aux siennes ? Comment, dès lors, éviter le choix de la répression, avec ses risques de tension et de solidarité accrues ?

EDWY PLENEL

tranchée, les seconds, parmi lesquels devaient se ranger, cet été, le ministre de l'Intérieur et l'équipe du commissaire Broussard, mettaient en avant l'effacement progressif du pouvoir national dans l'île, contesté par les bombes mais aussi sûrement victime, ces derniers mois, de la fragilisation de l'opinion corse par les assauts répétés de la C.C.N. L'île s'essouffait, perdait confiance dans les réformes en cours, à voir ainsi la scène monopolisée par le courant nationaliste. La C.C.N., bien sûr, ne faisait plus cas de la notion du gouvernement à son égard. Elle multipliait, cet été, les provocations manifestes, notamment à Vico, le 10 juillet, pour faire surgir des rangs de ses sympathisants, un commando de « cagoulards ».

La revendication de l'assassinat de Pierre-Jean Massini, les accusations publiques de la C.C.N., obligaient à une riposte du gouvernement. M. Mauroy l'avait clairement laissé entendre la semaine dernière. Mais si cette réaction, attendue par tant de corses, peut se parer d'une explication facile, elle masque plus sûrement l'abandon par l'Etat et la gauche d'une « solution négociée » avec les nationalistes.

Les enquêteurs, en Corse, se sont lassés de considérer ceux dont ils suivent les mouvements comme de simples militants idéalistes. Trop d'interpellations montrent que les nationalistes pratiquent le mélange des genres. Les « ministres », dans l'île, se sont fatigués de répéter aux atteintes au droit et à la démocratie et de faire semblant de croire que, la nuit venue, les « légalistes » n'avaient pas d'activités illégales. Le pari fait en 1981 sur les « modérés » apparaît de plus en plus comme un échec.

Dissoudre c'est, pour le gouvernement, choisir d'effacer les ambiguïtés qu'il avait lui-même contribué à laisser s'épanouir. En interdisant la C.C.N., il opte pour la clarté. Il lui reste à inventer sa solution répressive pour la « paix civile » qu'il veut rétablir.

Ph. B.

Le G.I.G.N. est profondément réorganisé

Le ministère de la défense a annoncé, lundi 26 septembre, une profonde réorganisation du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.), qui sera achevée le 1^{er} janvier 1984. Elle prévoit à la fois une forte augmentation des effectifs, qui passeront de soixante-treize à deux cent dix hommes, et le contrôle de cette unité d'élite par la direction de la gendarmerie. Les hommes du G.I.G.N. seront désormais répartis en deux unités distinctes : le Groupe spécial d'intervention (G.S.I.), constitué par l'ancien G.I.G.N., dont les effectifs sont portés de soixante-treize à quatre-vingt-cinq gendarmes, et l'escadron parachutiste d'intervention (E.P.I.), soit cent vingt-cinq hommes, composé de l'escadron de gendarmerie parachutiste de Mont-de-Marsan (Landes).

Le ministère de la défense précise que « la logistique, l'administration et la déontologie du nouveau G.I.G.N. seront (...) confiées à un officier relevant du directeur général de la gendarmerie nationale » et insiste sur « le contrôle » du « G.I.G.N. renforcé » par celui-ci. Cette réorganisation est l'une des retombées de l'affaire des Irlandais de Vincennes d'août 1982, qui a mis en évidence les pratiques illégales de certains membres de cette unité, sous la responsabilité du capitaine Paul Barril, son chef par intérim. Le capitaine Philippe Masselin, qui lui succède en mai, est désormais commandant du G.S.I.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Les jeux dangereux de la « cellule élyséenne »

Après la « boulette » de l'affaire de Vincennes, les mystères corses ? La cellule antiterroriste mise en place à l'Elysée, dont l'efficacité avait déjà été prise en défaut après l'arrestation des trois « Irlandais de Vincennes », il y a un an, pourrait bien s'être rendue responsable d'un faux pas dans la lutte contre la violence en Corse.

Les milieux officiels se rendent compte que les accusations de « complot » lancées, cet été, par les nationalistes ont peut-être été nourries, provoquées même, par des interventions parallèles dans le jeu corse, par des interférences dans l'approche de l'ex-F.L.N.C., tâche pourtant confiée officiellement en janvier à l'équipe du commissaire Robert Broussard.

Deux noms reviennent sans cesse, dans les rumeurs insulaires, deux noms qu'apparemment le ministère de l'Intérieur et le secrétariat d'Etat à la sécurité publique paraissent peu empressés de défendre depuis l'affaire Orsoni. Celui du capitaine Paul Barril, ancien chef par intérim du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) et celui du commissaire Charles Pellegrini, qui assure la liaison entre le ministère de l'Intérieur et la direction générale des services extérieurs (D.G.S.E., ex-SDECE). L'un et l'autre appartiennent à ce que certains policiers appellent ironiquement la « brigade du chef », un groupe spécial d'une quinzaine de membres, installé dans une annexe de la présidence de la République, et constitué à partir d'officiers et de policiers détachés, dont M. Pellegrini.

Cette équipe a l'habitude d'accomplir certaines missions pour l'Elysée et de concurrencer en certaines occasions, par des opérations voyantes et un réseau d'informateurs personnels, les services traditionnels de la police nationale. Ces francs-tireurs s'intéressent au terrorisme proche-oriental, à l'Irlande... et aux Armées. Mais, jusqu'à présent, leur présence n'avait pas été signalée en Corse.

« Transparence »

Les accusations nationalistes visant à affaiblir l'Etat ont contraint le gouvernement, cet été, à vérifier sa propre « transparence » dans la lutte contre l'ex-F.L.N.C. Personne, bien sûr, n'indique-t-on dans les milieux officiels, n'a fomenté de « complot » visant à la liquidation de nationalistes et l'on dénonce les « pures faiblesses » colportées à ce sujet. Non, déclare-t-on, des troupes du sud de la Corse n'ont pas été payées pour enlever Guy Orsoni. Et M. Joseph Franceschi n'était pas porteur, le 18 juin, en Corse, d'une somme de 1 million de francs pour rétribution des basses œuvres.

Mais personne, apparemment, ne jurerait au sein de l'appareil d'Etat, que la confusion des nationalistes n'ait pas été provoquée, même involontairement, par les interférences de la « cellule élyséenne ».

Il apparaît de plus en plus clairement, en effet, que le G.I.G.N. et les hommes du commissaire Pellegrini ont été vus ces derniers mois en Corse sans que l'équipe de M. Broussard en ait été avertie. A plusieurs reprises, des enquêteurs des renseignements généraux ont repéré à Bastia ou à Ajaccio les voitures de l'un ou l'autre de leurs éminents collègues. Le 17 mars, le capitaine Barril et ses hommes débarquent à Saint-Florent (Haute-Corse) pour fouiller le port de cette petite ville. Etonnement des gendarmes locaux, qui avaient eux-mêmes trouvé la veille, dans les eaux basses du port, des explosifs. Le G.I.G.N. découvre, lui, deux mitraillettes Kalachnikov. Sommé de s'expliquer, le G.I.G.N. affirme avoir agi sur la foi d'un renseignement en provenance des milieux nationalistes.

Cette opération-commando, menée à Paris avec avions, canots et plongeurs de combat, confirme les craintes des enquê-

teurs : la cellule élyséenne joue son propre jeu en Corse. D'autres faits suivront. Les séjours répétés du commissaire Pellegrini au printemps et cet été dans sa ville natale de Porto-Vecchio, sa fréquentation — qui pourrait le lui rapprocher ? — de son beau-frère, Félix Rosso, récemment libéré après une peine de prison pour trafic de stupéfiants, ami intime de Jean-Marc Leocia, instigateur présumé de l'enlèvement, le 17 juin, de Guy Orsoni : Félix Rosso, qui sera assassiné le 11 septembre.

La fréquence, aussi, des voyages en Corse des membres de la cellule élyséenne, avant, pendant et après la visite du chef de l'Etat, les 13 et 14 juin. Les enquêteurs de l'équipe Broussard, chargés du dispositif de sécurité, ont ainsi la surprise de tomber nez à nez, le 14 juin, pendant la visite du chef de l'Etat à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), avec des hommes du commissaire Pellegrini. Durant ce séjour présidentiel, un hélicoptère, officiellement non identifié, se tiendra à bonne distance du cortège aérien du chef de l'Etat.

Action parallèle

Une chose paraît désormais sûre : des membres de la cellule antiterroriste se trouvent en Corse dans les jours qui précèdent l'enlèvement de Guy Orsoni. Qu'y font-ils ?

A ce mythe, certaines sources dignes de foi avancent déjà une explication lourde de sens : la « brigade du chef », notamment l'un de ses animateurs, le capitaine Barril, pourrait avoir tenté, ces derniers mois, une opération d'infiltration et d'incrimination des milieux nationalistes corses connus pour entretenir des liens avec l'extrême droite parisienne. Pendant leur interrogatoire à la brigade criminelle, les membres de l'ex-F.L.N.C. auteurs de la « nuit bleue », le 29 avril, à Paris, auraient reconnu que l'un de leurs compagnons avait eu, au début de l'année, des contacts avec l'officier du G.I.G.N.

Selon certaines sources, ces contacts — un rapprochement en tout cas — auraient été depuis confirmés par des écoutes téléphoniques réalisées pour la mise au jour de traces d'armes dans les milieux d'extrême droite.

Ces soupçons ne prouvent pas, bien sûr, qu'un véritable complot ait été tramé dans l'ombre. Mais un jeu parallèle semble avoir compliqué à souhait la lutte des policiers contre l'ex-F.L.N.C. Quelque chose en tout cas, une confiance, des conversations, avant ou après l'enlèvement de Guy Orsoni, a très vraisemblablement assuré la conviction des nationalistes.

A peut-être, même, porté à la connaissance de l'ex-F.L.N.C. un commentaire comme celui-ci : devant témoins, le capitaine Barril confie à un journaliste cet été que, pour enquêter l'affaire Orsoni, il fallait savoir que l'Etat avait payé une somme de 1 million de francs à l'ex-F.L.N.C. pour assurer la paix des bombes durant le voyage officiel. Des troupes de Porto-Vecchio, avertis par une fuite, auraient alors tenté de ravir ce butin à Alain Orsoni, le frère de Guy, destinataire du paiement.

Cette version, très échevelée, tranche curieusement avec l'explication officielle de l'affaire Orsoni, et c'était la première fois qu'était évoquée la « thèse des 100 millions », que l'ex-F.L.N.C. avait repris à son compte après l'avoir modifiée.

PHILIPPE BOGGIO.

● Grève à l'OFFRA. — Le personnel de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est en grève depuis lundi 26 septembre. A l'appel de la C.F.D.T. et de F.O., 90 % des quelque cent vingt personnes qui travaillent au siège de l'Office, à Aubervilliers (Seine-saint-Denis) observent, selon les syndicats, ce mot d'ordre. Ce mouvement a pour objet de protester contre l'absence de recrutement de nouveaux fonctionnaires. Confronté à une très forte augmentation des demandes de statut de réfugié, le

personnel de l'OFFRA estime ne plus pouvoir faire face à sa tâche. Les syndicats parlent de « promesses non tenues » et devraient continuer leur action jusqu'au mercredi 28 septembre.

● Un nouveau conseiller à la Cour de cassation. — Par décret publié au Journal officiel du 25 septembre, M. Armand Lemaire, président de chambre à la cour d'appel de Paris, est nommé conseiller à la Cour de cassation.

Journal du 28/09/1983

Contre la micro-terreur, le MicroMobile.



au SICOB Boutique
Stand No 253

SKS 2500

Son nom de code, SKS2500. Sa raison d'être, la mobilité. Son nom de baptême, le MicroMobile. Ses cousins, les micro-ordinateurs, le voient venir d'un oeil inquiet. Normal. C'est lui le MicroMobile, qui a tout compris. Compris, le matériel évolutif et les logiciels de gestion et de communication à 29950 francs H.T. Compris, les patrons qui voulaient s'équiper en informatique mais n'osaient

pas. Compris, les managers qui ne conçoivent plus de se déplacer les mains vides. Contre l'avalanche des performances inutiles, contre la surenchère des options coûteuses, contre la multiplication des marques qui se ressemblent, voici la simplicité. Voici l'efficacité. Voici le MicroMobile. Il était temps que quelque chose se passe dans la micro-informatique.



SODIEPIE

72, Quai des Carrières
94120 CHARENTON LE PONT (Paris 13)

A 29950 francs H.T., le MicroMobile a tout compris.

هكذا من الاصل

TRANSPORTS

Le projet de budget des transports pour 1984

Efforts importants en faveur des tramways et des métros de province

« On ne saurait confondre rigueur et libération », a déclaré M. Charles Fiterman, ministre des transports, en présentant, lundi 26 septembre, les grandes lignes du projet de budget de son département pour 1984.

Les moyens de paiement (dépenses ordinaires et crédits de paiement) augmenteront de 8,9 % pour atteindre 51,2 milliards de francs. En fait, déduction faite d'une contribution exceptionnelle de 3,5 milliards à la S.N.C.F. pour l'aider à rétablir ses finances, l'augmentation des moyens de paiement ne dépassera pas 6 %. Les moyens d'engagements (dépenses ordinaires et autorisations de programmes) progresseront sensiblement plus vite : 11,2 %, en tenant compte de l'aide à la S.N.C.F., et 8,3 % en l'exceptant.

La rigueur frappera principalement les dépenses de fonctionnement courantes, qui ne devraient pas progresser de plus de 3 %. En revanche, au sein de ce budget plutôt serré - « je trahis mon rôle de ministre des transports si je disais que je suis satisfait », a avoué M. Fiterman - certains secteurs se trouvent favorisés. Ainsi, les transports collectifs urbains et interurbains voient-ils leurs crédits progresser de 16 % avec une redistribution en faveur de la province qui en recevra plus de la moitié : 487 millions

de francs seront ainsi consacrés à des actions en faveur des tramways, des métros et des contrats de développement. Quant aux moyens attribués aux transports interurbains, ils ont été multipliés par sept en deux ans.

La dotation autoroutière va augmenter de 16,4 %, permettant le lancement de la liaison Clermont-Ferrand-Montluçon (peut-être celui de Mâcon-Bourg et de Cordarache-Mansque) et l'achèvement de 166 kilomètres de voies. En revanche, le budget global des routes ne s'accroît que de 6,1 %, l'effort portant surtout sur la sauvegarde et la rénovation du patrimoine, en particulier la poursuite des renforcements de chaussées. La sécurité routière, qui fait partie d'un des programmes prioritaires d'exécution du IX^e Plan, voit ses moyens progresser globalement de 8 %.

Les voies navigables reçoivent un traitement honorable : elles voient leurs crédits d'équipement majorés de 7 % (418 millions de francs) s'ajoutant aux dotations prévues dans la deuxième tranche du fonds spécial de grands travaux (150 millions). Ainsi il sera possible d'achever le raccordement du port ouest de Dunkerque, de poursuivre les travaux sur le canal du Rhône à Sète et sur les liaisons avec la Belgique,

ainsi que d'engager l'aménagement de la liaison Compiègne-Soissons.

Mais une fois de plus, bien entendu, la plus grande partie des crédits du ministère des transports (36,7 milliards) va passer dans des contributions aux charges des entreprises publiques. La S.N.C.F. recevra plus de 32 milliards, dont 18 milliards pour le « bon fonctionnement du service public ferroviaire », soit une hausse de 17,4 % sur 1983, résultant pour partie d'un « concours exceptionnel à l'assainissement financier » de l'établissement de 3,5 milliards de francs. Le poste des retraites (13 milliards) est également en forte progression (+20 %) par suite de la prise en charge par l'Etat d'une partie de la cotisation jusqu'à l'acquisition par la S.N.C.F.

En revanche l'indemnité compensatrice de l'Etat aux transports collectifs de la région parisienne n'augmentera que de 2,3 % par rapport à 1983, contre 24 % un an plus tôt, compte tenu des bons résultats des exercices précédents de la R.A.T.P.

Enfin, Air France recevra 197 millions de francs pour continuer d'exploiter ses Concorde et Air Inter, 22,15 millions de francs pour continuer d'exploiter ses Mercure.

JAMES SARAZIN.

M. Charles Fiterman : « La S.N.C.F., ce n'est pas la catastrophe »

Saisissant l'occasion d'une question lors de sa présentation budgétaire, M. Charles Fiterman a prononcé un ardent plaidoyer en faveur de la S.N.C.F. Pour lui, « il ne faut pas caricaturer la situation. La S.N.C.F., ce n'est pas la catastrophe, ni la catastrophe, ni la désolation ». Son organisation, sa gestion, sont plutôt bonnes, meilleures en tout cas que celles des réseaux voisins : elle compte 7,5 agents par kilomètre de ligne, contre 11,8 en R.F.A. et 13,7 en Grande-Bretagne ; et chaque agent assure un trafic de 487 000 kilomètres-train, contre 206 000 en R.F.A. et 200 000 en Grande-Bretagne. Tous comptes faits, les chemins de fer français assurent 20 % de trafic de plus que ceux d'Allemagne fédérale, avec 30 % de personnel en moins.

De personnel, justement, dont on dit parfois qu'il est responsable de l'accroissement du déficit. M. Fiterman a pris la défense. « Il y a eu un léger accroissement des effectifs en 1982, a-t-il reconnu, mais le coût global des mesures qui répondaient à l'abaissement de la durée du travail a été modéré : moins de 500 millions de francs dans l'année, alors que l'effet du dollar sur les

finances de la S.N.C.F. a atteint 600 millions de francs. » Et de faire remarquer que la part du poste « personnel » dans les dépenses d'exploitation de l'entreprise n'a « pratiquement pas bougé depuis 1981 » (environ 68 %) et qu'elle ne dépasse pas son niveau de 1977.

Stratégie commerciale

En revanche, s'agissant des charges financières, on peut parler de « véritable explosion », puisqu'elles ont plus que doublé entre 1981 et 1983, affirme M. Fiterman. Cela résulte « avant tout de la progression de l'endettement de l'entreprise pendant la décennie passée » ; endettement lui-même dû à l'insuffisance de sa capitalisation, donc de ses possibilités d'autofinancement, et à l'absence d'aide de l'Etat pour ses investissements. « Sans ces charges financières, il n'y aurait pas de déficit d'exploitation de la S.N.C.F. », dit M. Fiterman, dont la conclusion sur ce point rejoint celle de la Fédération nationale des cheminots C.G.T. soulignant, il y a quelques jours, que la S.N.C.F. a enregistré un excédent

brut d'exploitation de 1 960 millions de francs en 1981 et de 484 millions de francs l'an passé.

Parmi les autres sources de difficultés financières de la société, M. Fiterman cite encore des retards dans la tarification des marchandises, qui ont « coûté plusieurs milliards », et « une stratégie commerciale qui a privilégié les secteurs les plus confrontés à la crise, comme les trains complets ou les produits lourds ». « On ne transporte pas assez de produits à haute valeur ajoutée », reconnaît-il.

Avec la loi d'orientation des transports intérieurs, l'Etat a en « le souci de définir les bases de l'assainissement financier progressif de l'entreprise ». Désormais, ses rapports avec la S.N.C.F. sont clarifiés en même temps que les charges supportées par les différents modes de transport se trouvent harmonisées. De telle sorte que les dotations de l'Etat n'apparaissent plus comme des « bouche-trous », mais comme « une contribution normale à l'activité de l'entreprise ».

A ce titre, la contribution ordinaire de l'Etat va être accrue : elle ne s'appliquera plus seulement à des compensations tarifaires mais aussi aux investissements et aux charges de retraites, qui seront prises en compte encore plus largement que par le passé. Mais, en plus, le tuteur des chemins de fer entend jouer pleinement son rôle en apurant leur passif par des contributions exceptionnelles. Celle de 1984 atteindra 3,5 milliards de francs. Il est vrai qu'à la même époque le déficit cumulé de la S.N.C.F. avoisinait 20 milliards de francs. Il n'empêche que c'est de la part des pouvoirs publics un effort sans précédent pour restaurer la santé financière d'une entreprise en mauvaise santé. Cette « aide » suffira-t-elle à lui rendre la santé ? M. Fiterman s'en déclare persuadé : « Si l'on avait appliqué, dès 1974, les dispositions du nouveau cahier des charges, la S.N.C.F. serait aujourd'hui en équilibre ».

J. Sn.

SPORTS

VOILE

« Australia-II » remporte la Coupe de l'America 41 secondes pour une victoire

De notre correspondante

New-York. — Les Américains sont en deuil : Liberty a perdu la régate du siècle et Australia-II va emporter la Coupe de l'America à l'heure bouc du monde, au Royal Yacht Club de Perth. Ce sera la première fois depuis cent trente-deux ans que l'aiguille d'argent tarabiscotée quittera les Etats-Unis, mais sa place restera réservée au Yacht Club de New-York. Comme l'a dit, lundi soir, le président du club : « Nous la prions aux Australiens jusqu'à 1986 », date de la revanche, qui aura lieu à Perth.

C'est par une spectaculaire remontée qu'Australia-II a gagné la septième et décisive régate à Newport : à 17 h 20, le yacht australien coupait la ligne d'arrivée avec une avance de quarante et une secondes sur Liberty. La course avait été annulée samedi, faute de vent. Lundi, la brise était bonne, et le départ était donné peu après midi, au milieu des « God Bless America », des supporters de Liberty. Le 12 mètres américain devait mener pendant les deux tiers de la course, distançant le voilier australien jusqu'à une minute. Mais soudain, après la cinquième marque, Australia-II prenait la tête et distançait bientôt le bateau américain de deux longueurs et demie.

Le vent faiblissant après 16 h 30 pénalisait Liberty et c'est dans un véritable sprint qu'Australia-II donnait la preuve du bateau-témoin, au milieu des coups de klaxon et de sifflets des supporters embarqués sur une invraisemblable flottille. Un peu plus tard, ayant hissé sa flamme verte timbrée d'un kangourou (jaune) armé de gants de boxe (rouges), Australia-II revenait à quai sous les vivats.

Déboires techniques

L'équipage de Liberty a reconnu sa défaite de bonne grâce et félicité son heureux concurrent. Les visages étaient cependant crispés au Yacht Club de Newport et la transmission en direct de ce qui se passait à la même heure dans les « pubs » d'Australie n'était pas faite pour ramener les sourires.

C'était la première fois que la Coupe de l'America se déroulait en sept régates ; à ce jour, aucun yacht étranger n'en avait gagné plus de

deux. La victoire d'Australia-II met fin à plusieurs semaines de polémiques ! Le bateau australien avait d'abord été accusé de ne pas être conforme aux normes internationales régissant les 12 mètres, en raison du dessin très particulier de sa quille. Au cours des premières régates l'opposant à Liberty, Australia-II devait essayer une série de débâches techniques qui faisaient mal augurer de l'issue de la course.

A la fin de la semaine dernière, une violente polémique opposait Alan Bond, le principal bailleur de fonds d'Australia-II, à Dennis Conner, le barreur de Liberty, qui avait décidé de déléguer son bateau de 910 livres en prévision du vent faible annoncé pour la régate de samedi. Furieux, Alan Bond menaçait « de ne pas courir », mais se voyait démentir par son directeur, Warren Jones. Et fin de compte, Conner avait renoncé à déléguer Liberty. Peut-être l'a-t-il regretté, lundi, lorsque le vent est tombé.

NICOLE BERNHEIM.

La quille mystérieuse

Depuis qu'ils avaient gagné cette coupe pour la première fois, en 1851, les Américains l'avaient défendue victorieusement à vingt-quatre reprises. Sans accroc. D'abord contre des bateaux britanniques jusqu'au moment où, en 1962, les Australiens s'introduisirent sérieusement au prestigieux challenge. Depuis, à une exception près, l'Australie n'avait jamais cessé d'être présente dans l'ultime phase.

Australia-II, participant pour la troisième fois (1), est un bateau né de l'imagination de l'architecte australien Ben Lexcen. La voile a été levée dans l'optique de la victoire. Croyable déception. La fameuse quille-miracle est telle que les spécialistes l'avaient imaginée : un bulbe blanc et bleu sur l'avant du bateau ; deux ailerons bleu-vert - se confondant avec le ciel - de chaque côté comme les ailes d'une grande raie.

Bruno Troublé, spécialiste des « 12 mètres » qui a mené France-3 en finale des challenges

en 1980 et qui n'a pas connu la même réussite cette année, a commenté en ces termes la victoire du bateau australien : « Conner, le barreur américain, a navigué dans le dernier tiers (2) en respirant la fumée du cigare de John Bertrand ». Désormais, le barreur John Bertrand et les dix membres anonymes de son équipage font figure de héros nationaux. Quand le sport triomphe, la politique n'est jamais très loin. Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a d'ailleurs envoyé, de Perth, où il suivait l'épreuve à la télévision, un télégramme de félicitations à l'équipage australien.

A Newport, les Américains, eux, ont tout simplement mis leur drapeau en berne.

(1) Sur les sept régates de la Coupe de l'America, Australia-II a gagné quatre fois (la 3^e, la 5^e, la 7^e et la 9^e) tandis que Liberty en a remporté trois (la 1^{re}, la 2^e et la 4^e).

(2) L'ouragan face au vent entre les deux dernières bouées.

« Nous sommes si fiers d'eux »

De notre envoyé spécial

Sydney. — « C'est notre Coupe » : le titre s'étale en énormes caractères sur la jaquette de l'édition spéciale du Sun, le seul journal australien qui ait pu relater la victoire du 12 mètres barré par John Bertrand sur Liberty de Dennis Conner, qui défendait pour le compte des Etats-Unis la Coupe de l'America.

Compte tenu du décalage horaire avec Newport (quatre heures), c'est mardi vers 7 heures du matin, heure locale, que les Australiens ont appris la nouvelle. « Notre plus grand triomphe sportif », « Nous sommes si fiers d'eux », titre encore le Sun, qui consacre huit pages à l'événement, raconté par le menu.

Ce journal populaire rapporte encore que le premier ministre, Robert Hawke, a déclaré au cours des festivités organisées au Royal Perth Yacht Club, qui est à l'origine de l'aventure

d'Australia-II : « Ce n'est pas seulement un événement sportif, c'est incommensurable. Cela démontre les capacités technologiques de l'Australie et cela rapportera des millions de dollars en devises quand les Américains viendront relever le défi ».

« J'ai envisagé de déclarer que mercredi serait officiellement chômé. De toute façon, nous allons être un peuple de zombies demain », a encore dit le premier ministre, qui faisait allusion aux festivités que cette victoire allait entraîner.

A Sydney, à la nuit tombante, il régnait une animation peu ordinaire autour des pubs largement décorés aux couleurs nationales. Un directeur d'hôtel a fait un raccourci sportif saisissant : « Hier, c'était la Coupe de l'America. Demain, ce sera la Coupe Davis. Les Français n'ont qu'à bien se tenir ».

ALAIN GIRAUDO.

pour vous ouvrir
les grandes carrières
de l'hôtellerie et de la restauration
de haut niveau
en France et plus encore
à l'étranger

**INSTITUT INTERNATIONAL
MAXIM'S DE PARIS**

formation aux techniques de
gestion et d'accueil
dans l'hôtellerie et la restauration
de prestige
(admission : niveau bac ou terminales)

MAXIM'S
célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

nom _____
adresse _____
code postal _____ téléphone _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
école privée du groupe IPSA
71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

**LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS**

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.05.94
Documentation M sur demande

CRÉDIT GRATUIT 12 MOIS*
SUR TOUS LES PIANOS
du 1^{er} au 29 octobre 1983

PAUL BEUSCHER
15, boulevard Beaumarchais - PARIS-BASTILLE
Tél. : 272-05-41

ZIMMERMANN III V : 12445 F
Acajou satiné avec sourdine

* A PARTIR DE 10000 F D'ACHAT, après versement comptant de 30 %, sous réserve d'acceptation du dossier par CREG. Assurances facultatives à la charge du client.

Dr. J. L. L. L. L.

MEDECINE

Les Entretiens de Bichat

La grand-messe du savoir médical

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Comme chaque année depuis trente-sept ans, des milliers de médecins, d'infirmières, de rééducateurs se réunissent à la faculté Pitié-Salpêtrière, du 23 septembre au 2 octobre, pour les Entretiens de Bichat, complétés par la Semaine médicale de Paris, le festival du film médico-chirurgical et les débats organisés par le Comité national de l'enfance, les vétérinaires, les cancérologues, les chirurgiens, les femmes médecins, le collège de médecine ou la Sécurité sociale ministérielle.

Si cette grand-messe annuelle de la médecine a autant d'adeptes que de détracteurs, nul ne peut nier le succès qu'elle rencontre et qui semble résister à l'assure du temps. La formule est immuable.

Seule nouveauté enregistrée cette année : la distribution d'un petit livret d'auto-évaluation, recueilli de plus de 150 questions-réponses qui devrait permettre aux praticiens de tester leurs connaissances et de s'assurer qu'ils ont bien assimilé les progrès diagnostiques ou thérapeutiques qui leur ont été exposés à un rythme accéléré durant une semaine, de l'aube à la nuit. Il n'est pas exclu que cette initiative soit le prélude à une entreprise plus exhaustive de vérification des connaissances, comme celles qui sont obligatoirement pratiquées aux États-Unis.

Si nul n'emise de rendre obligatoire l'enseignement post-universitaire (dont l'article 4 du code de déontologie médicale fait néanmoins un devoir), le récent rapport des médiateurs désignés par le gouvernement suggère qu'il soit à tout le moins fortement incitatif, et qu'il s'accompagne d'un droit progressif au dépassement des honoraires conventionnels.

Pour l'instant, et pour les quelques 80 000 médecins français qui assument solitairement une forme libérale d'exercice, le grand rassemblement des Entretiens de Bichat offre surtout

une occasion unique de contacts et de dialogue avec leurs maîtres ou leurs pairs, pour la plupart enrôlés le restant de l'année dans l'exercice hospitalier à plein temps. Deux formes de pratique médicale trouvent ainsi l'occasion unique d'une confrontation et d'une imprégnation réciproques. Allant de la haute voltige chirurgicale ou chimiothérapeutique aux petites misères physiques ou psychologiques de la vie quotidienne, l'extrême diversité des sujets traités traduit à la fois une médicalisation croissante, préoccupante, de la société, et la parcellisation d'un savoir qu'aucun praticien ne peut plus, aujourd'hui, appréhender seul.

Près de la moitié des malades ne suivent pas les prescriptions de leur médecin

LES malades comprennent-ils l'intérêt des régimes ou des thérapeutiques qui leur sont prescrites ? Ont-ils foi dans leur efficacité ? On pouvait déjà en douter à la lecture des enquêtes conduites à l'étranger et selon lesquelles plus de la moitié des malades approuvaient le traitement qui leur avait été prescrit... mais ne le suivaient pas. L'équipe du docteur Jacques Mendez (centre hospitalier d'Argenteuil) a voulu en avoir le cœur net, d'autant que chaque Français consomme en moyenne deux fois plus de médicaments qu'un citoyen américain.

L'enquête qu'elle a conduite auprès de deux cent cinquante malades montre tout d'abord que 86 % d'entre eux ignorent qu'il existe un pharmacien à l'hôpital. 53 % déclarent qu'ils ne suivent pas le régime qui leur a été prescrit (il s'agit d'un service des maladies de l'appareil digestif). 35 % ne respectent pas les doses quotidiennes de médicaments fixées par l'ordonnance, et 44 % ne respectent pas la durée du traitement, car « ils s'arrêtent dès qu'ils vont mieux » (44 %), ou « ils oublient de prendre le médicament » (34 %), lorsqu'ils ne modifient pas spontanément les doses « en fonction de leur état » (10 %).

30 % des malades ne lisent pas la notice d'utilisation qui se trouve dans la boîte de leurs médicaments car ils la trouvent trop compliquée. En outre, 49 % ont oublié les noms des derniers médicaments qui leur avaient été prescrits avant leur hospitalisation. En revanche, 70 % souhaitent être mieux informés à propos des traitements qui leur sont proposés, ce qui montre une fois de plus les lacunes considérables qui pèsent sur la relation médecin-malade dans le milieu hospitalier français.

Parfois efficace mais souvent dangereux

Pour remédier à cette situation, l'équipe d'Argenteuil a conçu des « pochettes informatives porte-ordonnances » contenant des conseils généraux et une carte d'information claire et détaillée pour chaque médicament prescrit, comportant l'explication de son action, son mode d'emploi, les précautions à prendre, les effets indésirables éventuels, la façon et le moment d'absorber les comprimés ou les sirops. Un « entretien informatif » entre le médecin et/ou le pharmacien et le malade complète ce dossier et permet au patient de poser des questions complémentaires et de mieux comprendre le but des régimes ou des médicaments ordonnés.

Depuis que cette méthode est appliquée à Argenteuil, le taux d'erreurs dans la compréhension des prescriptions ou leur suivi est tombé de 50 % à 15 %.

Si les malades sont sceptiques ou peu disciplinés à l'égard des prescriptions médicales, il semble en revanche qu'ils raffolent des médicaments qu'ils se prescrivent tout seuls, souvent sur les conseils d'un voisin ou d'un parent. C'est à tout le moins ce que confirme une enquête menée par le docteur Patrice Queneau et ses collaborateurs (hôpital Bellevue-Saint-Etienne) avec l'aide de tous les rhumatologues de Saint-Etienne, Saint-Clément, Fiminy et de la Haute-Loire.

La moitié des huit cent quatre-vingt-quinze malades interrogés pour cette enquête déclarent « s'automédiquer », surtout s'ils appartiennent au groupe des enseignants, commerçants, cadres ou professions libérales. Sept cent quarante médicaments sont utilisés à cette fin, allant de un à sept médicaments par malade. Il s'agit essentiellement d'antalgiques, de comprimés, d'hypnotiques, de tranquillisants, de laxatifs, de pansements gastriques, de calmants de la toux et d'anti-inflammatoires divers.

Dans plus de 45 % des cas, l'automédication est quotidienne, et les enquêteurs de Saint-Etienne soulignent les dangers de telles pratiques. Nombre de ces médicaments sont pris n'importe comment, sans que les contre-indications soient respectées, pas plus que les incompatibilités entre des produits différents, ou la notion de doses toxiques.

Néanmoins, les Français ne sont pas de si mauvais thérapeutes, car les médecins participant à l'enquête ont estimé que les médicaments ainsi « autoprescrits » étaient bénéfiques dans 36 % des cas (mais néfastes dans 15 % et inutiles dans 14 % des cas). Pour plus de la moitié (52,4 %) des malades, les médicaments ont été achetés sans ordonnance (27,4 % utilisent une ancienne ordonnance sur les conseils d'un ami ou d'un parent dans un tiers des cas, d'un pharmacien (8 % des cas), ou, très rarement, par référence à une forme quelconque de publicité (2,8 %).

De tels comportements soulignent, aux yeux de la lacune de la relation médecin-malade. « Il est essentiel », souligne le docteur Queneau, que cette relation soit chaleureuse et confiante, car elle est, dans tous les cas, capitale. L'occasion peut en être donnée par la « visite à posteriori », car un adepte sur cinq de l'automédication se rend chez un médecin pour réclamer une ordonnance aux fins de régularisation et de remboursement.

LES petits maux sont parfois source de grandes misères devant lesquelles le généraliste se trouve trop souvent désarmé, d'autant plus qu'ils n'intéressent guère, jusqu'à présent, les universitaires, désireux de fréquenter des chemins thérapeutiques plus glorieux, sinon plus utiles.

Il semble, fort heureusement, que le vent du mépris ait cessé de souffler et nombre des conférences de Bichat concernent les progrès accomplis pour le traitement d'affections certes banales, voire « bontesses » mais, pour leurs victimes, sources de désespérance.

Les verrues

Les verrues rebelles, multiples, des mains ou de la voûte plantaire, obéissent dans une grande proportion de cas à une thérapie d'une innocuité totale, et dont le seul inconvénient est la durée. Il s'agit, a expliqué le docteur Charles Héron (hôpital Tenon, Paris), d'ondes courtes pulsées, qui ne dégagent aucun effet thermique et que l'on utilisait jusqu'à présent en rhumatologie.

Sur quatre-vingt-dix patients ainsi traités, soixante-quatre ont été guéris après huit à trente séances, selon l'ancienneté des verrues. Il s'agit, dans tous les cas, de verrues trop nombreuses pour être électrocoagulées et rebelles aux applications d'azote liquide, d'acide salicylé, résorcine ou de collodion au thuya.

L'immense avantage de ce nouveau traitement est qu'il est complètement indolore et ne laisse aucune cicatrice. Il ne dérange donc en rien la vie sportive ou professionnelle du malade. Son inconvénient est, dans certains cas, le nombre des séances nécessaires.

Les hémorroïdes

Elle relèvent toujours des laxatifs doux et des divers produits ou suppositoires anti-inflammatoires qui soulagent les poussées aiguës mais ne changent pas le fond du problème, à savoir la présence de dilatations veineuses situées à l'extrémité inférieure du tube digestif et qui connaissent des poussées douloureuses d'inflammation, d'étranglement, de thrombose ou d'hémorragie.

Diverses techniques peuvent être utilisées au cabinet même d'un médecin bien formé pour traiter les paquets hémorroïdaires. Les techniques simples que sont la sclérose des vaisseaux dilatés par l'injection (indolore) de chlorhydrate double de quinine-urée, ou la ligature à la

base des masses hémorroïdaires, se sont enrichies de la cryothérapie. Il s'agit d'une destruction par congélation conduite à l'aide d'une cryoprotecteur sur les dilatations vasculaires à scléroser de l'azote liquide ou du protoxyde d'azote. Ce traitement peut être fait en plusieurs fois, et ne nécessite pas d'hospitalisation.

Plus récemment, la photo-coagulation par infra-rouges semble donner de meilleurs résultats encore et n'entraîne aucune suite douloureuse. Il s'agit d'une sorte de pistolet dont la détente libère un faisceau d'infra-rouges transmis par une tige de quartz à l'extrémité de l'appareil, la photo-coagulation est obtenue en une à deux secondes d'application à la base du paquet hémorroïdaire.

Mais tous ces traitements sont provisoires, rappelle le Dr Jean Denis (Service de proctologie, hôpital Léopold-Bellan, Paris), car la récurrence de la maladie hémorroïdaire est de règle après des délais plus ou moins longs. Il faut, dans ce cas, avoir recours à la chirurgie, par la ligature des pédicules artériels alimentant les hémorroïdes.

Le laser à CO₂ est venu récemment remplacer le bistouri électrique ou les ciseaux, mais « en dépit des échos dihybrantiques donnés par les médias », l'équipe parisiennaise estime que, s'il est efficace et facile à utiliser, « il n'a pas encore fait la preuve de sa supériorité ».

Le traitement de base de la plupart des crises hémorroïdaires reste celui de la constipation par des régimes riches en fibres (son), l'exercice physique et, au besoin, des laxatifs doux (mucilages et huile de paraffine). Toutes les autres techniques, pour la plupart indolores et bénignes et que les malades redoutent à tort, ne seront appliquées qu'en cas d'échec de ces règles de bons sens.

L'infection urinaire (féminine) (cystite)

Il n'est guère d'affection plus douloureuse, plus déprimante et plus répandue que l'infection urinaire récurrente (ou cystite) dont souffre, à un moment ou à un autre de son existence, près d'une femme sur trois.

Les progrès accomplis pour la mise au point d'anti-infectieux urinaires remarquablement efficaces sur la plupart des germes responsables de ces infections ont changé radicalement les perspectives de leur traitement, comme le rappelle le professeur A. Steg (hôpital Cochin, Paris).

Ce traitement peut être commencé dès que le prélèvement d'urines a été adressé au laboratoire, qu'il le soit par le patient ou par le médecin observé et de l'antibiogramme. Ce prélèvement donne des résultats aussi fiables que le sondage (qui offre des risques de surinfection) par simple recueil des urines dans un flacon propre et après une toilette minutieuse.

Le médecin devra bien sûr éliminer toutes les causes spécifiques éventuelles (rénales ou autres) de ces infections, qui sont guéries dans 93 % des cas par un traitement antibiotique de trois à cinq jours et même, depuis peu, par une prise unique de médicament (traitement minute). S'il s'agit d'accès constants récidivants de cystite, des traitements au long cours (un comprimé de nitro-furantoïne par jour pendant plusieurs mois) sont institués à titre préventif, cependant qu'une cause locale éventuelle est dépistée puis traitée (infection vaginale, interstitielle trépanante, situation anormale du méat ou de l'urètre, séquelle d'un accouchement difficile, etc.).

Les sueurs excessives

Les grandes chaleurs qu'on connaît les Français cette année ont provoqué une gêne accrue chez ceux qui souffrent de transpiration excessive et ne savent pas toujours que cette condition désagréable porte un nom médical : l'hyperhidrose, et qu'elle est à présent accessible à des thérapies efficaces.

La sueur est produite par 3 à 4 millions de glandes dites sudoripares, réparties sur toute la surface cutanée, avec une densité plus grande sur la paume des mains et la plante des pieds. Les sujets atteints d'hyperhidrose, rappelle le Dr Daniel Lambert (hôpital du Bocage, Dijon), souffrent d'un fonctionnement excessif de ces glandes qui vont jusqu'à produire plusieurs litres de sueur par jour, notamment au niveau des aisselles, des mains et des pieds. Il s'agit d'hyperhidrose localisée, par opposition aux transpirations généralisées qui répondent soit à un mécanisme physiologique de thermorégulation (fièvre), soit à certaines pathologies (tuberculose, goutte, troubles digestifs, ménopause) soit à des phénomènes émotionnels (sueur froide par exemple).

Si l'hyperhidrose des aisselles (dont les quelques 25 000 glandes sudoripares peuvent produire jusqu'à douze grammes de sueur par heure) a surtout des inconvénients sociaux ou d'inconfort, celle des mains constitue un grave handicap technique pour l'exercice de certaines professions, de l'électricien au chirurgien en passant par la dactylo et l'ouvrier.

Les seils d'aluminium étaient utilisés de longue date en solution dans l'eau distillée, et l'obtention d'une solution alcoolisée, infiniment plus efficace, fut difficile à réaliser sous une forme stable. Les premières expériences de cette méthode en France remontent à une application locale de cette solution pendant deux jours consécutifs suffit à maîtriser complètement l'hyperhidrose pendant les cinq à quinze jours suivants. Il suffit de quelques heures pour que la solution de seils d'aluminium soit absorbée, et ce traitement autorise tant les bains de mer et de soleil que les toilettes quotidiennes.

Les phénomènes de thermorégulation ne sont pas perturbés car il s'agit d'agir localement sur les seils glandes axillaires. Le résultat obtenu est moins remarquable sur les paumes et les plantes des pieds, où l'épaisseur de la couche cornée entrave la pénétration du produit, que sur les aisselles.

On recourt dans ces cas à l'ionophorèse, qui permet le passage d'un courant électrique continu de faible intensité entre deux électrodes dont l'une est placée au contact de la zone à traiter, multipliant par dix l'absorption de certains produits comme la pilocarpine. L'objectif de cette thérapie est de créer une kératinisation intense par excitation locale, afin que les bouchons cornés qui se forment ainsi obstruent les orifices des glandes sudorales.

En fin de compte et grâce à ces deux techniques récentes, « le traitement de l'hyperhidrose invalidante localisée n'est plus un luxe, est efficace et permet de respecter l'intégrité du système sudoral général responsable de la thermorégulation », conclut le docteur Lambert.

DU JEUDI 29 SEPTEMBRE AU SAMEDI 8 OCTOBRE

PRIX EXCEPTIONNELS

MADELIOS

DES EXEMPLES :

COSTUME pure laine 975 F LODEN 75% laine, 25% polyamide 895 F	PULLOVER pure laine sans manches 170 F avec manches 185 F	CHEMISE 55% coton, 45% polyester 115 F CRAVATE soie doublée 44 F	CHAUSSURE semelle cuir 350 F
---	---	--	--

Place de la Madeleine, Paris
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

صكنا من الاموال

هكذا من الاصل

Premiers succès thérapeutiques des hormones cérébrales

De tels traitements viennent s'ajouter chez ces malades aux méthodes classiques de la chirurgie et de la radiothérapie. Mais une évolution favorable s'est produite également dans ces domaines depuis ces dernières années. On pratique de moins en moins les grandes opérations mutilantes du thorax, et de plus en plus souvent une ablation de la tumeur et d'elle seule lorsqu'elle est suffisamment localisée.

Le choc psychologique que produisent chez les femmes de telles interventions sera d'autant plus réduit qu'une possibilité de reconstruction plastique ultérieure leur est offerte. Les idées ont beaucoup évolué à ce sujet, et l'on ne considère plus, comme c'était le cas récemment encore, que le fait de pratiquer une reconstruction mammaire aggraverait l'évolution d'un cancer ou retarderait la découverte d'une éventuelle récidive.

« Cette reconstruction, qui peut être conduite immédiatement ou un an après l'intervention selon la nature de la tumeur consiste en l'introduction par la cicatrice d'une prothèse placée sous la peau ou sous le muscle pectoral. Le résultat esthétique ne peut certes pas être considéré comme remarquable, a présumé le professeur Pierre Banzet (hôpital Saint Louis, Paris) mais le fait d'être débarrassés de la servitude d'une prothèse externe représente pour les malades un bienfait considérable.

Après des expérimentations
sévères, chez l'animal, les pro-
chains essais sur l'homme se sont
déroulés plus que prometteurs.
Après d'abord au Canada, puis
sous l'égide de l'Organisation Onco-
logique, ils ont donné d'excellents
résultats dans les tumeurs malignes
de la prostate hormono-dépendantes.
On peut espérer que ce nouveau
traitement, qui n'a causé aucun
effet nocif, réduira à zéro les indica-
tions des rayons et de la chirurgie
dans ces cas ; a souligné le profes-
seur Georges Mathé (Paris) aux
récents Entretiens de Bichat, confir-
mant pour la France le bilan écla-
rant dressé en juin dernier par le
Comité des tumeurs, où 25 pour cent
des malades, dont certains
se trouvaient au stade de généralisa-
tion (métastases) de la maladie.

Outre le traitement des cancers hormono-dépendants, une autre hormone cérébrale connaît, elle aussi, ses premières applications cliniques. Il s'agit cette fois non plus de freiner mais de stimuler la production d'hormones sexuelles chez les patientes atteintes d'une stérilité par absence d'ovulation rebelle à toute tentative thérapeutique.

Les premiers essais de stimulation de l'hypophyse par l'administration de l'hormone hypothalamique commandant le fonctionnement des gonades (ou GnRH) s'étaient révélés inopérants. Mais la découverte par l'Américain Knobil du fait que la sécrétion cérébrale régulant le fonctionnement sexuel est non pas continue mais pulsatile, à raison d'un flux toutes les quatre-vingt-dix minutes, a changé radicalement le paysage thérapeutique.

L'équipe française, forte des résultats obtenus outre-Atlantique dans les cancers mammaires de l'animal, a conduit un essai thérapeutique prometteur avec cette hormone chez des femmes atteintes d'un cancer du sein et du hormone-dépendant. Elle l'utilise également chez des hommes qui doivent subir une chimiothérapie, laquelle détruit les spermatozoïdes. L'analogie utilisée bloque en effet provisoirement la production de spermatozoïdes, à une phase de leur évolution où les effets destructeurs des chimiothérapies sont sans effet sur eux, préservant ainsi la fertilité des malades traités.

Il est vraisemblable, estime le professeur Mathé, que cette méthode thérapeutique très récente est dénuée de quelque toxicité ou inconvénient que ce soit viendra se substituer aux interventions mutilantes ou agressives (ablation des ovaires, des glandes surrénales, de l'hypophyse), décrites notamment à Bichat pour les cancers du sein hormono-dépendants, par l'équipe des Hospices civils de Strasbourg (docteur Robert Renaud).

Le professeur Gilbert Schaison (hôpital de Bicêtre) utilise une pompe portative à injection pulsatile programmée qui permet, avec une autonomie de dix jours, d'injecter l'hormone à la patiente à la dose choisie toutes les quatre-vingt-dix minutes. Grâce à cette méthode, vingt-trois grossesses (dont deux jumeaux) ont été obtenues chez des femmes jusqu'alors urémiquement stériles.

L'après-midi, souvent absente depuis des années, apparaît entre la dixième et treizième jour de traitement. Tel a été le cas de l'une des patientes décrites par M. Saison. Privée de règles et d'ovulation à la suite d'une anorexie mentale de 1960, Mlle X. avait été traitée sans succès par sa stérilité pendant quatre ans par toutes les méthodes hormonales jusqu'à présent disponibles. Au treizième jour de l'injection pulsatile de l'hormone hypophysaire (GonRH), une ovulation s'est produite et deux semaines plus tard, elle a eu une grossesse normale. Cette technique (que nous avons décrite dans le *Monde du 3 novembre 1982*) est utilisée pour certains troubles de l'axe hypothalamo-hypophysaire chez la femme.

La simplicité et l'innocuit totale de ce traitement radicalement nouveau constituent une illustration remarquable des applications cliniques auxquelles peuvent conduire certaines recherches de science fondamentale. Il s'agit, en l'occurrence, des travaux sur les hormones cérébrales d'une part, et de l'autre de la découverte des horloges biologiques, qui jouent un rôle sans cesse grandissant en physiologie comme en thérapeutique.

ES EN OCTOBRE
E LA DÉCOUVERTE
-Roosevelt, 75008 PARIS
tes cultivées en éprouvette, par Claude
et la santé, par Georges LE MOAN,
médicales, par Pierre DELAVEAU,
service des armées, par Guy LAR-
mon à la conférence "La Terre" de du
VIN

LES enfants qui rongent leurs ongles qui mentent continuellement, qui violent ou qui chahutent joyeusement à l'heure où les autres dorment relèvent-ils d'une consultation médicale ? Le bon sens mettrait à penser que de tels problèmes relèvent selon de longues traditions de l'éducation parentale. Mais le vécu quotidien n'est pas toujours conforme au bon sens et les médecins sont si souvent consultés sur ces errements mineurs du comportement enfantin que d'éminents spécialistes de la pédopsychiatrie leur ont consacré aux Entrenants de l'échec doctes conférences et débats.

tionnement, l'autorenforcement, les autoupunions et l'enregistrement vidéo de l'onchophagie... Les rechutes après la cure (qui ne doit pas être spécialement économique) sont fréquentes, constate le professeur Duché.

En somme, le meilleur traitement, le moins coûteux et le plus efficace, consiste à attendre la puberté « élément thérapeutique indéniable ». C'est à ce moment, et à ce moment seulement, que l'onychophagie ne veut plus détruire ses ongles, et qu'il cesse donc de le faire.

Tous les enfants mentent, et ce comme mentent « *a une fonction quasi vitale* ». D'abord, explique le docteur René Eltringer (Centre hospitalier de Strasbourg) parce qu'ils ne reconnaissent que vers six-sept ans le vrai du faux, ensuite « *parce que mentir est pour l'enfant la possibilité d'acquiescer peu à peu la certitude que son monde imaginaire interne lui reste personnel* ». En toute hypothèse (Piaget) le mensonge n'acquiesse sa dimension intentionnelle qu'après huit ans ; auparavant il s'agit essentiellement de fabulation, d'un goût poétique pour la fiction.

De multiples explications d'ordre analytique ont été proposées, de la tromperie originelle sur la « naissance dans les choux » au sentiment de « toute-puissance de la pensée » et de déclin de la puissance parentale. A vrai dire, souligne M. Ebtinger, toutes les raisons de mentir sont si bonnes que l'on peut se demander « pourquoi les enfants disent parfois la vérité »...

Bref, et pour revenir à la clinique, les médecins distinguent trois types de mensonge chez l'enfant : l'utilitaire, le compensatoire et la mythomanie.

● Le mensonge utilitaire correspond à celui de l'adulte, et a pour objectif d'éviter un désagrément ou de retirer un avantage (dissimulation ou falsification de notes scolaires par exemple). Du comportement des parents devant une telle situation, il dépendra son évolution. Il ne faut lui moraliser, ou dramatiser à l'excès, ni se montrer indifférent ou trop crétule, mais démontrer l'infutilité du mensonge, sans que l'enfant perde le face pour autant. Il faut surtout éviter, insiste M. Ebinger, que « les parents mentant eux-mêmes, le mensonge ne devienne un mode de communication habituel ». Il faut aussi éviter que l'enfant s'associe « dès lors et souvent à d'autres comportements déviants (vol, fureurs, etc.) ».

● Le mensonge compensatoire traduit non pas la recherche d'un bénéfice concret, mais celle

d'une image que l'enfant croit inaccessible ou perdue exploite supports scolaires amoureux familles noble ou savante etc Banales jusqu'à six ans ces conduites persistent à l'enfant d'élaborer son identité narcissique Lorsque elles persistent au-delà de cet âge elles traduisent des troubles psychopathologiques plus marqués (personnalité hystérique, troubles de la conscience de soi, etc.). La fabrication est une des caractéristiques du syndrome des enfants prépsychotiques.

● **La mythomanie est le degré** extrême de cette rêverie fabulatoire. Il apparaît qu'elle constitue « un véritable support narcissique, bâti sur du vent et auquel l'enfant tient comme à un trompe-l'œil du vide ». La mythomanie s'observe sur un fond de carences effectives très graves et d'incertitudes identitaires dues au comportement des parents. Au début de ce siècle, on attribuait ce comportement de détresse « à la vanité maligne et à la perversité ». Le mécanisme en est fort heureusement moins réducteur, et plus accessible aux interventions d'ordre psychosocial...

« La quasi-totalité des enfants se livrent au vol ou au chapardage », déclare le docteur Michel Basquin (hôpital de la Salpêtrière, Paris) « mais il est important de se poser la question fondamentale du sens de ces conduites et de leur rôle éventuel dans la structuration de l'enfant ».

En toute hypothèse, on ne peut parler de vol qu'après l'âge de six ou sept ans, moment auquel l'enfant acquiert le sens de la propriété. Avant cela, « lui appartient à priori ce qu'il désire », et il désire de préférence ce que possède l'autre. L'autocorrection du bien d'autrui fait étroitement partie du développement exploratoire.

Après l'âge de raison, on appelle « chaperdage » l'équivalent de ce qu'on, chez l'adulte, se nomme « faucher » ou « chiper ». Les pondeurs dans le porte-monnaie parental ou l'argent des courses sont plus que banales, mais les pédopsychiatres insistent sur l'indispensable vigilance des parents et sur la nécessité d'apprendre à l'enfant le caractère grave que revêtent les petits délits d'adultes et le respect de l'argent gagné par d'autres. La fermeté « sans dramatisation » s'impose aussi pour les chaperdages dans les grands magasins, dont la banalisation pourrait ouvrir la voie à des conduites de vol proprement dites, plus construites, plus organisées et qui prennent souvent la suite de chaperdages intenses et

il est des vols que l'enfant ne peut expliquer, comme s'il s'était

« dédoublé » au moment du passage à l'acte. Beaucoup plus inquiétantes pour le psychiatre sont les conduites de vols rationnelles préparées, et n'entraînant pas de culpabilité. Elles peuvent avoir des significations très diverses et souvent intriquées.

- Le vol de compensation répond à une carence affective actuelle ou ancienne, avec dissociation familiale fréquente :

— La volé d'affirmation a pour objet la popularité auprès des camarades, le renforcement naît de l'image de soi, grâce à l'auréole de transgression ainsi conquise, et que concerne fréquemment des enfants de magistrats ou d'officiers de police.

- Les voils symboliques : concernant des objets à forte signification sociale, comme les vélos, les moteurs ou les voitures, ou, dans une moindre mesure, les vêtements ou les produits de beauté pour les filles.

Enfin, certains vols accomplis dans des conditions aberrantes de maladresse ont une signification masochiste, voire d'équivalent de conduite suicidaire ou d'abandon. Ils participent d'une problématique dépressive et conduisent parfois à une tentative de suicide véritable.

Dans « l'immense majorité des cas », souligne le docteur Esquiné « les vœux de l'enfant ne correspondent pas à une structure de personnalité qu'il faille considérer comme pathologique », mais à un effondrement transitoire des défenses névrotiques. Si certains enfants sont plus fragiles que d'autres, c'est essentiellement du fait de leur insécurité par rapport à leur milieu familial, à l'affection qu'ils reçoivent et à la difficulté qu'ils éprouvent pour élaborer une résistance suffisante à la frustration.

Beaucoup plus préoccupantes sont les « personnalités psychopathiques », diagnostic qu'il ne faut pas porter à la légère, et dont le vol n'est qu'un élément aux côtés des fugues, agressions, échecs divers et désinvestissements scolaires. Les traits caractéristiques de ces enfants sont leur incapacité à établir des relations stables, à interioriser des interdits, à tirer expérience du vécu antérieur; à reconnaître une loi qui, dans l'éducation, devrait être représentée par une image paternelle, à dont on sait qu'elle est trop fréquemment défaillante ».

En somme, et mises à part ces circonstances psychopathologiques exceptionnelles, la conclusion que tire le docteur Baskin de ce bilan clinique est sévère... pour l'adulte. « Sa responsabilité dans le vol de l'enfant est accablante et l'on ne saurait se dissimuler que c'est l'honnêteté même des parents que mettent en question les vols de l'enfant. »

POUR établir un diagnostic ou prescrire une thérapeutique, le médecin moderne ne saurait se passer de tests biologiques précis et spécifiques dont le nombre s'accroît constamment. Les psychiatres ne disposaient jusqu'à présent d'aucun élément objectif leur permettant d'affirmer un diagnostic ou de prescrire les médicaments appropriés que les analyses de crâniogramme, que l'année 1983 marque l'avènement en clinique quotidiennement, des tout premiers tests biologiques fiables permettant non seulement d'affirmer le diagnostic d'un trouble psychiatrique mais de diriger à bon escient sa thérapeutique chimique.

l'abaisse chez les sujets normaux, chez ceux qui souffrent de dépression réactionnelle. Le coût de cet examen est raisonnable, a précisé le docteur A. Gorceix (Hôpital Fernand-Widal, Paris), qui en expose les résultats aux auditeurs Bichat, et il peut être répété dans le cadre d'une véritable « stratégie thérapeutique ».

D'autres dosages conduits dans les urines (dosage de la phénylthylamine) ou dans le sang (facteur hypophysaire, taux d'efficacité de médicaments antidépresseurs) viennent peu à peu s'intégrer dans cette approche nouvelle, biologique, de pathologie mentale qui constitue pour le diagnostic clinique classique un appoint irremplaçable, et laisse présager l'élucidation prochaine de mécanismes biochimiques en cause dans ces pathologies, entre toutes désespérées.

Conséquences Incalculables

Le prix Galien de la recherche pharmaceutique a été attribué en 1983 à une équipe du groupe *Parke-Davis* (Dr G. Le Fur) pour la thèse d'une substance, l'indalpine qui ouvre à la thérapeutique des dépressions une voie nouvelle hautement spécifique et donc particulièrement efficace, alors que cette substance n'entraîne aucun des effets secondaires désagréables liés aux antidépresseurs classiques (sécheresse de la bouche, constipation, troubles de la mémoire, effets médicamenteux).

Le professeur A. Wauers (Gand, Belgique) a commenté pour les auditeurs de Bichat les tout pr

miers résultats obtenus grâce à la substance isolée, non pas *hasard* », mais par un raisonnement méthodique précis lié à la même cause, dans les troubles de l'humeur et principalement la tristesse, deux états intermédiaires chimiques médiateurs — du fonctionnement cérébral. Il s'agit en l'occurrence l'un des plus importants d'entre eux, la *sérotonine*, dont il a pu démontrer que « la transmission altérée dans les différentes formes de perturbations de l'humeur — tristesse et dépression, agressivité — manie.

Force de cette notion, l'équipe de recherche de Pharmuka a imaginé une structure chimique qui agit sélectivement le défaut du système sérotoninergique trouvé chez les malades accomplissant ainsi une démarche différente de celle qui conduit classiquement, à essayer chez un mal un grand nombre de molécules dans l'espoir d'en trouver une active, et les autres, l'indalpine, de cette famille, ont été, à essayer, à Gand notamment, sur toutes les formes possibles de la bête de l'humeur, des dépressions classiques aux névroses obsessionnelles ou phobiques, et des paresthésies alcooliques à l'anxiété l'asthénie pathologique... L'effet est remarquable de l'indalpine manifeste avec une rapidité grande (cinq jours) que celle antidépresseurs jusqu'à présent possibles pour les troubles l'humeur, qu'ils soient ou non unués à une période difficile l'existence (tristesse, ménopaus

La tristesse, la dépression, l'ir-
bilité, le désintérêt ont
influencés en premier, les au-
symptômes de ces troubles s'ajoutent

cette rent secondairement (trou-
verait-elle un trouble de l'écou-
lement du sang ?)

Ce médicament, qui n'a pas d'effets secondaires, a, souligne le professeur A. V., « une action remarquable et constante sur les névroses sensorielles et phobiques ou somnosités alcooliques ».

L'avenir montrera si l'assiette que suscitent ces essais se trouve justifiée; les faits confirment, en toute hypothèse, que les mécanismes biochimiques des troubles de l'humeur ont une voie d'être élucidés et que ce sera, sur les données thérapeutiques de l'égard de ces troubles, d'incalculables conséquences.

**Des
symptômes
à la décision**

**LA MEDECINE
AU QUOTIDIEN**

G. TCHOBROUTSKY
et plus de 20 spécialistes

Une approche nouvelle
de la consultation

832 pages - 13,5 x 21 cm
Prix de lancement : 30 000 F

MEDSI 6 av. Daniel Létourneau
75007 Paris Tél. 361 373

(Publicité)

MÉDECIN ANESTHÉSISTE
RÉANIMATION
DIPLOMÉE TOXICOLOGIE MÉDICALE
intéressée par travaux laboratoire
aimant contacts et voyages
ÉTUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS
Faire offres n° 9980

**CONFÉRENCES EN OCTOBRE
AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE**

Avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS

la production de plantes cultivées en éprouvette, par Claude
MARIN

le flou et la sensation et le sensé, par Georges LE MOAN.

Actualités des plantes médicinales, par Pierre DELAVERE.

la météorologie au service du jardinier, par Guy LAR-
VIERE, en introduction à la conférence "La Terre vue du
ciel, par M. L. MINVIN

Samedi 4, à 15 h.

Samedi 15, à 15 h.

Samedi 22, à 15 h.

BONNES FEUILLES

« Simples propos d'un homme de science », de Pierre Aigrain

« Mon métier a un nom : la science. Pure, appliquée ou industrielle, c'est toujours de science que je me suis occupé, tant en chercheur qu'en administrateur. »

Ainsi commencent les *Simples propos d'un homme de science*, de Pierre Aigrain à Pierre Berès, directeur des éditions Hermann. Constitué de longues causeries, d'un plan fléchi, entrecoupé de digressions qui peuvent être déroutantes pour le lec-

teur, ces propos n'ont en rien la rigueur cartésienne d'un traité. Mais ils en ont l'attrait.

Pierre Aigrain parle de la science qu'il connaît. Il se trouve qu'il connaît presque tout. Sa carrière pourrait illustrer le célèbre problème mathématique du voyageur de commerce qui consiste à trouver le plus court chemin lui permettant de visiter tous ses clients. Depuis qu'en 1945, au sortir de l'Ecole navale, un concours de circonstances l'a projeté dans

la physique, Pierre Aigrain est passé par tous les postes : chercheur en physique des solides, co-inventeur du laser à semi-conducteurs, professeur à trente ans à la faculté des sciences de Paris, puis directeur des enseignements supérieurs, directeur scientifique à la délégation générale à l'armement, professeur au Massachusetts Institute of Technology, directeur scientifique et technique de Thomson-CSF., délégué général à la recherche

scientifique et technique, secrétaire d'Etat à la recherche.

Pierre Aigrain a pratiqué sur tous les angles la science, « pure, appliquée ou industrielle », il a observé, à tous les postes qu'il a occupés, le développement scientifique. L'éclairage qu'il donne à son métier est aussi lucide qu'affectueux.

De ce discours aux multiples facettes, nous avons extrait quelques pages sur l'enseignement scientifique.

A quelques exceptions près, écoles maternelles et troisième cycle des facultés de sciences, nous n'avons pas en France un enseignement de formation. Nous avons un entraînement à passer des examens. Pour des raisons historiques et peut-être culturelles, ce qui domine dans l'organisation française, c'est l'idée du diplôme. On peut dire qu'à la limite tout notre enseignement est une gigantesque boîte à bachelot officielle. Et la préparation aux examens, tels qu'ils sont programmés en France, entraîne des méthodes pédagogiques particulières. Elles ne forment pas véritablement un individu à exercer efficacement ses activités dans la société. Je suis d'autant plus étonné de cette situation que la possession de parchemins, en France, ne donne aucun privilège, sauf dans quelques professions libérales comme la médecine ; tout au plus, la non-possession des diplômes ferme-t-elle quelques portes, celles de certains concours administratifs ou de l'entrée dans l'enseignement supérieur. Et encore, on a, très heureusement d'ailleurs, mis en place des portes latérales, comme l'Ecole des hautes études, les examens d'entrée en faculté, etc.

Tout le monde semble attaché à cette notion d'examen : les professeurs y préparent leurs étudiants, sans leur apprendre vraiment à utiliser leurs connaissances ; on apprend à rédiger la composition française, à résoudre le problème de physique. On se trouve alors dans un cercle vicieux. Si, au niveau de l'enseignement de masse, un professeur ou un groupe d'enseignants décident de changer ces habitudes et de poursuivre une formation réelle, leurs élèves ont toutes chances de se faire « recen-

ser ». Les professeurs auront pris une responsabilité morale très grave, et l'on comprend qu'ils soient hésitants. L'école maternelle et le troisième cycle des facultés de sciences, eux, échappent en grande partie à cette maladie : l'école maternelle n'est pas sanctionnée par un examen, et le troisième cycle des facultés de sciences est un enseignement de petit nombre, où le professeur connaît ses élèves et où l'examen final n'est pas de même nature que des examens classiques. (...)

Innovation

Pourrait-on changer la nature des examens ? Il est difficile d'innover dans un système où cela n'est pas prévu. J'ai fait personnellement l'expérience dans des enseignements de deuxième cycle spécialisé en électrotechnique, où il n'y a pas un très grand nombre d'étudiants, en essayant de faire des examens toutes références permises. Cela permettait de concentrer l'enseignement sur la compréhension des phénomènes plutôt que sur l'acquisition de connaissances mémorisées et de « recettes » à appliquer bêtement. Je donnais l'épreuve le matin en laissant la liberté d'aller où l'on voulait, de faire ce qu'on voulait et de me rendre la réponse le soir. La bibliothèque était ouverte, et les candidats pouvaient même discuter entre eux s'ils le désiraient. Le soir, les étudiants m'ont demandé de ne pas poursuivre : ils se sont rendu compte que cette façon d'opérer était plus difficile pour eux qu'une composition classique.

Fondamentalement, c'est le mode de participation des étudiants, leur rapport au savoir et à l'enseignant, qu'il faudrait transformer. J'ai enseigné aux Etats-Unis et en France. Il est frappant de voir que, dans un enseignement américain, dès qu'on n'a plus affaire à des amphithéâtres de trois cents personnes, les élèves interviennent volontiers, n'hésitent pas à poser des questions de détail, à demander pourquoi on a procédé de telle manière. Le mot « pourquoi » est l'un des premiers qu'apprennent les jeunes enfants. Les élèves américains passent leur temps à utiliser ce

mot, alors que les élèves français, même dans l'enseignement supérieur, sont d'une extraordinaire passivité. Cela tient, je pense, au fait que, dans l'enseignement secondaire, où les classes sont de taille raisonnable, peu d'enseignants tolèrent les interruptions et les questions, car ils préparent à des examens ou à des concours. (...)

Sélection

L'enseignement américain, au niveau surtout de l'enseignement supérieur, est beaucoup plus participatif et nettement plus orienté vers la compréhension que vers l'acquisition de connaissances mémorisées. Cela tient en grande partie à la nature de l'enseignement secondaire et au processus de sélection dans le supérieur. L'enseignement secondaire est aux Etats-Unis, dans l'ensemble, assez médiocre. Mais, comme il n'a pas pour objet de préparer l'étudiant à un examen, il ne sclérise pas l'intelligence. Lorsqu'ils arrivent dans l'enseignement supérieur, les étudiants américains, même s'ils sont moins bien préparés sur le plan des connaissances que leurs homologues français, sont plus aptes à apprendre rapidement. (...)

ces épreuves. Un fils de professeur de l'enseignement supérieur a 95 % de chances d'accéder à l'enseignement supérieur, alors qu'un fils de travailleur agricole n'en a qu'une ou une et demie, ce qui donne un rapport d'inégalité de soixante à un. Ce rapport est nettement moins élevé aux Etats-Unis entre un fils de professeur de l'enseignement supérieur et celui d'un ouvrier spécialisé d'origine portoricaine. En France, la plupart des élèves sont éliminés vers la fin de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire à seize ans, et ne se présentent pas au baccalauréat. L'entrée dans l'enseignement supérieur est, dans une certaine mesure, plus sélective en France qu'aux Etats-Unis, où presque la moitié d'une classe d'âge y entre. En France, à peine 25 %.

On oublie généralement que tous les systèmes d'enseignement sont sélectifs. Le nôtre est un des plus sélectifs du monde. Le baccalauréat est un diplôme de fin d'études de l'enseignement secondaire trop difficile pour servir de test d'accès à l'enseignement supérieur : au-delà, il y a encore tous les concours, et la sélection pour l'entrée aux grandes écoles.

Un examen démocratique

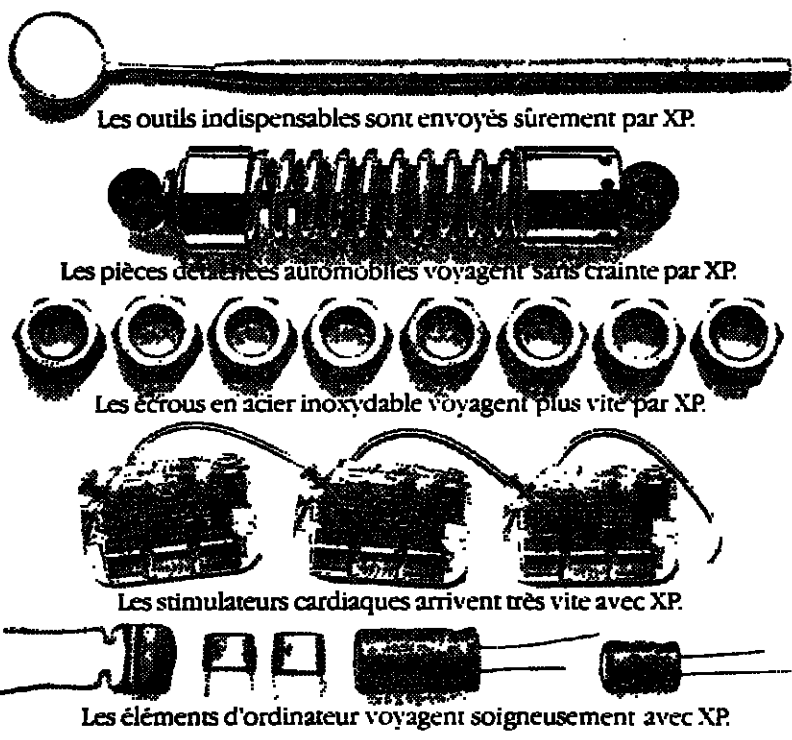
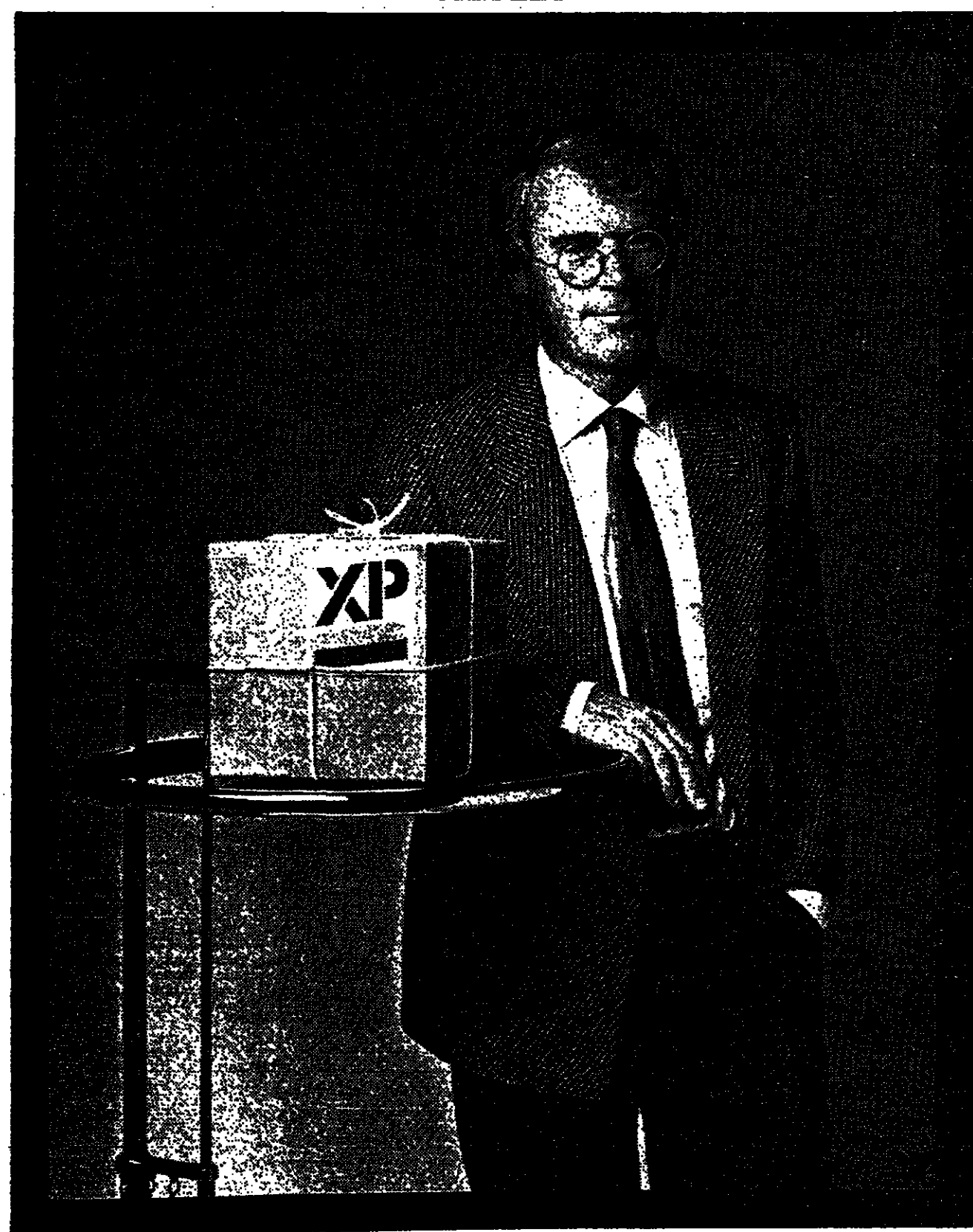
Le système de sélection américain, fondé sur l'examen des dossiers, sur les avis des enseignants du secondaire et sur des entretiens personnels, est finalement beaucoup plus souple. Il n'y a pas cet aspect de coupure. L'étudiant qui n'a pu entrer à Harvard, au MIT ou à Stanford a de fortes chances de pouvoir entrer dans une autre université, fût-elle moins prestigieuse. Et cela ne

l'empêchera pas plus tard, s'il le veut, de retourner vers les premières s'il en a les capacités. De toute façon, ni les étudiants ni les professeurs n'ont cette hantise de la préparation d'un examen.

Aux Etats-Unis, on est persuadé que la sélection des étudiants est possible autrement qu'en leur imposant des épreuves écrites. L'entretien n'est pas vraiment un examen. Il se révèle finalement plus démocratique que le concours. Celui qui mène l'entretien est chargé de recueillir des informations qui pourraient ne pas apparaître dans le dossier, concernant les maladies, les retards, et surtout il émet un avis motivé sur le caractère du candidat. Le rapport ainsi constitué n'est qu'une pièce parmi d'autres. La commission de recrutement qui agit ensuite est libre de retenir ou non les dossiers.

La sélection par le concours sur épreuves que le monde entier nous envie, pensons-nous, n'est copiée par personne. Nous l'avons importée de Chine après que les jésuites, qui en étaient les inventeurs, en eurent été expulsés. Ce système est une copie conforme des concours mandari-naux. Le système de sélection juridiquement égalitaire satisfaisait l'esprit de la Révolution française, et a été généralisé par Napoléon. Après l'avoir créé, Napoléon a généralisé ce système aux régions qu'il avait conquises, et où il n'a pas survécu. La seule exception est l'Ecole normale de Pise, que l'Empereur avait créée et qui l'a conservé.

* *Simples propos d'un homme de science*, par Pierre Aigrain, chez Hermann, 190 pages, prix : 74 F. (Les initiales sont de la rédaction du Monde.)



« SI J'ÉTAIS MOI-MÊME UN PETIT PAQUET, JE VOYAGERAIS AUSSI AVEC XP »

Si c'était à vous de décider, vous choisiriez aussi XP. Car, au moins, vous seriez sûr d'arriver toujours à temps à destination. XP est en effet le spécialiste du transport éclair des petits paquets (jusqu'à 30 kg) et des documents en Europe. Et ceci comprend l'exécution rapide et sans heurts des formalités douanières. Le colis que l'on viendra enlever chez vous dans l'après-midi, sera livré sans faute le lendemain dans l'une des 1500 destinations desservies par XP. Cette garantie vous est offerte car XP travaille avec ses propres automobiles, ses propres avions, et ses propres bureaux dans 14 pays européens.

XP THE SYSTEM FOR PARCELS

Faites-moi parvenir le guide de voyages pour petits paquets et documents.

Nom : _____

A l'attention de : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Téléphone : _____

Coupon à renvoyer à : XP Express Parcel Systems, 189, rue d'Aubervilliers, CAP 18 - 5880 Paris Cedex 18.

Des symptômes de la dépression ? LA MÉDECINE AU COORDONÉ. Une réponse rapide de la Commission. 102 pages, 15 F. P. de la Commission.

5527 من الاحول

Le Monde

régions

ENCENS ET MÉDITATION AU CHATEAU DE PLAIGE (SAONE-ET-LOIRE)

Le Tibet en Bourgogne

De notre envoyé spécial

La Boulaye (Saône-et-Loire). — On savait la Bourgogne berceau du monde chrétien : Cluny, Vézelay, Cîteaux en témoignent. Voilà que maintenant y fleurissent le bouddhisme et l'enseignement du dharma. Sur les bords verdoyants de l'Arroux à quelques kilomètres de Kégyu-Ling, la communauté de Kégyu-Ling est installée depuis près de dix ans dans le château de Plaigne, une bâtisse où flotte en permanence une odeur d'encens accrochée aux laques rouges et or. Sous les frondaisons et au milieu des pelouses où l'on avait déposé le 22 septembre des tables sur des tréteaux pour un repas champêtre, un étrange microcosme tibétain prend forme et attire simples curieux ou chercheurs de l'absolu.

Ce 22 septembre était jour de fête. Après une claustration volontaire de trois ans, trois mois, trois jours dans des cellules minuscules dénommées monastères, dix hommes et neuf femmes, français, américains, canadiens, d'origines diverses, aux cheveux ras, dont deux couples, ont retrouvé le monde, les familles, les amis (1). Epreuve sur eux-mêmes quand il faut, selon la tradition, dormir assis dans une sorte de baquet en bois avec le seul soutien des vertus présumées indestructibles de la méditation.

Suivant des bannières de prière portées au bout de perches, les nouveaux lamas ont descendu le chemin du sous-bois dessiné à la chaux sur l'herbe, dans leur robe grise et safran, précédés d'airs de musique lancinants qui sortaient de longues trompettes. Des femmes soufflaient dans des conques tandis qu'un gong lugubre tirait à intervalles réguliers. Étonnant mélange de cérémonie initiatique et d'intense concentration spirituelle.

La procession tourna derrière le stupa (un oratoire) et revint au château, dans la salle de méditation. On jeta des grains de riz sur

les retraitants et retraitantes qui recurent des présents et beaucoup d'écharpes blanches. Des lamas très vénérables psalmodèrent d'une voix grave des prières reprises par de nombreux visiteurs qui s'étaient déchaussés et qui tenaient des bâtonnets d'encens. Les hôtesses en vêtements bouddhistes passaient du thé et des gâteaux secs aux amis, à tous croulés. « *Veillez toujours à vous élever dans la voie spirituelle* », a dit à l'assistance Lama Sherpa Dorjé, qui a la responsabilité du collège monastique de Kégyu-Ling et qui était entouré pour la circonstance de nombreux vénéérables. « *Il faut mettre fin à nos existences cycliques et à ce qu'elles ont de douloureux. La méditation implique détachement, dévotion, absence de distraction.* »

Dix-neuf retraitants ont tiré la porte de leurs monastères-bungalows dans l'enceinte desquels prolifèrent chats et chatons sauvages. Déjà vingt-cinq hommes et femmes sont candidats pour le prochain retraite qui commencera en mai. Pour certains ce sera la deuxième fois. Il faut s'y préparer, suivre l'enseignement du tibétain, apprendre à faire abstraction de soi pour se consacrer à autrui. Point d'arrivée et de départ, la journée du 22 septembre était placée sous de bons auspices, disaient unanimement les lamas, novices ou dignitaires. Surtout que — aigreur on ne peut plus heureuse — c'est l'époque de la pleine lune.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Un comité de soutien pour l'édification d'un temple tibétain à Kégyu-Ling vient d'être créé. Il est présidé par l'écrivain britannique Lawrence Sanders, qui vit à Sommers (Gard). Ce temple, dont sont sortis de terre aujourd'hui les piliers et les charpentes en béton, pourra accueillir plus de 500 personnes. Il sera construit d'après le modèle du premier temple édifié au Tibet par Padmasambhava, dont on peut voir actuellement des reliques au Bouddha.

UNE CASERNE LOUIS XVI MENACÉE A SAINT-MICHEL (MEUSE)

Le dernier combat des dragons du roi

A Provins (Seine-et-Marne), les 24 et 25 septembre, une centaine de bénévoles s'employaient à restaurer les remparts menacés par une brèche apparue en avril dernier. Chef d'orchestre : l'Union des associations amicales de châteaux de la région pour la restauration et l'entretien des monuments et du patrimoine historiques. Fondée en 1936, reconnue d'utilité publique en 1982, l'Union Rempart (1) rassemble cent dix associations et accueille plus de trois mille bénévoles sur cent vingt chantiers, du sauvetage d'un prieuré en Val-de-Loire à la restauration d'un moulin à vent dans le Nord (thème de l'année 1983).

Autre facette de son activité : l'édition. La publication en mars 1983 d'un livre d'André Châtelain, *Châteaux forts, images de pierre des guerres médiévales*, a signé l'acte de naissance de la collection Patrimoine vivant, que viendront enrichir prochainement deux ouvrages, l'un consacré à l'architecture monastique, l'autre aux moulins.

Dans la lutte que mène Rempart, les chevaux de bataille ne manquent pas. Dernier exemple en date, le projet de démolition d'un quartier militaire de Saint-Mihiel (Meuse), première phase d'une opération visant à doter un escadron de gendarmerie d'installations modernes.

De notre envoyé spécial

Saint-Mihiel. — Aux portes du parc régional, Saint-Mihiel s'offre à la douce étreinte des méandres de la « Meuse dormeuse ». Baptisé « Florence lorraine », à la Renaissance, tout à la fois bourg abbatial carolingien, fief temporaire du roi René, berceau du sculpteur Ligier Richier, ce chef-lieu de canton d'à peine six mille âmes figure parmi les cités dont Vauban aimait à dire qu'elles « *sentent leur petite principauté* ». Épargné par les outrages du temps, ce somptueux patrimoine architectural risque pourtant de perdre l'un de ses fleurons : la caserne des dragons du roi, victime de la rénovation du quartier Colson-Blaise qui abrite l'escadron 3/17 de la gendarmerie mobile. Édifiée entre 1777 et 1789 par l'ingénieur de province Charles de Montluisant, la bâtisse ne manque pas d'allure : toit à la Mansart, pilastres en pierre de taille, corniches, chaînes d'angle...

Seul fragment épargné, le fronton qui couronne l'avant-corps central. Sculpté par Mangot, il doit le salut à son inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en 1929, en vertu d'une dérogation politique de morceaux choisis. Dans quelque temps, relique un peu dérisoire, il ornara l'entrée du quartier.

Maître d'œuvre, la direction centrale de la gendarmerie invoque la vétusté et l'inconfort de locaux conçus sous Louis XVI. « *La formule destruction-reconstruction s'impose* », indique-t-on au bureau des affaires immobilières. « *Pensons aux hommes résidant à Colson-Blaise avec femme et enfants. Réhabiliter ? Trop coûteux.* »

« *Vandalisme officiel* », fulmine M. Denis Griesmar, président de l'association Connaissance de Saint-Mihiel. Ce fou d'architecture à l'élegance britannique remue ciel et terre pour obtenir la suspension du permis de démolir, voire le classement du site. Mieux, il suggère une issue déjà envisagée en 1976 par M. Michel Guy, alors secrétaire d'État à la culture : transformer le bâtiment menacé en cercle-mess, ré-

habiter les logements voisins, construits dans les années 30 et dépourvus de tout intérêt historique.

« Farfelus »

Trappu, visage rond barré par une moustache drue, M. Jacques Baillet, maire depuis 1969, use à l'égard de « cette association dite culturelle », d'un ton condescendant, sinon dédaigneux. « *Colson-Blaise ? Une affaire classique, rétrograde-t-il. Tout le monde l'admet à l'exception de quelques farfelus.* » Ici, la peur du gendarme n'a plus cours : M. Baillet tient à ses « mobiles » et craint que toute remise en cause de la rénovation ne les incite à changer d'air. « *Pas question de jouer au poker, s'exclame-t-il. Je connais plus d'une ville disposée à accueillir l'escadron. On ne casse pas pour le plaisir, mais il faut parfois consentir des sacrifices. Je jeu en vaut-il la chandelle ? Demandez-le à M. Heru et Lang.* » Dans cette affaire, je n'ai aucun pouvoir de décision », conclut le maire de Saint-Mihiel avant d'exhiber un courrier dans lequel M. Pierre Mauroy qualifie de « légume » sa volonté de maintenir le 3/17. Une volonté partagée par les amis de M. Griesmar, qui récusent ce « *chantage au départ venu ou ne sait d'où* ». Plus encore, ils dénoncent l'absence de concertation. « *Tout se sait par la bande* », affirme leur président...

Aux termes du permis, la caserne devrait être livrée aux pioches des démolisseurs avant le 21 octobre. A cette date, il ne sera plus temps de s'interroger sur la nécessité de commettre l'irréparable. Difficulté d'identifier le centre de décision ? Pesanteur administrative ? Bizarrement, nul ne se réjouit de l'issue, mais rares sont ceux qui la contestent. Comme s'il paraissait incongru de vouloir infléchir le cours d'une destinée écrite à l'avance.

VINCENT HUGUEUX.

(1) 1, rue des Guillemites, 75004 Paris. Tél. : 271-96-55.

A TRAVERS LA FRANCE

Lille à l'heure des chercheurs américains

L'université Johns Hopkins de Baltimore, dans l'État américain de Maryland, ouvrira en janvier 1984 un Centre de recherches internationales en planification socio-économique des régions de vieilles industries à Lille. Un accord de coopération a été signé en ce sens le 21 décembre à Lille, par M. Noël Joseph, président (P.S.) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, et M. Muller, président de l'université de Baltimore.

Ce centre constituera une unité autonome de l'université Hopkins. Il travaillera en collaboration avec le C.N.R.S. et les universités de la région. Les recherches devront porter notamment sur les stratégies de reconversion et de modernisation des régions de vieilles industries (charbon, sidérurgie, textile). (Corresp.)

Le centre introuvable

« Centre officiel de la France » est un titre envié. Plusieurs communes du Berry se le disputent, et la querelle rebondit périodiquement. Mais Bruère-Allichamps, dans le Cher, qui le détient depuis près de cent ans n'en tend pas abandonner son appellation, qui, tous les ans, amène quelques milliers de curieux, amateurs de géométrie hexagonale.

Le centre de la France ? Pour beaucoup, c'est Bourges. Les plus pratiques font remarquer qu'en plantant une carte de France en quatre, le point d'intersection se trouve à Saint-Amand-Montrond, toujours dans le Cher. Mais, selon les calculs effectués au siècle dernier par le géographe Adolphe Joanne (1813-1881), le centre géographique de l'Hexagone est très exactement situé à Bruère-Allichamps, un village de 638 habitants, à 5 kilomètres au nord de Saint-Amand-Montrond.

Et pourtant... l'auteur du Grand Meaulnes, Alain-Fournier, assure dans sa correspondance que le centre géographique de la France est à Epineuil-le-Fleurieu, village où il passa son enfance et qui est situé à quelque 25 kilomètres au sud-est de Bruère-Allichamps. Un érudit berrichon, Pierre Vermond, lui, note dans ses chroniques populaires du Berry, en 1830, que le centre est à Vesdun, à la limite du Cher et de l'Allier. Enfin, la commune de Chazemais (Allier), encore un peu plus au sud, a inscrit sur le fronton de son hôtel de ville : « Mairie de Chazemais - Centre de la France ».

Lettres et le néant

La prochaine levée aura lieu le... A La Mativie, près de Saint-Mathurin-Léobazel, une petite commune de Corrèze, la formule consacrée ne veut plus dire grand-chose, et pourtant elle est appliquée à la lettre depuis vingt ans. Chaque jour, le préposé en camionnette jaune vient ouvrir et refermer la boîte officielle de ce village fantôme : de lettres, néant...

Dans les années 60, le village, essentiellement occupé par le personnel d'E.D.F., fut déserté après qu'Electricité de France eut automatisé l'usine et les turbines installées sur la Cère.

Mais la boîte aux lettres est demeurée au fond de ce cul-de-sac où passent trois pêcheurs de truite à la bonne saison et le facteur qui, chaque jour, obéit au règlement, ouvre, referme la boîte et comptabilise le néant... (Corresp.)

LANCLEMENT D'UNE SOUSCRIPTION PUBLIQUE

Les 100 millions du Mont-Saint-Michel

C'est le 29 septembre, jour de la Saint-Michel, que la campagne nationale de souscription pour le désensablement du Mont-Saint-Michel sera lancée officiellement, à l'occasion d'une vente aux enchères de toiles de cinéma dans la salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare, à Paris. Cette soirée mondaine et parisienne sera le coup d'envoi d'une série d'actions de sensibilisation du public et des entreprises, appelées à participer financièrement à la sauvegarde d'un site déjà inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et que le président de la République française a lui-même visité à l'occasion du premier coup de pioche (le Monde daté 26-27 juin).

Les travaux de désensablement du Mont ont commencé l'été dernier, au lendemain de la visite de M. Mitterrand. Il s'agit, dans une première tranche dont le coût est évalué à 16 millions de francs (13,5 millions offerts par l'État, maître d'ouvrage, 1 million apporté par la région de Basse-Normandie et 800 000 F fournis par le département de la Manche) de démolir la digue de la Roche-Torin.

Construite à 5 kilomètres à l'est du Mont en 1856, cette digue devait à l'origine permettre la récupération de terres agricoles sur la mer. Elle doit avoir complètement disparu au printemps prochain, laissant à nouveau la Sée et la Sée — les deux rivières qui se jettent au fond de la baie — divaguer vers la côte sud et donc emporter vers le large les dépôts accumulés depuis un siècle à l'est du Mont.

Mais la démolition de la digue de la Roche-Torin n'est qu'un hors-d'œuvre, financé sur fonds publics, et qui ne touche qu'au domaine public maritime. C'est ensuite que le « gros morceau » se présente, et donc les plus grandes difficultés. Dans un deuxième temps, en effet, il va falloir s'attaquer aux bancs de sable qui enveloppent le Mont par l'ouest, et donc réaménager complètement le cours du Couesnon pour qu'il puisse à nouveau jouer son rôle de « chasse d'eau » à marée descendante (depuis 1968, un barrage empêche la marée haute de remonter le cours d'eau, aujourd'hui complètement envasé).

C'est alors qu'intervient la campagne de souscription, car le réaménagement du Couesnon, pièce maîtresse du désensablement, coûtera au bas mot 50 millions de francs. Et les hydrauliciens prévoient, dans un troisième temps, d'aménager deux réservoirs à marée entre le Couesnon et la Roche-Torin, pour renforcer encore l'effet « chasse d'eau » à marée basse et obtenir un abaissement du niveau des fonds de près de 3 mètres. Au total, ce sont au minimum 100 millions de francs — pour des travaux qui dureront au

moins huit ans — qui seront nécessaires au financement de l'opération. On comprend que les pouvoirs publics comptent sur le mécénat privé, relayé en l'occurrence par la Fondation de France (1), pour trouver « la somme la plus importante jamais dépensée pour la défense d'un site » — du moins en France.

Restera enfin une tranche, la plus délicate : la digue d'accès au Mont, empruntée chaque année par quelque deux millions de visiteurs. Les hydrauliciens ont imaginé plusieurs formules (brèches, tunnel, passerelle, etc.) pour rendre les abords du Mont à la circulation des marées. Mais le nouveau maire de la commune, M. Eric Vannier, ne veut pas qu'on touche à la digue-route, absolument indispensable, selon lui, au bien-être de ses cent trente-cinq concitoyens et des six cents saisonniers qui viennent travailler dans « l'île ». Les commerçants monnois, en particulier, ne veulent pas entendre parler du projet de parc de stationnement à 2 kilomètres du Mont. La question, heureusement, n'est pas encore d'actualité : il s'écoulera bien dix ans avant qu'on tire des plans sur la digue d'accès, car la formule retenue dépendra des résultats obtenus par les premiers travaux.

En attendant, tous les Français sont invités à verser leur obole, si minime soit-elle. Le Mont-Saint-Michel en vaut la peine.

ROGER CANS.

(1) La Fondation de France et sa filiale la Fondation de la nature (Fonds français pour la nature et l'environnement) vont gérer l'argent de la souscription. Elle a déjà reçu le concours d'Espèce pour demain, Futurs Loisirs (Havas) et France-Rail Publicité (S.N.C.F.). Des campagnes de souscription auront lieu aussi à l'étranger.

Adresser les dons à Fondation de France, Mont-Saint-Michel, C.C.P. 369 Paris, ou Fondation de France, Mont-Saint-Michel, 40, avenue Roche, 75008 Paris.

COPIES GEANTES NOIR/BLANC SUR XEROX 7006
SUR PAPIER BLANC/COULEURS, CALQUE, POLYESTER, LARGES 59 CM, LONGUEUR ILLIMITÉE
REDUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CONTRACTIONS, AFFICHES, POSTERS
ETRAVE 38, Av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32. Tx 220064 F

l'écriture laser
UNI-BALL feutre à bille
le plus fin du monde en vente chez PRISUNIC

La Tunisie a toujours les vacances et les prix que vous cherchez!...

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous, la méditerranée, le désert, 1300 kms de sable fin, des palmeraies immenses et un peuple riche de 3000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Liaisons aériennes et maritimes régulières.

Renseignez-vous auprès de:
L'Office National du Tourisme Tunisien
32 avenue de l'Opéra 75002 Paris
Tél. (1) 742.72.67
et 12 rue de Sèze - 69006 Lyon
Tél. (7) 852.35.86



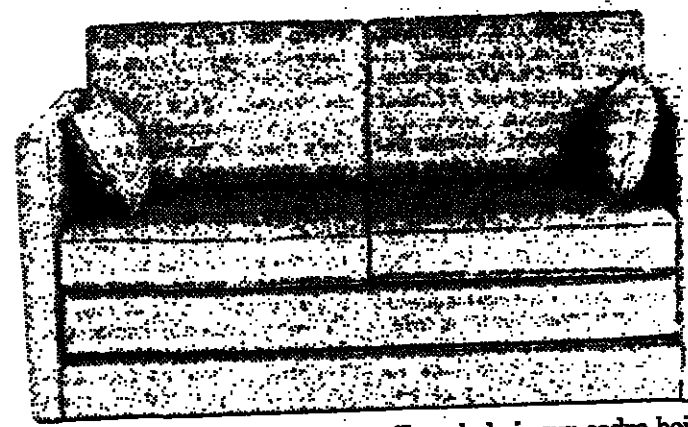
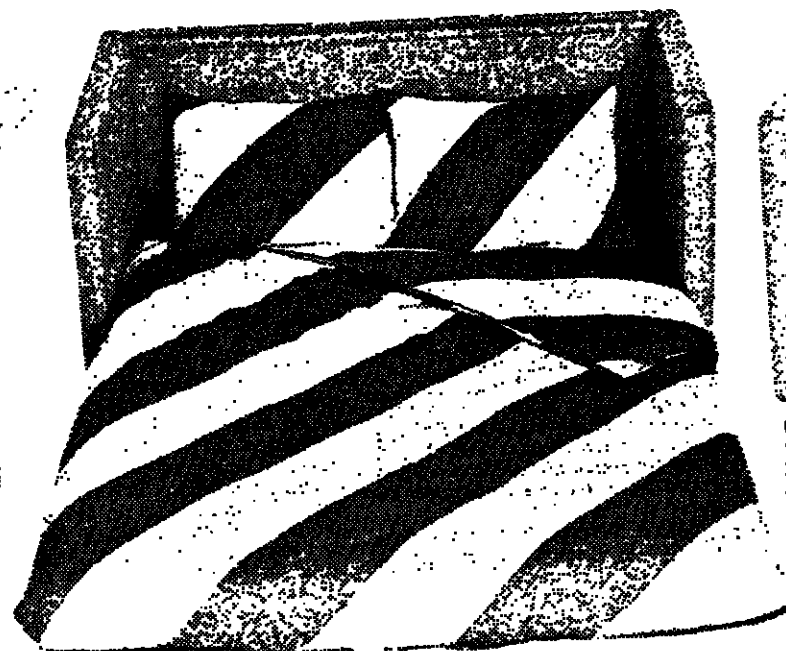
سكن من الامم

Le 28 Septembre, ouverture des courses à Evry.



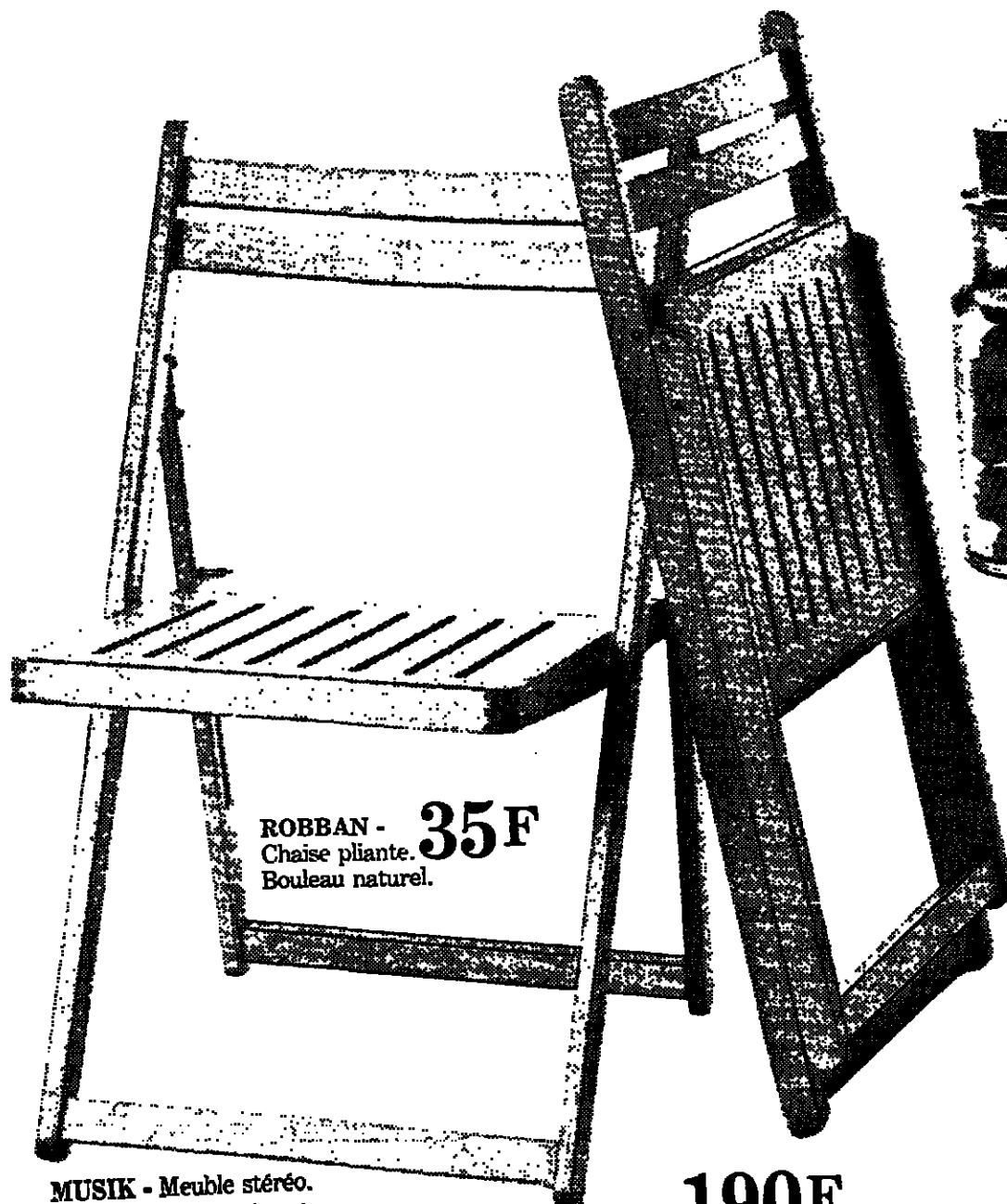
TOMMY -
Meubles d'enfants.
Bouleau lamellé et pressé
en forme. Vernis incolore. La table et les 2 chaises

59F



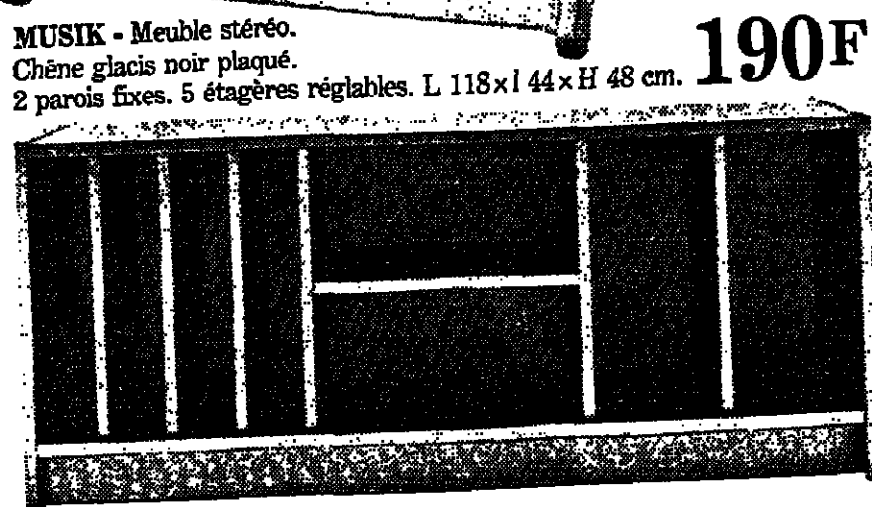
OSBY - Canapé-lit. Structure fibre de bois sur cadre bois.
Revêtement tissu bleu-gris. Rembourrage polyéther.
L 150 x P 79 x H 79 cm. Couchage 135 x 200.

675F



ROBBAN -
Chaise pliante.
Bouleau naturel.

35F



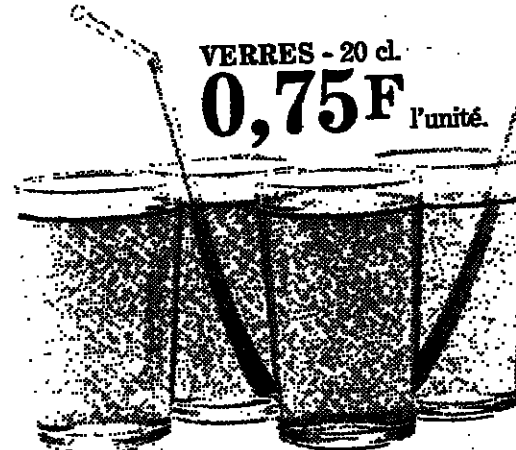
MUSIK - Meuble stéréo.
Chêne glacis noir plaqué.
2 parois fixes. 5 étagères réglables. L 118 x l 44 x H 48 cm.

190F



BOCAUX - Verre.
Bouchons liège. 2 dimensions.

2,50F 3F



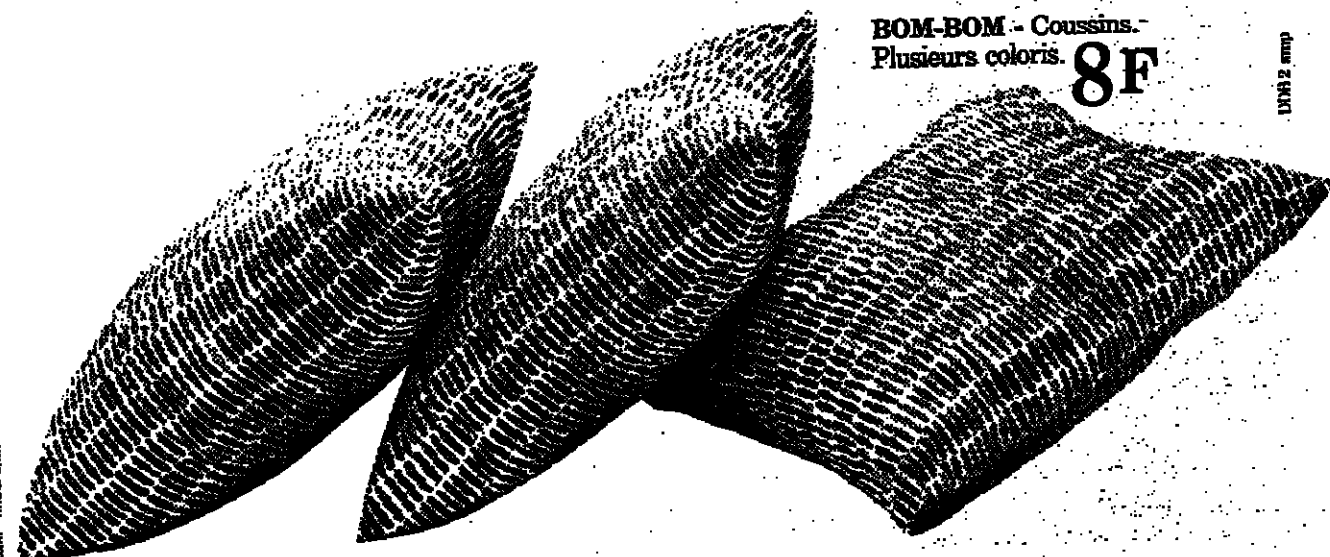
VERRES - 20 cl.
0,75F l'unité.

CHOPES - 3F l'unité.
Céramique. 10 coloris.



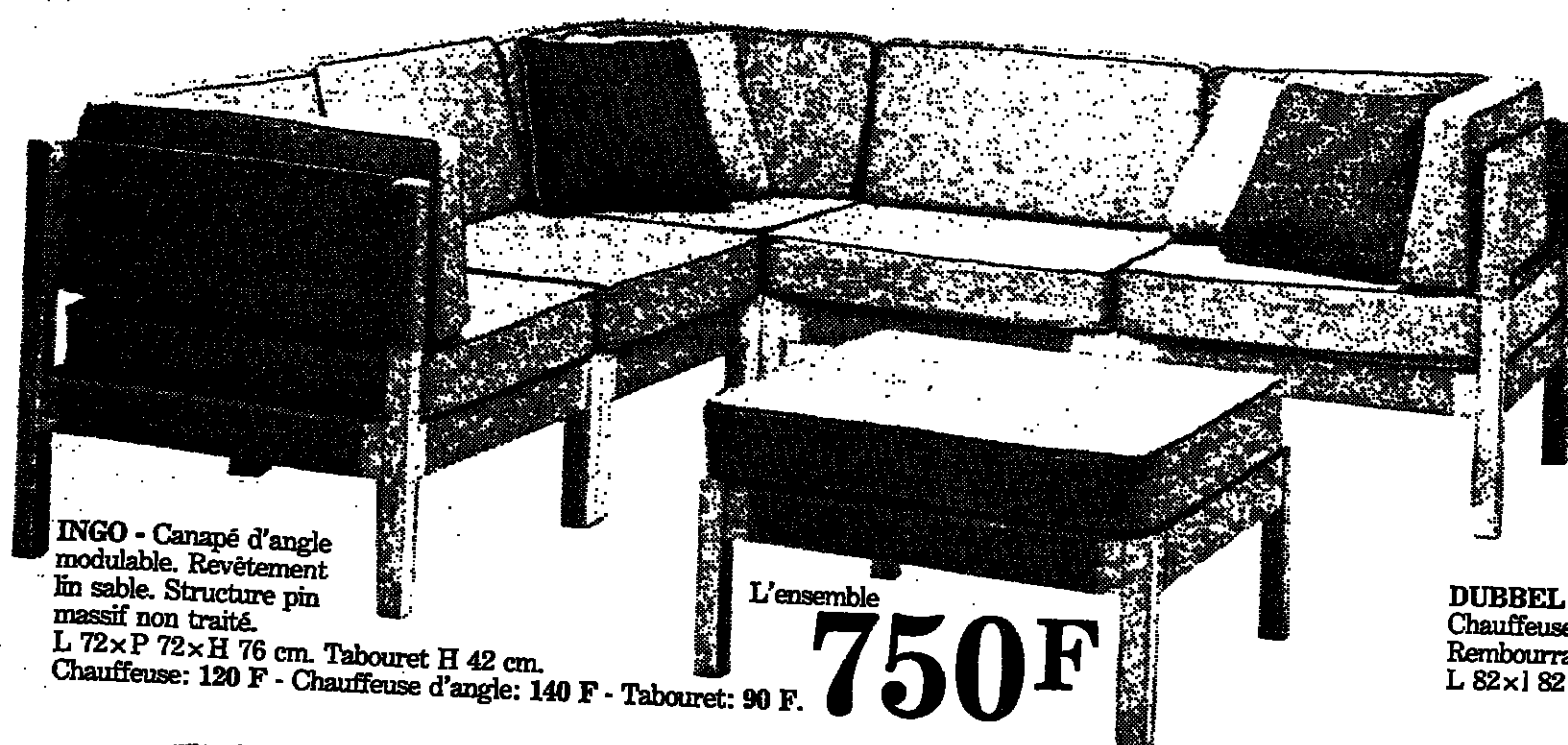
BOM-BOM - Coussins.
Plusieurs coloris.

8F



Si vous avez
un appartement
modeste, il faut
faire attention
à l'ameublement
pour cinq jours
à la fois. Une
bonne idée. Une
bonne affaire le 28.

mbre,
ourses

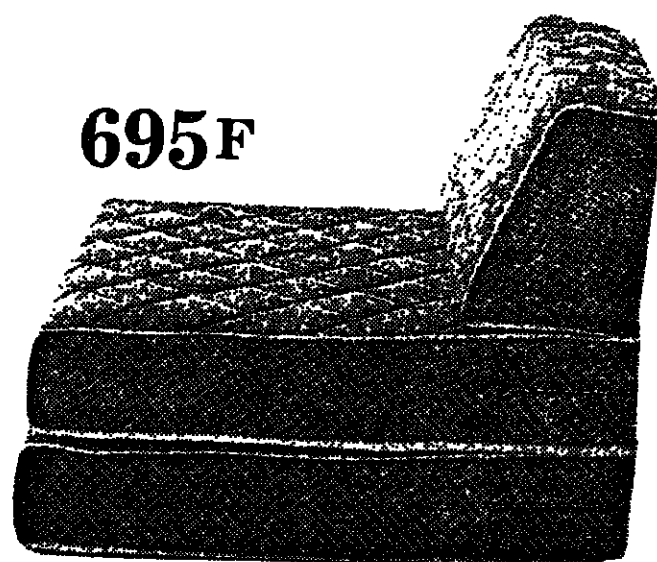


INGO - Canapé d'angle modulable. Revêtement lin sable. Structure pin massif non traité.
L 72xP 72xH 76 cm. Tabouret H 42 cm.
Chaise: 120 F - Chaise d'angle: 140 F - Tabouret: 90 F.

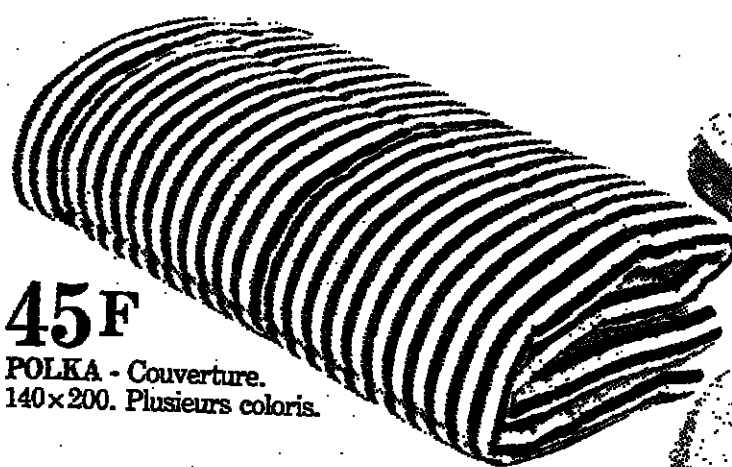
L'ensemble

750F

695F

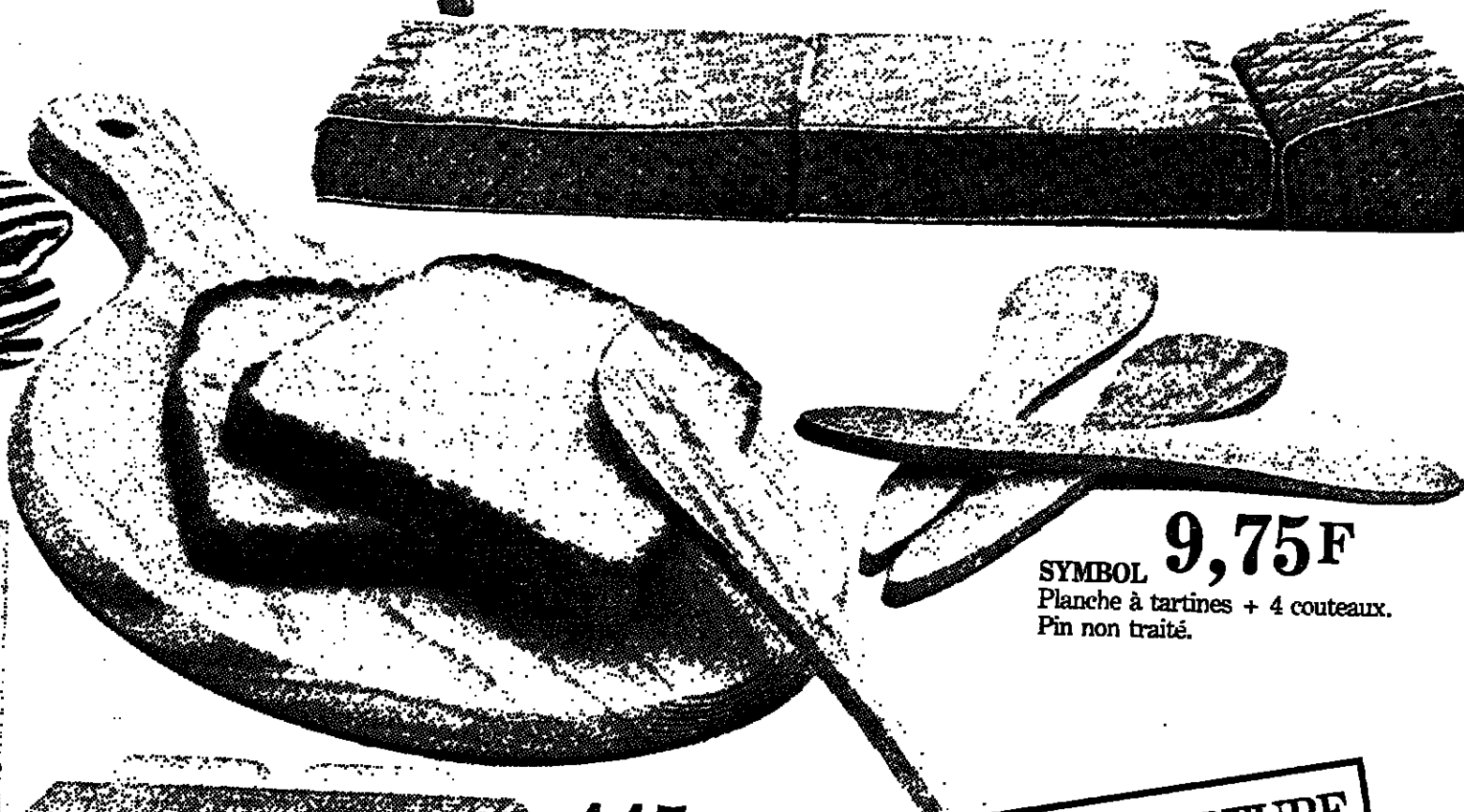


DUBBEL
Chauffeuse convertible. Revêtement 100% coton bleu ou jaune. Rembourrage polyéther. Dossier tube acier chromé.
L 82xP 82xH 70 cm. Couchage 82x198.



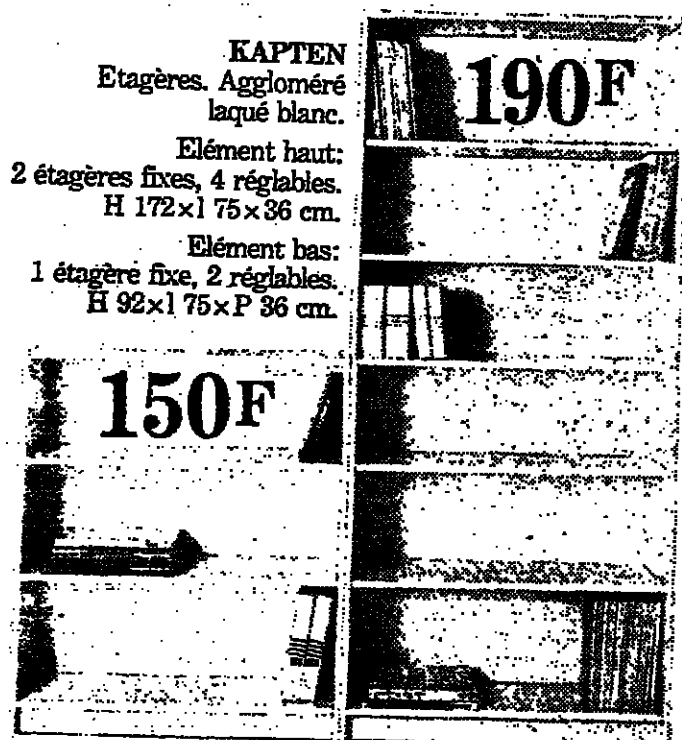
45F

POLKA - Couverture.
140x200. Plusieurs coloris.



9,75F

SYMBOL
Planche à tartines + 4 couteaux.
Pin non traité.



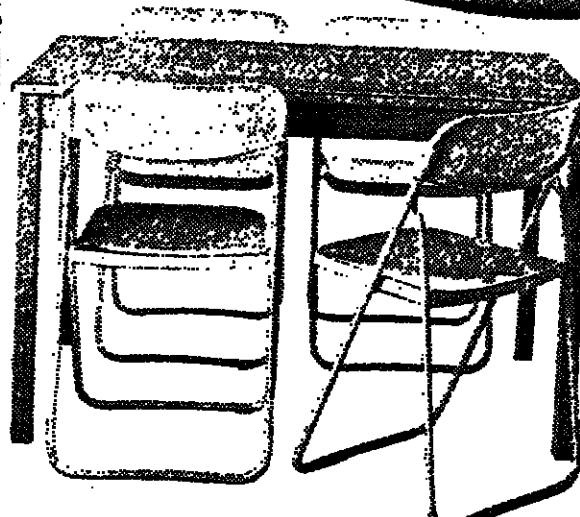
190F

KAPTEN
Étagères. Aggloméré laqué blanc.

Élément haut:
2 étagères fixes, 4 réglables.
H 172xP 75x36 cm.

Élément bas:
1 étagère fixe, 2 réglables.
H 92xP 75x36 cm.

150F



445F

INGO - Table.
Pin massif non traité.
Plateau 20 mm.
120x75xH 73 cm.

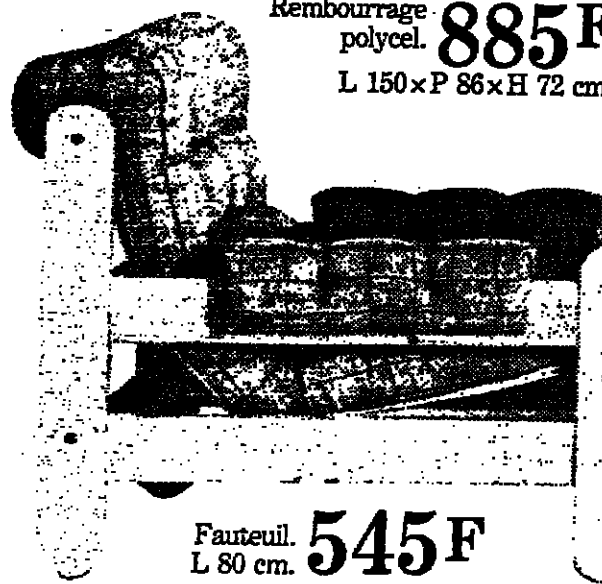
45F

HALLI
Chaise pliante.
Tube acier laqué époxy blanc.
Assise polypropylène.

IKEA EVRY. OUVERTURE
28 SEPTEMBRE A 9H.
A 16H BJÖRN BORG
VOUS FERA PARTAGER
LE PLUS GROS GÂTEAU
JAMAIS VU NI MANGÉ
EN FRANCE.
UN RENDEZ-VOUS
A NE PAS MANQUER.

BOHUS - Canapé 2 places. Structure pin massif naturel, vernis incolore. Revêtement lin brun.
Rembourrage polycel.
L 150xP 86xH 72 cm.

885F



Fauteuil.
L 80 cm. 545F

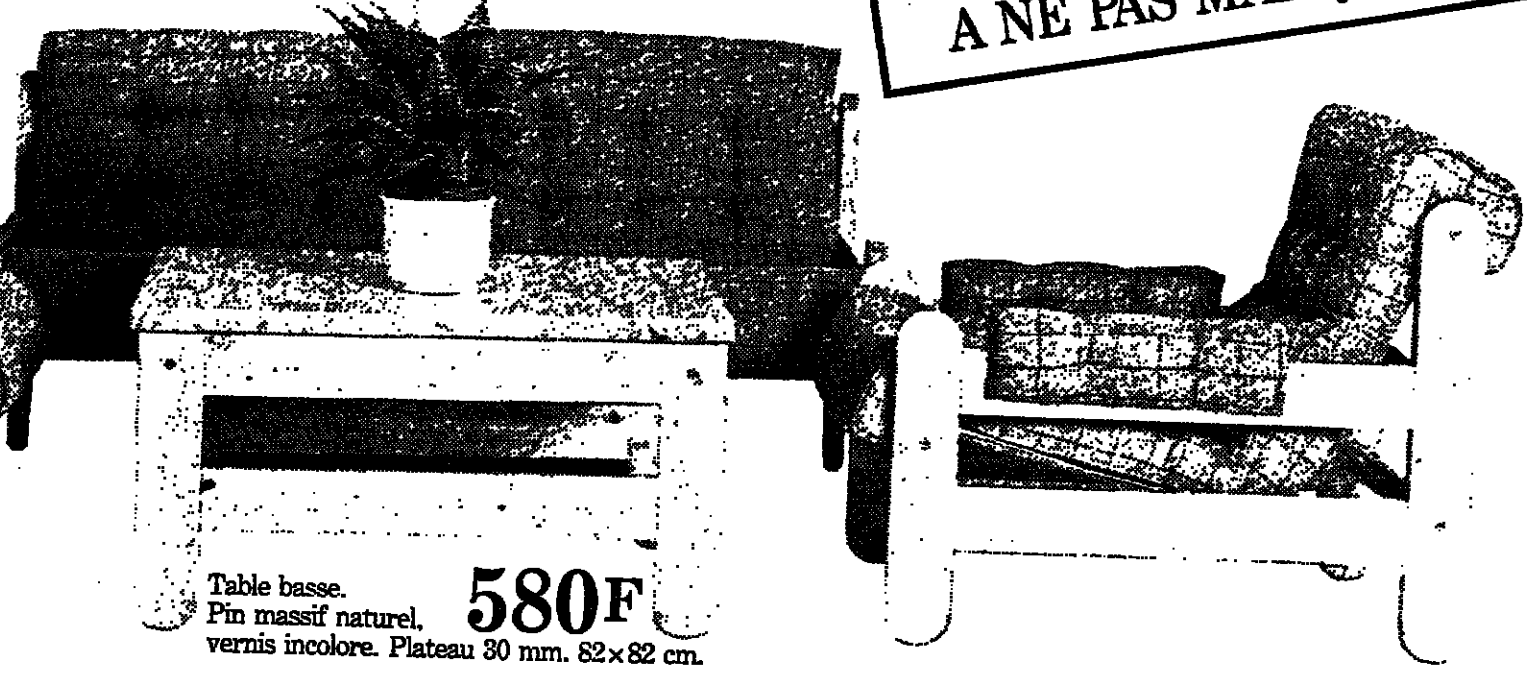


Table basse.
Pin massif naturel, vernis incolore. Plateau 30 mm. 82x82 cm. 580F

Si vous avez des courses à faire pour votre appartement, venez à Evry, le terrain est excellent. Il fait 22.000 M² et nous vous donnons gagnants sur tous les prix. Pendant cinq jours, ce sera la fête d'IKEA, une fête à la suédoise qui sentira bon le pin et le gâteau. Un énorme gâteau que coupera pour vous le 28, notre favori Björn Borg.

Si vous venez plus tard, la musique sera encore là, avec un grand concours. Dix gagnants par jour remporteront pour 5000 F de meubles, ou un week-end pour deux à Stockholm, ou encore des étagères Pontus. Le tout sera animé par deux radios libres, RFM et 95.2. Maintenant, les petits prix IKEA se

courent à Evry. Parce que tout le monde sait qu'on ne trouve pas l'argent sous le sabot d'un cheval.



RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
Heures d'ouverture pendant les 5 jours d'inauguration:
Mercredi 28: 9-20 h - Jeudi 29: 11-22 h
Vendredi 30: 1-20 h - Samedi 1: 9-20 h
Dimanche 2: 11-21 h
Tel. (61) 497.65.65

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES.

مكتبة الامم

SPECTACLES

DIEU ME SAVONNE (Bos. v.o.) : George V, 562-41-46; Parnassien, 14 (329-83-11). - V.F. : Impérial Pathé, 2 (742-72-52).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82). - V.F. : Français, 9 (770-33-88); Montparnasse, 14 (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5 (354-15-04); Grand Paris, 15 (554-46-85).

EQUATEUR (Fr.) : Berlioz, 2 (742-60-33); Quintette, 5 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08); Miramar, 14 (320-89-52).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A. v.f.) : Trois Hautsman, 9 (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.) : George V, 5 (562-41-46); Français, 9 (770-33-88); Montparnasse, 14 (327-52-37).

EVIL DEAD (A. v.o.) : U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71). - V.F. : Maxéville, 9 (770-72-46); Montparnasse, 14 (320-89-52).

FANNY ET ALEXANDRE (Suisse v.o.) : Version intégrale : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

FANNY HILL (A. v.o.) : Berlioz, 2 (742-60-33). - V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27).

LE FAUCON (Fr.) : Forum Orient Express, 14 (233-63-65); Quintette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Saint Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Maxéville, 9 (770-72-46); Français, 9 (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Favette, 13 (331-60-74); Mistral, 14 (330-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Marat, 16 (651-99-75); Secrétan, 19 (241-77-99); Wepler, 18 (522-46-01).

LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Forum Orient Express, 14 (233-63-65); Berlioz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (213-56-70); Marignan, 8 (359-92-82); George V, 5 (562-41-46); Favette, 13 (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

FLASHDANCE (A. v.o.) : Forum, 14 (257-53-74); Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); Saint-Michel, 5 (326-79-17); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Pathé Champs-Élysées, 8 (723-36-23); Paramount Mercury, 8 (562-75-90); Kinopanorama, 15 (306-50-50). - V.F. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Rex, (236-83-93); Paramount Basille, 12 (243-79-17); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); U.G.C. Gobelin, 13 (546-23-41); Paramount Grévin, 14 (540-45-91); Paramount Montparnasse, 14 (320-89-52); Convention Saint-Charles, 15 (578-33-00); Marat, 16 (651-99-75); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99); Paramount Montmartre, 19 (606-34-25); Gaumont Gumbetta, 20 (636-10-06).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉÂTRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (743-64-66).

FRANCIS (A. v.o.) : Gaumont Hallé, 14 (297-49-70); Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Colisée, 8 (359-29-46); Bièvre Montparnasse, 15 (544-25-02). - V.F. : Berlioz, 2 (742-60-33); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (389-68-42).

FRÈRE DE SANG (A. v.o.) : 7 Art Beaubourg, 4 (278-34-17).

FUYO (Jap. v.o.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Studio Cujas, 5 (354-59-22).

GALIN (Bré. v.o.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

GANDHI (Ang. v.o.) : Chanty Palace, 5 (354-20-12); Elysées Lincoln, 8 (359-36-14). - V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

LA GRANDE VILLE (Ind. v.o.) : 14-Juillet Parnassien, 6 (326-58-00).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A. v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Ermitage, 8 (359-15-71). - V.F. : Grand Rex, 2 (213-63-83); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gobelin, 13 (326-23-44); U.G.C. Convention, 15 (828-42-27).

HANNA K. (Fr.-A. v. angl.) : Gaumont Hallé, 14 (297-49-70); Saint-Germain Studio, 5 (633-63-30); Hauteville, 6 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08); 14-Juillet Basille, 11 (357-90-81); Parnassien, 14 (320-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfair, 16 (525-27-06). - V.F. : Richelieu, 2 (213-56-70); Bièvre, 6 (327-35-43); Français, 9 (770-33-88); Mistral, 14 (330-52-43); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

L'HOMME DE LA RIVIERE D'ARGENT (Aut. v.o.) : Espace Galé, 14 (325-95-94).

LA JAVA DES OMBRES (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX (A. v.o.) : Marignan, 8 (359-92-82); Parnassien, 14 (320-30-19).

LA JEUNE FILLE AU CARTON (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-15).

JOY (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

KOYANISQATS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Escorial, 13 (707-28-04).

LIBERTY BELLE (Fr.) : Gaumont Hallé, 14 (297-49-70); Berlioz, 2 (742-60-33); Saint-Germain Huchette, 15 (633-63-20); Ambassade, 8 (359-19-08); Nation, 12 (343-04-67); Parnassien, 14 (320-30-19); Olympic, 14 (545-35-38).

LUDWIG-VISCONTI (It. v.o.) : Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23); Olympia Balzac, 8 (561-10-60).

LA MATROUETTE (Fr.) : Olympic, 14 (542-35-38).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38). - V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

OEIL POUR OEIL (A. v.f.) : Arcades, 2 (233-54-58).

OU EST PASSÉE MON IDOLE ? (A. v.o.) : Studio de l'Etoile, 17 (380-42-05).

OKRAINA (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-15).

OUTSIDERS (A. v.o.) : Forum, 14 (297-53-74); Colisée, 8 (359-29-46); Biarritz, 6 (723-69-23); 14-Juillet Basille, 11 (357-90-81); Parnassien, 14 (320-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - V.F. : Richelieu, 2 (213-56-70); Berlioz, 2 (742-60-33); Maxéville, 9 (770-72-46); Favette, 13 (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont Gumbetta, 20 (636-10-06).

PATRICIA (Aut. v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinéoches (H. sp.), 6 (633-10-42).

LES PRÉDATEURS (Brit. v.o.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91); Marignan, 8 (359-92-82); Parnassien, 14 (320-30-19).

LE ROI DES SINGES (Chinois v.f.) : Marat, 16 (651-99-75).

STELLA (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-50).

SUPERMAN III (A. v.o.) : Ambassade, 8 (359-19-08). - V.F. : Lumière, 9 (246-49-07); Favette, 13 (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

TONNERRE DE FEU (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 6 (359-41-18); Paramount City, 8 (562-41-46); U.G.C. Montparnasse, 14 (320-89-52); Arcades, 2 (233-54-58); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (320-89-52); Tourville, 20 (634-51-98).

TOOTSEE (A. v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA TRAVIATA (It. v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-32).

LA TRILOGIE D'APU (Ind. v.o.) : 14-Juillet Parnassien, 6 (326-58-00). 1^{re}, 2^e, 3^e parties.

LA ULTIMA CENA (Cub. v.o.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).

VICTOR, VICTORIA (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5 (354-59-22); Calypso, 17 (380-30-11) (H. sp.).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Hallé, 14 (297-49-70); Richelieu, 2 (213-56-70); Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Hauteville, 6 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14); Français, 9 (770-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Mistral, 14 (330-52-43); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Longes, 18 (522-47-94).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14 (542-35-38).

YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR (A. v.f.) : Galé Boulevard, 2 (233-67-06); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Studio de l'Etoile, 17 (380-42-05).

ZELIG (A.) (soufflé seulement) : Forum, 14 (297-53-74); Movies Hallé, 14 (260-43-99); Studio Alpha, 5 (354-39-15).

39-47; Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Publicis Saint Germain, 6 (222-72-80); Pagode, 7 (705-12-13); Publicis Champs Elysées, 8 (720-76-23); Monte Carlo, 8 (225-09-53); Pasty, 16 (298-62-34); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Basille, 12 (243-79-17); Paramount Montparnasse, 14 (320-89-52); Paramount Opéris, 14 (540-45-91); Convention Saint Charles, 15 (578-33-00); Paramount Maillet, 17 (758-24-24); Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Méz.) : Tempeliers, 3 (272-94-50), 22 h 15.

AMERICAN GIGOLO (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 18 h 15.

ALIEN (U. v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-17), 20 h.

ANOCALYPSE NOW (A. v.o.) : Bole-3-Elm, 17 (622-44-21), 21 h 50.

BLADE RUNNER (A. v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-17), 22 h; v.f. : Opéra Night, 2 (296-62-56), 19 h 20, 21 h 30.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (A. v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-17), 16 h.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68), 21 h.

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 22 h.

FAI ÉPOUSE UNE OMBRE (Fr.) : Grand Paris, 15 (554-46-85), 16 h 15.

JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 20 h 15.

LETITRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympia, 14 (545-35-38), 18 h.

LA MAÎTRESSE DU LIEUTENANT (Français) (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11), 19 h 15.

NOCES DE SANG (Esp. v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 16 h 15.

LA NUIT DE VARENNES (It. v.o.) : Tempeliers, 3 (272-94-50), 20 h.

ORANGE MECANIQUE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 20 h 15.

PANIQUE A NEEDLE PARK (A. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h.

PINK FLOYD A ROME (v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 18 h.

PLAYING (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-50), 20 h 15.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 22 h 15.

QUELLE (A. v.o.) : Bole-3-Elm, 17 (622-44-21), 16 h 15.

STELLA (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-50), 20 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (554-22-74), 22 h 30.

UN TRAMWAY NOMMÉ DESIR (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 14 (508-94-14), 20 h.

LA VIESE DES PARENTS (A. v.o.) : Bole-3-Elm, 17 (622-44-21), 16 h.

MERCREDI

BRIGITTE FOSSEY • STEPHANE AUDRAN
CHRISTOPHE MALAVOY • HITO JALIMES

La Scarlatine
UN FILM DE GABRIEL AGHION

ROLAND BERTIN • JEAN-PAUL MUEL • HILLA PETRI

LIBERTY BELLE (Fr.) : Gaumont Hallé, 14 (297-49-70); Berlioz, 2 (742-60-33); Saint-Germain Huchette, 15 (633-63-20); Ambassade, 8 (359-19-08); Nation, 12 (343-04-67); Parnassien, 14 (320-30-19); Olympic, 14 (545-35-38).

LUDWIG-VISCONTI (It. v.o.) : Olympia Saint-Germain, 6 (222-87-23); Olympia Balzac, 8 (561-10-60).

LA MATROUETTE (Fr.) : Olympic, 14 (542-35-38).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38). - V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

OEIL POUR OEIL (A. v.f.) : Arcades, 2 (233-54-58).

OU EST PASSÉE MON IDOLE ? (A. v.o.) : Studio de l'Etoile, 17 (380-42-05).

OKRAINA (Sov. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-15).

OUTSIDERS (A. v.o.) : Forum, 14 (297-53-74); Colisée, 8 (359-29-46); Biarritz, 6 (723-69-23); 14-Juillet Basille, 11 (357-90-81); Parnassien, 14 (320-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - V.F. : Richelieu, 2 (213-56-70); Berlioz, 2 (742-60-33); Maxéville, 9 (770-72-46); Favette, 13 (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Clichy Pathé, 18 (522-46-01); Gaumont Gumbetta, 20 (636-10-06).

PATRICIA (Aut. v.f.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

BRUNO CREMER • EMMANUELLE DEBEVER

Un Jeu Brutal
UN FILM DE JEAN-CLAUDE BRISSEAU

Une peine
grosse
sauvage
et cruelle

LES FEMMES DE FASSINDER (v.o.) : Studio Galande, 5 (554-22-74), 22 h 30.

LE CINÉMA ITALIEN (v.o.) : République Cinéma, 11 (805-51-33), l'Avanture.

FRANÇOIS TRUFFAUT : Escorial, 13 (707-28-04), 16 h 30; la Chambre Noire, 18 h 30; Le marié saut en nois, 20 h 30; Histoire d'Adèle H.

POLAR STORY (v.o.) : Olympia Maillet, 17 (758-24-24), 14 (545-35-38); les Complices de la dernière chance.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18 (606-36-07); Equateur (*).

MARK ROBSON (v.o.) : Espace Galé, 14 (327-95-94); la 7^e victime.

MIZOGUCHI (v.o.) : 14-Juillet Parnassien, 6 (326-58-00); les Contes des chrysanthèmes.

CYCLE MAXIME GORKI (v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80), 16 h; En gars non pain (v.o.) : 18 h; Des universités (v.o.) : 22 h 30; le Mike (Domen) (v.o.).

QUINZAINES DU CINÉMA LATIN : AMÉRICAIN : Th. de l'Alcazar, 6 (344-41-42).

MERCREDI

GERICK et GAUMONT présentent

PALME D'OR CANNES 1983

LA BALLADE DE NARAYAMA
Un film de Shohei IMAMURA

La question
des chaînes étrangères

Les chaînes étrangères pour les images de télévision... La question des chaînes étrangères... Les chaînes étrangères pour les images de télévision... La question des chaînes étrangères...

سكنا من الاحول

INFORMATIONS « SERVICES »

CONGRÈS DES COMMISSAIRES-PRISEURS

Une profession libérale sous surveillance

« Un bon congrès » disent la plupart des commissaires-priseurs, à l'issue de quatre jours de rapports austères, d'exposés brillants et de discussions ardentes. Ils étaient là plus de cent cinquante congressistes, dont beaucoup de jeunes officiers ministériels, venus de toute la France pour discuter à Nice, du 22 au 25 septembre, sur « le rôle du commissaire-priseur dans la cité ».

Pour une fois, ce congrès marquera de quelques cailloux blancs l'évolution de cette profession composée de près de quatre cents commissaires-priseurs qui vivent plus de deux mille personnes. Tout d'abord, une novation qui n'avait pas été décidée sans réticence : l'invitation, en séance plénière, des journalistes : ils avaient même le droit de prendre la parole... On n'avait jamais vu ça. Il paraît hors de doute qu'une telle politique d'ouverture redressera dans un sens favorable une image de marque trop souvent passiviste de l'homme au marteau d'ivoire. Certains aspects de l'exercice du métier, jusqu'alors inconnus ou mal connus, sont ainsi apparus. M. Rostand a montré le rôle du commissaire-priseur comme conseiller de l'assuré pour rechercher la meilleure protection possible par une bonne définition de la valeur agréée et de l'objet précieux, ou encore son intervenant après sinistre pour calculer la valeur de remplacement et, dans tous les cas, pour mettre en garde contre les risques fiscaux en matière d'assurance.

Mais c'est souvent dans les derniers soubresauts d'un congrès que sont proposées les réponses aux interrogations en suspens. Elles sont venues des deux représentants du gouvernement mandatés à Nice : M. Marco Darmon, directeur des affaires civiles et du sceau, qui plaide pour une restructuration concertée à caractère évolutif accompagnée d'une formation professionnelle plus exigeante, et de M. François Luchaire, délégué interministériel aux professions libérales, dont la venue à Nice témoignait de l'intérêt du gouvernement pour cette profession qui se veut avant tout libérale. Avec beaucoup de vigueur, il leva d'une phrase certaines inquiétudes en affirmant : « La fonctionnarisation est une solution à écarter, n'en parlons plus. » Mais il ajouta : « Une libéralisation totale est également à rejeter, car votre profession n'est pas outillée pour résister à la concurrence étrangère et une libéralisation trop grande faciliterait l'évasion vers l'étranger de très nombreuses œuvres d'art. »

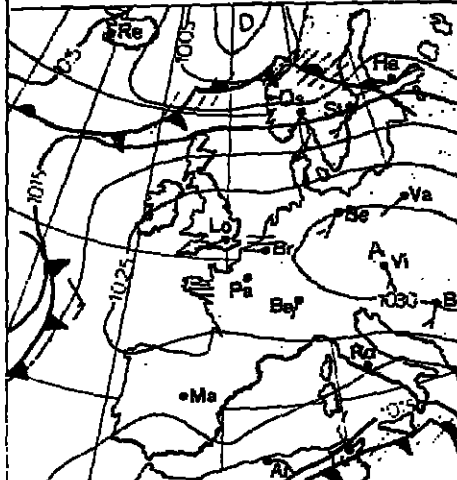
En revanche, quelques adaptations seront nécessaires, telles que la réduction de certaines inégalités de situation, et il suggéra, à ce propos, que le problème épineux de la bourse commune soit réexaminé, en utilisant son produit comme moyen de péréquation entre les études qui ont amorti leurs investissements et les jeunes qui s'installent dans la profession. M. François Luchaire affirma pour finir : « Cette évolution se fera dans un climat de concertation avec la profession, j'en prends l'engagement. »

GERSAINT.

* Le Syndicat des commissaires-priseurs de province (président : Jean Ditt Casaux, 46, cours du Médoc, 33000-Bordeaux), qui a pour mission de resserrer les liens confraternels à l'extérieur de la profession, rendra largement compte de ce congrès dans sa prochaine lettre d'information.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.9.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 27 septembre à 0 heure et le mercredi 28 septembre à minuit.

Les hautes pressions se sont bien installées sur l'Europe continentale. Le mauvais temps océanique est donc maintenu au large de la France. D'autre part, en Méditerranée, la zone orageuse s'est déplacée vers la Sicile et la Sardaigne, gagnant que très lentement vers la Corse.

Mercredi. Avec la persistance des conditions anticycloniques sur la France, des nappes de brouillard se formeront au lever du jour. Seul le Sud-Est pourrait être épargné. Au nord de la Loire et dans le Centre, la visibilité au lever du jour sera souvent inférieure à 100 mètres.

Au cours de la journée, le beau temps bien ensoleillé et chaud se rétablira sur toute la France ; 23 à 26 degrés sur la moitié nord, 25 à 29 degrés sur la moitié sud. Localement plus de 30 degrés près des Pyrénées.

En Méditerranée, vent d'est soufflant en rafale.

Sens de l'évolution et prévisions pour jeudi, vendredi et samedi.

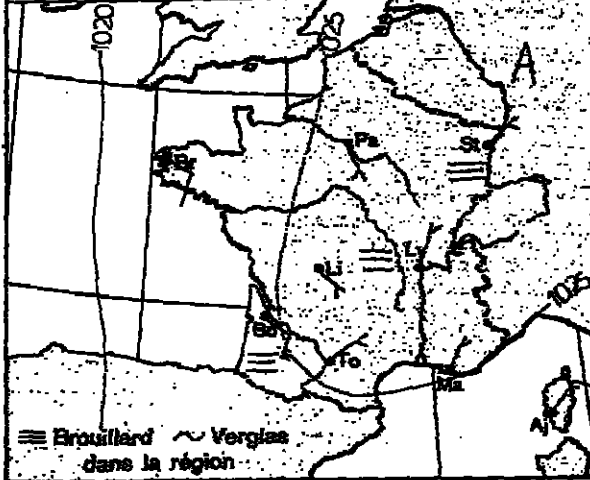
Evolution générale. Les hautes pressions d'Europe s'affaibliront progressivement. Le courant perturbé Atlantique pénétrera sur notre pays par le nord-ouest, vendredi, s'étendant ensuite aux autres régions.

Prévisions : jeudi. Sur la Corse, temps variable avec éclaircies et averses orageuses, vent d'est assez fort. Ailleurs, brumeux le matin puis généralement ensoleillé et chaud. Des nuages élevés voileront le ciel sur le sud-ouest et l'ouest. Températures minimales de 9 à 14 degrés du nord au sud, maximales de 20 à 28 degrés, atteignant 30 degrés dans le Sud-Ouest.

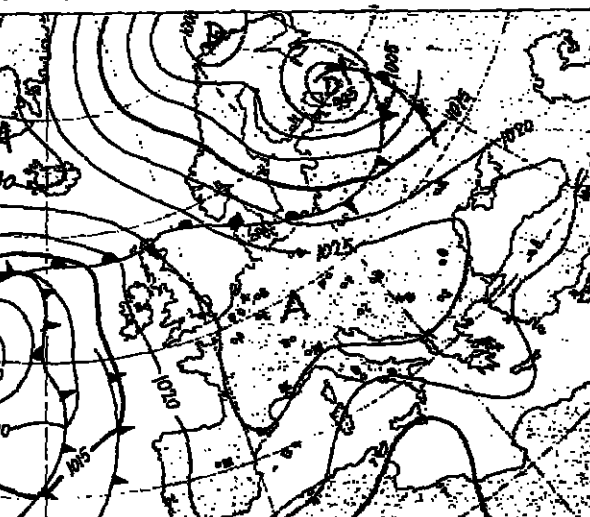
Vendredi. Averses orageuses en Corse et sur la région niçoise. Sur le Nord-Ouest, les Charentes, l'Aquitaine, temps nuageux avec ondées orageuses et orages isolés. Ailleurs, persistance du beau temps ensoleillé et chaud. Températures sans grand changement, sauf baisse des maximales du Nord-Ouest à l'Aquitaine.

Samedi. Le temps orageux gagnera les autres régions, atteignant la Méditerranée en soirée, tandis qu'un temps plus frais avec nuages et éclaircies débutant le matin sur la Bretagne fera suite au temps orageux. Ce temps variable

PRÉVISIONS POUR LE 28.9.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



s'étendra le soir jusqu'aux Pyrénées orientales, au Massif Central et au Nord-Est, et les températures maximales baisseront de 2 à 3 degrés. Les vents s'orienteront à l'ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 septembre 1983 à 8 heures, de 1027,7 millibars, soit 770,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 septembre ; le second le minimum de la nuit du 26 septembre au 27 septembre) : Ajaccio, 26 et 12 degrés ; Biarritz, 22 et 15 ; Bordeaux, 27 et 11 ; Bourges, 24 et 7 ; Brest, 20 et 14 ; Caen, 27 et 11 ; Cherbourg, 23 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 8 ; Dijon, 23 et 9 ; Grenoble, 24 et 1 ; Lille, 24 et 9 ; Lyon, 20 et 9 ; Marseille-Marganne, 25 et 15 ; Nancy,

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 28 SEPTEMBRE

• Musée du Louvre, 10 h 30 et 15 heures.

• Musée du château, 9 h 45, Versailles (Caisse nationale des monuments historiques).

• Peinture française du dix-neuvième siècle, 15 heures, musée du Louvre (Approche de l'art).

• Les pré-impressionnistes et Degas, 12 heures, musée du Jeu de Paume, M. Canet.

• La Montagne Sainte-Geneviève, 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Le Marais, 20 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).

• L'Opéra, 12 h 30, façade, pied de la statue de la danse, M. Hager.

• Histoire et technique de la navigation, 15 heures, métro Bir-Hakeim, P.Y. Jaslet.

• Œuvres d'art du dix-huitième siècle, 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 26 et mardi 27 septembre : DES DÉCRETS

• Portant abrogation du régime particulier d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée des équidés de grande valeur ;

• Modifiant le décret du 5 septembre 1973 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils régionaux.

UN ARRÊTÉ

• Relatif aux opérations de réassurance des risques résultant d'attentats ou d'actes de terrorisme par la Caisse centrale de réassurance.

EN BREF

BIENFAISANCE

JOURNÉE NATIONALE DES AVEUGLES. - Le 2 octobre aura lieu la journée de soutien aux associations d'aveugles et malvoyants. La collecte qui aura lieu sur la voie publique n'est pas un appel à l'aumône ou à l'assistance mais une aide volontaire aux 50 000 aveugles et malvoyants ainsi qu'à la vie associative qui défend leurs droits.

COLLOQUE

GESTION ÉCOLOGIQUE. - Le 8^e colloque national de l'Association française des ingénieurs écologistes aura lieu en octobre 1984 à Paris sur le thème : « Aménagement régional et gestion écologique, documents d'urbanisme, études d'impact ». Les personnes qui souhaitent présenter une communication sont invitées à soumettre, avant le 15 octobre 1983, un résumé de leur intervention (vingt lignes dactylographiées en cinq exemplaires).

★ AFTE, 24, rue Montmartre, 75001 Paris, tél. : 233-33-82.

THERMALISME AU SOLEIL

du Midi (Océan et Méditerranée)
RHUMATISMES ET VOIES RESPIRATOIRES
cures thermales hivernales

En Hte Provence GREOUX LES BAINS alt. 300 m. Sous le ciel le plus pur d'Europe

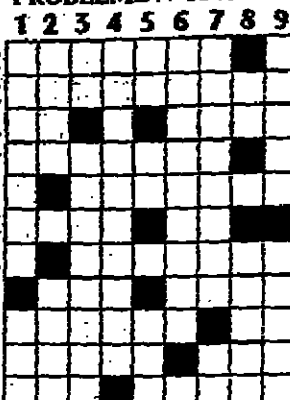
En Roussillon AMELIE LES BAINS alt. 230 m. Station la plus méridionale de France

En Pays Basque CAMBO LES BAINS alt. 40 m. Au climat doux et régulier

Informations gratuites (hébergement et cures) à la SOCIÉTÉ THERMALE de la Station et à PARIS : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL. Maison du Thermalisme - 32 Av. de l'Opéra 75002 Paris - Tél. 742.67.51

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3546



HORIZONTALEMENT

1. On s'adresse à lui en retenant sa langue. - II. Se livre à un travail ardu ou à une action mercantile. - III. Note. Château tourangeau. - IV. « Hors » de prix. - V. Lutte contre les inégalités. - VI. Flotte parfois près des côtes. Préposition. - VII. Fréquentes victimes d'une prise de bec. - VIII. Pas vilaine, mais pas forcément belle. Eventuelle médecine souveraine pour insomniacs. - IX. Du riz ou du riz. Compendium postal. - X. Expression de satisfaction du commensal musulman. Mère d'un assassin et d'un assassin. - XI. Éternels prioritaires que les autres ne parviennent pas à déborder. Promesses au choix.

VERTICALEMENT

1. Il est rare que l'un s'assève sur l'autre. Fourni. - 2. S'exposer aux aléas. Ne peut sous éclaircir qu'après avoir été mis au courant. - 3. Note. Du blé, de l'oselle, des radis et beaucoup d'autres choses encore. - 4. La femme canon. - 5. Extrait de Brahms. Pratiques. Beaucoup s'en font avant la prochaine. - 6. Flet de poisson. - 7. Telle une poste où l'on fait son propre facteur. Participe passé. - 8. Œuvres espagnoles par les réformateurs. Peut être le premier du second. - 9. Fait renoncer pour un temps à tout engagement. Se met à monter bien avant l'Ascension.

Solution du problème n° 3545

Horizontalement

1. Joillier. - II. Os. Aile. - III. Utricules. - IV. Rion. Reçu. - V. Néphté. Tm. - VI. Orb. Pré. - VII. Lest. Cti. - VIII. Il. Echoes. - IX. Son. Hêbe. - X. Tribunal. - XI. End. Têbe.

Verticalement

1. Journaliste. - 2. Ostie. Eloni. - 3. Atropos. Nid. - 4. Inerte. - 5. Lac. T.B. Chut. - 6. Ligne. Chêne. - 7. Ile. Prélat. - 8. Électricité. - 9. Résumé. Sa.

GUY BROUTY.

AUTOMOBILE

UN NOUVEAU MOTEUR POUR LES RENAULT-11

Après avoir commercialisé, voici trois semaines, une Fuego nue et dotée de 1 565 centimètres cubes turbocompressés (132 chevaux au moteur), voici que la Régie lance sur le marché trois nouvelles versions de la R-11 (G.T.X., T.X.E., T.X.E. électronique), également plus puissantes et sur lesquelles a été monté un tout nouveau groupe à essence de 1 721 centimètres cubes (17 CV fiscaux). Ce moteur à arbre à cames en tête est fabriqué à l'usine de Cléon en Seine-Maritime. Un carburateur double corps l'alimente, et l'ensemble est à allumage électronique intégral. Le couple (effort de traction) maximal sort à 13,9 Mkg à 3 250 tours/minute, ce qui est suffisant pour un véhicule de ce poids (895/900 kilogrammes). Ce qui est mieux est que 12 Mkg sont disponibles dès 1 500 tours, assurant une grande souplesse dans la conduite. Comme dans le cas des autres modèles de Renault-11, une version fait largement appel à l'électronique (T.X.E. électronique) avec synthétiseur de parole et équipement stéréophonique complet.

Les nouveaux modèles sont, par ailleurs, relativement sobres avec une moyenne d'utilisation inférieure à 7 litres aux 100 kilomètres. Ils sont livrables en version trois ou cinq portes, les prix allant de 56 600 F à 69 600 F.

En ce qui concerne la Fuego-turbo, les performances extrêmes (1 000 mètres départ arrêté en 30 secondes, plus de 200 kilomètres/heure théoriques) vont au-delà de ce que peut assumer la voiture, ce qui se traduit à haute vitesse par des flottements du train avant. Le confort intérieur est très réussi, les freins sont efficaces. La Fuego-turbo est vendue 89 500 F. C'est également une 7 CV fiscale.

C. L.

CHASSE

Le poids économique de la Sologne

De notre correspondant

Orléans. - Quel est le poids économique de la chasse en Sologne ? A quelques jours de l'ouverture, des éléments de réponse sont fournis dans un rapport (1) élaboré par un groupe de travail présidé par M. Boubier de l'Écluse, vice-président de la Fédération nationale des chasseurs, dans le cadre de la préparation d'un plan d'aménagement rural de la Sologne.

Parler de la chasse en Sologne en termes économiques, avancer des chiffres, n'est pas chose facile. La discrétion sur ce point est à l'image de ces demeures cossues qui se cachent derrière des rideaux d'arbres mais qui recèlent de solides fortunes. La chasse en Sologne, avec ses modes de faire-valoir perfectionnés, de la vente d'actions à la location à la journée, peut se comparer économiquement à une autre activité de loisirs : la neige. Le rapport avance le chiffre d'affaires annuel - spectaculaire, et qui va être discuté - d'un milliard de francs, soit environ le tiers du chiffre d'affaires total de la chasse en France. Un chiffre qui serait en progression en francs constants, y compris depuis 1980, par rapport aux années 50-60, grâce, notamment, au développement de l'élevage industriel du gibier.

Un autre chiffre traduit justement cette mutation de la chasse en Sologne, qui fait de plus en plus appel au lachage de gibier : deux millions de faisans d'élevage sortent des faisanderie solongettes. En revanche, au niveau de l'emploi, le tableau est moins réjouissant : en 1970, on comptait environ 10 000 emplois (dont 2 000 gardes) aujourd'hui, 4 000 personnes seulement se partageraient 3 000 emplois à temps partiel.

Ce rapport sur la chasse contient d'autres données intéressantes : la Sologne couvre 500 000 hectares, on y chasse sur 400 000, 7 % de ce ter-

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Rapport publié par le Journal de la Sologne, n° 42, 33, quai de Prague, 45100 Orléans.

LOISIRS

SPORT ET HANDICAP. - Une journée portes ouvertes est organisée pour les personnes handicapées mentales qui désirent s'initier à une activité sportive ou la pratiquer le samedi 1^{er} octobre au complexe sportif de la Plaine, rue du Général-Guillaumat, 75015 Paris. Tél. : 545-07-60.

OFFRES D'EMPLOI	Libre	Libre T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAHÉES	Libre	Libre T.C.
OFFRES D'EMPLOI	45,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Diriger les méthodes Productique - Robotique

Un service d'une trentaine de personnes est à animer et développer dans cette entreprise en train de vivre une profonde mutation industrielle. Des biens d'équipement lourds, très sophistiqués, vont sortir de ses chaînes en petites et moyennes séries. C'est une production automatisée mettant en œuvre, en plus des techniques de base du type mécanique et électrique, celles s'appuyant sur l'électronique, la commande numérique, l'informatique et les automatismes.

Les méthodes doivent suivre, ou plutôt précéder avec la nécessité d'une programmation automatisée et d'une automatisation de création de gammes, sans pour autant négliger la mission normale dévolue aux méthodes :

- lancer les pré-séries
- établir les standards et les gammes
- optimiser les données de production, les postes et conditions de travail
- établir et surveiller les coûts, etc...

L'ingénieur qui prendra en main, à Paris, ce service a déjà une expérience complète de cette fonction et il est prêt à entreprendre une tâche difficile mais passionnante, qui le mettra en contact avec ce qui se fait de plus pointu et performant dans le domaine. Son anglais lui sera alors utile, comme son niveau élevé de formation.

Qu'il prenne contact rapidement avec les Consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8358 LM

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

Directeur Financier

Un professionnel de la fonction qui en connaît toutes les pratiques, avec le souci constant d'optimiser l'actif circulant, voilà le Directeur Financier dont veut pouvoir se doter cette PME de 150 personnes réalisant un C.A. de 100 millions de Francs réalisés en grande partie à l'exportation, notamment en Afrique francophone.

Ce sera un homme de terrain, ayant un sens pratique développé, ouvert et faisant preuve d'initiative. Avec aussi des qualités relationnelles développées. Une expérience d'audit et une bonne connaissance de l'anglais lui seront utiles. Il sera responsable de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, du suivi budgétaire et participera à leur information.

Ce poste, à deux pas de l'Etoile, est à pourvoir rapidement. Les candidatures seront traitées confidentiellement par les consultants du Cabinet de Recrutement CLEAS. Leur écrire sous réf. 8363. LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

DIRECTEUR D'UNE UNITE INDUSTRIELLE

Technique + Fabrication + Commercial

Région Nord

Cette PMI spécialisée dans la transformation et l'usage de produits métallurgiques a acquis au cours des années une notoriété dépassant les frontières. La spécificité de son outil industriel lui permet de satisfaire les besoins d'industries diverses telles que : automobile, matériel agricole, industries minières, industries agro-alimentaires...

Son PDG veut confier la responsabilité complète de l'unité industrielle (200 personnes environ) à un ingénieur d'au moins 35 ans possédant une solide compétence technique en usinage et traitement thermique. Son action s'exercera sur l'ensemble des activités de l'usine (fabrication, ordonnancement, études et méthodes, contrôle de qualité, outillage et magasin) mais aussi sur la stratégie de développement des ventes des produits actuels et futurs. C'est donc un poste de direction très complet qui est proposé.

Situé dans une ville moyenne du département du Nord très bien reliée aux grands centres urbains ce poste constitue une sérieuse opportunité pour un candidat doté d'une personnalité bien "trempée" et ayant l'esprit d'entreprise. La rémunération proposée tiendra compte des compétences et de l'expérience acquises.

Votre dossier de candidature, adressé sous la référence 3133 M sera examiné confidentiellement par Hervé Adamski.

HAY Managers 50 bd de Paris 59100 ROUBAIX ☎ (20) 73.71.70

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

recherche

Directeur du C.P.A.

Le Centre de Préparation aux Affaires (C.P.A.) a pour vocation de former des CADRES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES. Pour l'animer, nous recherchons un responsable de haut niveau ayant réussi dans un des domaines-clés de la Direction des Sociétés.

Sa mission sera de prendre totalement en charge la Direction du Centre : Programmes et Personnels d'Enseignement, Animation, Gestion, développement de l'image tant dans la Région Lyonnaise que plus largement en France.

Ce poste représente une réelle opportunité de développement personnel et professionnel pour un DIPLÔMÉ D'ETUDES SUPERIEURES, possédant une culture générale et économique très large, ayant éprouvé ses motivations pour la pédagogie d'adultes en l'ayant pratiquée, et apportant de par les fonctions élevées qu'il aura assumées une excellente connaissance de l'entreprise et de ses méthodes de management. Le titulaire du poste devra être doté de capacités conceptuelles et de concrétisation, d'un excellent contact humain et du sens de la négociation.



Les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photographie d'identité et présentations) seront adressés au Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 20, rue de la Bourse, 69289 LYON Cedex 1, sous référence 25365 M.

Association de formation professionnelle

DIRECT. COMMERCIAL

Multin. américaine, Div. ordnat. Sup. de Co. Reims, 43 ans. Succès. Du point de vue santé, Rech. D.G. ou D.C. ou D. Mark.

Scr. s/r. 8.948 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Tolbiacs, 75008 Paris.



recherche pour son département MICRONDE "Composants Hypers"

SON DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- Ingénieur avec environ 10 années d'expérience industrielle.
- Expérience dans les matériels ou composants hyperfréquence.

Lieu de travail : Siège social à ROSNY-SOUS-BOIS.

Fréquents déplacements vers usine de production à L'Isle d'Abeau (Isère).

Adresser C.V. détaillé et présentations à :

RADIAL

101, rue Ph. Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

DIRECTEUR REGIONAL

SUD-EST

Secteur d'activité : Transports Express.

PROFIL : - HOMME DE TERRAIN, DYNAMIQUE CAPABLE GERER PERSONNELS, SOUS-TRAITANTS : GESTION, EXPLOITATION ET COMMERCIAL DE SA REGION.

REMUNERATION : - 110.000 F annuel + indemnité véhicule + frais + indemnité après périodeessai 3 mois.

Adresser C.V. + photo N° 5.123 à TOULOT 138, av. Charles-de-Gaulle 92522 NEUILLY-S/SEINE.

OFFICE DU TOURISME

LITTORAL

LANGUEDOC - ROUSSILLON

recherche

DIRECTEUR

ayant expérience réelle. Adresser candidature et curriculum vitae à : HAVAS, 34500 BÉZIERS sous n° 84.448.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Important groupe agro-alimentaire international recherche pour unité de production implantée dans une ville d'AFRIQUE FRANCOPHONE

DIRECTEUR D'USINE

(Centrale, ENSAM, ICAM, ENSIA).

Les candidats, âgés de 30 ans minimum, devront posséder :

- une expérience de gestion d'atelier, d'ordonnancement et d'entretien,
- un sens prononcé de l'organisation, et du commandement,
- un esprit créatif et des aptitudes réelles au travail en équipe.

Tous avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations

s/réf. 6310 à JCM CONSEIL,

2, av. du Maréchal Foch

92260 FONTENAY AUX ROSES.



Société Française leader sur le marché de jeux pour jeunes enfants.

Directeur d'usine

Rattaché au Directeur Technique de la Société, il aura la charge de la gestion de production de 2 unités dont les différentes tâches sont l'assemblage, le conditionnement, la soudure plastique. Il devra également optimiser la fabrication d'un des ateliers.

Expérience exigée des contraintes de la gestion production en PME à des postes opérationnels.

Bonnes connaissances des matières plastiques. Formation technique supérieure très appréciée.

Ce poste évolue dans la rémunération et s'adresse à un candidat gestionnaire, bon organisateur et innovateur.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, présentations et téléphone privé sous réf. 22019 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis 13 rue Madeleine Michéls 92522 Neuilly

SOCIÉTÉ Construct. Machines rempiègées et pré-emballage

RECHERCHE :

SON DIRECTEUR de PRODUCTION

Ingénieur Grande Ecole AM, ENSEM, etc. Sous Responsabilité Directe du P.D.G.

LE POSTE : Responsabilité de l'ensemble des services de production dont 5 ingénieurs.

L'HOMME : Homme de Terrain, 32 ans minimum. Ayant sous sign. de : animation, coordination, maîtrise des coûts. Esprit vif, organisé, méthodique, bilingue anglais souhaité.

Poste à pourvoir dans ville à 40 km de MANS. Rémunération : 250 000 F.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à Havas Le Mans, n° 11.592, B.P. 319, 72007 Le Mans Cedex qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES

recherche

DIRECTEUR DE TRAVAUX

LIBRE DE SUITE

PROFIL : - INGÉNIEUR, plusieurs années d'expérience de la maîtrise de chantiers, de bâtiments. Lien de travail Paris avec quelques déplacements en Province.

FONCTION : Il dirige une équipe de 4 inspecteurs de travaux et assure la maîtrise de chantiers y compris le pilotage et la coordination.

Envoyer CV et présentations s/réf. 20023 JEAN RÉGNIER Publicité 39, rue de l'Europe 75006 PARIS, qui transmettra.

Dr. J. L. L. L. L.

50211111



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

annonce parlée*

annonce parlée*

Moulinex

10.000 personnes en 12 usines - Basse Normandie
poursuivant sa politique de recherche et de développement en matière de
produits et de procédés de fabrication souhaite s'adjoindre la compétence de

Techniciens

Formation B.T.S. - D.U.T.

• **Essais et mise au point de moules**

- Moules pour injection T.P. et T.D.
machines et outillage pour le surmoulage
Caen Réf. 1341.

• **Investissements méthodes**

- Nouveaux procédés de fabrication et implantation de nouvelles lignes de production.
Expérience électromécanique, machines outils, machines spéciales.
1 poste à Mayenne Réf. 1343.
2 postes à Falaise Réf. 1343 b.

• **Projeteurs chefs de groupe**

- Etude et lancement de nouvelles lignes de produits.
Formation dessin industriel - Expérience électro-ménager, machines de jardinage.
Falaise Réf. 1345.

- Conduite d'études de produits nouveaux comportant innovation.
Formation micro-mécanique. Expérience petite mécanique automobile, automobile commutation.
Caen Réf. 1344.

* Toutes informations complémentaires sur l'entreprise et les postes à pourvoir peuvent être obtenues immédiatement par téléphone en appelant SVP Information Carrière, 763.11.15. Préciser la référence du poste qui vous intéresse. On peut aussi écrire à :

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

Moulinex

10.000 personnes en 12 usines - Basse Normandie
recherche

Ingénieurs techniques nouvelles

Pour étudier, réaliser et piloter des systèmes avancés de production automatisée.

• **Etudes et technologies nouvelles 3 postes**

Diplômés, de préférence, avec spécialisation physique industrielle, ayant idéalement quelques années d'expérience en recherche appliquée.
CAEN Réf. 1335

• **Développement : production contrôle**

Plusieurs postes de responsabilité sont

offerts dans le cycle « production » à des ingénieurs généralistes ayant de préférence une première expérience industrielle.

FRESNAY
Chef de Production Réf. 1339

ST. LO
Composants électroniques et électro-mécaniques Réf. 1338

FALAISE
Contrôle qualité Réf. 1336

Tous ces recrutements s'inscrivent dans une politique délibérée de recherche de compétence industrielle.

Toutes informations complémentaires sur l'entreprise et les postes à pourvoir peuvent être obtenues immédiatement par téléphone en appelant SVP Information Carrière, 763.11.15. Préciser la référence du poste qui vous intéresse. On peut aussi écrire à :

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach 75017 Paris.



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

Importante Société Minière Afrique Noire Francophone recherche

RESPONSABLE DE SA SECTION ENTRETIEN MINES

Cet ingénieur diplômé de formation mécanique ou électromécanique assurera la maintenance de l'ensemble des installations et équipements liés à l'exploitation minière : gros engins d'excavation et équipements d'évacuation des matériaux par convoyeurs et camions. Il aura à diriger et coordonner une équipe de 35 agents de maîtrise et 350 ouvriers. Une expérience de plusieurs années de l'entretien de gros équipements industriels ou miniers est nécessaire. Contrat expatrié, logement assuré, vie en famille, congés 2 mois par an.

Envoyer C.V., prétentions sous N° 8934 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

Pour un important projet que nous réalisons au Nigeria nous recherchons

3 COORDINATEURS DE TRAVAUX

Ayant une solide expérience du contrôle et de la coordination des entreprises de bâtiments T.C.E. industriel, électromécanique, électronique ou informatique.

Une expérience réussie dans un pays africain souhaitée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste, basé à LAGOS ou dans d'autres capitales d'Etat du Nigeria, comporte les avantages habituellement conférés aux expatriés.

Les candidats intéressés et répondant aux qualifications requises ci-dessus doivent envoyer leurs C.V., photo et prétentions s/r T 042.281 M REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Institut universitaire européen FLORENCE

bourses de recherche Jean Monnet 1984 des bourses de recherche d'un an sont disponibles à l'Institut universitaire européen pour le début de l'année 1984. Les candidats intéressés doivent proposer un projet de recherche qui contribue au programme général de recherche de l'Institut ou qui s'inscrit dans un thème d'intérêt européen, dans les domaines de l'histoire, de l'économie, du droit ou des sciences politiques et sociales. Les candidats doivent avoir terminé des études de troisième cycle sanctionnées par un doctorat ou posséder une expérience de recherche équivalente. Les bourses sont également ouvertes aux universitaires en congé sabbatique. La bourse, d'un montant minimum de 1.200.000 li. par an, est variable suivant l'âge et la situation familiale du candidat.

Tout renseignement et le formulaire de candidature peuvent être obtenus auprès du service académique de l'I.U.E., badia fiesolana, I-50016 san domenico di fiesole (FI) - Italie.

Date limite d'envoi des candidatures : 4 novembre 1983.

Formateur ?

Vous savez que le développement « passe » par la formation. Vous êtes un réel praticien. Vous avez au moins 5 ans d'expérience de l'étranger et vous parlez anglais.

Basé à Paris, vous êtes prêt à effectuer des missions fréquentes, évaluations, programmes, analyses de besoins...

Vous êtes ingénieur, ou vous savez établir le dialogue avec des spécialistes pour mettre en œuvre un transfert de technologie.

Vous voulez rejoindre une entreprise de consultants internationaux (450 personnes) et vous souhaitez pour champ d'action l'AFRIQUE, l'ASIE, et l'AMERIQUE du SUD ?

Envoyez-nous, en précisant sur l'enveloppe la référence 2835 à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

LA VILLE DE LORIENT

recrute

un documentaliste

chargé de la création de son service documentation.

Les candidats doivent être titulaires d'une :

- licence plus diplôme de documentaliste

ou

- licence délivrée par l'Université de MULHOUSE.

Candidature et curriculum vitae détaillé à Monsieur le Député, Maire de LORIENT pour le 3 NOVEMBRE 1983, dernier délai.

LA MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS,

gérant les prestations complémentaires de la Sécurité Sociale pour plus de 800.000 bénéficiaires, recrute en vue de la mise en œuvre de son plan directeur informatique, prévoyant :

- L'installation d'un matériel BULL DPS 7/60 au siège de l'organisme.
- La conversion des chaînes actuelles, la mise en place d'un SGBD, l'implantation d'un réseau de mini-ordinateurs, le développement d'applications temps réel.

Les postes sont à pourvoir à MONTARGIS, petite ville agréable à 110 km au sud de Paris (1 h par autoroute).

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

• Formation ingénieur ou universitaire. Au moins 2 ans d'expérience sur matériel DPS 7 ou CII sous GCOS 64.

INGÉNIEUR SYSTÈME

• Ingénieur diplômé de préférence Grande École. Au moins 2 ans d'expérience GCOS 64. Compétences réseau et base de données. (Référence I.S.)

CHEFS DE PROJET

• Formation supérieure, de préférence Grande École 3 à 5 ans d'expérience.

Seront appréciées :

• La connaissance de l'environnement GCOS 64.

• La pratique de l'un des domaines suivants : SGBD, réseaux systèmes informatiques. (Référence C.P.)

ANALYSTES PROGRAMMEURS

• Formation supérieure, de préférence MAGE ou IUT Informatique, 2 à 3 ans d'expérience.

• Pratique du COBOL, Expérience d'applications temps réel. (Référence A.P.)

Adr. lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions, en précisant la référence choisie, à : Monsieur le Directeur de la M.N.H., 45213 MONTARGIS CEDEX.

(Aucun renseignement ne sera donné par téléphone).

GROUPE BANCAIRE SPECIALISE DANS LE CREDIT IMMOBILIER ET LES PRETS AUX PARTICULIERS

recherche pour son Agence de BORDEAUX

JEUNE COLLABORATEUR DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

pour lui confier un poste à responsabilité commerciale

Qualités requises :

- motivation essentiellement commerciale

- sens des contacts humains et de l'animation d'équipe,

- très grande disponibilité

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 5194 à Axial Publicité - 27 rue Talbot - 75009 Paris - qui tr.



L'Office européen des brevets à Munich

recherche des

EXAMINATEURS

pour l'examen quant au fond des demandes de brevet

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire de sciences ou d'un diplôme d'ingénieur. Ils doivent posséder une excellente connaissance d'une des langues officielles (à savoir de l'allemand, de l'anglais ou du français) et l'aptitude à comprendre les deux autres.

La préférence sera donnée aux candidats âgés de moins de 40 ans et à ceux qui possèdent une expérience dans le traitement des demandes de brevet.

Un traitement supérieur à la moyenne, auquel viennent s'ajouter, le cas échéant, des indemnités (en fonction de la situation de famille), et de très bonnes prestations sociales sont notamment offerts.

Les candidatures doivent parvenir, présentées si possible sur le formulaire de candidature que l'on peut se procurer auprès de l'Office, au Directeur principal du Personnel, Office européen des brevets, Erhardstrasse 27, D-8000 München 2, le 17 octobre 1983 au plus tard. Pour se procurer le formulaire, il est également possible de téléphoner en composant le 089/2399-4301.

recherche UN COMPTABLE DE CHANTIER POUR LE KOWEIT

Dans le cadre du développement de nos marchés d'installations techniques en télécommunication à l'étranger

LA SIGNALISATION

Adr. C.V. + photo et prét. s/réf. 8328 à :

LA SIGNALISATION

Service du Recrutement 25, Impasse Lamprosse 93000 BOBIGNY

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois

développer la Fonction

NES DIPLOMES
OUS ENVISAGEZ
CARRIERE
UN GROUPE
UNE EXPANSION

SOCIETE ME...
Secteur IN...
dur des
des ad...

directe
de la qu
de prod...

Jeune
CREAT...

centor

50211101

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



ASSOCIATION NATIONALE POUR LA
FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

Recherche pour TOULOUSE un

INGENIEUR BATIMENT

POUR DIRIGER UN CENTRE PEDAGOGIQUE ET TECHNIQUE

Intègre dans un réseau national de 7 Centres Pédagogiques et Techniques d'Appui (C.P.T.A.) dont chacun est responsable d'un grand secteur professionnel. La spécificité du C.P.T.A. de TOULOUSE est le BATIMENT.

Dans ce secteur, le C.P.T.A. qui constitue une unité opérationnelle de la Direction de la Formation de l'A.F.P.A. :

- prépare et met en œuvre la politique d'évolution des formations professionnelles d'adultes,
- conduit en liaison avec la profession les recherches et études techniques et pédagogiques nécessaires à la mise en place des formations,
- assure la formation et le perfectionnement des formateurs

Le DIRECTEUR que nous recherchons conduira ces missions au plus haut niveau avec une volonté d'innovation et de développement.

Il assurera la gestion d'un établissement de 70 personnes, dont il animera les équipes enseignantes techniques et administratives.

En liaison constante avec les Services Centraux, les Centres de Formation et autres unités de l'A.F.P.A. (180 établissements, 5000 enseignants), les partenaires professionnels et les organismes de formation, sa fonction comportera de fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire.

Le candidat, ingénieur diplômé, forme aux techniques les plus récentes du bâtiment, aura pendant plusieurs années exercé diverses fonctions de responsabilité (production, gestion, personnel, formation, ...) dans des entreprises du secteur.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre CV détaillé au siège de l'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES - 13, place de Villiers - 93100 MONTREUIL ou l'attention de Madame LAGANE

IMPORTANT LABORATOIRE
PHARMACEUTIQUE
100 KMS OUEST DE PARIS
recherche

PHARMACIEN HF

pour un secteur de son unité de Production.

Usine moderne produisant formes pharmaceutiques très variées, axée sur les P.B.F. et les techniques modernes de gestion.

Expérience souhaitée mais non indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo s/réf. 11216 à
PIERRE LEBEAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE-COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

RECHERCHE

Pour un de ses établissements situés dans une agréable ville de l'Ouest, au climat économique favorable.

**COLLABORATEURS
DEBUTANTS**

Ils auront une formation supérieure et le niveau DECS.

Envoyer lettre manuscrite et photo n° 8558

LE MONDE service ANNONCES CLASSES

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

création de la
Direction Régionale Méditerranée



Conseil en recrutement
Gestion des Ressources Humaines
Formation

Unité du Groupe CEGOS

Contactez notre responsable :

Mme FOURNIAT

Tél. (93) 62 38 40

35 rue Pasteur

06000 NICE

GRENOBLE

ingénierie informatique et qualité de vie

L'ingénierie Informatique est un métier en pleine expansion. SOPRA, l'une des premières Sociétés françaises d'ingénierie, a implanté un centre à Grenoble et recherche pour en assurer la direction un :

Ingénieur en chef

Diplômé d'une grande école, expert en construction de matériel informatique, micros et réseaux, il animera une équipe importante qui conçoit et développe des systèmes d'information.

Le poste offre des perspectives intéressantes de carrière à un ingénieur en chef chevronné qui veut allier responsabilités et qualité de vie.

Discretion totale assurée.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 279 M à SOPRA

Recrutement 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

**INGENIEUR
D'ETUDES, UN
GRAND PROJET
VOUS ATTEND**

La **SEMELY** Société d'Economie Mixte du Métro de l'Agglomération Lyonnaise est spécialisée dans l'étude et la maîtrise d'œuvre de réseaux de transports urbains. Elle est engagée dans un projet d'envergure de reconfiguration globale du Poste de Commande et de Contrôle Centralisé (PCC) du métro de Lyon.

Au sein d'un groupe pluridisciplinaire et sous l'autorité du chef de projet, vous serez responsable de l'aspect ETUDES SYSTEMES et travaillerez en liaison étroite avec un expert en ce domaine.

Vous participerez à la définition de la nouvelle configuration du PCC et assurerez la maîtrise d'œuvre (études et travaux) dans votre spécialité.

De formation IEQ, ESE ou équivalent, vous avez des connaissances en systèmes informatiques et vous êtes habitué au travail en équipe. 2 à 3 années d'expérience sur un projet de commandes centralisées ou de conduite de processus industriel ont clairement démontré vos qualités relationnelles à tous niveaux.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous réf. 832, à :

HAY Manager

94 rue Servient 69003 Lyon.

**POUR RELEVER LE DEF
DU DEVENIR DU PATRIMOINE
EXISTANT ET D'HABITAT 88**

Organisme Régional d'Etude et de Conseil
secteur habitat social, membre d'un réseau national
recherche pour MARSEILLE

INGENIEUR
Grandes Ecoles (X, Ponts, Centrale, ESIM...)

Ayant 5 ans d'expérience professionnelle minimum.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il sera chargé de conduire les actions de politique technique.

Il aura à définir et promouvoir pour le compte des Maîtres d'ouvrage, et en liaison avec leurs partenaires l'organisation de la production et la maîtrise des coûts de gestion technique, d'amélioration du patrimoine et de construction neuve.

Il participera également à la mise en œuvre de la politique énergétique du secteur professionnel.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence 13347 M à l'Agence AUFLENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

**2 POSTES D'
Assistants en Gestion Industrielle**

sont actuellement à pourvoir
dans 2 Chambres de Commerce de Basse Normandie
CALVADOS - ORNE

Ils auront principalement pour mission :

- d'assurer la promotion des PMI de leur Région (conseil en gestion, analyse financière, recherche de marchés, organisation d'actions collectives...)
- d'aider et d'accompagner les créateurs d'entreprises nouvelles
- d'assister les entreprises en difficulté.

Ces deux postes conviendront à des candidats, 30 ans environ, diplômés d'Etudes Supérieures, disposant déjà de quelques années d'expérience professionnelle acquise si possible en PMI-PME, et ayant des qualités d'organisation, un excellent contact humain et le désir de travailler en équipe pluridisciplinaire.

Pour l'un des postes, la préférence ira à un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou formation équivalente, ayant de bonnes connaissances en gestion mais surtout une expérience commerciale ou marketing. Réf. 726

Pour le second, une formation ESE serait appréciée mais avec une dominante comptabilité gestion. Peut-être également convenir : licence Sciences Economiques, DECS ou IAE. Réf. 727

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence du poste choisi à

APRODI 87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

Organisme de promotion des P.M.I. de Saint-Etienne
recherche, pour compléter son équipe pluridisciplinaire :

CONSEILLER EN INFORMATIQUE

Ce poste conviendrait à un candidat :

- Environ 35 ans ;
- Ingénieur + formation de gestion (I.C.G., I.A.E...) ou Ecole supérieure de commerce ;
- Possédant l'expérience de 3 ans minimum du conseil pour l'introduction de l'informatique dans des entreprises industrielles.

Adr. C.V. et prêt à Service Psychologie des Entreprises
58, rue Vaillant-Couturier, 42000 Saint-Etienne.

La ville de NICE va procéder
par voie de concours au recrutement d'un Adjoint d'Enseignement - chef de classe - au Conservatoire National de Région, le 17 OCTOBRE 1983.

Seront autorisés à se présenter à ce concours les candidats réunissant les conditions générales de recrutement prévues par le statut du Personnel Communal ayant obtenu une reconnaissance du Conservatoire National Supérieur de PARIS ou d'une Ecole de Musique Contrôlée par l'Etat ou pouvant produire deux attestations de personnalité du monde musical certifiant qu'ils possèdent une formation musicale suffisante pour se présenter aux épreuves du concours mentionné ci-dessus.

Les candidats désireux de participer à ce concours devront s'inscrire au Service de l'ACTION CULTURELLE, 2, place Messine - MAIRIE DE NICE - Tél. : 92-12-12 poste 2735 - où tous renseignements pourront leur être donnés.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION AU CONCOURS : VENDREDI 7 OCT. 1983.

SOCIÉTÉ D'ETUDES
recherche pour
OUEST DE LA FRANCE

**UN CHARGÉ D'ETUDES
CONFIRMÉ**

Dans le domaine des études
d'impact sur l'environnement.

Ecrire sous le n° T 042.067 M
RÉSEAUX-PRÉSENTS
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

La ville de BREST envisage la
recrutement d'un

ORGANISATEUR

chargé, au sein d'un service
organisation rattaché au Secré-
tariat Général, de mener les
études nécessaires dans les
domaines suivants :

- Evolution de l'organigramme et des effectifs ;
- Organisation du travail ;
- Analyse des besoins de la Ville en matière de techniques modernes de travail administratif.

Envoyer C.V. et prétentions
à Monsieur le Maire
Mairie de Ville
29279 BREST CEDEX.

C.G.S. INFORMATIQUE.
Société de Services et Conseil en Informatique,
dans le cadre de son expansion, recherche pour ANGERS
des titulaires de :

MAITRISE DEBUTANT(E)S

de gestion, d'économétrie, de mathématiques ou de
sciences économiques ayant, de préférence, de bonnes notions
d'INFORMATIQUE.

Ils seront progressivement formés à l'analyse-programmation et
interviendront sur d'importants projets de gestion.

Merci de nous adresser votre C.V. accompagné d'une photo,
sous référence CG CL 39, à

CGS INFORMATIQUE
58, Bd Gauvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

**DES PROFESSEURS-
CONSULTANTS**

en
**MARKETING - VENTES
MARKETING INTERNATIONAL
FINANCE - COMPTABILITE
CONTROLE DE GESTION**

L'activité proposée est à temps dominant : environ 4 jours par semaine. Elle comporte des enseignements et travaux en première formation à la gestion, en perfectionnement de cadres et dirigeants, en recherche appliquée, en coopération internationale.

Un diplôme d'enseignement supérieur français ou étranger ainsi que la pratique courante de l'anglais sont indispensables.

**UN ANIMATEUR
PSYCHO-SOCIOLOGUE**

dont l'activité, à temps partiel, sera principalement consacrée à la conception et l'animation de sessions de formation permanente en milieu industriel ou tertiaire.

Tous les candidats devront avoir une expérience en entreprise ou cabinet-conseil ainsi qu'une expérience pédagogique réussie.

Lettre manuscrite, C.V. et prétentions à envoyer à Mlle COTTIN - B.P. 174 - 69132 Ecully Cedex.

OFFRE

DIPLOME
ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR
DE FORMATION
DE

Centre de
bibliothèque
de

LES RUSS
de NOUVEAU

ORG

NOTRE PROJET

NOTRE CARI

Principales ad

GROUPE DROUOT

assurances.

Et n'é
dan

L'AIR LI

Techni
physique
informatique

la par
technique à la m
en l'indus
et photo à
des livres et jouets

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE FORMATION SCIENTIFIQUE (CHIMIE DE PREFERENCE)

telesystemes questel

recherche pour commercialiser ses bases de données et pour le suivi de ses utilisateurs un diplômé de l'enseignement supérieur de formation scientifique (chimie de préférence). Langues étrangères souhaitées. Les candidatures sont à adresser à Telesystemes - 40 rue du Cherche Midi - 75006 PARIS.

telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

Gérer notre bibliothèque logiciels: une fonction pivot au sein de notre compagnie

La mission que nous désirons confier à une personne ayant des qualités de rigueur et d'organisation, comprend :

- la gestion des entrées de logiciels
- l'organisation des sauvegardes de sécurité.
- l'interface avec les utilisateurs.

Mais aussi : étudier de nouveaux moyens de gestion

Le profil du candidat : une formation informatique et une expérience en réalisation de logiciels. Notre domaine d'intervention, l'informatique de grande diffusion : machine de traitement de textes, terminaux intelligents...

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4549 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

ORGANISATEUR

Débutant ou possédant une courte première expérience en organisation informatique, vous êtes diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion.

VOTRE PROJET PROFESSIONNEL :

- prendre la responsabilité de projets organisation importants dans un environnement informatique évolué.
- Développer et valoriser votre potentiel à travers une carrière mobile.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe Organisation :

en collaboration avec l'informatique et les unités opérationnelles, vous assurerez la réalisation des études d'opportunité et de rentabilité des projets inscrits au schéma directeur. Vous participerez à la conception et à la mise en place des projets, établirez le bilan de réalisation et le suivi après démarrage. Vous contribuerez de façon permanente à l'amélioration de la qualité des résultats de l'entreprise.

NOTRE CARTE DE VISITE :

Premier Groupe Privé d'Assurances - CA. 5 Milliards de F - plus de 6.000 collaborateurs. Principales activités : assurance, épargne, assistance, prévention. Implantation internationale.

GROUPE DROUOT

assurances

Ecrire avec C.V. + photo et prétentions à J.P. BURTH - Service Recrutement - GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI.

Et si l'informatique n'était qu'une étape dans votre carrière?

Une Société de service et de négoce international (PME située au Sud de Paris - CA 120 millions - rattachée à un groupe de renommée mondiale) vous en offre la possibilité.

Après avoir pris en charge la direction du service informatique, d'autres fonctions pourront vous être confiées dans les domaines de l'organisation, du personnel et des services généraux.

Agé de 35/40 ans, de formation niveau A.M. ou ESC, ayant une connaissance pratique approfondie de l'informatique au service de l'ensem-

ble des fonctions d'une entreprise. Vous avez le goût sinon l'expérience des problèmes d'organisation : excellent contact, votre autorité naturelle et votre réelle ouverture aux problèmes humains et sociaux, permettent votre intégration rapide au sein de l'équipe de direction d'une société restée à l'échelle humaine. Salaire annuel de départ 200 000 Frs.

Adresser : lettre de candidature, CV, photographie à Média-System sous réf. 6331 - 104, rue Réaumur 75002 Paris - qui transmettra.

L'AIR LIQUIDE

recherche pour son Centre de Recherches près de VERSAILLES

Techniciens Physiciens ou Informaticiens

BTS ou DUT, ayant la pratique de l'informatique scientifique appliquée à la modélisation en mécanique des fluides.

Ecrire avec CV et photo à L'AIR LIQUIDE - BP 126 - Jouy en Josas - 78350 LES LOGES EN JOSAS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE (1500 personnes)

recrute

INGÉNIEURS ETUDES DE FIABILITÉ

Spécialités : mécanique, hydraulique, génie chimique. Débutant accepté. Conditions à débattre.

Pour tout contact : Tél. (1) 766-41-14.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Ingénieur grande école Chef de service études économiques

référence KS 165 AM

Fonction personnel Un responsable fort potentiel

référence MU 167 AM

Recherche sur les procédés

référence SO 162 CM

Innovation sur les matériaux

référence HP 163 AM

Responsable trésorerie internationale

référence NQ 168 AM

Jeune contrôleur de gestion

référence OW 169 AM

Responsable marketing fort potentiel

référence LT 166 AM

Ingénieur électricien fort potentiel

référence EX 101 AM

Membre de Syntec

etap

etap

L'AIR LIQUIDE recherche pour le Département Français des Gaz (3.000 personnes, CA supérieur à 2 milliards), un Ingénieur grande école qui aura un rôle important dans la préparation des décisions de la Direction Générale du Département.

Animateur d'une équipe d'ingénieurs, il sera chargé d'études technico-économiques concernant tous les domaines du management : investissements, développements, études de rentabilité...

Ce poste formateur, ouvrant de larges perspectives ultérieures de carrière, conviendrait à un ECP Mines, ENSAE ou école de niveau équivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience en études économiques acquises dans un grand groupe industriel, une banque ou un cabinet spécialisé.

Des qualités d'imagination, de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, un esprit rigoureux et de bonnes aptitudes relationnelles sont indispensables. Poste à Paris.

BOUSSOIS filiale de PITTSBURGH PLATE GLASS premier groupe verrier américain, recherche pour sa principale usine (1.400 personnes, située à Boussais, un homme de personnel qui devra secondier le Responsable des Ressources Humaines et des Relations Sociales de l'usine en liaison étroite avec la hiérarchie et les partenaires sociaux.

Le titulaire du poste assumera progressivement les responsabilités dans les domaines suivants :

- gestion des ressources humaines,
- hygiène et sécurité,
- formation et organisation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESC, Droit, Sciences Po, Ingénieur, Psychologue) ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction "personnel" acquise de préférence dans une industrie à feu continu, témoignant de solides qualités de contact, de rigueur, de gestionnaire.

Dans les deux ans, il sera amené à prendre une responsabilité complète dans l'usine ou dans le groupe.

Lafarge Coppee L.C. RECH. (Lafarge-Coppée Recherche) plus de 200 personnes à pour vocation de réaliser des travaux de recherche pour les différentes sociétés du groupe. L'établissement de Trappes crée deux nouveaux postes :

• **Recherche sur les Procédés.** Intégré à une petite équipe de création récente, cet ingénieur sera chargé d'étude et développement des diagnostics de procédés industriels pour répondre à la demande : ciments, bétons, plâtres... Ce poste intéresse un docteur-ingénieur de formation de base génie chimique, bien motivé par les techniques d'instrumentation physique.

• **Innovation sur les Matériaux.** La création de ce poste répond à une volonté de se préparer aux mutations technologiques à venir dans le domaine des matériaux. L'objectif de cette fonction étant d'aboutir à la création de nouveaux produits, la réussite à ce poste nécessite de réelles qualités d'ouverture d'esprit et de créativité.

Ingénieur diplômé (orientation matériaux souhaitée), le candidat aura acquis quelques années d'expérience d'innovation produite dans une société industrielle ou un centre de développement technique.

La gestion de carrière pratiquée dans le Groupe Lafarge-Coppée permettra à ces ingénieurs une évolution vers d'autres fonctions (procédés, production ingénierie).

Lieu de travail : Trappes (Yvelines).

Ecrire en précisant la référence.

Groupe LIMAGRAIN VILMORIN - TEZIER - EUROVERT - FERRY MORSE...

Dans le secteur d'avenir de l'agro-industrie, LIMAGRAIN est un des premiers groupes mondiaux, avec 40 filiales en France, en Europe, aux USA et en Amérique du Sud. Sa Direction Générale étaye les structures financières du groupe et offre deux postes évolutifs :

• **Responsable Trésorerie Internationale.** Pour l'ensemble du groupe, il sera chargé :

- de la gestion des opérations courantes en devises,
- du développement des moyens permettant l'optimisation de ces opérations ainsi que de la mise en place et du suivi des procédures.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, ESC... ayant 3 à 4 ans d'expérience en trésorerie internationale.

• **Jeune Contrôleur de Gestion.** Pour les filiales françaises de distribution, il sera chargé :

- de la préparation des budgets annuels et des plans à long terme,
- de l'analyse des résultats et de la synthèse des informations,
- du développement constant des procédures de gestion, en liaison étroite avec les opérationnels.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, ESC... de bon potentiel, débutant ou ayant une première expérience financière.

Réelles et larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe, ou en France ou à l'étranger.

Premiers postes : Clermont-Ferrand.

Ecrire en précisant la référence.

L'AIR LIQUIDE, Département Français des Gaz, offre à un HEC, ESSEC, ESCP (ou ingénieur + MBA) la possibilité de valoriser une expérience d'environ 5 ans dans la distribution de produits industriels.

Au sein de la Direction des Ventes Soudage du Département Français des Gaz, il sera responsable de l'ensemble des problèmes marketing concernant le réseau de distribution (1.300 distributeurs).

Ce poste actif, évolutif impliquant initiative, imagination, excellentes capacités de contact et d'animation, au sein d'une équipe motivée et performante, conviendrait à un candidat de premier plan.

Poste basé au siège à Paris.

BOUSSOIS filiale de PITTSBURGH PLATE GLASS, premier mondial du verre plat, recherche pour sa principale usine située à Boussais, un Ingénieur Électricien de bon niveau et ayant un fort potentiel de développement.

Il commencera sa carrière en participant à la réalisation d'importants investissements et il évaluera rapidement, soit dans les services techniques, soit en production, en fonction de ses goûts et aptitudes.

Le poste conviendrait à un candidat ESE, IEG ou école équivalente, ayant une première expérience travaux neufs ou entretien acquise dans l'industrie lourde (la candidature d'un débutant peut être envisagée si stages intéressants) témoignant de solides compétences techniques alliées à des qualités marquées d'organisation et de contact.

4, rue Massenet 75016 Paris

سكزا من الاجل

حکومت الاحل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche

DES TRADUCTEURS TECHNIQUES CADRES d'anglais en français

Il leur est demandé une très bonne rédaction en français. Les candidats, de **Formation Ingénieur**, peuvent être débutants ou posséder cinq années d'expérience professionnelle au plus.

Ils disposeront d'outils modernes de traduction. Une évolution de carrière est prévue au sein de la Compagnie.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé à IBM France - Département Recrutement - Orientation Conseils - 2, rue de Marengo - 75001 Paris en mentionnant la référence TTC/M-28/9.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

Grand Établissement Bancaire recherche
CADRE DE HAUT NIVEAU

avant plusieurs années d'expérience des problèmes des financements des entreprises pour renforcer son service d'étude des produits et des marchés.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 65838 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Société des Automates Programmables S.M.C.

PRENDRE PART AU DEVELOPPEMENT D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL...

C'est possible en associant ses ambitions au plan de développement du 1^{er} fabricant français d'AUTOMATES PROGRAMMABLES.

au PLESSIS ROBINSON et en PROVINCE :

• INGENIEURS COMMERCIAUX REGIONAUX

(réf. DC 0905)

il s'agit d'un excellent tremplin pour des ingénieurs électroniciens débutants à qui nous assurerons une formation complète.

Nous prendrons également en compte les candidatures de vendeurs de formation électronique ayant 2 à 4 ans de métier.

Les opportunités de carrière existant au sein du groupe, seront de nature à motiver des candidats ambitieux.

• INGENIEURS D'APPLICATION

(réf. DC 0906)

de la théorie à la pratique...

Jeunes diplômés sortant d'une école d'ingénieurs électroniciens ou informaticiens, ils pourront mettre à profit leurs études en s'intégrant à nos équipes.

En étroite collaboration avec les ingénieurs commerciaux, ils devront étudier et trouver des solutions aux problèmes des clients.

Ils interviendront également au niveau des conseils avant vente.

Des candidats efficaces se verront proposer des évolutions de carrières variées.

à CASTRES : pour le laboratoire Recherche et Développement

• INGENIEURS « LOGICIEL »

(réf. LR 0901)

Ces postes s'adressent à des candidats cherchant un excellent début de carrière, à qui nous confierons la conception et la réalisation de logiciels de systèmes interactifs et temps réel pour micro-processeurs et micro-ordinateurs.

• TECHNICIENS SUPERIEURS électroniciens ou informaticiens

(réf. LR 0902)

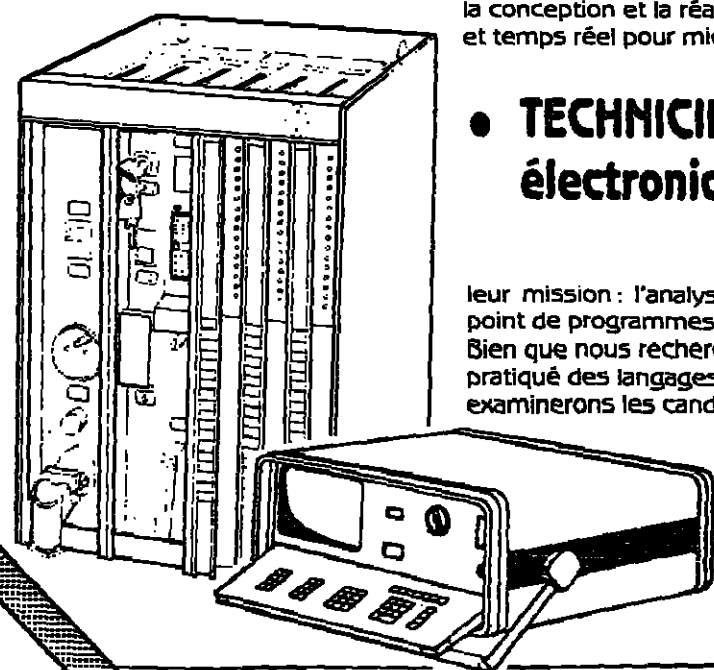
leur mission : l'analyse, la programmation ainsi que la mise au point de programmes temps réel.

Bien que nous recherchions des candidats expérimentés ayant pratiqué des langages assembleurs et évolués, nous examinerons les candidatures émanant de débutants.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V.
et prétentions à

RENAULT
Automatismes

Mme LE GUET - Directeur du Personnel
AUTOMATES PROGRAMMABLES SMC
ZAC La Chartreuse - BP 73 - 81103 CASTRES.



FIAT
Fiat Auto (France) S.A.
La filiale française du constructeur automobile européen recherche un :

Ingénieur en organisation et bureautique

30 ans environ, vous avez un diplôme d'études supérieures et une formation complémentaire en organisation ainsi qu'une expérience d'au moins 4 ans dans ce domaine.

Intégré dans le département Organisation, vos missions seront doubles :

- en organisation : problèmes de distribution, mise en place de nouvelles succursales, circuits de documentation interne s'appuyant sur des traitements informatiques.
- en bureautique : mise en place de packages informatiques et surtout analyse de besoins en bureautique au niveau de la filiale et des différentes succursales (des notions d'informatique et plus précisément une approche des problèmes liés à la bureautique sont indispensables).

Nous vous offrons une rémunération motivante et les avantages liés à la vocation de notre groupe.

Le poste est basé à LEVALLOIS. Envoyez votre curriculum vitae, photo, CV, et prétentions sous réf. 818 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, Av. Ch. de Gaulle 92200 NEUILLY sur SEINE

ALPHA-CDI

**IMPORTANT
GROUPE MÉTALLURGIQUE**
(3.500 personnes en France)
recherche
pour l'un de ses établissements en proche
Banlieue parisienne

GESTIONNAIRE COMPTABLE DECS

Nous lui confierons la responsabilité de la comptabilité, gestion et administration de l'ensemble de la direction après-vente.

Au sein d'une équipe de 7 personnes qu'il encadrera, il mettra en œuvre une comptabilité travaux en cours.

Ce poste s'adresse à un candidat justifiant d'une expérience similaire et pourra évoluer vers de plus amples responsabilités.

La rémunération sera à la hauteur de l'expérience et de la potentialité du candidat retenu.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 83.614 M à HAVAS CONTACT, 1 Place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

SOVAC
IMPORTANT GROUPE
FINANCIER PRIVE
souhaite accueillir dans plusieurs agences
de la REGION PARISIENNE

Jeunes diplômés d'études supérieures

Pour leur permettre de prendre d'ici 2 ou 3 ans la responsabilité d'une de nos agences, nous les formerons à nos différents produits et services (financement d'entreprises, crédits immobiliers et automobiles) ainsi qu'au management d'une agence.

Ils bénéficieront d'une rémunération fixe rapidement évolutive et d'importants avantages sociaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à Monsieur GUBERT, DRH, SOVAC B.P. 1808 75362 PARIS Cédex 08

IFP
INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON (92), recherche :

- pour le Centre d'Etudes Supérieures de Raffinage et d'Ingénierie de l'E.N.S.P.M.

JEUNE INGENIEUR

DIPLOME EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET AUTOMATIQUE

disposant de préférence d'une expérience complémentaire de 2 à 5 ans dans le domaine (thèse de doctorat ou activités professionnelles).

Il sera amené à concevoir et à mettre en œuvre un nouveau cycle d'enseignement ainsi qu'à conduire des études en matière de conduite optimale, de modélisation et de simulation de procédés du raffinage et de la pétrochimie.

La formation pétrolière complémentaire éventuellement nécessaire sera assurée sous forme de stages et de séminaires par l'IFP. (réf. 1)

- pour la Direction de Recherche TECHNIQUES D'APPLICATIONS ENERGETIQUES

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(si possible E.N.S.P.M. option MOTEURS, ou orientation Mécanique, Thermodynamique et Matériaux)

intéressé par la recherche en vue du développement de procédés appliqués aux moteurs thermiques. (réf. 2)

INGENIEUR GRANDE ECOLE

passionné par les recherches en combustion dans les moteurs, pour la mise en œuvre de mesures physiques avancées et de calculs scientifiques. Spécialisation ou thèse appréciées. (réf. 3)

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi sous réf. 79325 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cédex 01 q.r.

Respon
du Re
Mi-Temps
INGENIEUR FA
ITROLE ET SC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEUX TECHNICIENS

Département des O.M., études d'un DUT « électronique » ou « mesures physiques » (opérations techniques instrumentales ou électroniques) ou d'un B.T.S. pour la conduite des analyses d.C.L. et des analyses techniques.

Compétences en électronique, connaissance en informatique appliquée.

Travail horaire normal et décalé en alternance, y compris week-ends.

Ecrire avec C.V. et photo à M.P. MARIN, LABORATOIRE DE L'ACCELERATEUR LINEAIRE, Bât. 208, Centre d'Orsay de l'Université Paris-Sud, 91405 ORSAY Cedex.

ECOLE DE LANGUES

Recherche pour ses centres de Paris et région parisienne.

PROFESSEURS DE

LANGUE MATERNELLE ANGLAISE

Diplômés de l'enseignement supérieur, expérience acquise aux candidats avec une première expérience professionnelle.

Adresser C.V. et photo à CETRADEL - 2, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ORGANISME NATIONAL

DE SECURITE SOCIALE

recherche

ANALYSTE-

PROGRAMMEUR

FORMATION : DUT informatique minimum.

Compétences : pratique du langage FORTRAN 77.

La préférence sera donnée aux candidats connaissant TDS et le S.G.R.D. TOTAL.

Salaire annuel : 90.000 à 110.000 F suivant diplômes et expérience.

Adresser candidature et C.V. à M. Le Directeur de la CNAMTS, 66, avenue de Maine, 75682 PARIS CEDEX 14.

EMBAUCHONS

VENDEURS (SES)

PAR TELEPHONE DE COLLECTION DE LUXE (livres, lithographies)

Horaires : 9 h à 12 h ou 12 h à 20 h.

Fichier clientèle assurée.

Téléphone pour rendez-vous : 634-16-16.

Sté Réassurance

SPECIALISTES SINISTRES

R.C. Française - Anglais indispensable - Connaissance législation européenne.

Entre sous le n° T 042 362 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Reumur, 75002 Paris.

Organisation de formation recherche professeurs vacataires en organisation comptable, Mécanographie et Droit Commercial pour D.E.S.

Entre sous le n° T 042 350 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Reumur, 75002 Paris.



Responsable du Recrutement

Mi-Temps HF

Le Directeur des Relations Humaines d'une importante Entreprise Industrielle renforce son équipe en créant le poste RESPONSABLE RECRUTEMENT HF mi-temps.

Il mènera intégralement les actions de recrutement concernant la force de vente, les employés, les cadres, dans le contexte de plusieurs unités, se montrera ouvert aux problèmes de formation.

Une bonne connaissance de l'entreprise est indispensable, des études universitaires (maîtrise de psychologie, psycho-péd.) avec un diplôme de géographie sont nécessaires pour pouvoir mener à bien ce poste difficile mais passionnant et évolutif.

En outre, une rémunération attractive est proposée à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 83019 M à Madame Claude FAVEZEAU qui vous assure de sa discrétion.

centor

13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS

Filia française d'une très importante société multinationale américaine (USA) travaillant dans le traitement des eaux (séparation des solides et liquides) recherche pour Paris

INGENIEUR FABRICATION, CONTROLE ET SOUS-TRAITANCE

Ce collaborateur aura pour mission principale d'assurer la fabrication des matériels par un réseau de sous-traitants français et étrangers, et le service après-vente. Ses responsabilités particulières porteront notamment sur : l'étude et l'amélioration des produits pour les adapter au marché européen, le contrôle-qualité des matériels, l'organisation des chantiers et des montages, l'assistance technique aux distributeurs et clients étrangers. Agé de 30 ans environ, ingénieur type A & M, ENI, E.S.M., le candidat retenu devra pouvoir prouver une expérience de 5 années environ au sein d'un département fabrication (électro-mécanique) et si possible avoir des connaissances dans le domaine de la sous-traitance. La candidature d'un jeune ingénieur d'une récente promotion d'école, A & M, INSA, ICAM, serait également appréciée. Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71102 A

SEGE

Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG
DUSSELDORF - LONDRES - MADRID - PARIS



ELF AQUITAINE

Equipée de Gros Systèmes Informatiques (CRAY, IBM, BULL, HP) réunis dans un réseau hétérogène.

recherche

BOUSSENS PAU-PARIS

6 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(Ref. EAP 008)

Votre mission :

Votre profil :

Au sein d'une équipe de projet, vous participerez au développement d'applications de gestion ou d'application techniques relatives à la recherche pétrolière.

DUT informatique ou formation supérieure équivalente.

Expérience d'au moins 3 ans en tant que développeur-programmeur.

Bonne connaissance :

- des produits IBM sous MVS (P1, CICS, TSO, SPY ou des produits BULL sous CDS/3 (DPM-TP TSS, POLYLOT)
- des systèmes de gestion de bases de données (DBMS et/ou IDS 2 applicables)
- Pratique de l'anglais.
- Mobilité demandée.

PAU

INGENIEUR SYSTEMES GRAPHIQUES

(Ref. EAG 001)

Votre mission :

Votre profil :

Au sein d'une équipe, vous développerez ou participerez au développement de projets : chemins graphiques, traitement en couleur et les ordinateurs centraux (CRAY, IBM, BULL) et les mini-micro ordinateurs dans le cadre d'un réseau informatique hétérogène.

Formation Ingénieur Grande Ecole ou Master d'Informatique.

Expérience d'au moins 5 ans des systèmes d'exploitation et des logiciels graphiques sur gros systèmes (IBM ou CDC) ou sur mini-micro ordinateurs.

Pratique de l'anglais.

Mobilité demandée.

PAU

INGENIEUR SYSTEME CRAY

(Ref. EAG 005)

Votre mission :

Votre profil :

Au sein d'une équipe système CRAY, et en liaison avec des équipes systèmes en charge d'autres matériels, vous participerez au développement et à la maintenance de systèmes d'exploitation du matériel CRAY hybride ou du matériel IBM et BULL.

Formation Ingénieur Grande Ecole ou Master d'Informatique.

Expérience d'au moins 2 ans en tant qu'ingénieur système sur matériel CDC.

Connaissance CRAY appréciée.

Pratique de l'anglais.

Mobilité demandée.

PAU

2 INGENIEURS SYSTEME IBM

(Ref. EAG 003)

Votre mission :

Votre profil :

Au sein d'une équipe système IBM, et en liaison avec des équipes systèmes en charge d'autres matériels, vous participerez au développement et à la maintenance de systèmes d'exploitation IBM (OS/3 - CDS/3) et de ses logiciels avec d'autres systèmes (CRAY, BULL, etc.).

Formation Ingénieur Grande Ecole ou Master d'Informatique.

Expérience de 3 à 5 ans du système d'exploitation IBM - MVS - JES2 - VTAM - TSO.

Connaissance CICS appréciée.

Pratique de l'anglais.

Mobilité demandée.

PAU

INGENIEUR SYSTEME BULL

(Ref. EAG 002)

Votre mission :

Votre profil :

Au sein d'une équipe système BULLMATHS, vous participerez au développement et à la maintenance du système d'exploitation MULTICS (DPS8/70M) et de ses logiciels avec d'autres systèmes (CRAY, IBM, etc.).

Formation Ingénieur Grande Ecole ou Master d'Informatique.

Expérience d'au moins 2 ans en tant qu'ingénieur système.

Connaissance MULTICS appréciée.

Anglais courant (à l'écrit, parlé).

Mobilité demandée.

PARIS PAU

2 CHEFS DE PROJET

(Ref. EAP 006)

Votre mission :

Votre profil :

Vous serez chargé de la responsabilité du développement d'applications, de gestion ou de projets, concernant l'organisation et le traitement de données techniques relatives à la recherche pétrolière.

Formation Ingénieur Grande Ecole ou Master d'Informatique.

Expérience de 8 à 10 ans dans l'informatique pratique confirmée de l'encadrement et de la conduite de projets importants.

Bonne connaissance :

- des produits IBM sous MVS (P1, CICS, TSO, SPY) ou des produits BULL sous CDS/3 (DPM-TP TSS, POLYLOT)
- des systèmes de gestion de bases de données (DBMS et/ou IDS 2 applicables)
- Pratique de l'anglais.
- Mobilité demandée.

Notre conseil en recrutement

CAP SOGETI SELECTION

83-85, bd. Vincent-Auriol, 75013 Paris Envoyer votre CV + prétentions + photo à Any BOULADE en précisant la référence.

annonce parlée*



MATRA MICRO SYSTEMES

Micro-ordinateurs professionnels et terminaux spécialisés

Des ingénieurs de pointe pour un démarrage en flèche

Ingénieurs commerciaux

Ref. 1383

Grands Comptes - SSCI - Distributeurs

La gamme de micro-ordinateurs présente au Siseb et produite industriellement dans nos usines nous autorise des objectifs ambitieux : pour les atteindre nous allons engager quelques commerciaux expérimentés pour leur confier la responsabilité d'un segment de marché. Les candidats auront déjà de solides compétences en micro professionnelle et l'expérience de la vente par grands marchés.

28 ans minimum

Base : Région Parisienne.

Chef de département "terminaux spécialisés"

Ref. 1384

Il aura pour mission l'étude et la conclusion de grands marchés dans le domaine des terminaux spécialisés. Son rôle à la fois commercial, technique et de gestion comportera l'animation d'une équipe, la conduite de négociations et la responsabilité d'un centre de profit.

* Pour informations complémentaires immédiates et organisation d'un rendez-vous rapproché, appelez le Service "Information Carrière" au 763.11.15, de 9 h à 18 h, en précisant la référence.

Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris

La Division Electricité et Nucléaire, 16 000 personnes, 6 Milliards de CA dont près de 50% à l'étranger, est spécialisée en installations électriques et automatisées industrielles.

Notre réussite repose principalement sur l'esprit de chef d'entreprise qui anime nos ingénieurs. Poursuivre dans cette voie est notre objectif. Pour cela, il nous faut préparer l'avenir en intégrant et en formant de

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

en Electrotechnique, Electromécanique

Diplôme d'une grande école (E.S.E., I.E.G., ENSEIHT, ENSEM, SUDRIA ou équivalent). Vous vous formerez à PARIS ou en PROVINCE, à tous les aspects de l'entreprise, pour devenir un INGENIEUR D'AFFAIRES à fort potentiel. C'est-à-dire qu'à la maîtrise du terrain et aux techniques de management des hommes, vous ajouterez celle de la négociation d'affaires. Vous serez alors un vrai chef d'entreprise pour participer à la direction de la nôtre.

Voilà ce que vous propose l'une des plus grandes entreprises françaises. Vos horizons : tout notre organisme à l'échelle mondiale.

Bien sûr, vous pratiquerez l'Anglais et peut-être une autre langue.

Si cette proposition vous intéresse : adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions) sous réf. 83 61 33 M à SPIE BATTIGNOLLES, Division Electricité et Nucléaire, DP GR4, 202 av. de Clichy 92111 Clichy Cedex.

Spie Baignolles

مكتبة الأمل

هكذا من الاجل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Notre politique reste la même: mettre en œuvre les outils les plus performants et demeurer à la pointe d'un secteur ou nous réussissons: l'aéronautique.

Notre informatique est à la hauteur. Nous lui confions de nouveaux objectifs: améliorer encore notre gestion.

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES, MIAGE, DEA...

formés à nos méthodes, débutants ou possédant déjà une première expérience, ils évolueront dans un environnement PLI, IMS, DLI, en prenant la responsabilité entière ou partielle de différentes applications de gestion (personnel, production, commercial, qualité...).

ANALYSTES-
PROGRAMMEURS
BTS, DUT...

Débutants ou ayant une première expérience PLI, IMS, DLI.
Dans un environnement de plus formateurs, ils prendront une part active à des programmes très variés.
Les postes que nous proposons, sur des projets aussi divers qu'ambitieux, assureront une forte plus-value à votre potentiel.

Pour notre réussite, et la vôtre, nous vous faisons confiance.

Adressez votre candidature sous réf. DCI/02 (CV et lettre manuscrite) à AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION, DPRS - 78, quai Carnot, 92210 SAINT-CLOUD.

REUSSIR SON ENVOL



AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

HAVAS CONTACT

GenRad Démarrez notre activité CAO...

Leader du test automatique lance son activité CAO appliquée à la simulation des circuits intégrés, dans le cadre de la gestion intégrée de la qualité.
Pour cela nous recherchons un ingénieur électronicien intéressé par l'introduction sur le marché français d'un produit correspondant à une activité en pleine expansion.
Vous êtes incontestablement l'...

Ingénieur Commercial

que nous recherchons, si, ingénieur de formation type SUPELEC... mais issu d'une formation électronique vous avez soit :
une première expérience de la vente logiciels CAO soit :
si vous avez acquis une première expérience dans les simulateurs d'étude en électronique ou dans l'étude de circuits intégrés.
Après un stage de formation en Californie vous démarrerez notre nouvelle activité en liaison avec notre centre d'études américain.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 825 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181, Av. Ch. de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine.



ALPHA-CDI

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75008 PARIS - Tél. (1) 878.52.02.
206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 362.08.33.

Responsable informatique

Proche province Nord Paris

Filiale d'un groupe français de premier plan, une société comportant deux établissements dont l'un de 1 500 personnes, recherche le responsable de son centre informatique situé dans sa principale usine. Dépendant du directeur de celle-ci et assisté d'une vingtaine de personnes, il assurera l'exploitation d'un Bull DPS7/45. Dans le cadre d'une réorganisation des structures de la société, il sera responsable du développement des nouvelles applications (notamment en matière de communications avec les autres centres informatiques du groupe) dans le domaine de la production, logistique, maintenance, gestion du personnel, calcul scientifique, etc. et de la maintenance des applications existantes. Agé d'au moins 30 ans, informaticien de formation, il sera rompu aux techniques informatiques et aura occupé des fonctions similaires en milieu industriel. Ecrire à Yves Blanchon à Paris. Réf. M 9372.
Discretion totale assurée.

TEKSEC AIRTRONIC

Société Française à vocation internationale, spécialiste dans la fabrication et la distribution de matériel électronique professionnel (850 personnes, C.A. 52.450 MF) recherche

JURISTE D'AFFAIRES (I.E.P. ou maîtrise droit privé)

Le développement de nos activités, l'accroissement régulier de notre chiffre d'affaires nous conduisent aujourd'hui à la création de ce poste.
Rattaché à notre Direction Générale, ce collaborateur sera chargé de prendre en charge l'élaboration et le contrôle de nos contrats industriels et commerciaux (fournisseurs étrangers et français, clients secteurs public et privé), ainsi que les contrats liés à nos services généraux.
L'extension que nous souhaitons donner aux fonctions et aux responsabilités de ce collaborateur sera d'autant plus rapide que celui-ci pourra faire état d'une première expérience similaire de 2 à 3 ans.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. LM/429 à Mademoiselle GAROND - TEKSEC AIRTRONIC - Cité des Bruyères - 1, rue Cécile Vernet - 92310 SEVERES.

IMPORTANT ORGANISME A DIMENSION NATIONALE recherche pour PARIS

ANALYSTES

Formation DUT, MIAGE ou équivalent

Expérience minimum 3 ans sur gros ou moyens systèmes

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau souhaité BAC + 2

Expérience minimum 2 ans.

Nos moyens informatiques sont divers : BURROUGHS B6807, IBM 38, BULL MINI 6, MICRO-ORDINATEURS.
La connaissance d'une méthode d'analyse et d'un de ces matériels serait très appréciée.

Adressez C.V. avec photo (restituée) et prétentions sous réf. 79616 à CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société de pointe en Télématique Française ayant de très importantes perspectives de développement sur la prochaine décennie (CA 3 Milliards - 7.500 personnes) recherche

pour participer à des projets utilisant les techniques de l'informatique et des Télécommunications

INGENIEURS DEBUTANTS ou ayant 1/2 ans d'expérience

Formation : ENST, SUPELEC, CENTRALE, SUPAERO, ENSAM, ENSIMAG, ENSEEH (option informatique), ICAM, ECAM, IDN, ENSI, ISEP, Licence, MIAGE ou DEA d'Informatique, Ecole Supérieure de Chimie de Nancy, Toulouse, Rouen.

Lieux de travail desservis par RER :
- proche Banlieue Sud,
- ou 40 km Sud-Ouest de PARIS.

Adressez C.V. détaillé + photo, sous référence DN 39 à

CGS CARRIERES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS



TO7

LE MICRO-ORDINATEUR
POUR TOUTE LA FAMILLE

INGÉNIEURS LOGICIELS, À VOUS DE JOUER...

Le TO7 de THOMSON: premier-né d'une nouvelle génération de micro-ordinateurs... et déjà un grand succès commercial.
Face à ce constat de réussite, nous renforçons nos équipes. A vous de jouer...

RESPONSABLE DE PROJETS "JEUX"


Issu d'une Grande École ou titulaire d'un DEA, vous possédez une solide formation en INFORMATIQUE-ÉLECTRONIQUE. Vous avez 28/30 ans dont 5 années d'expérience acquises ou non en micro-informatique, en qualité de Chef de Projet de préférence.
Responsable technique de projets auxquels vous participez, vous êtes gestionnaire de leur développement, rendez compte de leur avancement. Cette mission d'encadrement et d'organisation comporte aussi une part importante d'activités relationnelles auprès des sous-traitants, partenaires éditeurs et auteurs dont vous serez appelé à superviser, voire contrôler et tester les réalisations.
Motivé, attiré par ce domaine où la technologie évolue très vite, vous êtes diplomate et très à l'aise dans les contacts à tous niveaux. Vous maîtrisez l'ANGLAIS. (Réf. 103).

INGÉNIEUR DE PROJETS

Ingénieur ou de formation équivalente, mais spécialisé en INFORMATIQUE, vous avez 26/28 ans et environ 2 ans d'expérience. Vous connaissez les logiciels de base ou les systèmes d'exploitation utilitaires ou le soft de base Télécom.
Vous participerez aux projets de conception et réalisation d'utilitaires et de logiciels, d'aide à la création pour notre TO7 et pour les nouvelles générations à venir. La connaissance de langages évolués, comme PASCAL, LOGO, etc., serait un atout supplémentaire. Ce poste est, bien sûr, appelé à une évolution vers une fonction de CHEF DE PROJET. (Réf. 104).

Pour un premier contact, adressez C.V. photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil: ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC



Pour la GESTION INFORMATISEE DE LA PRODUCTION INGENIEUR METHODES

Illes devront :

- définir les outils de gestion nécessaires à l'activité montage en série des moteurs
- participer à l'étude et à la mise en place des nouveaux systèmes informatiques.

Nous recherchons à ces postes des Ingénieurs diplômés, ayant quelques années d'expérience en Informatique de Gestion en milieu industriel.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail : VILLAROCHE près de Melun (77).

Merci d'adresser votre lettre + CV et prétentions à SNECMA Département Encadrement 2, boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15, sous réf. LM 123.

SOCIÉTÉ NATIONALE
(12.500 PERSONNES DONT
1.550 CADRES).

Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental. Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un Groupe puissant. Le GROUPE SNECMA entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune cadre technico-commercial

Groupe chimique de dimension mondiale, nous recherchons pour notre filiale en France, C.A. : 1,7 milliard de francs, un **jeune cadre technico-commercial**.

Basé à Clamart (92), cet homme de contacts aura la responsabilité d'une importante ligne de produits auprès de la clientèle française existante et potentielle. Il devra faire preuve de talents de négociateur, tant avec les clients qu'avec les divisions britanniques. Il assurera également le support technique.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce ou Grande Ecole de Chimie, il aura, de préférence, 2 à 3 ans d'expérience.

Une excellente connaissance de la langue et de la culture anglaises est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 269 à **ICI FRANCE** - Service du Personnel - 8, avenue Réaumur - 92140 CLAMART.

ingénieurs

ESE, ECP, ENST, ENSEEIHT, ISEN, ISEP, IDN...
CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS

Responsables de la création de circuits intégrés analogiques et digitaux. Ils auront à élaborer les schémas en collaboration avec les Ingénieurs Systèmes, vérifier leur validité à l'aide de programmes C.A.O., assurer la testabilité du circuit, définir la topologie des masques en utilisant les outils informatiques correspondants, participer aux essais et applications.

Écrire à **l'ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT** - Direction Technique - 55 Quai Carnot, 92214 SAINT-CLOUD.

NCR Un des premiers constructeurs mondiaux de systèmes informatiques, C.A. global \$ 3,5 milliards, 63000 personnes dont près de 1 milliard de Frs et 1700 personnes en France

Juriste d'affaires

Rattaché à la Direction Générale pour agir en qualité de conseil auprès des différentes directions de la Société.

Assurer toutes les fonctions inhérentes à cette mission - recouvrement à haut niveau - établissement contrat vente et location - brevets et marques - publicité.

Expérience de 5 ans minimum acquise dans le service juridique d'une société multinationale.

Bonnes connaissances du secteur informatique exigées.

Docteur en droit spécialisation droit des affaires. Parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Excellent sens des affaires et de la négociation. Rémunération élevée liée à l'acquisition professionnelle du candidat.

Écrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23013 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michéls - 92522 Neuilly

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

european sales engineer
POLYMÈRES POUR ENCRE ET PEINTURES
200.000 +

Un IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL AMÉRICAIN, leader sur ses marchés dans le domaine Grand Public, fortement engagé depuis quelques années dans le développement mondial de sa branche **SPECIALITES CHIMIQUES** recherche, pour compléter son équipe européenne, un **RESPONSABLE des PAYS d'EUROPE LATINE**.

Reportant à la **DIRECTION EUROPÉENNE** basée aux Pays-Bas, il aura pour mission de promouvoir et vendre des polymères de haute technicité principalement destinés aux **INDUSTRIES des ENCRE, VERNIS et PEINTURES**. S'appuyant sur des Services de Recherche et Développement très efficaces, il assistera les utilisateurs dans la résolution de leurs problèmes de **FORMULATION** et sera le pivot de la communication entre le groupe et ses clients. Il contribuera, sur son territoire, à identifier les marchés potentiels auxquels les technologies du groupe peuvent répondre.

Ce poste impliquant une grande autonomie et offrant de larges possibilités de carrière dans une activité en forte croissance contiendrait à un **INGÉNIEUR CHIMISTE** ayant quelques années d'expérience professionnelle lui ayant permis d'approcher les problèmes de formulation des encres d'imprimerie ou des peintures et souhaitant s'orienter vers le **TECHNICO-COMMERCIAL**. De langue française (mais parlant couramment l'ANGLAIS et connaissant de préférence d'autres langues européennes) il résidera en France et sera appelé à de fréquents déplacements.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2.733 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

ELECTRONIQUE

Chef de projets confirmé

Couvertures et liaisons aériennes, surveillance électronique et données numériques forment l'ensemble des techniques très sophistiquées que notre département "Affaires et Secteurs" conçoit et fournit. Nous recherchons un

Ingénieur électronicien
Grande Ecole

Au sein du service Equipement Exploitation vous aurez la responsabilité complète des projets qui vous seront confiés. Vous animerez et coordonnerez de petites équipes d'ingénieurs et techniciens.

Nous souhaitons que vous ayez acquis au cours d'une première expérience professionnelle d'au moins 5 ans des connaissances dans l'un des domaines suivants :

systèmes logiques, analogiques, commutation à base de microprocesseurs, télécommunication.

Les possibilités d'évolution ainsi que les nombreux avantages liés à la taille de notre groupe (un des tout premiers mondiaux) rendent cette fonction particulièrement attrayante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous Référence 527 à **CURRICULUM**
26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS qui transmettra.

TEGAL T.M.
CORPORATION

souhaitant développer ses activités en Europe et structurer son service clientèle, recherche pour son antenne en France

A PARIS :

INGENIEUR SUPPORT PROCÉDE

Il sera rattaché au Directeur Général de TEGAL Europe.

Ayant une connaissance des équipements Tegal, il en coordonnera les installations chez nos clients et assurera le support technique ainsi que le contrôle continu du processus.

Le candidat recherché devra faire preuve d'une grande autonomie.

Formation : **INGÉNIEUR CHIMISTE OU PHYSICIEN**
ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Au moins deux ans d'expérience en Wafer Processing, avec spécialités recherchées en photolithographie / masking / gravure sèche.

A NANTES :

TECHNICIEN SUPERIEUR

Responsable de la maintenance préventive et du suivi des équipements Tegal chez nos clients, il devra pouvoir travailler avec un minimum d'encadrement, et être capable d'organiser la formation du personnel travaillant sur ces équipements.

Formation : **D.U.T. ELECTRONIQUE**
ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Expérience minimum de deux ans en maintenance wafer processing / photolithographie.

Pour ces deux postes une formation de 4 à 6 semaines prévue aux U.S.A. Voiture de fonction, rémunération motivante.

Adresser CV, photo à J.J. LETANG - Motorola - B.P. 1029
31023 TOULOUSE CEDEX

Cadre fiscaliste
ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE

Nous sommes une importante société, branche alimentation et recherches pour notre Siège à Paris, un cadre fiscaliste, attaché à la Direction Financière.

La personne que nous recherchons possèdera une bonne formation comptable, fiscale et juridique. Elle aura déjà acquis des connaissances en droit des sociétés et assurances.

Le poste est à pourvoir rapidement et offre des perspectives d'évolution. Une expérience de quelques années dans une fonction similaire est souhaitée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 7789 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

responsable des approvisionnements

Notre société conçoit et réalise des équipements électroniques de pointe. Elle recherche le **CHEF DE SES APPROVISIONNEMENTS**. Son domaine de responsabilités couvrira :

- les achats,
- la politique de sous traitance,
- la gestion des stocks.

Il encadrera une équipe de 20 personnes.

Ingénieur grande école.

Le candidat aura l'expérience de la fonction dans le secteur de l'électronique. Le poste est à pourvoir en **PROCHE BANLIEUE PARISIENNE**.

Écrire avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 79377 à

CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 q.tr.

Société de constructions mécaniques Paris Sud

Filiale Groupe Multinational
recherche pour son Service INFORMATIQUE en pleine évolution, équipé d'un 64 DPS/6 et d'un DPS/7/55 - desservant 60 terminaux sous GCOS et TDS :

1 ANALYSTE

Responsable de l'application de Gestion de Production sous le contrôle du Responsable du Développement, nous lui confierons progressivement le suivi et l'animation de l'application de Gestion de Production. Ce poste requiert de bonnes connaissances en gestion de production et une solide expérience de GCOS et TDS. (La connaissance du progiciel IMS (CII - H.B.) sera très appréciée). **Ref. A.**

2 ANALYSTES - PROGRAMMEURS

Expérimentés en COBOL sous GCOS et TDS (2 ans minimum). Ils réaliseront des développements sur des applications essentiellement transactionnelles (Gestion de Production et Comptabilité). La connaissance des Progiciels IMS et COGEB (CII - H.B.) sera un atout supplémentaire. **Ref. B.**

1 PROGRAMMEUR COBOL

Ayant acquis une première expérience COBOL d'environ 1 an (de préférence sous GCOS), sa formation aux techniques transactionnelles sera assurée. **Ref. C.**

Ces postes se situent dans un contexte jeune et évolutif, offrant une activité riche d'enseignements.

Envoyer C.V., prétentions, photos, en précisant la référence du poste choisi sous N° 8940 à **PARFRANCE ANNONCES** - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

مكتبة من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

message N°1

Dans ce message, le premier de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à l'attention des hommes et des femmes qui deviennent un jour candidats, les règles du jeu du marché de l'emploi et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur carrière.

Les conseils en recrutement, adhérents de Syntec s'engagent à l'égard des hommes et des femmes qui leur font confiance

Professionnels du recrutement, nous avons clairement défini notre attitude de travail envers nos partenaires, entreprises et candidats, dans le «Code d'Éthique Professionnelle des Conseils en Recrutement». Ce document, largement diffusé dans la presse, est affiché dans les bureaux des sociétés adhérentes de SYNTEC-RECRUTEMENT.

Ce code nous engage et vous protège dès l'instant que vous vous mettez en rapport avec nous pour présenter votre candidature.

Pour vous, deux conséquences du respect de cet engagement sont fondamentales :

Le respect de votre liberté

Votre candidature vous appartient. Votre démarche, votre identité, les faits vous concernant ne seront communiqués à qui que ce soit qu'avec votre accord. Il vous appartient d'expliquer ce que vous recherchez. Il vous appartient de juger de l'intérêt du poste proposé. Il vous appartient de maintenir ou non votre candidature.

Le respect de vos intérêts

Notre conseil vous est acquis. Nous devons à l'entreprise une information objective et vérifiable sur votre candidature : nous vous la donnons de même sur l'entreprise. Sachez nous consulter. Nous donnons notre avis à l'entreprise ; nous vous le donnons : - sur l'adéquation entre le poste offert et celui que vous cherchez, - sur la valeur relative de votre candidature, - sur le déroulement de votre parcours professionnel.

Les consultants des cabinets conseils en recrutement, adhérents de SYNTEC, par leur formation, leur expérience de la vie en entreprise, leur perfectionnement régulier aux techniques et méthodes de recrutement, sont pour vous des partenaires dignes de confiance.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Prochain message : l'annonce, un message professionnel

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement 3 rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre Tio S.A., Algou, Aviso Conseil, Bernard Juhiet Paycom, Chantal Baudron S.A., Cifas, Cog Hebert Conseil, Cor, C.P.A., Développement Egor, Estep, Euresquip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefop, Sele-Cagos, Sema Selection, Serifo, Sirca, Soderhu.

Programmes ARIANE

Ingénieurs

Dans le cadre des programmes ARIANE, le Centre National d'Études Spatiales recrute pour sa Direction des Lancements à Evry (91) de jeunes ingénieurs.

Dans le domaine de la PROPULSION, vous avez acquis une formation grande école avec éventuellement quelques années d'expérience.

Nous vous confierons une activité de type «travail de projet» ou «suivi technique» (moteurs ou accessoires).

Pour ce poste, le goût du travail en équipe ainsi qu'une personnalité suffisamment affirmée pour les contacts industriels constituent des atouts importants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., sous réf. M/27 à Monsieur le Chef du Département Personnel, CNES - Direction des Lancements - Immeuble Hélio - Rue Charles Baudelaire - 91000 EVRY.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES



Le Crédit Mutuel d'Île de France

recrute

Responsables d'Agence

Ils auront pour mission au sein de leur agence le développement commercial, l'animation de l'équipe, la gestion administrative et comptable.

Ils doivent pouvoir justifier d'une réussite dans un poste similaire ou de Second d'Agence.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en précisant la référence 72 à Any ASTIC - Direction des Relations Humaines et Sociales - Crédit Mutuel d'Île de France - 19, cité Voltaire - 75541 PARIS cedex 11.

Banque recherche Responsable des Moyens Généraux

(cadre classe V)

Mission : avec l'aide d'une équipe d'une dizaine de personnes il assurera les responsabilités : - d'implantations, de suivi et d'entretien des locaux - de gestion des matériels - d'achats et de relations avec les fournisseurs.

Il participera en outre : - à la définition de la politique sur les achats et les problèmes d'intendance - à la gestion des dossiers d'assurances en liaison avec la division juridique et contentieuse.

Profil : 30 ans minimum, niveau étude supérieure souhaité, expérience similaire indispensable, qualité d'encadrement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5789 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

Nous sommes une filiale performante d'un groupe renommé pour ses techniques de pointe. Notre développement soutenu (30 % annuels) nous conduit à vous confier le suivi de projets électroniques.

Télématique : du projet aux produits, soyez notre coordonnateur

Vous prendrez en charge, dès leur définition par le marketing, la coordination des études et de l'industrialisation des produits nouveaux jusqu'à leur mise en fabrication grandes séries.

L'assurance du respect des coûts, des délais et de la qualité constitue l'élément essentiel de la mission. Celle-ci fait appel à vos facultés de contacts, de méthode et de gestion, mais aussi à vos connaissances en électronique, confirmées par une expérience en industrialisation et/ou Méthodes, ou bien encore de chef de projet.

Notre équipe jeune allie professionnalisme et qualité des relations.

Le poste est à pourvoir dans une ville de l'Ouest au cadre de vie particulièrement agréable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 8/CPE/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SERETE (800 personnes) est l'une des plus importantes sociétés françaises d'ingénierie. La haute technicité de ses services lui permet d'occuper une place de premier plan en automatique et informatique industrielle. Nous recherchons pour notre développement :

Jeunes ingénieurs automatismes et informatique industrielle

Vous participerez aux études de conception, définition d'architecture, et à la mise en œuvre des matériels et logiciels dans le cadre de grands projets pluridisciplinaires de réalisation d'unités industrielles, de laboratoires d'essais, de contrôle-commandes de machines spécialisées. Vous êtes jeune ingénieur de formation informatique industrielle. Vous avez une première expérience d'utilisation d'automates programmables et de mini ou micro-ordinateurs (réf. 52 M1).

La diversité des secteurs d'activité de SERETE offre de réelles opportunités de carrière à des jeunes candidats de valeur. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. choisie à SERETE, Service Recrutement, 86, rue Régnauld, 75640 Paris Cedex 13.



Jeunes ingénieurs génie-mécanique mécatronique

Au sein de notre service Mécanique et Logistique (Mécatronique), vous participerez aux études de conception (définitions fonctionnelles des systèmes mécanisés, études cinématiques et dynamiques, choix des composants...). Vous réaliserez le suivi du montage, la mise en exploitation et la vérification des performances dynamiques de ces systèmes. Vous êtes ingénieur de formation génie-mécanique. Vous avez une spécialisation en automatique. Une première expérience en CAO sera appréciée. (réf. 18 M1).

La diversité des secteurs d'activité de SERETE offre de réelles opportunités de carrière à des jeunes candidats de valeur. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. choisie à SERETE, Service Recrutement, 86, rue Régnauld, 75640 Paris Cedex 13.

CHEF COMPTABLE

BANLIEUE SUD-EST (50 km de Paris)

Filiale d'un important groupe étranger, nous commercialisons en France et à l'export du matériel agricole et nous recherchons d'urgence :

CHEF COMPTABLE H.F. excellent fiscaliste - 200.000 +

Le candidat recherché devra diriger en toute autonomie une équipe de 10 personnes, il devra assurer toutes les déclarations sociales et fiscales, il devra posséder une excellente maîtrise de l'outil informatique et devra également avoir de très bonnes connaissances juridiques pour assister la Direction Générale sur le plan social et celui des affaires.

Ce poste s'adresse à un excellent technicien de la comptabilité et du droit (niveau D.E.C.S. minimum) très au courant du traitement informatique, ayant le sens du management, de l'organisation et de la diplomatie, ayant déjà exercé des fonctions équivalentes.

Une disponibilité immédiate serait appréciée.

Si ce poste vous intéresse, envoyez rapidement à notre Conseil une lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous la référence 141/M.



JB SENTIS CONSULTANTS

6, rue Sautinier 75009 PARIS

Vous voulez passer vos annonces dans

EMPLOIS CADRES

Adressez-vous au à nos guichets, ou par courrier, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

et à

RÉGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS Téléphone : 296-15-01

SERETE (800 personnes) est l'une des premières sociétés françaises d'ingénierie. Son haut niveau de technicité et l'action de ses Directions Régionales lui permettent de présenter à ses clients l'ensemble des services nécessaires à la réalisation de leurs projets d'investissement. Nos Directions Régionales consolident leur développement. Elles recherchent :

Ingénieurs de projets industriels

• Lille • Nancy

Vous participerez à l'action technico-commerciale nécessaire à l'obtention des affaires. Vous prendrez en charge les projets et en assurerez la totale réalisation en coordonnant les différents spécialistes jusqu'à la réception par le client. Votre expérience dans le domaine de l'ingénierie ou des bureaux d'études sur des projets industriels vous a rendu familier avec les problèmes de conception d'usines, des installations d'utilités et d'équipements. Ces postes sont basés dans nos établissements régionaux de Lille (réf. 83-39) et Nancy (réf. 83-40).

La diversité des secteurs d'activité de SERETE offre de réelles opportunités de carrière à des candidats de valeur. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. choisie à SERETE, Service Recrutement, 86, rue Régnauld, 75640 Paris Cedex 13.



Coordinateurs études et travaux

• Nancy

Au sein de notre équipe régionale basée à Nancy, vous participerez à la réalisation des études tout corps d'état et vous assurerez le suivi et la coordination des travaux. Vous êtes de formation technique. Vous avez travaillé quelques années en bureau d'études avant de prendre en charge un poste de coordinateur d'études et travaux sur des projets génie-civil de logements, bâtiments sociaux, usines... Vous disposez maintenant de 5 à 10 ans d'expérience dans la fonction. Votre activité professionnelle vous a permis d'acquies une bonne connaissance des entreprises implantées dans l'Est de la France. (réf. 83-50).



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Cincom Systems

Leader des constructeurs de logiciels, implanté dans 40 pays, comptant 900 personnes, 70 millions de dollars de chiffre d'affaires prévus en 1983, 12 000 produits installés dans le monde dont plus de 600 en France.

RECHERCHE DES SPECIALISTES SYSTEME IBM

(180-240 000 F selon expérience).
Très bonne connaissance des matériels et logiciels IBM (DOS/VSE et/ou VS1/MVS) et de l'Assembleur IBM.
Connaissance approfondie des procédures d'exploitation sous IBM et de CICS/VS.

DES INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT SUR SYSTEME BULL

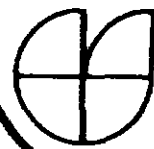
(180-240 000 F selon expérience) ayant une bonne connaissance de l'environnement DFS7 et/ou Mini 6

DES INGENIEURS TECHNICO- COMMERCIAUX

ayant une bonne expérience en logiciels-systèmes ou en logiciels d'application.
Connaissances système DB/DC appréciées.
Goût du contact humain indispensable.

Ces postes sont à pourvoir à Paris.
Une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et prétentions à Cincom Systems
110 des Mariniers - 208, rue Raymond Losserand 75680 Paris Cedex 14. Tél. : 545.67.79.



Importante société d'ingénierie intervenant dans le domaine électro-nucléaire recherche

Spécialistes en essais non-destructifs

Ingenieur Recherche et Développement

Il prendra en charge au sein d'une équipe la définition, la conduite et l'application industrielle des résultats de programmes de recherche dans le domaine des END. Ce poste intéresse un ingénieur ayant une expérience minimum de 3 ans en END dans des activités du type laboratoire ou méthodes de contrôle. Anglais lu et écrit souhaité.

Ingenieur Expertise Méthodes

Il participera au sein d'une équipe de spécialistes en END à des activités d'expertise, de conseil, de vérification de documents, de surveillance de sous-traitants.
Ce poste intéresse un ingénieur ou un autodidacte confirmé ayant une expérience minimum de 4 ans en END dans des activités de contrôle fabrication, méthodes de contrôle appliquées à la chaudronnerie, la soudure, la fonderie.

Lieu de travail : Paris-La Défense.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + prétentions, sous réf. 6451 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System.
104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

MEDIA SYSTEM

Rejoignez nos services titres et bourse !

Cadres confirmés

Important groupe bancaire, recherche des cadres ayant 5 à 15 ans d'expérience professionnelle pour compléter les structures d'encadrement de ses secteurs : titres et bourse (France et Etranger).

Lieu de travail : Paris 2ème

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2674/M à



9 Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

Vous avez 2 ans d'expérience dans un cabinet d'Audit.

Vous êtes de formation H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO., S.C.P.O.
Vous pratiquez deux langues étrangères dont l'anglais obligatoirement.
Vous souhaitez trouver un nouveau champ d'action qui vous permette de construire une carrière dans une entreprise française internationale.

L'ORÉAL

vous propose dans un premier temps de vous associer à sa jeune équipe d'auditeurs internes basée à Paris.

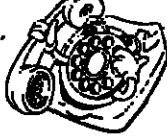
Vous intervenez alors sur les 5 continents dans tous les domaines de l'entreprise : marketing, commerce, industrie, finance, ...
La connaissance des réalités économiques et humaines des affaires permettra votre évolution professionnelle prévue dans un deuxième temps vers les secteurs d'activités les mieux adaptés à vos capacités.

Si vous souhaitez connaître davantage L'ORÉAL et l'audit opérationnel tel que nous le pratiquons, vous pouvez écrire à : L'ORÉAL, Direction des Ressources Humaines, réf. 839, 41 rue Marthe, 92117 Clichy Cedex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

Étudiants, étudiantes.

UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles avec vos études
- rémunération élevée



Téléphoner au : 16 (1)
346.12.15

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
REGIONAL
recherche pour DUON

UN ANALYSTE FINANCIER

HEC, ESSEC ou équivalent, débutant ou disposant d'une première expérience.

Celui-ci sera chargé des diagnostics, de la négociation et de l'étude de différents types de concours financiers (participat, long terme, moyen terme, etc.) ainsi que du suivi et du contrôle de la clientèle.

Plan de formation sur 2 ans.
Déplacements limitrophes fréquents.

Poste à pourvoir au sein d'une équipe dynamique disposant d'importants appuis logistiques.

Merci d'adresser votre CV, en indiquant votre dernière rémunération annuelle s/rét. 988
Discrétion assurée.

Cabinet Claude JOUBIN
62, avenue de Wagram
75017 PARIS



LUCHAIRE S.A.

Division armement
Recherche pour son service
« COMPOSANTS DE MISSILES »

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

(Ingénieur mécanicien ou électro-mécanicien ENI, ESTACA, université Compiegne ou équivalent).

Le candidat aura la responsabilité du développement et de l'industrialisation de sous-ensembles sophistiqués, en s'attachant particulièrement aux impératifs d'assurance-qualité liés à cette activité.

Une expérience de quelques années dans une fonction similaire, en production pièces mécaniques petites et moyennes séries est indispensable.
La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée.

Des déplacements assez fréquents, tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à :

LUCHAIRE S.A.
Division Armement
Service composants de Missiles
171, boulevard Haussmann
75382 PARIS Cedex 02



Le numéro un des fabricants de semi-conducteurs

recherche pour son service développement Europe, plus particulièrement pour son centre de TOULOUSE

CHEF DE PROJET

Rattaché au Chef de Département, il aura la responsabilité d'un groupe de 5 à 7 analystes / programmeurs.
Il aura pour mission l'installation et le support d'application type production.

De formation supérieure, ingénieur ou équivalent, il justifiera de 5 ans d'expérience dans ce domaine, ainsi que dans l'encadrement d'une équipe.

Connaissance en COBOL/IMS/TSO, SPF souhaitée ainsi qu'en matériel IBM.
De fréquents contacts avec les autres unités Motorola Europe et Etats Unis exigent la pratique de l'anglais courant.

Adresser CV + photo à J.J. LETANG
MOTOROLA S.A. B.P. 1029
31023 TOULOUSE CEDEX

MOTOROLA

Jeune Ingénieur Organisation

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de l'organisation en Cabinet ou en entreprise.

Vous souhaitez maintenant développer votre professionnalisme dans un Groupe en fort développement où l'organisation tient une place prépondérante : c'est ce que vous propose le GROUPE BSN.

La politique de décentralisation appliquée dans le Groupe donne une autonomie de gestion complète au Département Flacommage - 400 MF de CA, 1200 personnes, emballages en verre pour la pharmacie, la parfumerie et l'alimentaire.

En tant qu'ingénieur organisation-formation, vous participerez activement à l'évolution de ce Département. Vous contribuerez à son développement technique, humain et économique en consultant les différentes Directions dans la réflexion et la mise en œuvre des changements d'organisation et de structure. Convaincu que ces changements passent par les hommes, vous mettez en place une politique active de formation et de participation du personnel.

La réussite dans ce poste vous permettra d'accéder rapidement à la responsabilité du Service Organisation-Formation du Département.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F24 M en précisant rémunération annuelle à BSN
Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolbiac - 75381 Paris Cedex 02.

HELIOS STRECO DURANDO

Membre d'Arthur Young International,
recherche

Experts comptables OU Mémorialistes

pour plusieurs de ses bureaux en Afrique :

ABIDJAN
DAKAR
LIBREVILLE
POINTE-NOIRE

Nous recherchons des candidats ayant une personnalité affirmée, capables d'exercer un métier exigeant, requérant un grand esprit d'initiative.
De formation supérieure, ils auront une expérience de plusieurs années en cabinet.

Nous leur proposons :

- le statut d'expatrié comportant une rémunération élevée, allant de 320 000 à 450 000 F, des avantages en nature et des congés annuels de 2 mois en France ;
- le cadre de travail stimulant d'un cabinet international d'Audit et de Conseil ;
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités pouvant conduire à l'association ;
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner plus d'informations sur les postes proposés et sur votre plan de carrière.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre sous référence LM/10 à G. HOLTZER - HELIOS STRECO DURANDO - 7, rue de Chaillot - 75116 PARIS.

Jeune Ingénieur Futur Chef de Projet Informatique

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES offre à un ingénieur débutant une très intéressante opportunité de formation et la possibilité d'assumer rapidement des responsabilités à la mesure des compétences acquises au sein d'une équipe informatique jeune, performante et utilisant des techniques de pointe.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, il aura d'excellentes capacités de communication et il aura prouvé son ouverture aux problèmes de gestion par une formation complémentaire (type IAE) ou par des stages dans ce domaine.

Un début d'expérience professionnelle serait un atout supplémentaire pour ce poste.

Il participera à des projets pouvant concerner tous les domaines de l'entreprise : gestion, production, marketing.

Large perspectives de carrière dans le domaine de la gestion dans la Société ou au sein du Groupe BSN. Poste à PARIS.

Écrire sous référence BU 151 C à ETAP.



4 rue Massonnet 75016 Paris



VOUS ETES ? BON ELECTRONICIEN FAN D'INFORMATIQUE

Vous candidatez pour nos offres :
Pour services applications et support technique, mes. et micro-informat. industrielle sur matériels de techn. avancées.
PORTE PROPOSITION POSSIBLE
Env. CV + photo + prés. à :

Eurotron
34, av. Léon-Journaux Z.I.
92167 ANTONY CEDEX
Tél. : 698-10-59

Centre de Formation (96)
recherche

INFORMATICIEN (NE)
COMPTABILISTE
ou UNIVERSITAIRE

(Mécanique et Informatique) - expérience de l'enseignement souhaitée pour emploi d'enseignement.

Tél. 387-34-22
M. DANIEAU ou M. ROBERT.

HP 1000

CEROI RECHERCHE
INGENIEUR TEMPS REEL

124, Rue Camille
Tél. 542-90-73 et 527-61-55.

DÉPARTEMENT DE LA
SEINE-SAINT-DENIS

recherche

Pour son service
du Personnel :

1 ATTACHE

- Expérience de la fonction
publique ou d'une collabo-
ration locale dans un service
du personnel responsable.

Adresser C.V. à Monsieur
le Directeur Général
des services Départementaux
Hôtels de Département
124, Rue Camille,
93008 - BOBIGNY Cedex.

Jeune Ingénieur

5521 من الاول

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BERTIN & Cie
Notre Division **ENERGETIQUE** recherche un
INGENIEUR GRANDE ECOLE
X, ECP, MINES, ESE
1^{ère} expérience appréciée
pour développer ses activités dans les domaines suivants :
• Utilisation rationnelle de l'énergie (Bâtiment, Industrie, Transport)
• Procédés nouveaux mettant en œuvre la thermique, la thermodynamique et la combustion.
Ce poste est à pourvoir dans la banlieue Ouest Région Parisienne.
Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 875 à :
Christian LEMAIGNAN
3 IN - CONSEILS ASSOCIES
19, rue Blanche 75009 PARIS.



THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC
CHEF DE PROJET

LE CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE (120 personnes) de THOMSON Branche Grand Public met en œuvre un IBM 3033 sous OS (MVS, IMS, DLI), 350 terminaux et 12 ordinateurs répartis.
Nous souhaitons confier à un CHEF DE PROJET (formation École d'INGÉNIEURS ou ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR) la responsabilité :
• du développement de projets de gestion en temps réel.
• d'un domaine cohérent d'applications.
• de la supervision d'analystes et de programmeurs.
Nous vous offrons :
• l'utilisation des plus récents outils de développement.
• un support technique et une formation efficaces.
• l'ambiance dynamique de la distribution moderne de produits de qualité.
En résumé, un poste résolument évolutif au sein du Groupe. Lieu de travail : Saint-Cloud - 92.
Pour un premier contact, adressez C.V., photo et prétentions, sous réf. 102, à :
ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

Information/communication
filiale en forte expansion
d'une importante mutuelle
recherche pour PARIS afin de
REINFORCER SON SERVICE COMMUNICATIONS
un cadre expérimenté
- Formation supérieure ;
- 4 à 5 ans d'expérience de la communication commerciale y compris de la V.P.C. ;
- Connaissance de l'assurance et/ou des produits financiers appréciées ;
- Goût du travail en équipe.
un(e) débutant(e)
- Animation de stages de formation.
Au sein d'une équipe de 10 personnes, leurs activités seront :
- Elaboration et suivi de publipostage ;
- Conception et rédaction de supports de communications ;
- Information écrite et téléphonique de la clientèle ;
- Animation de stages de formation.
Adressez Curriculum Vitae et prétentions sous référence 6107 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris
Cedex 02, qui transmettra.

Faites parler les chiffres
130 - 140 000 F
En fait montrez-nous vos talents d'analyste comptable. Prévisions, statistiques, études sectorielles des frais généraux, tel sera votre quotidien. A vous donc de signaler ce qui va, ce qui ne va pas ou qui pourrait être amélioré dans la ventilation de notre budget.
A 30 ans environ, vous pouvez vous targuer d'une formation type DECS ou ISG et d'une expérience professionnelle comparable. Le Chef du Service Budget auquel vous allez reporter apprécierait en outre une bonne ouverture à l'informatique compte tenu des outils qui seront mis à votre disposition dans le cadre de vos fonctions. Un mot enfin sur notre société : filiale française d'une multinationale US, CA 290 MF, tout près de l'Opéra. Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 4550 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris qui transmettra en toute discrétion.

NOTRE SOCIÉTÉ MET EN PLACE
un service d'ALDE A LA DÉCISION
pour les
CONTRATS DE DEVICES
destinés aux ENTREPRISES
ayant des activités commerciales avec l'étranger.
Nous recherchons des
CONSULTANTS
bien introduits dans les milieux financiers
pouvant se charger de la promotion de ce service
(rémunération à la commission).
Écrire avec références et C.V. détaillé sous n° 4.034
à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris
Cedex 02 qui transmettra.

Pour notre filiale qui édite une revue spécialisée dans le domaine des transports, nous recherchons actuellement un jeune
Rédacteur
Vous viendrez en appui de notre Rédacteur en Chef pour la prise en charge de rédaction d'articles, d'information et de commentaires jurisprudentiels en matière de droit et de réglementation des transports de marchandises.
Vous avez une formation supérieure en droit et vous faites la preuve d'une première expérience, soit en entreprise de transport, soit au sein d'un service transport d'une grande entreprise, soit dans une organisation professionnelle ou, encore, en cabinet conseil.
Bien sûr, vous avez le goût et la facilité pour l'expression écrite et vous aimez le travail en équipe.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence LM/3047.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

Importante Société,
située en REGION PARISIENNE
(BRANCHE AUTOMOBILE)
recherche pour
son département COMPTABLE
**JEUNE CADRE
TITULAIRE DU DECS
ou d'un diplôme
d'une Ecole de Commerce (HEC, ESSEC,
ESCP, SUP de CO...)**
Dans un premier temps il sera chargé de la centralisation comptable et de la préparation des bilans et des comptes-résultats.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 79620 à
COMTESE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ GESTION D'ÉQUIP. THERMIQUES ET DE CLIMATISATION
IMPORTANCE NATIONALE
recherche :
JEUNE INGENIEUR DIPLOME
- Pour siège PARTS chargé au sein de la Direction Technique, d'études de DEVELOPPEMENT et d'ASSISTANCE TECHNIQUE aux Agences pour négociation de contrats importants.
- Préférence donnée à candidat ayant connaissances éprouvées Génie Climatique et Energétique Nouvelles.
- Goût de la Négociation.
- Connaissance informatique appréciée.
Adressez curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions S/R 8992 LE MONDE Pub. services ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens - 75009 PARIS
ETABLISSEMENT PUBLIC de RECHERCHE, recrute
CADRE ADMINISTRATIF
pour ses ACHATS PUBLICS de produits, biens et services généraux.
Particularités : fonction nouvelle, licence exigée (de préférence sciences économiques ou titre équivalent). Emploi d'agent contractuel de l'état (N.R.S. ; niveau II).
Lieu de travail : Paris 14^e.
Env. C.V. détaillé avec lettre manuscrite à :
L'OBSERVATOIRE DE PARIS
Secrétariat général
61, av. de l'Observatoire 75014 PARIS.
RECHERCHONS
HISTOIRE - GEOGRAPHIE
Tél. pour R.V. : 281-26-30.
U.A.P.
rech. pour son réseau social H. ou F. 25 ans min., dynamiques, désireux de créer avenir.
Tél. : 247-27-82.
ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONES
296-15-01

ATTACHE COMMERCIAL
VÉHICULES UTILITAIRES
Il s'agit en tant que conseil auprès des entreprises pour la gestion de leur parc de véhicules utilitaires de petits et gros tonnages.
Il aura donc une formation économique complétée par une expérience terrain dans le domaine du véhicule industriel et de la comptabilité.
Rémunération : fixe + frais + commissions.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 20435 sur enveloppe à J.R.P. - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS qui transmettra.
RECHERCHONS
TÉLÉLISTE DACTYLO
Parfait bilingue Franc., Anglais
Se présenter STAM
11, rue Aubert 75008 Paris.
Associé, met de voyages et d'échanges internationaux recherche :
TECHNICIEN-ORGANISATEUR DE VOYAGES
Profil du poste :
- Fabrication de voyages à l'étranger (voyages standard et voyages sur mesure)
- Promotion près des collectifs (C.E. etc.)
- Gestion d'un secteur d'activités.
Nécessite plusieurs années d'expérience dans l'organisation des voyages.
Rémunération : 95 000/115 000 F annuels.
Lieu de travail : Paris 8^e, avec quelques déplacements en province et à l'étranger.
Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à :
C.V.J.R./Echanges Internationaux - 27, rue de La Rochefoucauld, 75008 PARIS.
STE D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES
recherche pour son USINE DE FABRICATION en SEINE-ET-MARNE
INGENIEUR
ARTS ET METIERS ou équivalent
- groupes électrogènes industriels
- matériels de Services avion
Envoyer C.V. à MAGER 2, rue Toulouse-Lautrec 75017 PARIS
Électronique professionnelle
Diplôme Sup. filière d'un groupe international leader recherche
INGENIEURS
TECHNICO-CIAUX
Hydrogène et adhésifs
expérience 2 ans souhaitée.
pour INSTRUMENTATION : capteurs, centrales d'acquisition et de traitement à microprocesseurs, chaînes de mesure physique.
pour COMPOSANTS : semis, attache, connectiques.
Adr. lettre manus. C.V., photo et réf. 5248 à Axel Publié 27, rue Talbot Paris 8^e, qui transmettra.

GMV GROUPE NIEUREQUIP
CONSEIL 15, av. d'Eylau 75116 Paris
RECHERCHE
JEUNE INGENIEUR
CONSEIL MARKETING
FORMATION COMMERCIALE (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.)
OU ÉCOLE D'INGÉNIEURS (X, CENTRALE, MINES, ARTS-ET-MÉTIERS)
IL TROUVERA AUPRÈS DE NOTRE SOCIÉTÉ :
- La possibilité d'acquies une expérience diversifiée dans le domaine du Marketing.
- Une formation pratique approfondie aux techniques modernes.
- Un travail en équipe dans une ambiance jeune et dynamique.
Ecrire avec C.V. détaillé et photo récente à GMV CONSEIL, 15 avenue d'Eylau, 75116 PARIS.

ORGANISME FINANCIER RÉGIONAL PARIS-7^e
recherche
RESPONSABLE DU SERVICE DES PRÊTS
MISSION :
- Organisation et gestion de service.
- Fonction de conseil technique et juridique auprès des correspondants locaux.
FORMATION :
- Niveau enseignement supérieur comptable, juridique ou gestion.
Adr. C.V., photo et prétentions sous référence 11.232 à :
PIERRE LICHOU S.A. Boite Postale 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Economiste d'entreprise
BANQUE PARIS, recherche un Economiste d'entreprise capable de relations au plus haut niveau. Il est un homme de contact, il a environ 30 ans, il a acquis sur le terrain une expérience en analyse et en contrôle de gestion. Formation supérieure souhaitée : HEC, ESSEC, ESCP...
Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 45912 à Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

PHI fabricant du matériel de mesure crée le poste de
RESPONSABLE DES ACHATS
pour assurer la gestion de ses stocks et de ses approvisionnements.
Le candidat devra avoir une bonne connaissance des composants électroniques et être rompu à la pratique de la négociation et du suivi des commandes.
Anglais souhaité.
Lieu de travail : ORSAY-COURTAUBERT (91).
Adressez lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. RA 100 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
spécialisée dans les opérations financières
PARIS-8^e
RECHERCHE
AGENTS ADMINISTRATIFS QUALIFIÉS
(CL. III)
1 - Pour son secteur obligatoire (caisse-titre, opérations diverses).
2 - Pour son activité trésorerie-devises (connaissance de l'anglais et de l'allemand nécessaire).
Ces postes requièrent une expérience professionnelle correspondante et une bonne formation comptable.
Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 42 374 M
RÉGIE-PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IRCHA
SERVICE TECHNOLOGIE DES EAUX
recrute pour
59650 VILLENEUVE D'ASQ
UN INGENIEUR
2 ans d'expérience dans l'industrie et motivé par les problèmes de technologie des eaux résiduaires industrielles
Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
IRCHA - Station expérimentale
Chemin de Hâlage
91000 EVRY PORT

URGENT
BANQUE PRIVEE - PARIS
recherche
RESPONSABLE DE SON SECRETARIAT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX
H/F
Effectif 3 personnes, responsable inclus.
Expérience professionnelle 5 ans indispensable.
Maîtrise parfaite de la sténographie et de la dactylographie.
Bonnes capacités de rédaction, d'organisation, sens de l'animation d'une petite équipe.
Position Agent Gradué(e).
Rémunération selon expérience et niveau.
Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3740 M à OCBF 66 rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS
services vous assiste dans le recrutement bancaire

URGENT
BANQUE PRIVEE - PARIS
recherche
RESPONSABLE DE SON SECRETARIAT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX
H/F
Effectif 3 personnes, responsable inclus.
Expérience professionnelle 5 ans indispensable.
Maîtrise parfaite de la sténographie et de la dactylographie.
Bonnes capacités de rédaction, d'organisation, sens de l'animation d'une petite équipe.
Position Agent Gradué(e).
Rémunération selon expérience et niveau.
Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3740 M à OCBF 66 rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS
services vous assiste dans le recrutement bancaire

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,50	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	49,40	57,47
OFFRES D'EMPLOI	15,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

secrétaires

secrétaires

Secrétaire de direction

Les ASSURANCES GENERALES DE FRANCE recherchent pour leur siège social à PARIS - 2^e une Secrétaire de direction.

Vous assurerez, sous la responsabilité d'une autre secrétaire de direction, le secrétariat de la Présidence.

Votre fonction comportera tous les aspects habituels d'un secrétariat de direction.

Pour ce poste stratégique où la prise de responsabilité est indispensable, nous souhaitons rencontrer une candidate âgée de 25 ans minimum, possédant le BTS de secrétaire de direction et ayant une bonne connaissance de la langue anglaise. De plus, une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire est indispensable.

Une personnalité affirmée alliée à une grande souplesse ainsi qu'une bonne disponibilité constituent des atouts fondamentaux pour cette fonction.

Le salaire que nous proposons dépendra de votre expérience et de votre potentiel. Nous vous offrons tous les avantages sociaux liés à l'importance de notre Groupe.

Lieu de résidence souhaité : PARIS (proximité centre).

Vous êtes disponibles rapidement.

Veuillez adresser C.V., photo aux A.G.F. - Service recrutement - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Société Commerce International (Société) recherche

SECRÉTAIRE DIRECTION

Très bon niveau.
Bilingue portugais.
Anglais souhaité.
3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. à Media System,
104, rue Réaumur, 75002
PARIS au réf. 8.430 (mention-
ner sur l'envoi).

LA DIRECTION GÉNÉRALE D'UNE P.M.E.

recherche SA Secrétaire
EXPERIMENTÉE

Anglais indispensable
Allemand souhaité.
Ad. C.V. + photo à HENRY
et Cie, 36, bd de Vincennes,
94120 FONTENAY-S/BOIS.

Association de Formation
recherche

SECRÉTAIRE DOCUMENTALISTE
Expérience milieu associatif

Envoyer C.V. - S.T.A.J.
27, rue du Château-d'Eau
75010 PARIS.

GRUPE DE PRESSE INTERNAT.
MICRO-INFORMATIQUE recherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

Bilingue Ang. pour direction
commerciale.
5 ans exp. minimum si pos-
sible en support ou agence.

Ad. C.V. photo + prêt. à :
MICRO PRESSE
185, av. du Général de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine.

capitaux - propositions commerciales

AGENT COMMERCIAL pour produits industriels

Nous sommes une entreprise familiale fondée en 1890 et nous sommes, dans notre domaine, une des sociétés de tout premier rang en Europe. Nous cherchons pour la France un agent commercial pour notre gamme de produits la plus importante, à savoir des sacs, valises et coffrets robustes en cuir, cuir imité, aluminium et matière plastique pour l'industrie. Nous attendons du candidat des connaissances techniques générales étendues relatives à nos groupes d'a-

cheteurs les plus importants tels que des sociétés s'occupant de la technique de mesure et du contrôle automatique et des sociétés aux grandes organisations de vente. Nous offrons une commission attractive, des décomptes mensuels, une livraison du stock, une mise au courant du travail et un appui publicitaire varié. Veuillez envoyer votre candidature écrite accompagnée de références et de certificats d'aptitude à Monsieur Klaus Hamann.



ROX Ledenwarenfabrik
Hamann GmbH - Hagenheimer Straße - D-8911 Holstetten

Cabinet orthophonie
rég. granatibiose comprenant
3 associés cherche
1 successeur intéressé par
exercice varié (départ cause
maternelle) min. 40-45, ré-
éducation sensorielle.
Tél : 18 (1) 747-82-87.

PYRÉNÉES
Cabinet comptable
recherche

EXPERT COMPTABLE

déclarant reprendre parts dans
société existante. Honoraires
importantes. Bonne rentabilité.
Désiré assuré. Avec C.V.
Env. s/r 8.898 le Monde Pub.
services ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Monopole de vente pour des
produits de haute qualité.
Offert par NOTADENTAL.
Produkte Aktiengesellschaft,
Lettstrasse 37, 6400 Völs,
Principauté de Liechtenstein.
T. 076/2-89-33 (com. stén. dte).

PRÊTS PERSONNELS
Frais après acceptation
EFFTRA (1) 261-91-07.

propositions diverses

ARCHITECTE D'INTÉRIEUR
cherche en sous-traitance la
plan d'exécution, maquette
graphique, décor de façade.
Téléphone : 629-94-98.

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés,
à toutes et à tous avec
ou sans diplôme.
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée
FRANCE CARRIÈRES (C 10)
S.P. 40209 PARIS.

Les emplois offerts à
l'ÉTRANGER sont nombreux
et variés. Demandez une docu-
mentation sur la revue spéciali-
sée MIGRATIONS (LM)
S.P. 29109 PARIS.

VOTRE PERMANENCE
Téléphonique 24 h/24

Personnalisée, bilingue.
Tél : 682-02-46.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.
Dacia Bluebird Diesel Turbo
6 CV 1984.
Véhicule de Direction
8.000 km. Garantie du neuf.
Possibilité de crédit.
M. Letailleur : 655-71-24.

de 8 à 11 C.V.
Citroën CX 1984.
Véhicule de Direction
8.000 km. Garantie du neuf.
Possibilité de crédit.
M. Letailleur : 655-71-24.

de 12 à 15 C.V.
Citroën CX 1984.
Véhicule de Direction
8.000 km. Garantie du neuf.
Possibilité de crédit.
M. Letailleur : 655-71-24.

de 16 à 20 C.V.
Citroën CX 1984.
Véhicule de Direction
8.000 km. Garantie du neuf.
Possibilité de crédit.
M. Letailleur : 655-71-24.

de 21 à 25 C.V.
Citroën CX 1984.
Véhicule de Direction
8.000 km. Garantie du neuf.
Possibilité de crédit.
M. Letailleur : 655-71-24.

divers
BMW SÉRIE 3/5/7
83/84 peu roulé garantie.
Auto Paris XV : 633-69-88.
53, rue Desnouettes, Paris-18^e.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans *Le Monde* la semaine écoulée.

Chaque semaine chez votre marchand de journaux, 6 F

DEMAIN
N° 2
40 pages

EMPLOIS CADRES

En vente chaque semaine chez votre marchand de journaux, et au Monde 6 F.

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
NOMBRES D'EXEMPLAIRE (S) x 7 F (Frais de port inclus.) : F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro : 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

Après 10.15.00.

هكذا من الاعمال

CONJONCTURE

LES PRIORITÉS DU IX^e PLAN

● SANTÉ : Tendre à une régulation volontaire du système de soins

Sous la formule « moderniser et mieux gérer le système de santé », la deuxième loi de Plan prévoit, beaucoup plus précisément que ne le faisait la première, d'accélérer l'évolution vers la régulation volontaire du système de soins en France.

Le projet de loi met d'emblée l'accent sur les insuffisances épidémiologiques : les besoins réels de santé de la population sont mal connus, ainsi que les « déterminants de la demande de soins », par exemple dans les domaines du travail, de l'environnement, de la nutrition, du vieillissement. Il faudra, indique la loi, remédier à de telles lacunes : pour ce faire, un « rapport sur l'état de santé des Français » sera publié chaque année.

Ce n'est que sur de telles bases, en effet, que pourra s'amorcer une meilleure gestion du système de soins, c'est-à-dire une véritable régulation. La réforme financière et budgétaire des hôpitaux, qui fera l'objet d'un suivi particulièrement attentif, sera le premier instrument d'une telle régulation, de même que la limitation (à 5 000) du nombre des médecins formés chaque année. En outre, ajoute le texte, « les tarifications et les nomenclatures utilisées pour la médecine de ville et la médecine hospitalière seront revues (...). Les nouveaux modes de tarification expérimentés, en nombre limité, en vertu de la loi du 19 janvier 1983, permettront de juxtaposer de nouvelles pratiques à celles qui découlent du mode traditionnel de financement de l'activité médicale (1) ».

Le projet de loi dénonce ensuite plus précisément certains défauts du système sanitaire français : « Inégalités importantes dans le traitement des malades, orientation peu rationnelle de ceux-ci entre les diverses formes de soins, tendance abusive à des hospitalisations lourdes, d'où des coûts inutiles pour la collectivité ».

De ce constat découlent des orientations concrètes :

● DÉVELOPPER LA PRÉVENTION

Pour ce faire, « les programmes nationaux de prévention seront intensifiés dans les domaines de la périnatalité, de la santé en milieu

professionnel, de la lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanes et de l'hygiène du milieu ».

● DÉVELOPPER LES SOINS SANS HOSPITALISATION

Devraient s'ajouter aux soins développés en exercice libéral « qui continueront (...) de répondre à la plus grande part des besoins », l'aménagement des services hospitaliers, de telle sorte qu'ils puissent répondre à la demande de soins à domicile, ainsi que le « soutien à domicile » pour les « actes ordinaires de la vie » (aide ménagère notamment). Il s'agit d'éviter un bon nombre d'hospitalisations de personnes âgées et handicapées en particulier, qui ne répondent qu'à des causes sociales.

● ADAPTER L'HOPITAL

Cette partie du texte est la plus précise et la plus documentée. D'une manière générale, indique le projet, les capacités hospitalières « sont globalement en excédent, excédent très inégalement réparti selon les disciplines et selon les régions ». En revanche, il faut souligner que « 25 % du patrimoine n'avait pas fait, en 1980, l'objet de travaux depuis quarante ans ». Il est impératif de « recentrer l'hôpital sur ses fonctions techniques », donc d'alléger la charge que font peser sur lui les hospitalisations complètes, et de renforcer au contraire l'utilisation « sans hébergement du malade » de ses personnels et de ses équipements.

« Court séjour ».

Cette partie du texte est la plus précise et la plus documentée. D'une manière générale, indique le projet, les capacités hospitalières « sont globalement en excédent, excédent très inégalement réparti selon les disciplines et selon les régions ». En revanche, il faut souligner que « 25 % du patrimoine n'avait pas fait, en 1980, l'objet de travaux depuis quarante ans ». Il est impératif de « recentrer l'hôpital sur ses fonctions techniques », donc d'alléger la charge que font peser sur lui les hospitalisations complètes, et de renforcer au contraire l'utilisation « sans hébergement du malade » de ses personnels et de ses équipements.

« Court séjour ».

Cette partie du texte est la plus précise et la plus documentée. D'une manière générale, indique le projet, les capacités hospitalières « sont globalement en excédent, excédent très inégalement réparti selon les disciplines et selon les régions ». En revanche, il faut souligner que « 25 % du patrimoine n'avait pas fait, en 1980, l'objet de travaux depuis quarante ans ». Il est impératif de « recentrer l'hôpital sur ses fonctions techniques », donc d'alléger la charge que font peser sur lui les hospitalisations complètes, et de renforcer au contraire l'utilisation « sans hébergement du malade » de ses personnels et de ses équipements.

« Court séjour ».

Cette partie du texte est la plus précise et la plus documentée. D'une manière générale, indique le projet, les capacités hospitalières « sont globalement en excédent, excédent très inégalement réparti selon les disciplines et selon les régions ». En revanche, il faut souligner que « 25 % du patrimoine n'avait pas fait, en 1980, l'objet de travaux depuis quarante ans ». Il est impératif de « recentrer l'hôpital sur ses fonctions techniques », donc d'alléger la charge que font peser sur lui les hospitalisations complètes, et de renforcer au contraire l'utilisation « sans hébergement du malade » de ses personnels et de ses équipements.

● PERSONNES AGÉES ET HANDICAPÉES

L'accueil de longue durée pose, dans ce domaine, « les problèmes les plus lourds pour les années à venir ». 24 000 lits d'hospices devront être reconvertis, 3 500 lits de maisons de retraite seront médicalisés ou modernisés, et 3 200 places créées pour les handicapés adultes. Les formules légères d'accueil temporaire ou de transition devront, dans ce domaine comme dans les autres, être développées.

Pour ce qui a trait au personnel hospitalier dans son ensemble, le texte souligne que « les créations nettes d'emplois » devront être « très limitées ». Il conviendra donc de s'orienter « vers un réajustement interne des effectifs ».

(Les dispositions contenues dans cette partie du projet de loi montrent tout le parti que ses auteurs ont tiré de la réflexion du groupe de travail constitué au sein du comité général de Plan qui s'est chargé, sous la présidence de M. Girard, conseiller maître à la Cour des comptes, de réfléchir à la répartition de l'activité sanitaire en France. Dans le rapport qu'il a rédigé (2), le groupe soulignait notamment que le système sanitaire français manque, du fait de la multiplicité des centres de décision, d'une structure, les choix fondamentaux ne s'exerçant que sous la pression des événements, c'est-à-dire le plus souvent sans l'effet d'impératifs financiers immédiats.)

L'essentiel des souhaits émis par le groupe a été retenu par le projet de loi, à une notable exception près : le vœu que, chaque année, le Parlement débattre de l'ensemble des dépenses de santé. La première loi de Plan du septennat avait repris cette notion et précisé : « Au Parlement revient le rôle de définir la politique nationale de santé dans le cadre d'un débat annuel suivi d'un vote ».

Seule cette disposition, pourtant essentielle, a disparu du projet actuel. — C.B.

(1) Il s'agit de l'application de la loi dite « loi Bérégovoy » qui permet l'ouverture en nombre limité de centres de santé où la rémunération du personnel soignant et des médecins n'est plus complétée par actes. Cette perspective soulève déjà de nombreuses controverses dans les milieux médicaux.

(2) « La santé choisie » a été rédigé par les rapporteurs du groupe, Mme Berthod-Wurmser, M. Jean-Pierre Weiss et le docteur Claude Pigement.

● EMPLOI : Des recettes connues

Le programme prioritaire d'extinction « Agir pour l'emploi » creuse des sillons déjà labourés tout en espérant en améliorer le rendement. Rien d'étonnant : avec 2 millions de demandeurs d'emploi et une crise qui se prolonge, le catalogue des possibilités se restreint nécessairement, sauf à répéter, comme on le dit depuis des mois maintenant, qu'il ne faut plus « se limiter à une gestion sociale du chômage ».

Ce préambule rappelle, le programme retient deux volets. Il s'agit d'une part de favoriser la réduction et l'aménagement du temps de travail, dans la perspective d'augmenter les emplois disponibles, et, d'autre part, de développer et moderniser un véritable service public de l'emploi pour lui offrir une meilleure efficacité. L'innovation en l'occurrence viendrait des moyens mis à disposition, puisqu'une enveloppe de plus de 15 milliards de francs serait consacrée à la réduction du temps de travail et une autre de plus de 20 milliards au développement du service public entre 1984 et 1988.

Les objectifs sont affichés. De 160 000 à 180 000 emplois pourraient être dégagés ou « sauvegardés » par une réduction du temps de travail qui concernerait 3,3 millions de salariés. Le fichier informatique serait mis en place dans toutes les agences de l'AN.P.E. présentes dans toutes les villes de plus de trente-cinq mille habitants, renouvelées ou reléguées, qui traiteraient ainsi l'ensemble des demandeurs d'emploi, assureraient leur suivi ou les réorienteraient à la faveur de stages et pourraient apporter leur soutien aux créations d'emploi d'initiative locale (30 000 postes économisés sur toute la durée du Plan).

Les trente-cinq heures : une démarche sélective,

Concrètement, on peut cependant s'interroger sur les effets réels de la réduction du temps de travail, même si l'on sait qu'il n'y a guère d'autre issue.

L'INSEE, dans une étude récente (Le Monde du 28 mai 1983), a pu établir que le passage aux trente-neuf heures n'avait eu que de faibles répercussions sur l'emploi, évaluant même après enquête de 14 000 à 28 000 le nombre des postes créés. La semaine dernière encore, la première réunion paritaire de la commission du bilan provisoire de l'accord de 1981 sur la réduction de la durée du travail aux trente-neuf heures hebdomadaires entre organisations patronales et syndicales signataires s'est achevée par un constat d'échec.

Cela n'empêche pas la commission du Plan de proposer l'objectif des trente-cinq heures hebdomadaires et d'en préconiser une application « sélective, décentralisée et contractuelle ».

De même, alors que le programme prioritaire fait des contrats de solidarité — réduction du temps de travail — instaurés par le décret du 16 décembre 1982, « l'instrument-clé de la politique de réduction du temps de travail », on sait que cette disposition n'a jusqu'à présent connu qu'un succès modeste, ce qu'admettait M. Jacques Ralite, ministre chargé de l'emploi, dans son interview au Monde de juillet 1983 en évoquant l'« opposition patronale ».

Il est vrai que le programme prioritaire prévoit des mesures d'accompagnement législatives ou réglementaires pour réformer l'indemnisation du chômage partiel, la récupération des heures supplémentaires, ou annonce de nouvelles facilités pour « la modulation de la durée hebdomadaire ». L'incitation devrait être également plus forte pour le développement du temps choisi ou la mise en place de formules particulières, telles que : la retraite progressive, le congé sabbatique, le congé création d'entreprise ou le congé parental, etc.

Par ailleurs, l'effort sur la modernisation du service public de l'emploi ne ferait que réparer une défaillance préjudiciable, soulignée de toutes parts et y compris par la Cour des comptes (Le Monde du 30 juin 1983) ou le ministre de tutelle, M. Jack Ralite.

Que l'on se souvienne, après seize années d'existence, d'informatiser totalement les AN.P.E. — quand les

précédentes tentatives se sont soldées par des échecs — et que l'on souhaite ainsi permettre une coordination avec les divers organismes concernés (ASSEDIC, AFPA et direction départementale du travail et de l'emploi) paraît en effet urgent. Que l'on veuille également à la mise en œuvre d'« une nouvelle politique immobilière » pour permettre enfin à l'AN.P.E. de traiter partout les problèmes de l'emploi semble tout aussi indispensable. Que l'on se préoccupe encore de doter le service public de l'emploi des moyens nécessaires pour mettre en œuvre un « dispositif d'orientation-évaluation », incluant les entretiens professionnels avec les demandeurs d'emploi, les actions de formation en liaison avec l'AFPA, notamment, et la prospection des offres peut s'apprécier comme la promesse d'une efficacité à venir.

Le malheur est qu'il ait fallu attendre si longtemps pour s'en préoccuper.

ALAIN LEBEAUX.

● DÉCENTRALISATION : Vers la réforme de la fiscalité

La décentralisation étant présentée comme la principale réforme institutionnelle engagée depuis l'arrivée de M. Mitterrand à l'Élysée, il était normal qu'elle figure parmi les programmes prioritaires d'exécution du Plan. C'est le cas puisque le P.P.E. n° 9 s'intitule « Réussir la décentralisation ». Il faut en effet faire appliquer les lois déjà votées depuis la loi-cadre du 2 mars 1982 et en faire entrer les dispositions dans la vie quotidienne des administrations, des élus et des citoyens. Ensuite, et ce sera l'objet du prochain Plan, on franchira une nouvelle étape, notamment celle qui inscrite le statut des élus locaux et la réforme de la fiscalité.

Mais la décentralisation est inséparable de la planification qui « propose un cadre favorisant la mise en œuvre cohérente entre les politiques nationales de solidarité et les initiatives décentralisées concrétisées notamment par les plans régionaux ».

Cette cohérence devrait s'exprimer dans les contrats de plans signés entre l'État et chacune des régions. Mais la préparation de ces contrats, fort laborieuse, donne lieu à de vifs échanges de propos entre les responsables régionaux (et pas seulement ceux de l'opposition) et la DATAR, souponnée à cette occasion de trop écouter les commissaires de la République et pas assez les propositions des élus et, par conséquent, de « recentraliser » par ce biais, au nom des nécessités arbitraires, la décentralisation.

Le P.P.E. relatif à la décentralisation énumère sept sous-programmes, dont sept objectifs essentiels :

— Développer les informations économiques, sociales et géographiques à la disposition des élus et des citoyens sans oublier les DOM-TOM ;

— Garantir les financements des contrats de plan. L'ensemble des engagements pris par l'État pour les contrats de plan seront récapitulés dans un document communiqué au Parlement (mais aujourd'hui, on ignore tout des enveloppes financières) ;

— Clarifier la répartition entre les ressources de l'État et des collectivités locales. Il s'agit d'engager une réforme de la fiscalité locale et de simplifier les divers concours, fonds et dotations de l'État. Enfin, la capacité d'emprunt des collectivités devra être accrue, notamment pour les investissements de transports et l'assainissement ;

— Prendre en considération les priorités de la politique nationale d'aménagement du territoire ;

— Améliorer les transports collectifs (aménagement du parc des autobus) ;

— Promouvoir le développement local ;

— Adapter l'administration territoriale à ses nouvelles fonctions dans le cadre de la décentralisation. L'une des priorités consiste à doter les préfets, sous-préfets et tribunaux administratifs de moyens informatiques modernes. Le nombre des services et les effectifs de fonctionnaires d'État en région parisienne devront diminuer alors que se renforceront ceux qui dépendront des commissaires de la République dans les départements et les régions.

F. GFL.

REPOBLIKA DEMOKRATIKA MALAGASY
Tanindrazana - Tolom-Piavotana - Fahafahana
Présidence de la République
Office Militaire National
pour les Industries Stratégiques

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Avis d'appel d'offres international lancé par l'Office Militaire National pour les Industries Stratégiques de la Repoblika Demokratika Malagasy, pour un projet de fourniture et installation de locaux préfabriqués.

Le Colonel, Directeur Général de l'Office Militaire National pour les Industries Stratégiques (OMNIS) de la Repoblika Demokratika Malagasy fait connaître qu'il envisage de lancer un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation, clés en main, de locaux préfabriqués, équipés d'un générateur électrique et d'un système de climatisation.

Ces locaux sont à installer dans l'enceinte de l'immeuble OMNIS à Mangasoavina - Antananarivo - Madagascar, et sont à usage de stockage de bandes magnétiques et annexes.

Les caractéristiques de ces locaux sont les suivantes :

- Hauteur sous plafond : 2,80 m
- Salle de stockage de bandes magnétiques : à climatiser et à isoler thermiquement, dim. 7,50 x 11
- Bureau : dim. 4,50 x 5,50.
- Salle de générateur à isoler phoniquement, dim. 4,00 x 4,50.

Le système de climatisation à installer est susceptible de maintenir la température à l'intérieur de la salle de stockage de bandes magnétiques entre 18 °C et 20 °C, et l'humidité relative à 45%.

Le générateur électrique à fournir est un générateur de secours, capable d'alimenter, en cas de coupure du courant extérieur, le système de climatisation prévu et éventuellement un laboratoire existant, dont la puissance installée est de 13 kW.

Les offres rédigées en langue française doivent être présentées suivant les clauses du cahier des charges et parvenir par lettre recommandée avec accusé de réception à M. le Colonel, Directeur Général de l'OMNIS, 21 Lalana Razanakom-bana, B.P. 1 bis, 101 Antananarivo, Madagascar, avant le 24-10-83 à 16 heures heure locale.

Le dossier d'appel d'offres en langue française peut être consulté aux lieux suivants :

- OMNIS, Direction des Services Techniques et de la Logistique, Immeuble Sonaco, Ambanidia, Antananarivo, Madagascar
- PETROCONSULTANTS S.A., International Energy Services, 8-10, rue Muzy, 1211 Genève 6, Suisse

et remis ou expédié sur demande écrite, adressé à M. le Directeur des Services Techniques et de la Logistique, B.P. 1 bis, 101 Antananarivo, Madagascar, ou à PETROCONSULTANTS S.A., International Energy Services, 8-10, rue Muzy, 1211 Genève 6, Suisse.

FESTIVAL DU MEUBLE DANS LES 9 BHV.

DU 12 SEPTEMBRE AU 1^{er} OCTOBRE 1983

-15% PLUS

CREDIT GRATUIT

SUR TOUS LES MEUBLES, MATELAS ET SOMMIERS.

* Ces 15% ne sont pas cumulables avec toute autre remise en cours dans les rayons concernés.

* A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS: VERSEMENT 20% COMPTANT APRES ACCEPTATION DU DOSSIER CREDIT COFINOGA/BHV. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

RIVOLI / PARLY 2 / MONTLUERY / GARGES-FLANDRE / BELLE EPINE / ROSNY 2 / CRETEIL / VILLENEUVE-LA-GARENNE

THE FINANCIAL SOURCE

AFFAIRES

L'Etat veut éviter le dépôt de bilan du groupe Creusot-Loire

En août
LA HAUSSE DES PRIX
DE DÉTAIL A ÉTÉ DE 0,6 %

Le prix de détail est augmenté de 0,6 % en France au cours du mois d'août. L'indice calculé par l'INSEE s'est inscrit à 140,2 le mois dernier contre 139,4 en juillet sur la base 100 en 1970. En un an la hausse des prix est de 9,7 %. Sur les trois derniers mois (juin, juillet, août) l'inflation a baissé légèrement en rythme annuel : 3,2 % contre 3,6 % pour la période juin, juillet. Le résultat d'août est peu significatif, beaucoup de relevés ne pouvant être effectués à cause des vacances.

LES PRIX ALIMENTAIRES ont augmenté de 1 % par rapport à juillet (+ 0,9 % par rapport à août 1982). Les postes responsables de cette forte hausse sont surtout : les produits à base de céréales (pain, pâtisseries, etc.) qui ont augmenté de 1,9 % (+ 1,3 % en un an); les œufs (+ 2,7 % en un mois, + 20,9 % en un an); les fruits et légumes (+ 2 % en un mois + 7,6 % en un an); les corps gras qui comprennent notamment l'huile de table et le beurre (+ 1,3 % en un mois, + 5 % en un an).

LES PRIX DES PRODUITS MANUFACTURÉS ont augmenté de 0,5 % en un mois et de 11,1 % en un an. Parmi eux les tarifs des transports publics augmentent de 1,8 % en août (R.A.T.P.) et de 11,9 % en un an. Les prix des loyers, hôtels, cafés, restaurants, casinos ont augmenté de 0,9 % en un mois et de 11,8 % en un an.

Ainsi, depuis le début de l'année - c'est-à-dire en huit mois - la hausse des prix atteint 6,8 %. L'objectif gouvernemental d'une hausse de 5 % est d'ores et déjà largement dépassé. La prévision de hausse - rectifiée - inscrite dans le compte économique annexé à la loi de finances de 1984, qui a été discutée dans quelques semaines au Parlement, retient une augmentation de 2,4 %. En fait, cette prévision est elle-même dépassée et l'on peut penser que 1983 se terminera sur une augmentation d'environ 9 % du fait des tensions qui existent sur les prix des produits manufacturés.

ANIMATION DES GROUPES D'EXPRESSION DES SALAIRES
Comment faire?
EUROFORMATION
524-68-80
139, rue du Banquet, 75016 PARIS

Les pouvoirs publics se penchent activement ces jours-ci sur l'avenir de Creusot-Loire dont le sort devrait être scellé incessamment. Cet avenir est sombre, nul n'en doute. D'ici à 1986, si l'on en croit le plan prévu par la direction, le chiffre d'affaires du groupe devrait tomber de 17,8 à 11,5 milliards de francs et les effectifs de 30 700 à 15 500. Encore le retour à l'équilibre financier suppose-t-il que Creusot-Loire trouve 7 milliards de francs au cours de cette période.

Dans la mesure où 1,250 milliard correspond à la part de la sidérurgie qui va être cédée aux groupes nationalisés Usinor et peut-être Saeclor, il faut encore dégager 5,750 milliards de francs : 650 millions pour combler le trou de Phoenix Steel, un investissement sidérurgique des travaux outre-Atlantique (avec une rallonge possible de 600 millions pour le paiement éventuel de pensions et retraites); 1,950 milliard pour équilibrer les comptes de la sidérurgie et des activités des chaudronneries qui resteront dans le groupe; 2,5 milliards pour rétablir le bilan (non seulement Creusot-Loire n'a pas de fonds propres mais sa valeur d'actif net est devenue négative); enfin 350 millions devront permettre de financer certaines activités du groupe et 400 millions seront nécessaires pour payer le coût social de cette restructuration.

Voilà pourquoi M. Pineau-Valencienne a écrit il y a quelques semaines à M. Fabius, le ministre de l'Industrie, pour demander que soit accepté son plan social de dégrèvement et que soit assuré le financement du groupe par les banques nationalisées; pour obtenir aussi d'avoir les mains libres pour la cession de tout ou partie de sa participation dans Framatome ainsi qu'une garantie que les pertes des activités sidérurgiques qui resteront dans le groupe seront épongées par l'Etat.

Sans doute Creusot-Loire est-il l'un des rares sidérurgistes européens à n'être pas aidé par les pouvoirs publics mais M. Pineau-Valencienne semble bien exigeant pour un fervent défenseur de l'industrie privée.

Les pouvoirs publics qui ne peuvent guère laisser Creusot-Loire déposer son bilan - question d'image - pour un pouvoir socialiste mais surtout parce que les banques nationalisées sont à ce point

engagées que cela coûterait plus cher de laisser tomber ce groupe privé que de le sauver - se sont donc résignées à aider la firme. Dans une lettre à M. Pineau-Valencienne le ministre de l'Industrie a donc répondu que certes l'Etat paierait, que les banques nationalisées pourraient être sollicitées, mais que l'actionnaire de Creusot-Loire, le groupe Schneider devrait lui aussi participer au redressement de sa filiale. Les pouvoirs publics semblent d'accord sur l'estimation des besoins financiers du groupe - les 7 milliards de francs - qui devraient être dégagés par des prêts participatifs et emprunts, par la vente partielle ou totale de certains actifs (dont le plus prestigieux Framatome) et par une augmentation de capital à laquelle souscrirait Schneider.

Après l'apport en 1981 de ses « produits longs » à Usinor dans le bilan (non seulement Creusot-Loire n'a pas de fonds propres mais sa valeur d'actif net est devenue négative); en 1982, certaines activités commerciales (International Metal Service), la S.M.F. internationale (recherche pétrolière) et à moyen terme Imphy (fabrication de produits laminés) qui vont rejoindre le secteur public; après l'adaptation des effectifs aux besoins, c'est du moins la condition mise par les repreneurs déjà englués dans leurs propres problèmes de réduction d'emplois. Certaines autres activités (tôles fortes Creusot Marrel, Cie-Id) et surtout la chaudronnerie - très liée au nucléaire et à Framatome - demeureront dans le groupe.

Framatome :
C.E.A. ou C.G.E. ?

Reste la vente d'actifs et d'abord d'une partie de la participation de Creusot-Loire dans Framatome. Ces dernières semaines la solution C.G.E.-Alstom Atlantique avec la création d'un fournisseur intégré de centrales nucléaires, à l'instar des grands concurrents, tenait la corde. Mais outre que M. Pébereau le directeur général de la C.G.E. et M. Pineau-Valencienne n'ont pu jusqu'à présent s'accorder ni sur le prix ni sur le pouvoir dans l'entreprise, la signature la semaine passée

de l'accord C.G.E.-Thomson a renforcé les oppositions à l'appât de la première. La création d'une espèce d'IDI à la française - même menée par un groupe performant - et la difficile digestion de deux importantes restructurations réalisées dans un aussi court laps de temps inquiètent certains. La cote du C.E.A. qui détient déjà 30 % du capital de Framatome et avait négocié en mai dernier pour porter sa part à 50 % est donc fortement remuée. Mais on laisse entendre au gouvernement que c'est au C.E.A. et à la C.G.E. de négocier avec Creusot-Loire et que l'Etat n'imposera pas de solution. Sans doute pour ne pas avoir l'air de nationaliser l'ensemble du nucléaire.

Mais les 400 ou 500 millions de francs qu'offre le C.E.A. pour 20 % supplémentaire du capital de Framatome (qu'il devrait payer sur son budget sans dotation particulière) sont nettement insuffisants au regard des besoins de Creusot-Loire. D'autant que ce dernier dispose en trésorerie d'une avance de 1,5 milliard de francs de Framatome que tout nouvel actionnaire majoritaire pourrait chercher à récupérer.

Cet avenir incertain de Framatome rend difficile l'élaboration pour cette société d'une stratégie propre, incapable qu'elle est de savoir quels vont être ses actionnaires. Or depuis plusieurs mois Framatome, qui doit impérativement se diversifier pour faire face au ralentissement du nucléaire - si elle demeure une société indépendante, - négocie une prise de participation importante dans la Sodetec. Filiale à 99,9 % de Thomson-Brandt (décédée M. Gomez se désolait de beaucoup d'activités), Sodetec est la principale société française d'ingénierie générale avec près de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Les activités de Sodetec ne sont pas concurrentes avec celles des sociétés d'ingénierie de Creusot-Loire non plus qu'avec celles de la C.G.E. Mais qu'en penseront les futurs actionnaires ? Réponse à tous les vides laissés dans ce nouveau puzzle industriel dans les jours à venir. Même si le président du tribunal de commerce de Paris a laissé à Creusot-Loire jusqu'au 31 décembre 1983 pour tenir l'assemblée générale de ses actionnaires.

BRUNO DETHOMAS.

La démarche de la Commission européenne visant à supprimer les aides accordées à l'industrie textile embarrasse Paris

Le gouvernement français, fort embarrassé, ne semble pas avoir encore arrêté sa position dans l'affaire qui l'oppose à la Commission de Bruxelles qui souhaite voir Paris supprimer les « aides » nationales aux industriels du textile et à ceux de l'habillement (le Monde du 23 septembre). On sait que les pouvoirs publics ont décidé au début de 1982 d'appliquer un plan de réduction de charges sociales (de 6 à 12 %) en faveur de firmes de ces deux industries.

En contrepartie de ces allègements les firmes doivent respecter des engagements sur le nombre d'emplois à maintenir et sur les investissements à engager. Ces contrats entre les firmes et l'Etat sont prévus pour une durée de deux ans, renouvelables éventuellement au bout d'un an; nous sommes actuellement dans la seconde année.

La France n'aurait pas encore été officiellement informée de la décision de la Cour de justice prise à la requête de la Commission de la C.E.E. On sait du moins que Paris a un mois - soit jusqu'au 20 octobre - pour en accepter les conséquences. Ce réferé demande d'une part l'arrêt de la souscription de tout nouveau contrat entre des firmes et la puissance publique et il exige aussi que les entreprises remboursent les « aides » dont elles ont bénéficié.

Pour la première année (1982-1983) le total des allègements a été de 1,90 milliard de francs environ et un peu plus de trois mille entreprises

(sur cinq mille quatre cents au total) en ont tiré partie. Durant la seconde année en cours ce sont environ deux mille cinq cents sociétés qui pourraient passer des contrats avec les pouvoirs publics, pour un montant de l'ordre de 1,20 milliard de francs.

Pour l'exercice 1982-1983 l'Etat n'a pas fait un marché de dupes. En effet alors que vingt mille emplois (6 % du total) avaient été supprimés dans le textile et l'habillement en 1981 (par rapport à 1980), ces pertes ont été sensiblement réduites (3 500 environ) en 1982. Les investissements en francs constants ont eux progressé.

Contrairement à ce que nous écrivions dans les éditions du Monde du 23 septembre, le renouvellement des contrats entre les firmes et l'Etat est loin d'être terminé, leur mise au point, firme par firme, ayant été entreprise avec retard à la veille des vacances. Depuis la décision de Bruxelles les firmes se hâtent afin de faire enregistrer leur contrat.

[Des maladroites de présentation du « plan » textile français et aussi des réactions officielles un peu vives après que Bruxelles eut une première fois au début de l'année (le Monde du 23 février) demandé à la France des explications sur l'initiative qu'elle avait prise en faveur des deux industries peuvent expliquer la « sentence » de la Cour de justice. Bruxelles sait au reste que d'autres partenaires de la C.E.E. aident - de manière plus diffuse et donc plus discrète - leur industrie textile, notamment. Elle a envoyé à chacun d'eux un questionnaire. - A.T.]

(Publicité)

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Dans le cadre des enseignements spécialisés de son 3^e cycle, le département Economie et Gestion du C.N.A.M. organise des séminaires de :

GESTION DE LA PRODUCTION

(gestion des stocks, ordonnancement d'atelier, calcul des besoins, etc.)

ANALYSE DES DONNÉES APPLIQUÉE À L'ENTREPRISE

(analyses en composantes principales, des correspondances, discriminante, canonique).

Méthodes modernes présentées à partir de cas réels.

Renseignements : 2, rue Conté, 75003 Paris.

Tél. : 371.24.14, poste 504

Journée d'information : samedi 1^{er} octobre, 10 h - Laboratoire Econométrie, C.N.A.M.

THE FINANCIAL SOURCESM

Manufacturers Hanover
Donne Une Nouvelle
Dimension à S.W.I.F.T.[®]



Comment Vous Pouvez Disposer, Via S.W.I.F.T., Des Informations Indispensables, En Un Temps Record. Grâce au système MHT de relevé de transactions en temps réel S.W.I.F.T., vous disposez, dès 7 heures du matin, de toutes vos données de trésorerie : jusqu'à 15 lignes de transactions détaillées, plus 45 jours d'historique. Résultat : vous pouvez commencer la vérification et l'exploitation de vos comptes plus tôt, avec plus de données. C'est encore une preuve d'innovation des services d'information de MHT.

Manufacturers Hanover sait combien une information détaillée sur les transactions est vitale. C'est pourquoi nous avons créé le système S.W.I.F.T. de relevé de transactions en temps réel : combinant les facilités bien connues qu'offrent S.W.I.F.T. et le système bancaire électronique TRANSEND[®], ce nouveau service vous informe de toutes les transactions sur votre compte avant même leur comptabilisation. Sur vos terminaux S.W.I.F.T. actuels, et avec le maximum de précision : jusqu'à 15 lignes de descriptif par transaction.

Plus de données plus vite.

Le relevé de transactions en temps réel S.W.I.F.T. vous fait gagner un temps précieux : il vous fournit le détail des transferts de fonds, des remboursements de lettres de crédit, des dépôts et remises, et même un historique des transactions sur 1 mois. Aucune autre banque de New York ne vous en offre autant. De plus, grâce à notre message S.W.I.F.T. 950, vos transactions enregistrées vous parviennent encore plus vite : chaque matin vous avez l'état de toutes les transactions

opérées la veille sur vos comptes MHT New York.

Parmi les tous premiers.

Ce développement des applications de S.W.I.F.T., vous pouvez vous y attendre de la part de Manufacturers Hanover. Après tout, nous sommes au premier rang du transfert de fonds automatisé, avec liaison directe de S.W.I.F.T. aux systèmes CHIPS et Fed Wire - pour des transferts rapides et sans autre manipulation de données. Et, tous les jours, ce sont plus de 7000 messages que MHT transmet par S.W.I.F.T. Nous connaissons aussi vos besoins de souplesse : c'est pourquoi nous pourrions enregistrer vos ordres de paiement S.W.I.F.T. jusqu'à 15H30, heure de New York.

Technologie de pointe et leadership opérationnel. Cet enrichissement que nous apportons au potentiel de S.W.I.F.T. illustre notre objectif : être votre partenaire quotidien, aujourd'hui et demain. Dans le monde entier.

Pour savoir ce que nous pouvons vous apporter, contactez John Stafford, 20 Rue de la Ville, L'Eveque, 75008 Paris, France. Tel: (1) 266 90 36.

MANUFACTURERS HANOVER

S.W.I.F.T. est la raison sociale de Society For Worldwide Interbank Financial Telecommunications. TRANSEND[®] est une marque déposée de Manufacturers Hanover Trust.

سكرا من الاموال

ÉTRANGER

Le Mexique choisit une stratégie de dévaluation glissante

De notre correspondant

Mexico. — Une légère poussée de fièvre des cours de l'or et de l'argent a été la seule conséquence palpable de la mise en application, le 23 septembre, de la nouvelle « dévaluation glissante » du peso « libre ». Annoncée en fin de journée, la veille, par la Banque du Mexique, la mesure consistait en une chute quotidienne de 13 centimes de pesos par rapport au dollar nord-américain, ce qui équivaut à une dévaluation annuelle de 37 %.

Depuis le 20 décembre 1982, le Mexique a un double taux de change, dont le premier théoriquement « libre », mais en fait soutenu par la Banque centrale, avait été fixé à 150 pesos le dollar. Il a, au cours des deux derniers mois, subi deux mini-révaluations qui l'avaient porté, le 22 septembre, à 147,60 à l'achat et 149,10 à la vente. A l'inverse, le taux contrôlé, qui sert essentiellement au financement de presque toutes les importations et au service de la dette extérieure, publique et privée, a connu depuis le départ un glissement quotidien de 13 centimes.

C'est à n'en pas douter la différence considérable de taux d'inflation entre les Etats-Unis et le Mexique qui a rendu inévitable la décision de dévaluer compte tenu de l'importance des relations commerciales entre les deux pays. En décembre, le peso avait été sous-évalué à dessein d'environ 30 % afin d'encourager le tourisme et les exportations, mais la marge n'a cessé de se réduire. Officiellement, la hausse des prix a été de 98 % en 1982. Elle a atteint 54 % entre janvier et août 1983 et devrait s'élever à 80 % d'ici le mois de décembre. Le progrès est indiscutable suite à une politique d'austérité extrêmement rigoureuse ; mais il est encore insuffisant.

Alors que le secteur privé demandait avec insistance à la fois la sup-

pression du double taux de change et une dévaluation, de sérieuses réserves ont été émises quant au recours à une dévaluation progressive style « Amérique du Sud ». Des experts font remarquer que c'est la première fois qu'un glissement quotidien d'une telle importance est décidé. Ils se félicitent que la décision ait été prise avant qu'il ne soit trop tard, ce qui permet de faire de la dévaluation l'« instrument d'une politique », et non plus comme dans un passé récent une issue de secours. Mais, selon eux, cette mesure « inédite » a pour effet d'« indexer » l'économie sur les taux de change et elle n'a pas résolu grand-chose dans les pays qui ont eu recours à cette stratégie.

La mesure devrait contribuer à détendre l'atmosphère dans la mesure où elle écarte la menace d'une dévaluation massive que tout le monde attendait et qui commençait à peser lourdement. Soucieux de mettre les points sur les « i », la Banque du Mexique a précisé que le « rythme » de glissement actuel serait maintenu tant que les conditions y invitent. Une variation à la hausse ou à la baisse n'est pas exclue ; mais elle sera toujours graduée conformément à la décision gouvernementale, annoncée dès l'année dernière d'« éviter les modifications brutales des taux de change ».

FRANCIS PISANI.

● S'écroule la construction de quatre centrales nucléaires. — La Corée du Sud a l'intention d'ajourner jusqu'en 1986 quatre projets de construction de centrales nucléaires, qui devaient démarrer cette année, et dont le coût était évalué à 5 milliards de dollars, ont déclaré des représentants du ministère de l'énergie sud-coréen.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ « SONELGAZ »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° D/058 XKA

La SONELGAZ — Direction des approvisionnements, Service achats — lance un avis d'appel d'offres pour la fourniture de matériel de sécurité pour travaux électriques.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux (n° 125) au 2, boulevard Salah-Bouakour, Alger (immeuble B), contre présentation d'un reçu de versement de 200 DA au compte de SONELGAZ, C.C.P. n° 3806.04 Alger.

Les offres devront parvenir sous double pli cacheté à l'adresse sus-mentionnée, avec mention « Ne pas ouvrir - A/O n° D/058 XKA ».

La date de clôture du dossier est fixée au 15 novembre 1983.

L'enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication permettant l'identification du soumissionnaire, sous peine d'annulation de l'offre.

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant une durée de 6 (six) mois à compter de la date de clôture du dossier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AU PRINTEMPS S.A.

Les comptes au 30 juin 1983 de la société mère Au Printemps S.A. se sont soldés par un bénéfice d'exploitation de 29,3 millions de francs (contre un bénéfice d'exploitation de 26,3 millions de francs au 30 juin 1982) et par un bénéfice net de 31,2 millions de francs (contre 28,7 millions de francs au 30 juin 1982). La comparaison des résultats des premiers semestres 1982 et 1983 n'est toutefois pas significative. En 1983, Au Printemps S.A. bénéficie de l'absorption de la SAPAC intervenue à la fin du premier semestre 1982 (la SAPAC avait elle-même apporté les années précédentes ses activités centrale d'achat « Grands magasins » et « Magasins populaires » à d'autres sociétés du groupe). D'autre part le résultat net au 30 juin 1982 de Au Printemps S.A. avait tenu compte de profits exceptionnels.

En ce qui concerne le groupe, le chiffre d'affaires des huit premiers mois de l'exercice 1983 est à surfaces comparables en progression de 8 % pour les grands magasins, de 6 % pour les magasins populaires et de 7 % pour les magasins spécialisés. Il est à souligner que le premier semestre 1982 avait bénéficié à plein de la reprise de la consommation initiée en 1981 tandis que le premier semestre 1983 se situe dans une phase de consommation déprimée depuis les décisions anti-inflationnistes prises par les pouvoirs publics en juin 1982, puis en mars 1983. Les ventes de vêtements qui représentent une quote-part importante du chiffre d'affaires du groupe ont souffert par ailleurs d'un printemps tardif. En revanche, la rentrée 1983 se déroule dans de bonnes conditions jusqu'à présent satisfaisantes.

Le ralentissement de la consommation et les réductions de marges imposées par les pouvoirs publics sur l'ensemble de l'exercice 1983 devraient entraîner une contraction du résultat de l'exercice par rapport au niveau atteint en 1982 où le blocage des marges

n'avait concerné que le second semestre. Tout dépendra en définitive de l'activité qui sera constatée au dernier trimestre, et qu'il est impossible aujourd'hui de prévoir.

Parmi les ouvertures récentes de magasins, il convient de faire part des satisfactions apportées par les deux hypermarchés Escala à Sarcelles et à Nanterre appartenant et gérés par le groupe sur le plan de l'affiliation. Il faut rappeler que les huit unités du groupe des Magasins Réunis (Marseille, Nancy, Béthune, Troyes, Epinal, Cherbou, Paris-Ternes, Paris-République) portent l'enseigne Printemps. Le magasin de Fiers du groupe Dompierre vient également de prendre l'enseigne Printemps après celui d'Aix-en-Provence. Enfin la Maison Verte à Chartres est affiliée au Printemps et a pris son enseigne.

Au plan international, le groupe poursuit son implantation dans le cadre de contrats d'affiliation. Un grand magasin à l'enseigne Printemps vient de s'ouvrir à Singapour. D'autres sont en cours de réalisation notamment à Osaka, à Tokyo et à Djeddah.

Suite à la fusion absorption du consortium Henry Thiéry par la société des magasins Armand Thiéry, les magasins Henry Thiéry de Toulon et de la rue Auber à Paris ont été définitivement fermés et les immeubles cédés. Ces magasins faisaient double emploi avec les magasins Armand Thiéry situés dans leur proximité qui ont été entièrement remodelés.

En ce qui concerne les participations, il convient d'indiquer qu'Euromarché résiste bien aux difficultés conjoncturelles qui affectent depuis plusieurs mois aussi bien les hypermarchés que l'ensemble de la distribution. Le Printemps détient la quasi totalité du capital d'Euromarché et plus du tiers du capital de Viniprix, société qui détient elle-même 53 % d'Euromarché.

En Espagne

Le premier budget socialiste est marqué par une grande austérité

- Augmentation de 25 % des impôts directs
- Freinage des salaires de la fonction publique

De notre correspondant

Madrid. — Une politique d'austérité d'inspiration conservatrice, compensée par certaines contreparties sociales exigées par les syndicats comme prix de leur collaboration : ainsi peut-on résumer les grandes lignes du budget pour 1984, dont le Parlement espagnol commencera dans quelques jours à débattre.

Spectaculaire accroissement des impôts, augmentation des salaires des fonctionnaires inférieure à la hausse des prix prévue, accent mis sur la lutte contre le déficit public et l'inflation : ce budget reflète parfaitement les thèses orthodoxes et rigoureuses du ministre de l'économie et des finances, M. Miguel Boyer, qui a fait de la restauration des grands équilibres financiers sa tâche prioritaire, même si l'objectif final reste la baisse du chômage, qui frappe environ 2 300 000 personnes (16,5 % de la population active).

Le grand public a surtout été frappé par l'augmentation de 25 % des impôts directs (dont près de 30 % pour l'impôt sur le revenu), les taxes indirectes progressant pour leur part de près de 24 %. La pression fiscale enregistrera ainsi une hausse d'environ 1 % (contre 1,6 % cette année). Avec 23,53 % du P.I.B., elle restera cependant l'une des plus faibles d'Europe.

Dans le même temps, les salaires de la fonction publique ne seront relevés que de 6,5 %, alors que l'inflation s'élève à 12 % en 1983. M. Gonzalez a d'ailleurs lui-même laissé entendre qu'il souhaite voir les salaires suivre une évolution identique dans le secteur privé. Pour le gouvernement, la « modération salariale » est indispensable si l'on veut réduire le chômage, puisqu'elle permet aux entreprises de reconstruire leurs bénéfices et d'investir.

Augmentation des impôts et freinage des salaires sont aussi des instruments pour agir sur le déficit des finances publiques, contenu cette année à 6 % du P.I.B., son niveau de 1982. Si les dépenses réelles n'excèdent pas les prévisions, ce déficit diminuerait d'un demi-point en 1984, première étape vers les 4 % prévus pour 1986. Il s'établirait l'an prochain à quelque 1 330 milliards de pesetas (1 peseta = 0,05 francs), les dépenses atteignant 5 400 milliards.

Ces mesures draconiennes ont valu à M. Boyer les critiques acerbes des Commissions ouvrières pro-communistes, qui estiment la « modération salariale » inacceptable.

Des contreparties sociales

Pourtant, la loi de finances 1984 présente des accommodements, aussi bien pour les syndicats que pour le patronat, qui en tempèrent quelque peu les « excès ». A l'égard du patronat, il y a d'abord la faible augmentation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (+ 9,7 %) et la diminution des charges sociales des entreprises, afin de les inciter à investir.

Les contreparties sont également importantes à l'égard des syndicats, dont la collaboration est essentielle pour la réussite de la politique gouvernementale. L'Etat augmentera ainsi de 23 % son aide aux chômeurs (la moitié d'entre eux recevront une indemnité en 1986) et de 29 % sa participation au financement de la Sécurité sociale (dont il assurera le cinquième). De même, les personnes âgées verront leurs pensions réajustées dans une proportion légèrement supérieure à l'inflation. Les transferts aux familles, sous forme de diverses aides sociales, seront aussi accrues de près de 20 %.

On peut toutefois se demander si les ambitieux objectifs de croissance fixés pour 1984 pourront être tenus. Selon M. Boyer, le P.I.B. devrait ainsi augmenter de 2,5 % l'an prochain (et de 2,7 % à 3,1 % sur la période 1984-1986), mais ce chiffre paraît difficile à atteindre, compte tenu de la ponction sur le pouvoir d'achat que constituent l'accroissement des impôts et la limitation des hausses de salaires.

On se souvient d'ailleurs qu'en décembre dernier les socialistes avaient annoncé pour 1983 une croissance de 2,5 %, avant de ramener ce chiffre à 2 %, et maintenant à 1,7 %. En sera-t-il de même pour 1984 ? La forte hausse des dépenses publiques (près de 20 %), combinée à la politique monétaire très stricte menée par M. Miguel Boyer depuis dix mois (le taux de croissance de la masse monétaire est actuellement de l'ordre de 10 %), à toutes les chances d'entraîner de nouvelles tensions sur le marché de l'argent et d'accroître encore les difficultés de financement du secteur privé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Moulinex

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1983

Le conseil d'administration a, dans sa séance du 23 septembre 1983, examiné les résultats de la société au 30 juin 1983.

Ces résultats se déroulent ainsi :

En millions de francs	Au 30-6-81	Au 30-6-82	Au 30-6-83
● Chiffre d'affaires H.T.	911 368	1 070 648	1 167 583
● Résultats d'exploitation	7 682	70 302	48 961
● Résultats nets après impôts	11 767	23 613	56 187

La diminution du bénéfice d'exploitation au 30-6-1983 par rapport à l'exercice précédent est due :

● A la prise en compte de frais exceptionnels liés au départ en préretraite de cent quarante personnes (8 millions) ;
● A l'augmentation de la dotation aux amortissements, augmentation consécutive à l'effort d'investissement important entrepris durant le premier semestre et qui se poursuivra sur la fin de l'année. Cette dotation s'élève à 72,4 millions de francs contre 52,3 millions de francs au 30-6-1982.

Les résultats nets sont en forte progression. Il faut toutefois rappeler que les résultats de 1982 avaient été affectés par les coûts de restructuration de la filiale américaine.

Le cash-flow progresse de 49,3 millions de francs à 91,3 millions de francs, soit une augmentation de 85 %.

La réalisation de nos objectifs pour le deuxième semestre reste étroitement liée à l'évolution de la conjoncture économique.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Electricité s'est réuni au siège social le jeudi 22 septembre à 17 heures sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet.

La délibération du conseil a porté, en premier lieu, sur l'examen des orientations stratégiques résultant de la nouvelle définition des domaines respectifs d'activité de Thomson et C.G.E. à la suite de l'accord réalisé sur ce point entre les deux groupes et dont le principe a reçu l'approbation du ministre de l'industrie et de la recherche.

Le conseil a été informé de l'intention de la C.G.E. de lever l'option qui lui a

été consentie par la compagnie de Saint-Gobain sur neuf cent mille actions S.G.E.-S.B.

Le conseil a constaté que, à la suite du paiement en actions d'une partie du dividende 1982, le capital de la compagnie se trouvait porté à 813 659 400 F à 837 923 500 F.

Le conseil a enfin décidé la convocation d'une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement et d'une assemblée générale extraordinaire en vue de procéder à une augmentation de capital réservée à l'Etat pour permettre à celui-ci de compléter la dotation en fonds propres de la compagnie.

La Compagnie Générale d'Electricité



titres participatifs

L'émission de titres participatifs de la Compagnie Générale d'Electricité de 1 milliard de francs est entièrement souscrite.
La C.G.E. remercie les souscripteurs de l'excellent accueil qu'ils ont bien voulu réserver à son émission.

26 SEPTEMBRE 1983

392 MILLIONS DE F.



14.60%

Emission de 196.000 obligations de 2.000 F.

Prix d'émission : le pair.

Jouissance, règlement : 10 Octobre 1983.

Durée de l'emprunt : 12 ans.

Amortissement : 12 annuités constantes

(demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14.60%

AIDEZ-VOUS EN AIDANT VOTRE RÉGION

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an.
(Une note d'information (vsa C.O.B. n° 83.266 du 21.09.83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.)

Avec le concours de la C.A.E.C.L.*

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. « La société du non-travail », par Alfred Grosser; LU: l'église sous Pie XII, de Jean Chélini.
- ÉTRANGER**
- 3-4. **PROCHE-ORIENT**
- Le cessez-le-feu au Liban.
4. **AFRIQUE**
- 5-7. **DIPLOMATIE**
- La session de l'ONU et les rapports Est-Ouest.
7. **ASIE**
8. **AMÉRIQUES**
- URUGUAY: manifestations d'impopularité envers le régime militaire.
- POLITIQUE**
9. M. Barre réaffirme son refus de la « cohabitation » et du « compromis historique »: Ouverture des journées parlementaires de l'U.D.F.
10. Les élections municipales partielles.
- SOCIÉTÉ**
12. La situation en Corse.
14. **TRANSPORTS**: le budget de 1984.
15. **ÉDUCATION**
- **SPORTS**: la victoire du bateau australien dans la Coupe de l'America.
- LE MONDE DE LA MÉDECINE**
- 15-16. **LES ENTRETIENS DE BICHAT**:
- Prés de la moitié des malades ne suivent pas les prescriptions de leur médecin.
- Petits maux et grandes misères.
- Premiers succès thérapeutiques des hormones cérébrales contre le cancer et la stérilité.
- Pour vaincre les dépressions.
17. **SCIENCES**: « Bonnes feuilles »: Simples propos d'un homme de science, de Pierre Aigrain.
- RÉGIONS**
18. Le Tibet en Bourgogne.
- Les 100 millions du Mont-Saint-Michel.
- A travers la France.
- CULTURE**
22. **THÉÂTRE**: la Dernière Bande, de Samuel Beckett; Mademoiselle Julie, de Strindberg.
- ÉCONOMIE**
41. **MONNAIES**: l'assemblée générale du F.M.I.
- **SOCIAL**: « La carrière et la crise », point de vue de M. Padiou sur les salaires des cadres.
42. **CONJONCTURE**: les priorités du IX^e Plan: la santé, l'emploi et la décentralisation.
43. **AFAIRES**: l'état est décidé à évincer le député de l'Est du groupe Crouzet-Laire.
44. **ÉTRANGER**: premier budget socialiste en Espagne.
- RADIO-TÉLÉVISION (25) INFORMATIONS « SERVICES » (26)**
- Le congrès des commissaires-priseurs: « Journal officiel »; Métiéologie; Mots croisés.
- Annonces classées (27 à 40); Carnet (18); Programmes des spectacles (23 et 24); Marchés financiers (49).

Le numéro du « Monde » daté 27 septembre 1983 a été tiré à 546 847 exemplaires

OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI
DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de **500 F**
COSTUMES ET PARDessus
MESURE
A partir de **1.550 F**
3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES et MANTEAUX
sur MESURE
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone: 742-70-91.
Du lundi au samedi,
de 10 heures à 18 heures

A B C D F G H

En Irlande du Nord

Vingt et un évadés de Long Kesh courent toujours

L'IRA a marqué un point important avec l'évasion, dimanche 25 septembre, de trente-huit détenus de la prison de Long Kesh, à un moment où les trahisons en série qui ont provoqué ces derniers mois l'arrestation de plus de trois cents personnes entamaient son crédit auprès de la population catholique d'Irlande du Nord. Cette grande « cavale » montre que l'armée républicaine irlandaise est encore capable d'organiser des opérations spectaculaires et apparaît comme une revanche. Parmi les vingt et un évadés encore en fuite (la police a arrêté quinze fuyards dimanche et deux autres lundi, à proximité de la frontière avec la République d'Irlande), neuf étaient condamnés à la détention à perpétuité. Certains sont des militants connus de l'IRA, comme Brendan McFarlane, qui avait été condamné à vie pour le meurtre de cinq per-

sonnes dans un bar protestant de Belfast et avait été l'organisateur des grèves de la faim en 1981. D'autres avaient été incarcérés sur la base de déclarations de mouchards, comme Kevin Barry Art, également condamné à vie pour le meurtre d'un gouverneur adjoint de la prison de Long Kesh.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les murs de Belfast-Ouest se sont couverts de graffiti en l'honneur des évadés. Le Sinn Féin, représentation politique de l'IRA, a pour sa part publié un communiqué dans lequel il « félicite » les évadés, qu'il compare aux prisonniers de guerre britanniques qui s'échappèrent des camps nazis.

Mme Thatcher est venue à Ottawa, où elle effectuait une visite officielle, que « c'est un incident très sérieux, le plus grave de l'histoire de nos prisons ». Toutes les forces de sécurité de l'Ulster sont mobilisées depuis dimanche pour la plus vaste opération antiterroriste jamais montée dans la province.

Par ailleurs, l'IRA a libéré lundi M. Patrick Gilmore, le père d'un informateur de la police, qu'elle retenait en otage depuis dix mois. (A.F.P.)

En Hongrie

UN CONTESTATAIRE A ÉTÉ SÈVÈREMENT BATTU PAR DES POLICIERS

M. Gabor Demszky, rédacteur en chef de la revue contestataire - auto-éditée - *Beszelo*, a été passé à tabac par des policiers samedi 24 septembre alors qu'il sortait de l'appartement d'un autre « dissident » hongrois, M. Laszlo Rajk. Selon un témoin, M. Demszky avait tenté d'empêcher les policiers de s'emparer de son porte-documents et de lire une lettre personnelle qui s'y trouvait. Aspergé de gaz lacrymogène et frappé à coups de matraque, il a été emmené sans connaissance au poste de police, et hospitalisé plusieurs heures plus tard.

Dans les milieux de l'opposition - à Budapest, on souligne que de telles méthodes n'avaient pas été utilisées depuis plusieurs années. Les quelques intellectuels qui restent des publications « hors censure », sont soumis depuis quelques mois à des pressions croissantes ont été contraints de réduire leurs activités: ils ont dû interrompre la vente régulière de leurs publications, mais viennent néanmoins de fonder un « club des amis du samizdat » (auto-édition), qui se réunit toutes les semaines.

Le durcissement ostensible des autorités hongroises à l'égard des contestataires, pourtant peu nombreux et peu virulents, semble participer d'une reprise en main idéologique qui particulièrement sensible depuis l'accession de M. Youri Andropov au pouvoir à Moscou (le *Monde* daté 25-26 septembre). (U.F.I.)

● Une nouvelle organisation terroriste. Un groupe dénommé « organisation 17 septembre Sabra et Chatila » a revendiqué lundi 26 septembre l'assassinat de l'homme d'affaires israélien, Ephraïm Halpern (trente-sept ans), qui avait été perpétré le 13 septembre dernier à Hambourg (nord de la R.F.A.). Dans une lettre en anglais, parvenue à l'agence ouest-allemande D.P.A. à Bonn, l'organisation qualifie la victime de « major de l'armée de l'air sioniste » et affirme qu'il a été en possession de « secrets militaires ».

(Publicité)

Mini-copieur personnel tout papier

Chez Duriez 6 950 F (t.t.c.)

NOUVEAU CANON PC 10: le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers. • Aucun entretien • Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre • Poids 19,8 kg • Dim. 41 x 47 x 18 cm • Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) • Autre modèle PC 20: Alimentation automatique à répétition • Prix Duriez 7 950 t.t.c. • 112, bd St-Germain, Odéon.

L'ORDINATEUR PERSONNEL
Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur
20 FF chez votre marchand de journaux.

LA DIFFUSION DE L'INFORMATIQUE ET LA FORMATION AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le conseil des ministres, exceptionnellement avancé à ce mardi 27 septembre en raison du départ du président de la République pour la session de l'ONU à New-York, a été consacré, pour une large part, à l'électronique et à l'informatique. Plusieurs ministres ont fait une communication sur ce thème.

M. Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a fait un rappel des choix et des objectifs en matière d'investissements et de restructurations industrielles dans la filière électronique.

« Il s'agit de gagner le défi de l'électronique et de l'informatique », a indiqué le ministre à l'issue du conseil. Le secteur constitue « la priorité numéro 1 de la politique industrielle du pays ». Rappelant les diverses actions menées jusqu'à présent, M. Fabius a repris à son compte le chiffre de 140 milliards de francs d'investissements sur cinq ans dans la filière électronique, avancé il y a un an par son prédécesseur. L'électronique aura une priorité dans les allocations du nouveau fonds industriel de modernisation.

Le ministre a également insisté sur la prochaine modification des procédures d'achat de matériel par les administrations et sur les efforts à entreprendre pour « mieux diffuser les applications de l'électronique dans l'ensemble de l'économie ». TF1 et l'Agence pour le développement de l'informatique vont mettre en place une action de « sensibilisation du grand public à l'informatique ».

Plusieurs interventions ont traité de la formation des hommes aux nouvelles technologies électroniques. M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, a fait le point sur l'introduction de l'informatique à l'école. M. Rigoud, ministre de la formation professionnelle, et M. Schwartzberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, traitant pour leur part de la formation des informaticiens, notamment de celle des jeunes chômeurs par les diplômés des grandes écoles.

Cause d'amnésie

UN SOMNIFÈRE FAIT L'OBJET D'UNE « VIGILANCE PARTICULIÈRE » DES POUVOIRS PUBLICS

Un médicament du groupe des « benzodiazépines », destiné à combattre l'anxiété et l'insomnie, fait l'objet d'une « vigilance particulière » de la part du secrétariat d'État à la santé, a-t-on appris ce mardi 27 septembre. Selon des enquêtes menées par les centres antipoisons de Paris et de Marseille, ce produit entraîne des effets secondaires importants, en particulier de brèves amnésies et des périodes confusionnelles au réveil. Les séries observées jusqu'à présent sont encore insuffisantes pour qu'il soit permis de dégager des conclusions de type (amnésies temporaires, somnolence, etc.), en particulier s'ils sont associés à l'alcool.

Les psychopharmacologues soulignent que l'ensemble des produits de la « famille » des benzodiazépines, dont certains sont extrêmement répandus, mais qui, tous, sont vendus sur prescription médicale, peuvent provoquer des effets secondaires de ce type (amnésies temporaires, somnolence, etc.), en particulier s'ils sont associés à l'alcool.

AU CONSEIL DES MINISTRES

La dissolution de la C.C.N.

M. MITTERRAND: la rigueur et la fermeté nécessaires

Avant de prononcer la dissolution de la Consulte des comités nationalistes corses, le conseil des ministres réuni mardi 27 septembre a entendu un exposé de M. Defferre, ministre de l'Intérieur, sur cette question. M. Defferre a noté que depuis la dissolution du F.N.L.C., le 5 janvier 1983, des liens nombreux et « constitutifs » avaient été constatés entre cette organisation et la C.C.N. Des documents saisis par les forces de police, il ressort, selon lui, que ces comités ont été créés à l'initiative du F.N.L.C. et sous son contrôle.

Le ministre de l'Intérieur a ainsi fait référence à plusieurs faits qui se sont produits depuis le 5 janvier 1983. Au cours d'une assemblée générale tenue à Corte, le 8 mai, la Consulte a décidé de prendre à son compte les recommandations du F.N.L.C. afin de les propager dans l'opinion publique, a-t-il dit. Cet engagement a été réaffirmé lors d'une conférence de presse le 9 juin dernier, ainsi qu'à l'occasion d'une réunion publique organisée par la Consulte, le 30 juin. M. Defferre a également fait état de la participation directe de la Consulte à une manifestation armée, le 10 juillet, manifestation organisée à la mémoire de Guy Orsini et qui réunissait qua-

tre cents personnes. Le premier ministre, pour sa part, a indiqué qu'il s'agissait d'appliquer avec rigueur la loi de la République. M. Mitterrand a estimé que cette « fermeté » et cette « rigueur » sont nécessaires dès lors que le gouvernement de la République a mis en place des organismes représentatifs au terme d'élections démocratiques. M. Defferre a enfin souligné que le gouvernement n'entend pas rejeter qui que ce soit sauf ceux qui se sont mis en contrevallation avec la loi.

Commentant la décision prise par le conseil en application de l'article 1 de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées (notamment de ses paragraphes 1 et 3), M. Max Gallo, porteparole du gouvernement, a relevé que l'assassinat de M. Massimi est l'un des éléments de l'évolution de la situation prise en compte dans la décision du gouvernement. Selon lui, jusqu'au 5 janvier 1983, la Consulte des comités nationalistes se bornait à une activité culturelle, théorique, « parfaitement légitime ».

Depuis cette date, a-t-il affirmé, la C.C.N. a joint « la pratique à la théorie » et est apparue comme le « refuge légal » du F.N.L.C.

SELON LE MINISTÈRE DES P.T.T.

La moitié des centres de tri seraient plus ou moins touchés par des grèves

La situation dans les centres de tri des P.T.T. continue d'être très confuse et contrastée, après deux semaines d'un mouvement qui touche, selon le ministère des P.T.T., environ la moitié des quatre vingt-dix centres de tri.

Dans trois départements, le Val-de-Marne, le Nord et les Alpes-Maritimes, le courrier n'est plus distribué, les centres de tri de Créteil, de Lille et de Nice étant totalement bloqués. Dans huit autres départements (Bouches-du-Rhône, Ille-et-Vilaine, Hérault, Gard, Vaucluse, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise et Hauts-de-Seine), considérés par le ministère comme « moyennement touchés », des retards sont enregistrés en raison des mouvements de grève qui affectent les centres de tri de Marseille, de Rennes, de Montpellier, de Nantes, d'Avignon, de Bagny, de Pontoise et d'Issy-les-Moulineaux.

Ailleurs, comme à Paris où l'on ne constate plus d'arrêt de travail, la situation serait presque normale avec, toutefois, une arrivée irrégulière du courrier. Au total, on peut avancer qu'un cinquième de la distribution des quarante-cinq millions d'objets de correspondance assurée quotidiennement par les P.T.T. serait ainsi perturbé.

Dans un communiqué publié le 26 septembre, le ministère des P.T.T. a rappelé que la réorganisation en centres des services postaux se justifiait par l'augmentation « du courrier ordinaire, traité de jour » et par le « très net ralentissement de la vie économique le samedi et, bien sûr, le dimanche ». Soulignant que cette « réorganisation de l'organisation » avait fait l'objet d'une concertation « au plan national », avec les fédérations syndicales, le ministère notait qu'elle entraînait « des réactions locales du personnel à l'occasion des négociations désormais déconcentrées ».

La fédération C.F.D.T. des P.T.T., qui tenait une conférence de presse le 26 septembre, a, de son côté, insisté sur le refus de certaines directions locales de mener des négociations déconcentrées pour expliquer « la floraison des conflits actuels » dans une administration dont la structure centralisée fonctionne depuis plus de cent ans. Tout en rappelant qu'elle n'était pas opposée, dans le principe, à la réorganisation du travail, la fédération C.F.D.T. a ajouté que les postiers « n'ont pas à

faire les frais des divergences internes (...) ou des règlements de comptes » qui existaient à la direction générale des postes ou au ministère.

La fédération F.O. des P.T.T., dans un communiqué, a également souligné que les conflits « trouvent leur origine dans l'absence de volonté réelle d'un dialogue constructif de la part de l'administration ».

Ce 27 septembre, était aussi « le point fort » de la semaine d'action lancée par la fédération C.G.T. des P.T.T., qui appelle le personnel, selon les situations locales, à arrêter le travail pendant une heure ou plus.

Le 28 septembre, les fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. seront reçues au ministère des P.T.T.

SITUATION BLOQUÉE AU CENTRE DE TRI DE L'AÉROPORT DE NICE

(De notre correspondant)

Nice. — La situation est toujours bloquée au centre de tri de l'aéroport, occupé par les grévistes depuis le 23 septembre. De source syndicale, le mouvement est suivi à 100 % par les brigades de jour et à 65 % par les agents de nuit.

Un « tri d'urgence » destiné à mettre en place un service minimum devrait fonctionner à partir de ce mardi 27 septembre à l'initiative de la direction départementale des P.T.T. à Saint-Laurent-Var. Son efficacité sera bien entendu subordonnée au nombre d'agents non grévistes qui auront répondu à l'appel de l'administration.

Le 26 septembre, le directeur départemental des P.T.T., M. Pierre Pasquet, a reçu une délégation patronale qui a souligné les dommages provoqués par la grève et demandé que des dispositions immédiates soient prises pour que le courrier soit de nouveau acheminé.

Selon l'U.P.I.A.M. (Union des professionnels et industriels des Alpes-Maritimes), si le mouvement paraît avoir suivi son cours avec les élections du 19 octobre à la Sécurité sociale, il n'en demeure pas moins que le personnel du mouvement pourrait perturber le déroulement du scrutin, les cartes d'électeurs ne parvenant pas à leurs destinataires.

MICHEL VIVÉS.

PHARMACIE MEDECINE
stage pré-entrée septembre - soutien annuel - classe prépa.
5 centres: Quartier latin, Neuilly, Nation, Créteil, Orsay.
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722-84.94
746.09.19 — enseignement supérieur privé

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2ème année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél.: 634.06.33

185 ORDINATEURS
de 250 F à 60 000 F
et 114 imprimantes
1500 adresses, un lexique, etc.
278 p - 35 FF chez votre marchand de journaux

NICOLL Spécial Automne
Jusqu'au 8 octobre
COSTUME
Mesure industrielle: 1 750 F
avec gilet: 1 990 F
NICOLL à Paris 29 rue Tronchet, depuis 1820